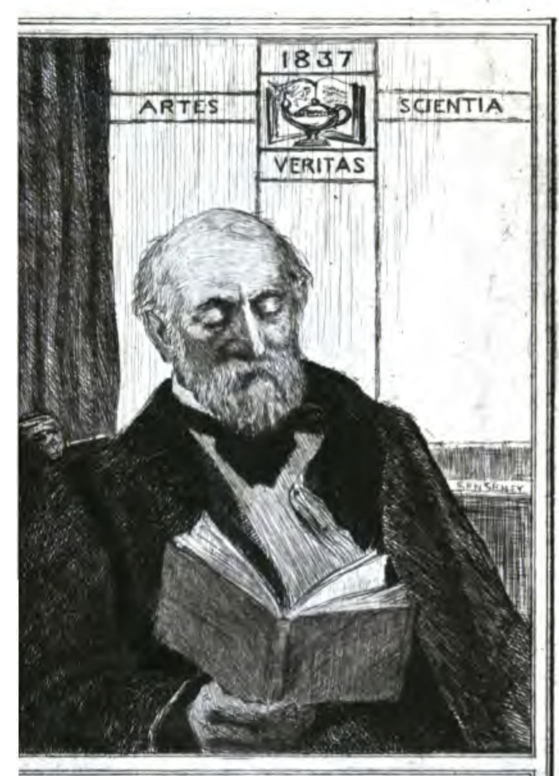

1837
ARTES
SCIENTIA
VERITAS


1837
ARTES
SCIENTIA
VERITAS

RÉVOLUTIONS
DE POLOGNE

TOME I

TYPOGRAPHIE DE H. FIRMIN DIDOT. — MESNIL (EURE).

RÉVOLUTIONS
DE POLOGNE

PAR

CLAUDE CARLOMAN DE RULHIÈRE

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Ouvrage désigné par l'Institut

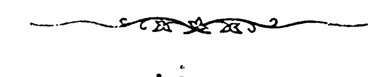
Pour le grand prix décennal de 1810.

QUATRIÈME ÉDITION, REVUE SUR LE TEXTE ET COMPLÉTÉE

PAR

CHRISTIEN OSTROWSKI.

TOME PREMIER



PARIS

LIBRAIRIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES, FILS ET C[IE]

IMPRIMEURS DE L'INSTITUT, RUE JACOB, 56

1862

Vignaud lit.
3 vol.

INTRODUCTION.

L'*Histoire des Révolutions de Pologne*, par Claude-Carloman de Rulhière, continuée par A.-F.-C. Ferrand dans son *Histoire des trois Démembrements*, est le plus digne ouvrage publié jusqu'à ce jour en France sur les fastes de cette grande nation, démembrée mais non déchue, longtemps appelée sa sœur parmi les nations européennes, et qui, par ses affinités instinctives, ses vertus civiques et militaires, ses traditions de gloire et de liberté, fut constamment son alliée la plus active et la plus dévouée. Elle retrace, dans un récit rapide, varié, toujours éloquent, cette catastrophe du partage, qui, vers la fin du dernier siècle, changea tout à coup la face politique de l'Europe, et rouvrit aux barbares les chemins de l'Occident. Elle se lit avec le même intérêt qu'un roman; et c'est pourtant la plus sérieuse et la plus vraie de toutes les histoires. Cet intérêt soutenu, qui l'a rendue plus populaire que bien des œuvres d'imagination, elle

le doit à son sujet même, autant qu'à la manière admirable dont il est traité. Un peuple ouvertement trahi par son roi, se débattant sous la complicité violente de deux cours, auxquelles vient se joindre bientôt une troisième, déliée de ses scrupules de reconnaissance par la haine secrète qu'elle porte aux deux premières; une famille ambitieuse, qui, sous le prétexte de réformer les lois polonaises avec l'appui de la Russie, ne songe qu'à satisfaire son orgueil et réaliser son système de pouvoir absolu; de l'autre côté, un groupe de patriotes rangés autour d'un vieillard, sans armes, sans asile, environnés d'ennemis dix fois plus nombreux, n'ayant d'autre citadelle qu'un sanctuaire, d'autres ressources que leur indomptable énergie : tel est le tableau général que l'Histoire de Rulhière présente à nos regards. Au moment où la forte race des Piasts et des Jaghellons se lève du tombeau sanglant où les trois puissances du Nord croyaient l'avoir étouffée, obéissant à ce courant d'idées qui se porte aujourd'hui vers toutes les parties de l'Orient, nous avons voulu publier l'ouvrage de Rulhière dans sa forme primitive, sans les altérations que d'infidèles dépositaires de ses manuscrits lui ont fait subir; et par cet hommage, quoique tardif, au génie de son éminent historien, nous avons cru bien mériter de la patrie. Ce n'est donc point une

simple reproduction que nous offrons à nos lecteurs ; encore moins une spéculation de librairie : c'est une œuvre toute nationale et patriotique, dans laquelle l'éditeur français et l'écrivain polonais ont mis le meilleur de leur expérience et de leur application, un souvenir de l'ancienne fraternité des deux peuples.

C'est qu'en effet l'Histoire de Rulhière est, selon Daunou, son premier éditeur, « *un chef-d'œuvre de l'art d'écrire, et l'un des plus dignes modèles du genre qui existent dans toutes les langues.* » Telle est aussi l'opinion de M.-J. Chénier, dans son *Tableau de la littérature française*, dont un extrait se trouve à la suite de cette Introduction ; de MM. Ginguené, Villemain, Guizot, Mignet, et enfin de toutes les autorités contemporaines. L'Académie française en a jugé de même lorsqu'elle a voulu décerner à l'œuvre posthume de Rulhière le prix décennal institué par Napoléon Ier pour le meilleur ouvrage d'histoire ancienne ou moderne paru depuis le commencement de ce siècle; nous dirons plus loin les raisons pour lesquelles ce prix s'est trompé d'adresse. D'ailleurs la vogue constante dont elle a joui, tout incomplète qu'elle était dans les précédentes éditions, a suffisamment démontré que cette opinion était juste. Elle nous dispense d'établir la valeur littéraire de cette histoire ; nous

dirons seulement les différentes phases qu'elle a traversées, et ce que nous avons dû faire pour la reconstruire en entier, soixante-dix ans après la mort de son auteur.

La biographie détaillée de Rulhière serait difficile à écrire dans le siècle qui a suivi le sien, et n'ajouterait que peu d'intérêt à cette publication. Sa vie entière, modeste, retirée, sans incidents remarquables, pourrait être racontée en quelques lignes; nous n'en savons aujourd'hui que ce que Daunou en a recueilli dans sa *Notice,* et qu'il dit lui-même tenir d'un de ses neveux, alors sous-préfet à Falaise. Quelques relations avec des contemporains illustres; d'autres moins dignes de lui, comme celles qu'il eut avec Chabanon, son détracteur, et Chamfort, qui s'est attaché à lui faire une réputation de méchanceté (comme si un homme d'esprit devait toujours être bon avec ceux qui ne le sont guère); un commerce plus intime avec Mably et Rousseau, qui de même que lui s'étaient occupés de la Pologne; une liaison toute littéraire avec la comtesse d'Egmont et son père le maréchal de Richelieu, qu'il avait suivi en Guyenne comme aide de camp; enfin des rapports d'amitié politique ou de reconnaissance personnelle avec MM. de Breteuil, de Montesquiou, de Vergennes, de Rayneval, Necker et le duc de Choiseul, voilà pres-

que tous les détails dont pourrait se composer sa biographie. On ignore même au juste s'il a jamais été en Pologne, pour y puiser les éléments de son ouvrage, ou du moins combien de temps il y a séjourné. Quoi qu'il en soit, une vie simplement vouée au culte de la pensée, fuyant tout éclat, toute dignité, tout renom étranger aux lettres, ne vaut-elle pas mieux pour l'écrivain d'avenir que ces odyssées décousues, livrées à tous les caprices, remplissant les terres et les mers du bruit de leurs désastres ou de leurs ridicules? On est difficilement à la fois un homme de lettres et un homme d'État; et nous nous abstenons de citer les exemples trop nombreux que l'on pourrait trouver, même de nos jours, tout près de nous.

Mais ce qui reste après lui, ce qui restera toujours comme un monument impérissable de cette existence si sage et partant si peu connue, c'est le fruit de vingt-deux années d'un labeur opiniâtre et de recueillement, c'est cette épopée militaire de la confédération de Bar, premier réveil à main armée de l'esprit national polonais contre l'invasion étrangère. On ne peut s'étonner de la longueur de ce travail, lorsqu'on mesure les difficultés immenses qu'il avait à vaincre pour écrire l'histoire d'un peuple qu'il avait à peine entrevu, dont il ignorait le langage, et

sur lequel rien de bien sérieux n'avait été publié jusqu'à cette époque. On peut même dire qu'il n'a fait que ce seul ouvrage; car ses poëmes sur les *Disputes* et les *Jeux de mains*, ses *Éclaircissements historiques sur la révocation de l'Édit de Nantes*, et ses autres écrits politiques ou littéraires, composés dans les intervalles du premier, et colligés dans l'édition de ses œuvres, faite en 1819 par M. Auguis, ne peuvent entre en ligne avec cette œuvre capitale, et n'ont entre eux d'autre affinité que le talent du même écrivain. Il en est de même de ses *Anecdotes sur la révolution de Russie* dont il fut témoin en 1762, comme attaché à l'ambassade du baron de Breteuil; opuscule plein de verve et d'observation, imprimé d'abord en 1797, puis ajouté par Daunou à la suite de son Histoire. Catherine II avait voulu le faire acheter par ses agents; Rulhière a refusé ses offres, mais il a promis de ne pas le faire paraître du vivant de son héroïne; et malgré les instances de ses amis, de la comtesse d'Egmont, à qui cette spirituelle satire est dédiée, en homme d'honneur il a tenu sa parole.

Entrepris en 1768 pour l'instruction du dauphin, plus tard le martyr de l'hérédité sous le nom de Louis XVI, continué et perfectionné pendant toute sa vie, achevé ou plutôt interrompu par la mort, le 30 janvier 1791, ce livre n'a

échappé que par le hasard à une mutilation posthume de ses manuscrits, qui l'aurait défiguré en entier et en quelque sorte anéanti. A l'approche de la révolution française, inquiet sur le sort d'un ouvrage qui ne devait voir le jour que longtemps après sa mort, Rulhière avait pris tout le soin nécessaire pour lui assurer la perpétuité qui lui était due. Selon la relation de Daunou, il en avait fait tirer plusieurs copies, pour les répartir de la manière suivante : deux ont été remises à M. de Rayneval, premier commis du ministère des relations extérieures, alors son ami, plus tard son adversaire passionné; deux autres aux Archives spéciales de ce ministère; enfin, une seule lui a paru suffisante aux mains de ses héritiers. Les deux premières ont probablement péri dans la tourmente de plusieurs révolutions successives, auxquelles cette famille n'a pas plus échappé que les différents régimes naufragés, ou perdus corps et biens depuis 1789. Les deux autres existaient encore en 1807, car Daunou a pu les comparer avec celle dont il s'est servi pour faire son édition. Comme les dernières en date, elles sont aussi les plus correctes; mais elles ne vont que jusqu'au 9e livre, et ne renferment pas tous les précédents. A la demande que j'en ai faite, il m'a été répondu avec toute l'aménité possible : « Que les Archives du ministère des re-

lations extérieures n'étaient pas ouvertes pour *les étrangers.* » J'ai vainement cherché à décliner cette qualité d'étranger, en alléguant que depuis plus de trente ans j'étais venu en France; que j'avais payé son hospitalité par certains petits ouvrages très-bien accueillis par le public français; que je m'occupais de publier un livre éminemment français, devenu à peu près classique en France et presque couronné par l'Académie française; enfin qu'il était d'un intérêt français de le compléter... etc., etc. A tout cela, point d'autre réponse que : « Vous êtes étranger ». On aurait craint, en me livrant ce manuscrit suranné, de divulguer les secrets d'État les plus dangereux. On ne daigna pas seulement me montrer le catalogue, où j'aurais acquis la certitude de sa présence. « J'étais étranger; » il n'y avait pas de réplique à cela, pas plus qu'au fameux « Sans dot! » de l'*Avare*. Il ne me restait d'autre alternative que de subir cette incommode qualification, ou de me faire naturaliser dans les vingt-quatre heures. Autre impossibilité! Trente ans passés en France ne comptent pour rien, et il m'en faudrait dix autres encore pour avoir le droit de porter la tunique citoyenne, qui m'aurait ouvert l'accès des Archives... et dix ans, aujourd'hui, c'est bien long! J'y renonçai; non sans la plus grande douleur

de ne pouvoir chasser cette mouche importune qui depuis trente ans ne cesse de bourdonner à mes oreilles : « Vous êtes étranger. »

Restait donc, pour dernière ressource, le manuscrit confié aux héritiers de Rulhière, et déposé par Daunou, après avoir servi à l'impression de l'ouvrage, aux Archives nationales, rue du Paradis. Là, des circonstances inattendues, et d'anciennes relations de famille avec l'honorable et savant directeur, nous procurèrent l'occasion de le consulter. Mais ici, notre tâche devient plus ingrate ; car il nous faudra rendre compte d'une petite immoralité, sans toutefois désigner le nom du coupable. Ce manuscrit, après avoir passé, vers 1805, aux mains d'une *personne inconnue*, qui l'a gardé pendant toute l'année suivante, puis du comte Ferrand, qui écrivait alors son *Histoire des trois Démembrements*, puis enfin de Daunou, qui l'ayant fait imprimer en 1807 l'a remis aux Archives, où il se trouve encore sous la lettre K, N° 1317, porte les traces des différentes suppressions, altérations et transformations qu'il a dû subir avant d'arriver jusqu'à nous ; nobles cicatrices sous lesquelles on peut à peine reconnaître le texte primitif de Rulhière, et qui l'ont réduit à l'état de palimpseste presque indéchiffrable. Après une longue et studieuse recherche, nous croyons avoir acquis la connaissance la plus

complète possible des causes de cette profanation ; et nous pouvons donner aujourd'hui, avec tous les ménagements dus à la dignité des lettres, les résultats les plus positifs de cette étude. Voici ce que nous avons trouvé à ce sujet dans des documents officiels. Ayant échoué dans sa tentative d'acheter les Anecdotes sur la révolution de Russie en 1762, la cour de Pétersbourg a renouvelé ses offres en 1805 pour l'Histoire même de Rulhière; et cette fois, ses héritiers n'ont pas cru devoir refuser ses propositions. Le manuscrit a été remanié d'un bout à l'autre; toutes les expressions trop franches et trop familières à l'adresse de la Russie ou de la maison régnante, ont été remplacées par d'autres, où la courtoisie le dispute à l'élégance du style; en voici quelques exemples, en outre des passages du même genre déjà rapportés par Daunou : les mots d'*empereur* et d'*impératrice* ont été partout substitués à ceux de *tzar* et de *tzarine*, généralement employés par Rulhière, même avant Catherine II, la première qui ait pris le titre d'*impératrice* de toutes les Russies. A la page 145 du tome III (dans notre édition), « *les vaisseaux conduits par des officiers ignorants* » sont devenus : « *les vaisseaux conduits par des officiers ayant peu d'expérience* ». A la page 150, au lieu de « *les traités achetés par l'Angleterre de la vénalité du ministère russe* », nous lisons : « *accordés par*

l'inexpérience du ministère sous Catherine Ire et Élisabeth ». A la page 254, contenant le récit des exploits du *trans-danubien* Roumianzoff, au lieu de « *pour aller jouir dans une ignoble indolence de l'immense fortune acquise par ses extorsions et ses rapines* », nous voyons : « *pour aller jouir dans le tranquille gouvernement d'une province, ou plutôt dans une paisible indolence, de son immense fortune.* » (M. Auguis, dans son édition de 1819, dit : « *agréable indolence;* » et nous avons trouvé le mot trop exquis pour ne pas le conserver). Et ainsi de suite, jusqu'à la fin de l'ouvrage. Presque partout ces corrections défigurent le style, affaiblissent la pensée en la dénaturant. Tout ce qui a trait à la confédération de Bar n'est pas plus épargné; mais ici, on a cherché au contraire à raviver et à charger les couleurs. En revanche, toute une moitié du 12e livre, contenant l'histoire de la confédération pendant l'année 1770, a été enlevée. De ces variantes il est résulté pour nous la certitude qu'elles n'ont pu être commises que sous l'inspiration d'une puissance étrangère, la plus intéressée à faire pâlir le tableau si vivant et si fidèle que Rulhière a tracé de l'agonie d'un grand peuple, à dérober à la postérité les traits les plus saillants de son martyre. Et c'était pourtant durant cette période entre les deux batailles d'Austerlitz et de

Friedland, lorsque la Russie était en hostilité ouverte avec la France !

Eh bien ! l'ouvrage entier, *embelli* de cette manière, avait déjà été imprimé, car tout le manuscrit porte les signes indélébiles de la composition typographique, lorsque, fort heureusement pour la gloire de Rulhière et pour la nôtre, Napoléon Ier en fit arrêter la publication, et ordonna à Daunou d'en faire paraître une édition conforme au texte primitif. Mais celui-ci ne retrouva plus les quatre derniers livres ; il publia les précédents tels qu'il les reçut, en rétablissant de son mieux les passages altérés, et remplit les lacunes par des abrégés esquissés par lui-même d'après les notes et les matériaux annexés au manuscrit. Cependant, tout incomplète qu'elle était, son édition avait déjà une valeur réelle, et fit une profonde sensation. Dans leur entrevue de Tilsitt, le tzar Alexandre reprocha très-vivement à l'empereur français d'avoir fait imprimer un livre qui lui appartenait, « et qu'il avait payé, disait-il, assez cher pour avoir le droit d'en disposer à son gré. » Ce fait seul confirme entièrement ce que nous avons dit sur les causes de sa transformation ; et quel que soit le barbare qui s'en était chargé, il est certain qu'on lui avait suggéré des motifs suffisants pour lever tous ses scrupules. L'édition de M. P. Auguis, rédacteur

du *Constitutionnel* et député, n'est qu'une reproduction pure et simple de la précédente, avec quelques fautes de plus, et une *Vie de Rulhière* où il copie presque mot pour mot la Notice de Daunou et le jugement ci-joint de Chénier.

Dans cet état de choses, que nous restait-il à faire pour rassembler les membres épars du texte de Rulhière, « *disjecti membra poetæ,* » offerts en holocauste à la gloriole de l'autocrate? C'était de chercher à découvrir, dans le vaste recueil de matériaux préparés pour la continuation de l'ouvrage, un indice quelconque qui nous mît sur la voie de ces précieux fragments; et en cela, nous avons été servi par le hasard bien au delà de nos espérances. Dans ce volumineux dossier *in-folio,* constatant le travail de bénédictin que Rulhière a dû s'imposer, nous avons trouvé deux cahiers, encore plus raturés que les autres, et d'une écriture différente de celle du manuscrit. Nous avons aussitôt reconnu les deux moitiés manquant aux 12e et 13e livres, qui avaient échappé à Daunou, et auxquelles pourtant il fait allusion, en disant : « Nous ne garantissons ni l'intégrité ni la parfaite authenticité du reste de ce 12e livre, n'ayant pu nous procurer, pour cette partie de l'ouvrage, qu'une copie *informe, incomplète* et souvent *altérée*... etc. » (Tom. III, p. 278.) Et pour la seconde : « *Une personne* à qui

le manuscrit de Rulhière avait été confié, en a *mutilé ici plusieurs pages*. Nous les rétablissons, autant qu'il nous est possible, en recueillant les mots, les lignes, qui ont échappé *à ce ravage*... etc. » (*Ibidem*, p. 346). C'étaient précisément ces deux fragments, très-considérables, que nous avions sous les yeux. Comment sont-ils venus rejoindre le corps auquel ils appartiennent? c'est ce qu'il ne nous est pas donné de pouvoir expliquer. Le premier s'étend, dans notre édition, de la page 278, tome III (*État de la confédération, durant l'année* 1770), jusqu'à la fin du 12e livre, et se rapporte parfaitement au sommaire des chapitres indiqué par Rulhière et cité par Daunou dans sa Notice. Ce sont d'abord les avantages obtenus par les confédérés en 1770; les négociations de Krasinski et de Potoçki avec la Turquie; puis les conférences de Paç avec Joseph II à Épériès; les combats de Szaniawski et de Malczewski, leur entreprise sur Varsovie; les envois d'officiers et d'argent faits par la France aux confédérés; les portraits de Kasimir Pulaski et de Zaremba; la forteresse et le siége du monastère de Czenstochowa; enfin l'examen approfondi de la question de l'interrègne, et la déchéance du trône de Stanislas-Auguste Poniatowski décrétée par le conseil-général, applaudie par le duc de Choiseul, et même tacite-

ment approuvée par Kaunitz, le grand mystificateur autrichien! Que de trésors! quelle série d'événements! quelle hardiesse dans leur exposition! L'essence de ce 12e livre, donné dans son entier, est déjà une trouvaille inappréciable!

Le second fragment s'étend de la page 346 (*Projet d'une entrevue à Neisse de Joseph et du roi de Prusse*), à la page 404 du 13e livre (*Entrevue de Frédéric, de Joseph et de Kaunitz à Neustadt*), et comprend tout l'intervalle entre ces deux entrevues, où la médiation entre la Russie et la Porte fut discutée sur les bases d'un partage de la Pologne. C'est d'abord la rencontre des deux souverains allemands, qui, après avoir versé des flots de sang, se font toutes les caresses imaginables; les engagements pris entre eux, dans l'éventualité d'une rupture entre la France et l'Angleterre; le portrait, tracé de main de maître, de Kaunitz, s'équilibrant entre la dévote Marie-Thérèse et le présomptueux co-régent son fils; sa tortueuse politique à l'égard de la France; ses projets d'envahissements pacifiques sur tous les États voisins; et enfin, la première invasion de l'Autriche sur le territoire polonais. Eh bien! tout ce passage, qui devait tenir une place si essentielle dans le récit de Rulhière, comme il en tient une dans notre histoire, qui prépare en l'exposant la catastrophe de 1772,

est reproduit mot pour mot, lettre pour lettre, dans l'*Histoire des trois Démembrements de la Pologne* par Ferrand, continuateur de Rulhière. Que le cahier qui le contient est bien authentique, nous en avons la preuve dans les notes au bas des pages de la main de Rulhière même, dont l'écriture est très-facile à reconnaître par son caractère de l'autre siècle; savoir, à la page 351 : « *La mort de l'électeur de Bavière Maximilien...* etc. »; à la suivante : « *On verra plus loin que dans le traité de Kaïnardji...* etc. » D'ailleurs, le style de Rulhière s'y reconnaît tout aussi aisément, pour ceux qui sont familiarisés avec les deux ouvrages. C'était, qu'on nous pardonne l'expression, démolir un monument pour construire une bicoque. Ferrand lui-même était sur le point d'en convenir, lorsqu'il disait dans son *Avertissement* :

« C'était surtout pour cette seconde partie de son ouvrage (dans laquelle commencent et se suivent les négociations pour le partage), que Rulhière avait préparé une très-grande quantité de notes, fruit de ses recherches ou de ses réflexions...

« Le long travail que nous avons fait sur cette multitude de notes (qui attestent une recherche attentive et perpétuelle des plus petits détails), nous a convaincu que Rulhière avait autant d'a-

mour que de respect pour la vérité. On le voit souvent revenir sur une date, sur un fait, sur l'induction qu'il en avait tirée, pour continuer, expliquer, changer (?) ce qu'il avait dit dans une note précédente. Il avait, pour cette même partie qui lui restait à faire (*lisez* qu'il avait faite), recueilli beaucoup de pièces intéressantes, depuis 1770 jusqu'en 1775. Ces pièces, *tant qu'elles sont restées entre nos mains,* nous ont été d'un grand secours pour démêler le fil des négociations entre les trois puissances, pendant près de deux ans. On reconnaît dans ce recueil le travail infatigable de l'observateur profond, qui ne néglige aucune particularité, dès qu'elle lui paraît pouvoir donner quelques éclaircissements ou fournir quelques indices. La fréquente comparaison que nous avons été dans le cas de faire entre ces pièces et les notes de Rulhière, nous a de plus en plus démontré la parfaite exactitude de celles-ci...

« Quoique nous n'ayons pu les joindre à nos *pièces justificatives,* c'est toujours à Rulhière que nous devons reporter l'hommage des connaissances qu'elles nous ont procurées ; c'est dans son travail préparatoire (travail immense !) que nous avons trouvé la réunion de tout ce qui pouvait constater l'authenticité du premier démembrement...

« Dans ce *manuscrit*, que nous avions eu entre les mains *pendant dix-huit mois*... etc. »

Ces dix-huit mois ont apparemment suffi pour faire l'opération dont nous avons vu les traces. Après cet aveu si franc et si explicite de ce que Ferrand doit au *manuscrit* de son devancier, nous avons à peine le courage de lui en vouloir pour cet emprunt, peut-être involontaire, et pour la transposition dans son ouvrage de ces *pages mutilées* que Daunou n'y a plus retrouvées. Par une inadvertance très-concevable chez un diplomate, directeur-général des postes et député, au milieu des tracas et des appréhensions de la première restauration des Bourbons, le manuscrit de l'historien a bien pu s'égarer dans le portefeuille du ministre, qui a trouvé tout simple alors de le garder, pour en enrichir l'œuvre qu'il méditait lui-même. Nous n'aurions pas songé à relever cette petite distraction, sans l'hommage public rendu dans son Avertissement à la veracité historique de Rulhière, et qui diminue d'autant ce qu'il peut y avoir de blâmable dans ce larcin. Il est plus que problable que d'autres parties du susdit manuscrit auront éprouvé le même sort; mais nous nous hâtons de lui restituer au moins celles que nous avons reconnues lui appartenant, et qui nous ont permis de rétablir en entier les deux avant-derniers livres, tels que Rulhière les

a laissés : rétablissement que l'on trouvera d'autant plus légitime, qu'il s'agit ici de notre patrie. Il en résulte une édition des *Révolutions de Pologne* en tous points conforme au texte original, sauf les erreurs évidemment commises par les copistes, la rectification des noms propres, que les écrivains étrangers ont assez l'habitude d'estropier (comme pour se venger de ne pouvoir les prononcer), et des changements insignifiants portant sur le texte même, dont l'impression n'a pas été revue par son auteur.

Les deux livres suivants, le quatorzième et le quinzième, ont-ils jamais été achevés? Il est permis de le croire, quand on considère la durée de son travail, depuis 1768 jusqu'en 1791; et rien ne prouve le contraire. On sait qu'au moment de sa mort il avait déjà commencé d'autres ouvrages importants, comme l'histoire des événements de 1789, celle de la diète de Ratisbonne, des mémoires sur les progrès de la littérature française, etc., et dont il ne reste aujourd'hui aucun vestige. Nous trouvons même dans une note de sa main (appartenant à la page 296 du tome III de notre édition), les mots que voici : « *Voyez le vingtième livre, dans la Récapitulation.* » Ces mots très-significatifs se rapportent-ils à la récapitulation qui termine l'ouvrage de Ferrand? Nous ne pouvons former à ce sujet que des con-

jectures; mais ils attestent d'une manière positive, ainsi que la note citée plus haut sur le traité de Kaïnardji (en 1774), que Rulhière avait l'intention de conduire son ouvrage bien au-delà du terme où il s'arrête aujourd'hui.

Cependant, quand même ces deux derniers livres auraient été achevés, pourra-t-on jamais les retrouver, comme on l'a fait des précédents? C'est douteux; et même nous pouvons affirmer qu'ils ne le seront pas. Rappelons-nous que l'histoire des troubles de Pologne a été demandée à Rulhière, alors secrétaire de Monsieur (Louis XVIII), pour l'instruction particulière du dauphin, « *ad usum delphini;* » que la plupart des documents sur lesquels il a travaillé lui ont été fournis par le ministère des relations extérieures; qu'une rente viagère de deux mille écus lui a été servie pour cette seule destination; qu'après son décès, le roi a fait redemander son ouvrage, qu'il pouvait considérer comme sa propriété; enfin, que les livres manquants sont justement ceux qui traitent des rapports secrets ou publics du ministère français avec les confédérés, et de la déchéance de Stanislas-Auguste : matières dangereuses, et qu'on avait le plus grand intérêt à dissimuler, dans la situation où se trouvait alors la cour des Tuileries. Toutes ces circonstances rapprochées expliquent suffisamment la disparition des derniers livres,

qui sans doute auront rejoint les autres papiers de Rulhière, brûlés par sa famille après le 10 août, et ses deux comédies, le *Méfiant* et le *Fâcheux*, aujourd'hui perdues pour jamais. Laissez donc des ouvrages posthumes à publier par vos héritiers! autant vaudrait les jeter au feu de son vivant. Sa famille avait-elle le droit de commettre cet *auto-da-fé* sur les écrits d'un parent illustre, et de sacrifier à de folles terreurs un chef-d'œuvre qui devait lui assurer l'immortalité? Ces pages avaient-elles rien qui pût la compromettre, même aux plus mauvais jours de la révolution? Mais telle est l'illusion commune aux grandes âmes; il se croyait à l'abri de toute spoliation, entre les mains de ceux qu'il couvrait de sa renommée!

Quoi qu'il en soit, l'*Histoire des Révolutions de Pologne* vivra aussi longtemps que la nation dont elle retrace la gloire et les malheurs, et sera l'un des plus beaux fleurons littéraires de la France au dix-huitième siècle. C'est en même temps une œuvre d'art, par la pureté du style, et une œuvre d'érudition, par la rigoureuse exactitude des faits. Mais aussi, personne parmi les contemporains ne réunissait à un égal degré les rares qualités qu'il fallait posséder pour traiter un pareil sujet; cette profonde intuition de son époque, cette belle faculté de généraliser, d'animer, de grouper les événements, de mettre en relief jus-

qu'aux moindres détails pour les faire concourir à la beauté de l'ensemble, de rendre en quelque sorte le lecteur témoin de ce qu'il raconte ou décrit; et par-dessus tout, cet amour de la justice et de la vérité, le seul guide infaillible dans les appréciations historiques. Rulhière excelle à peindre les caractères; et tous ses portraits, souvent grandioses, parfois bizarres, sont d'une ressemblance vivante. De plus, il a le secret de les faire ressortir par le contraste et les oppositions. Voyez d'une part ces belles figures de Soltyk, de Krasinski, de Mokronoski, de Braniçki, Paç, Potoçki, de la famille entière des Pulaski, immolée, jusqu'au dernier de ses enfants, à la cause nationale; de Kasimir Pulaski surtout, ce héros de vingt-deux ans, terrible dans une mêlée, doux et confiant partout ailleurs, auquel obéissent, par un accord instinctif, les chefs les plus anciens et les plus vénérés de la confédération; sans parler de ces silhouettes légères, vraies pourtant, de Zaluski, des deux Rzewuski, du père Marc, de Beniowski, de Drierzanowski, de Sawa! De l'autre côté, ces portraits de Catherine II, de Frédéric II, de Marie-Thérèse, des Czartoryski, de Bruhl, de Stanislas-Auguste! Types indélébiles, marqués en traits de feu, sous lesquels ils nous apparaîtront désormais dans l'histoire! Et plus bas, à leurs pieds, ces

esclaves en épaulette, ces transfuges de tout pays, toujours aux ordres de la Russie, comme Keyserling, Saldern, Weymarn, Braneçki; ou ces monstres à face d'homme, qui ne combattent qu'en massacrant leurs prisonniers, comme Drewitz et Suwaroff! Ce n'est qu'à regret que nous voyons dans cette galerie historique les noms des deux derniers, de Drewitz surtout, scélérat sans courage, qui ferait bien meilleure figure sur un échafaud; mais par sa férocité même, Drewitz plus que tout autre appartient à l'histoire militaire de la Russie, qu'il résume tout entière, comme Kasimir Pulaski personnifie la nôtre. Entre ces deux adversaires se trouve tout l'intervalle qui sépare à jamais la Pologne de la Russie; tous deux sont la plus haute expression de l'esprit individuel des deux peuples. On le sent bien à les voir de près, ces deux peuples ne pourront jamais se fondre en un seul, pas plus dans une grande fédération rêvée par les *panslavistes* de Paris et de Moskou, que sous le sceptre parricide des Romanoff. Les Drewitz et les Pulaski se rencontreront désormais face à face dans toutes les périodes de leur histoire; tant que cette lutte sans issue ne sera pas éteinte par un effort décisif de la civilisation, par le cri unanime de l'Europe.

Et le fond du tableau, la scène qui doit leur servir de théâtre, n'est pas traitée avec moins de

talent. Voyez la description de la Russie, placée à la fin du 9e livre; celle du Péloponèse, dans le 11e; du pays tatare, dans le suivant; le combat naval et l'incendie de la flotte turque dans la baie de Tchesmé, tableau magnifique, effrayant de grandeur, plus tard reproduit par un peintre français pour le boudoir de la tzarine! Tous ces récits de bataille attestent des connaissances militaires très-étendues, fruit de l'étude et de l'expérience personnelle; Rulhière était d'une famille de soldats, et avait commencé sa vie dans les camps. Il en fait preuve dans la description des places fortes d'Okopy, de Chocim, de Bender, de Czenstochowa; dans les deux campagnes de Turquie, en 1769 et 1770; dans les luttes des confédérés avec toutes les forces de la Russie, en 1770 et 1771.

L'esprit d'observation et la pénétration politique de Rulhière se signalent dans les intrigues de la Russie pour préparer le soulèvement de la Grèce; dans les querelles des dissidents en Pologne; dans les rapports de Frédéric avec Kaunitz, de Kaunitz avec Choiseul, ces deux champions masqués qui, sous le couvert d'une grande alliance entre les souverains, trahie aussitôt que formée, se font une guerre d'influence dans tous les cabinets de l'Europe, négocient des traités pour se porter des coups plus terribles, et prépa-

rent sourdement une lutte à outrance entre les peuples. On ne saurait montrer plus à nu tous les ressorts qui font mouvoir les vieux États absolus. C'est dans ce 13[e] livre surtout, un de ceux que nous avons restaurés, qu'il semble nous guider comme avec un fil d'Ariane, et porte la lumière dans tous les détours de ces mystérieux labyrinthes. Il n'aurait tenu qu'à lui d'être un homme d'État accompli ; mais il aurait fallu pour cela renoncer à sa liberté d'écrivain, et selon nous, sa part était la meilleure. Son style est partout élégant, châtié, concis, *trop soigné* selon l'expression du jury académique (comme s'il pouvait l'être assez !), éminemment français par sa précision et sa clarté ; en même temps qu'il sert aussi, dans tout le cours de son histoire, les idées françaises, et non celles des prétendus philosophes, des adulateurs de Frédéric et de Catherine, qui faisaient à leurs idoles un autel avec le corps sanglant de la Pologne. Homme de bien et Français avant tout, mieux que Voltaire et l'*Encyclopédie*, il est dans le sentiment vrai, celui de l'indignation contre les violences exercées par le féroce Repnin sur un peuple trahi et désarmé. Partout il défend, au nom de sa nation, au nom de l'humanité, le maintien et l'intégrité de la Pologne. Il voulait, selon l'opinion du jury, « *laisser un ouvrage qui méritât les suffrages*

des hommes éclairés de tous les siècles, » et à ce compte, il a parfaitement réussi.

Rien ne fait mieux ressortir le mérite réel de l'ouvrage, que les critiques incroyables qui en ont été faites à la séance de l'Institut du 24 août 1810, par des écrivains aujourd'hui parfaitement oubliés. Il faut citer en première ligne celle de M. Dupont de Nemours, traducteur du *Roland furieux*, ancien familier de Stanislas-Auguste, qui combat en ces termes les conclusions du jury et son rapporteur : « Il (Stanislas) crut que l'*amitié personnelle* de l'impératrice Catherine empêcherait cette princesse de s'opposer à ce qu'il pourrait tenter pour améliorer le sort de la Pologne. Il se trompa... Mais cette confiance fait honneur à la *moralité* de son caractère. » On ne saurait pousser plus loin la naïveté dans les jugements sur les hommes. Le souvenir des belles dames de la cour de Varsovie ne l'a pas entièrement abandonné, lorsqu'il s'écrie avec enthousiasme : « J'ai passé plusieurs nuits à *ses* côtés, non pas occupé des délices de sa cour, qu'*ornaient tant de dames si belles...* » ; et il aurait dû ajouter : « et si habiles, par leurs viles intrigues et leur galanterie, comme les Grabowska, les Mniszech, les d'Ougroumoff, etc., à faire avorter dans l'âme de ce roi toute généreuse résolution. » Nous ne pouvons nous défendre de

citer un autre passage très-curieux, ayant trait à l'adhésion du roi au complot de Targowiça : « Il ne restait d'autres ressources que les négociations. *Il* invoqua de la manière *la plus touchante* l'ancienne *amitié* de la tzarine, et ne put obtenir un armistice, sauver son armée du massacre *et Varsovie du pillage*, qu'en se dévouant lui-même jusqu'à la douleur de signer l'acte de la confédération (*lisez* conjuration) de Targowiça, et de céder à ses chefs le peu qui lui restait d'autorité. Il jugea que le seul devoir qu'il eût encore était de diminuer l'effusion du sang, même aux dépens de sa *propre renommée*... Ce sont là d'amers sacrifices. Il s'immolait pour son peuple, et son peuple crut *un moment* qu'il l'avait trahi... etc. » C'est là tout simplement l'apologie de la trahison, dont Stanislas-Auguste était, selon M. Dupont, devenu le martyr. Et quelques lignes plus loin, il dit : « Qu'il voulait se démettre de sa couronne en faveur d'un prince russe... etc. » Et voilà comment on écrit l'histoire! Et pourtant cet inepte discours fut écouté jusqu'au bout, et même suivi d'un second tout semblable dans la même séance.

M. Levesque, auteur d'une *Histoire de Russie* et ancien familier de Catherine II (M. Auguis ajoute : « *dont il reçut les bienfaits* »), fait mieux encore, il calomnie la Pologne et son historien.

« A ces deux guerres, dit-il, contre la Russie (celles de Turquie et des confédérés), Choiseul voulut en joindre une de plume, et il en chargea Rulhière. Il en fournit aussi les armes. Elles devaient être acérées et même *fortement empoisonnées*, car c'étaient les papiers de la confédération de Bar. Enfin, il fit les frais de cette guerre; et Rulhière eut un traitement de deux mille écus, pour bien servir les malignes volontés du ministre... etc. » Voilà Rhulière devenu, de par M. Levesque, un diffamateur salarié. Cette calomnie abjecte a été repoussée à la même séance comme elle méritait de l'être. Mais tous les moyens sont bons pour la Russie; la calomnie produite par le parti russe à Varsovie poursuivait les frères Pulaski dans toutes leurs expéditions, en les traitant de bandits et de pillards; et jusque dans l'exil, en leur faisant refuser l'entrée de la France. Elle avait déjà tué leur père, créateur et premier chef de la confédération; elle proclamait son fils Kasimir *régicide*, pour avoir sauvé la vie au roi, en défendant aux confédérés chargés de l'enlever, qu'il fût attenté à ses jours. En revanche, M. Levesque fait un éloge pompeux de Catherine, tout aussi désintéressé. Son *Histoire critique de la république romaine* était au concours, et remporta le prix.

M. Delisle de Salles, auteur d'une *Histoire des*

Hommes, en 41 volumes, et surnommé par ses contemporains le *singe de Diderot*, nous apprend, et nous sommes très-disposés à le croire, que Rulhière avait esquissé le plan d'une *Histoire complète de la Pologne* depuis son origine jusqu'à son démembrement. Il lui en avait même lu plusieurs parties. L'*Histoire des Révolutions* ne devait être ainsi qu'un épisode de cet ouvrage immense, qui devait embrasser les dix siècles de notre existence politique. Mais M. Delisle se hâte d'appuyer le mémoire de M. Dupont, et propose de mettre l'ouvrage hors de concours, sur cette raison subtile, qu'il a été composé plus de dix ans avant son institution. C'est là un *biais* tout à fait digne de son ami Massalski, l'ancien évêque de Vilno, qu'il cite comme une des meilleures têtes de la Pologne; ce qui ne l'a pas empêché d'être pendu en 1794 pour crime de haute trahison. Il finit par dire que l'ouvrage est *immoral* (?), et ne mérite sous aucun rapport l'honneur que la commission lui avait fait de le désigner pour le prix décennal.

M. de Rayneval, auteur des *Institutions au droit naturel et des gens*, homme de cour et diplomate, commence par flétrir Mokronoski, une des âmes les plus belles et les plus fortes de son temps, et reproche à Rulhière de n'avoir pas écrit l'histoire du partage de 1795, arrivé quatre ans après sa

mort. « Ce premier fondement posé », dit l'orateur, il refait en entier à sa manière l'histoire de Rulhière, et le gourmande, comme on ferait d'un écolier, de n'avoir pas suivi le plan nouveau qu'il vient de tracer. La simplicité de plusieurs parties du rapport de M. de Rayneval est vraiment phénoménale. « Catherine II, dit-il, n'a fait que suivre la route tracée par ses prédécesseurs. — Et voilà ce qu'on nous peint comme le comble du despotisme! — Je me bornerai à observer qu'un prince n'est despote qu'à l'égard de ses propres sujets. Les Anglais exercèrent-ils un acte de despotisme en France, lorsqu'ils donnèrent des secours aux protestants?... etc. » Ce n'est pas du despotisme, soit; mais c'est bien pis encore, c'est la violence secondée par la trahison. Il appelle Joseph Pulaski « un défenseur *obscur* d'une petite juridiction ». (Voyez son magnifique discours aux confédérés, tome II, p. 300.) « Et ses fils, ajoute-t-il, faisaient la petite guerre en aventuriers. » Il oppose à Rulhière son introduction concernant l'empire russe comme inutile à son sujet (?), et enfin sa *manie* de lire des fragments de son histoire, qui ne devait pas être publiée de son vivant, dans des sociétés particulières. En vérité, c'est exiger d'un écrivain par trop d'abnégation. Lire son ouvrage à des auditeurs choisis, c'est vouloir l'améliorer, en con-

sultant l'effet produit sur des organisations différentes. Ce qui rend ce mémoire encore plus singulier, c'est que M. de Rayneval avait été précisément choisi par Rulhière pour un des dépositaires de ses manuscrits, et devait, comme son exécuteur testamentaire, posséder toute sa confiance. Mais « on ne voit pas les cœurs... », dit le *Misanthrope*. L'*Histoire de l'Anarchie de Pologne* est un titre de sa façon ; et nous nous hâtons de le restituer à son auteur.

Daunou les a tous quatre victorieusement réfutés; et c'était facile, en relevant le ridicule et les absurdités dont ces discours offrent de si rares exemples. C'est sans doute dans ce sentiment que M. Auguis a cru devoir les reproduire. Et pourtant, malgré tous ses efforts, l'opinion contraire a prévalu. M. Dupont de Nemours, en reprenant la parole, a fait échouer le projet de la commission par une fastueuse peinture de la grandeur d'âme et du caractère de ce roi fainéant, exécré de sa nation, joué par la Russie, méprisé de tous les autres souverains, même de Louis XV ; et l'auteur de la *Physiocratie* a prouvé une fois de plus qu'un bon économiste peut être un fort méchant historien. Voilà pourquoi l'histoire de Rulhière n'a pas obtenu le prix décennal. C'était assurément une injustice, et l'une des plus grandes que le corps académique ait encore commises.

Mais un étrange fatalité semblait s'attacher à Rulhière, avocat d'une noble cause que l'on pouvait alors considérer comme perdue; on eût dit que le sort de la Pologne martyre rejaillît sur son historien, sans vouloir le quitter même après sa mort. Comme la Pologne elle-même, son histoire a été démembrée, lacérée, presque anéantie; même entre les mains de ceux qui avaient le plus grand intérêt à la conserver, elle n'a pas échappé à la spoliation, cette fille exécrable de l'envie, le vice capital et le premier crime de l'homme. Quelques-uns prétendent que Rulhière est mort du poison, parce que, disent-ils, dans un entretien qu'il eut avec Mirabeau, il avait refusé d'être le panégyriste de la révolution. Et pourtant, sa mort seule l'a peut-être empêché de rejoindre son frère à la Force, et de finir ses jours en prison; ce qui serait arrivé sans aucun doute, si la plupart de ses écrits n'avaient été livrés au feu par sa famille. On a été jusqu'à lui contester la paternité de son œuvre, pour en faire honneur à je ne sais quel J.-A. Maubert, ex-capucin, avanturier et littérateur anonyme, dont les écrits et les capucinades sont aujourd'hui généralement ignorés. Ginguené eut toutes les peines du monde à faire raison de ce mensonge, en démontrant que Maubert, mort en 1767, ne pouvait avoir connu la confédération de Bar, qui n'éclata que l'année

suivante. Enfin, ses prétendus amis le repoussent du concours de 1810, et proclament son œuvre un *pamphlet!* Quel enchaînement de malheurs sur un seul homme et sur une seule nation! Quel triomphe pour leurs adversaires! Quel abandon de la part de leurs alliés! Mais aujourd'hui, le temps de la réparation pour l'un et pour l'autre est venu. Les raisons qui ont fait enlever ou condamner certaines parties du livre n'existent plus. Que le duc de Choiseul ait eu des rapports suivis avec les confédérés, qu'il ait prêté la main à la déchéance de Stanislas-Auguste, cela ne peut plus blesser ni compromettre personne au monde; et si l'Académie voulait écouter notre voix, elle prendrait une initiative digne d'elle, en revenant sur l'injuste décision que de maladroits conseillers lui ont dictée en 1810 : elle achèverait l'œuvre d'un de ses membres les plus illustres, en la couronnant.

On a vu que le plus grand reproche adressé à Rulhière était une rigueur excessive à l'égard de la Russie et une franche partialité en faveur de la Pologne. Mais ce reproche est-il bien sérieux pour le témoin oculaire de ce que les Russes appellent leur révolution de 1762? pour l'historien de la confédération de Bar, aux prises avec Catherine II, que ses sujets eux-mêmes nommaient la païenne (*paganiça*)? Certes, une telle partia-

lité ne peut être que d'un cœur honnête, d'un esprit juste et droit. Il en est de même pour ses opinions sur certaines parties profondément dégénérées de notre nation, à l'époque qu'il décrit, la cour et la haute noblesse attachée à la cour. En désapprouvant la conduite du grand-chancelier de Lithuanie et du palatin de Russie, il n'était guidé par aucune animosité personnelle, comme on le voit dans ses entretiens avec le prince Adam, leur fils et leur neveu (tome I, p. 246; tome II, p 10). Bien au contraire, il leur fait trop d'honneur en leur prêtant des intentions généreuses à l'égard de leur pays. Que ce n'étaient nullement des hommes de génie, encore moins des patriotes; on s'en convaincra par la *Note générale* ci-jointe. Ces deux orgueilleux prétendants, « qui voulaient faire servir les vices de leurs concitoyens et les *forces de leurs ennemis naturels* à reformer la constitution de leur pays, » ont fait plus de mal à la Pologne que n'auraient fait de bien leurs réformes, quand même elles auraient eu la chance d'être adoptées. Législateurs sans vocation, citoyens sans probité, politiques sans lumières, ils se sont aperçus, mais trop tard, qu'ils avaient fait fausse route; qu'ils avaient attiré sur la Pologne des malheurs sans remède, sans aucun profit pour leur ambition. Ils ont voulu jouer la Russie, et il ont été joués par elle.

Ce n'était pas leur neveu, c'est Catherine en personne, deux fois parjure et deux fois parricide, qu'ils ont fait monter sur le trône des Jaghellons, que ces conspirateurs princiers se réservaient pour eux-mêmes. Tel est le jugement sévère que l'histoire portera sur la dangereuse tentative de ces deux hommes, et que la réussite même ne rendait pas moins criminelle. La détestable doctrine des *faits accomplis* reçoit dans notre histoire un perpétuel démenti. S'il est vrai qu'ailleurs la fin justifie les moyens, ici les mauvais moyens ont toujours produit des résultats analogues.

Ferrand les apprécie avec une égale justice dans son *Introduction*, et disculpe Rulhière de ce reproche d'aigreur envers la Russie, que ses *amis* lui avaient adressé après l'audition de son œuvre. L'*Histoire de Ferrand*, suite de celle de Rulhière, et que nous nous proposons de publier après celle-ci, est loin d'être un ouvrage sans mérite. Construite sur le même plan, avec les mêmes matériaux, presque de la même étendue, et conduisant le récit des événements jusqu'en 1795, elle offre cependant des différences notables avec la précédente. A part le point de vue particulier du ministre d'État des Bourbons (et tout homme qui pense a le droit d'avoir le sien), il cherche à égaler par la précision, par le soin d'étayer chaque fait sur des pièces officielles, son modèle, dont il ne peut at-

teindre le sentiment profond de son sujet et la perfection littéraire. Chroniqueur exact et scrupuleux, il réunit, dans un vaste répertoire de correspondances et de documents authentiques, tout ce qu'il faut pour s'éclairer sur l'époque et les hommes que l'on veut connaître; en laissant au lecteur lui-même l'induction générale qu'il lui convient d'en tirer. Cette manière d'écrire a aussi ses avantages. On y voit l'effort continuel de tout dire, tout expliquer, jusqu'aux sourires des hommes politiques, jusqu'à leurs confidences à leurs maîtresses, souvent plus fidèles à leur pensée que leurs dépêches diplomatiques. C'est plutôt une série de mémoires très-bien renseignés, qu'un livre d'histoire contemporaine. Le premier ouvrage semble conçu d'un seul jet, par un guerrier s'identifiant de cœur et d'esprit avec les luttes qu'il représente et les passions qui les animent, comme l'auraient fait Choisy, Kellerman, Vioménil, et tous ces braves volontaires qui servaient en même temps la Pologne et la France dans les rangs des confédérés; le second est rédigé par un diplomate expert, un affidé de Frédéric, de Kaunitz, de Catherine, et qui aurait eu l'art de dérober à chacun d'eux les arcanes les plus profonds de leurs cabinets. L'un est philosophe comme Mably et Rousseau, accordant sans cesse son attachement à l'ancienne royauté avec les

idées modernes dont il est déjà pénétré, presque révolutionnaire, moins le fait même de la révolution, comme on le voit dans son examen de la question de l'interrègne, où il conclut à la réunion impossible du roi et des confédérés; l'autre est légitimiste outré, comme on l'était en 1813, exécrant et maudissant les principes nouveaux, qu'il gratifie, dans son Avertissement, du nom de « *poisons démagogiques,* » et Napoléon I[er], qu'il appelle sans façon : « le *Tamerlan de nos jours;* » homme de cœur toutefois, et voulant le bien dans sa patrie et dans la nôtre, comme il l'entendait.

Et pourtant, voyez! ces deux hommes partis de deux points si divers, des deux pôles opposés du monde moral, ces deux hommes qui peut-être se seraient rencontrés l'épée à la main, s'ils avaient vécu dans la même génération, sont constamment d'accord pour tout ce qui concerne la Pologne, et font presque le même ouvrage! Ennemis acharnés sur tout le reste, ils sont unanimes pour flétrir et réprouver le crime du partage, auquel ils attribuent tous les désordres et les souffrances de notre époque. Tous deux admirent les confédérés jusque dans leur défaite, méprisent Stanislas-Auguste jusque sur le trône, condamnent les chefs du parti russe, et la Russie elle-même, jusque dans sa victoire! Telle est la force de la vérité sur deux âmes, en-

traînées dans deux camps contraires par la force des événements, mais franches et loyales, ayant en toutes choses la volonté de servir la meilleure des causes!

L'impression finale qui résulte de ces deux livres est une grande leçon de sagesse et d'équité donnée à tous les peuples; c'est cette vérité, vieille comme le monde et toujours méconnue, que les seules alliances utiles et durables sont celles qui sont fondées sur la conformité des principes, sur les intérêts réels de la civilisation : et non celles que font surgir les circonstances et les besoins du moment, éphémères et périssables comme elles, ou pis encore, les faux calculs et les illusions dynastiques. « *Il ne faut s'allier qu'avec les forts* », a-t-on dit avec raison; or, les rois absolus ne le sont jamais. En un mot, les seules dignes de notre époque, où la justice, c'est-à-dire le bien du plus grand nombre commence à devenir la loi des nations, sont les alliances de peuple à peuple, et non les alliances de souverains à souverains. Rien de pareil entre la Pologne et la Russie. C'est encore aujourd'hui, depuis tout un siècle, et ce sera toujours, tant qu'ils seront forcés d'être ensemble, le peuple martyr et le peuple bourreau. L'un, ce fut jadis la liberté poussée jusqu'à son abus, le *liberum veto;* l'autre, c'est la tyrannie poussée jusqu'à son idéal, le *tzarisme.*

L'histoire de l'un devait être un apostolat, l'histoire de l'autre, un massacre. Entre ces deux extrêmes, point d'alliance possible; c'est une chaîne rivée aux deux bouts, et qui asservit en même temps la victime et le geôlier. Un compromis quelconque, même sur les bases en apparence les plus libérales, ne changerait rien à leur destinée; on ne peut espérer d'obtenir pour eux quelque soulagement, quelque progrès, qu'en les rendant indépendants l'un de l'autre; et cette vérité, les Russes en sont convaincus aussi bien que nous-mêmes : le plus grand bien qu'on puisse leur faire à tous deux, c'est de les séparer pour jamais.

La Pologne pouvait-elle être préservée du partage avec l'homme qui personnifiait en lui cette triste alliance, avec Stanislas Poniatowski sur le trône, et les chefs du parti russe, ses deux oncles, pour conseillers? Assurément non. Malgré ce débordement d'héroïsme qui se produisait à chaque nouvelle explosion, en 1768, en 1791 et 1794; malgré ces beaux caractères tracés par Rulhière, et qui semblent appartenir aux temps antiques; malgré l'appui de la France, qui croyait lui assurer le triomphe en lui envoyant, comme en 1830, une vingtaine de volontaires, elle devait finir par succomber. La date véritable du partage de la Pologne est celle de l'avénement de Poniatowski, le roi de

par Catherine II et Repnin. Que pouvait faire une nation ayant pour chef suprême un fourbe sans âme, le descendant d'une courtisane juive, l'amant disgracié de la tzarine, devenu son agent subalterne en Pologne, et l'espion de son ambassadeur? Pour son malheur et pour le nôtre, tous ces traits honteux lui appartiennent. Au-dessous de Jean-Kasimir, le roi jésuite, qui, se sentant incapable de régner, eut au moins la force d'abdiquer; au-dessous de Louis XV, qu'il cherche à imiter dans ses airs de tête, son costume et ses folles orgies, il n'a qu'une seule passion, qu'il tient sans doute de sa mère, la passion de régner à tout prix, même au prix de la moitié de son royaume. Imposé de force par la Russie, il ne se soutient que par elle. Sa mémoire est toute remplie de vers saugrenus des poëtes français les plus licencieux, qu'il se plaît à citer à tout propos, même au milieu des plus graves entretiens. Les larmes ne lui coûtent rien; il les répand dans toute occasion, et c'est-là sa seule éloquence. C'est un soldat qu'il fallait sur le trône, un Sobieski, un Batory, un Vladislas IV au besoin, et non un coureur d'aventures, un compagnon du débauché Williams, un «*mauvais comédien*», comme avait dit Orloff, un de ses rivaux dans les bonnes grâces de Catherine. Choiseul voyait juste dans les affaires de Pologne, lorsqu'il propo-

sait sous main l'interrègne au cabinet de Vienne; il fallait, avant d'entreprendre aucune réforme, de songer à aucune amélioration, commencer par le détrôner. La confédération étant désormais perdue pour avoir épargné ce roi de théâtre, la Pologne est perdue avec elle. Devenu l'esclave de Repnin, qu'il craint et qu'il déteste, il continue de régner ou plutôt d'obéir, en se débattant sous les serres de ce vautour tatare, qui finit par l'étouffer. Lui de moins, la Pologne est sauvée. La nation n'ose pas prononcer sa déchéance; elle le garde comme un fléau qui doit la tuer, et elle périt victime de sa longanimité.

Destinée bizarre que celle de cet homme, surnommé *Stanislas-Augustule* par ses courtisans, qui n'apparaît sur un trône usurpé que pour le livrer aux ennemis de son pays, et de son contemporain sur le trône de France, issu d'une dynastie de dix siècles, et qui devait être aussi le dernier! L'un trahit sa patrie avant même d'être roi; déshonore son règne par toutes les bassesses, toutes les perfidies; rêve un mariage avec Catherine, pour réunir sur sa tête les deux couronnes, ne réussit qu'à perdre la sienne; et puis, va lâchement terminer sa vie aux pieds de sa maîtresse, qui lui jette une aumône pour dernier outrage : mais la Pologne meurt, en s'immolant elle-même à sa

fidélité. L'autre apporte sur le trône toutes les vertus qui devaient consolider le bonheur de son peuple, perpétuer sa dynastie; s'allie à une princesse digne de lui; donne le premier essor aux idées modernes, et meurt sur un échafaud, en expiant les fautes de ses ancêtres : mais la France survit, et se relève bientôt plus grande que jamais. Faibles et chancelants tous les deux, incapables de tenir tête aux orages qu'ils ont évoqués, devant nécessairement ne laisser après eux que l'invasion étrangère ou la déchéance, ils entraînent dans l'abîme, l'un sa nation, l'autre sa couronne; mais nous savons aujourd'hui que les nations ne meurent pas.

C'est que la Pologne républicaine, depuis et et avant même les Jaghellons, ne pouvait pas être sauvée par l'extension du principe monarchique qui lui était étranger, qu'on voulait de vive forçe lui imposer, et dont Catherine II était alors, sous son prête-nom Stanislas-Auguste, l'incarnation la plus absolue; mais bien par l'extension de son principe républicain, qui l'avait fait vivre pendant huit siècles, par l'égalité civile appliquée en masse à toute la nation, comme la diète de 1788-1791 et Kosciuszko l'avaient projeté, et qui en centuplant ses forces en aurait fait une des plus grandes nations du monde. C'est ce qu'avaient compris les Pulaski, Krasinski, Potoçki, Braniçki,

Mokronoski, Paç, Radzivill; comme plus tard Malachowski, Wybicki, Morski, Kollontay, Staszic : et c'est ce que les deux oncles du roi auraient dû comprendre, s'ils avaient eu le caractère et le sentiment polonais, s'ils avaient été de vrais réformateurs, et non des quêteurs de couronne agissant sous le patronage de la Russie. Voilà ce qui doit ressortir avec évidence, pour tout lecteur impartial, de l'Histoire de Rulhière et de celle de Ferrand.

Quel malheur que le premier d'entre eux n'ait pas assez vécu pour voir tout l'ensemble de ce drame immense, dont il a retracé l'exposition, et qu'il ait laissé à un autre le soin de raconter le dénoûment! Si, tronqué comme il l'est, ce livre est déjà un des plus nobles efforts de la pensée humaine, que serait-ce si l'auteur avait eu le temps de l'achever; s'il avait pu le couronner par cette grande diète de Quatre-Ans, qui dans sa loi du 3 mai 1791, *la première sur le continent* a décrété l'émancipation des serfs : et par le soulèvement de Kosciuszko, déjà le compagnon de Washington et de Kasimir Pulaski sur les plaines du Nouveau-Monde!

Dans sa forme actuelle, cet ouvrage s'adresse également aux lecteurs français et polonais, à tous ceux qui s'intéressent aux destinées d'une grande nation, placée par la Providence aux confins de l'Europe pour lui servir de sauve-garde contre

les barbares de l'Asie; et qui maintenant encore la défend de ces mêmes barbares par le martyre de son peuple, comme naguères elle la défendait par le glaive de ses guerriers! Les uns et les autres y trouveront une lecture attachante, un vaste et sévère enseignement, et les documents les plus précieux qui aient été recueillis sur les derniers jours de la Pologne indépendante, sur son partage de 1772, cause principale de la décomposition politique de l'Europe au dix-huitième siècle, et, par suite, de la révolution française. Il ne leur laissera finalement qu'un seul regret, celui de voir les deux derniers livres terminés par une autre main que celle de Rulhière, et sa grande œuvre inachevée, destinée qui lui est commune avec la plupart des monuments élevés par la main des hommes.

C. O.

NOTICE

SUR RULHIÈRE,

PAR

P. C. F. DAUNOU,

DE L'INSTITUT.

1807.

Claude-Carloman de Rulhière, né vers 1735, était fils et petit-fils d'inspecteurs de la maréchaussée de l'Ile de France. En sortant du collége de Louis-le-Grand, où ses talens littéraires s'étaient annoncés, il entra, vers 1750, dans les gendarmes de la garde, fut en 1758 et 1759, aide de camp du maréchal de Richelieu en Guyenne, et quitta le service militaire le 19 juin 1765, avec la commission de capitaine de cavalerie, et la promesse d'une compagnie qu'il n'a jamais obtenue.

Le P. Latour, jésuite et préfet du collége de Louis-le-Grand, avait distingué Rulhière (1);

(1) Les jésuites, selon leur coutume d'attirer à leur ordre toutes

il l'indiqua à plusieurs hommes en place, et particulièrement à M. de Breteuil, dont Rulhière devint le secrétaire et demeura trente ans l'ami. M. de Breteuil avait été nommé, en 1760, ministre plénipotentiaire en Russie. Rulhière se rendit à Pétersbourg, et y assista de près à cette révolution fameuse qui détrôna Pierre III, et laissa Catherine II veuve et toute-puissante.

L'impression que cet événement fit sur Rulhière a peut-être déterminé le genre et le caractère de la plupart de ses travaux. Il avait observé, recueilli tous les détails de cette catastrophe, et ne pouvait résister au besoin de les raconter. Il en entretint surtout la comtesse d'Egmont (1), qui exigea de lui qu'il en écrivît l'histoire.

Rulhière a composé beaucoup de vers pour cette même comtesse, et il a exercé sur quelques autres sujets son talent ou son goût pour la poésie. On louait, dans ces productions, cette élégance piquante et noble, qu'un esprit distingué donne toujours, même à ce qu'il n'achève pas. Il est un degré d'insignifiance auquel, dans aucun

les richesses, celles de la fortune comme celles de l'intelligence, auraient bien voulu faire de Rulhière un des piliers de leur congrégation; fort heureusement pour lui et pour nous, ses instincts littéraires ont prévalu sur son aptitude présumée à la diplomatie.

(1) Fille du maréchal de Richelieu.

genre, ni grave, ni frivole, Rulhière ne pouvait jamais descendre; mais son poëme en quatre chants, sur les *Jeux de mains* (1), avait mérité plus d'éloges ou excité plus de curiosité. La crainte de déplaire à une princesse a, dit-on, empêché l'auteur de faire imprimer ce poëme, dont on suppose mal à propos qu'il ne subsiste aucune copie; il sera soumis, sous peu de temps, au jugement du public. Rulhière, dans les derniers mois de sa vie, faisait encore des vers; il se plaisait à rajeunir quelques vieux contes, dont la gaîté, un peu libre, prenait souvent, sous sa plume, de la finesse et de la grâce. On a publié plusieurs de ces contes à la suite du *Discours sur les Disputes*, le seul des poëmes imprimés de Rulhière qui ait obtenu un grand succès, le seul même qui soit véritablement connu. Voltaire l'avait inséré dans le *Dictionnaire Philosophique*, en l'annonçant par cette espèce d'avis au lecteur :

« Nous avons cru, disait Voltaire, instruire le lecteur et lui plaire, en mettant sous ses yeux cette pièce de vers sur les *Disputes*. Elle est fort connue de tous les gens de goût de Paris; mais elle ne l'est point des savants qui disputent encore sur la prédestination gratuite et sur la grâce concomitante, et sur la question si la mer a pro-

(1) Dédié à Julie-Sophie de Mortemart; paru en 1808.

duit les montagnes. Lisez les vers suivants sur les Disputes; voilà comme on en faisait dans le bon temps ».

Ces lignes de Voltaire suffiront ici pour louer la versification de ce poëme, et pour indiquer le caractère philosophique des pensées. Car Rulhière, il en faut convenir, fut un de ces écrivains qu'on a désignés par le nom de *philosophes,* qui voulaient que les talents, le goût, le génie, fussent consacrés au progrès des lumières publiques, et ne connaissaient de littérature estimable, que celle qui s'étudiait à rendre aux vérités les plus utiles, leur éclat, leurs charmes et leur empire. De bonne heure accueilli par ces philosophes et par des hommes puissants qui pensaient comme eux, Rulhière concilia sans peine, dans ses écrits, ses devoirs d'homme de lettres avec ses obligations envers le gouvernement. On doit le compter au nombre de ceux par qui l'ancien trône eût été soutenu, s'il avait pu l'être. Ses travaux tendaient à éclairer l'administration, jamais à la fronder. Il croyait que, malgré l'importance qu'on attache aux formes du pouvoir, l'usage de ce pouvoir importe encore davantage; que le suprême intérêt des peuples est d'être sagement gouvernés; que les bienfaits de la puissance en peuvent toujours justifier et maintenir l'étendue; et, qu'après tout, l'autorité la moins limitée est celle aussi qui

trouve le moins d'obstacles au bien qu'elle a la volonté de faire. Il s'est rencontré, à l'approche de tous les orages politiques, des hommes éclairés et paisibles, qui ont invité les gouvernements à ne point s'associer au discrédit des vieilles erreurs, et à opérer, sans péril, des réformes inévitables, qui allaient devenir des désastres. Rulhière fut un de ces sages qui, redoutant les égarements des peuples autant que ceux des princes, adressaient aux ministres et au monarque les mêmes vérités que d'autres ont fait retentir depuis, si terriblement, aux oreilles de la multitude.

L'auteur du discours sur les Disputes semblait appelé à devenir un poëte satirique; mais soit qu'il eût mesuré cette fois la difficulté de l'art des beaux vers, soit plutôt que la catastrophe politique de Pétersbourg, ce spectacle qui l'avait ému si vivement, eût déterminé d'une manière plus impérieuse ou plus sûre la vocation de ses talents littéraires, il est certain qu'il a beaucoup moins cultivé la poésie que l'histoire.

Après avoir passé les années 1763 et 1764, en Russie et en Suède, auprès de M. de Breteuil, il revint à Paris en 1765 ; et ce fut vers ce temps qu'il commença d'écrire, sous le titre d'*Anecdotes*, l'histoire de la révolution de Russie. Cette histoire manuscrite et dédiée à la comtesse d'Eg-

mont, excita bientôt la curiosité des sociétés de Paris, et les inquiétudes de celles de Pétersbourg. Grimm, émissaire de la tzarine, employa pour tranquilliser cette princesse tous les moyens qui pouvaient séduire ou intimider son historien trop fidèle. On dit même que M. d'Aiguillon voulut bien seconder les efforts de Grimm, et que M. de Sartine, lieutenant de police, manda Rulhière et le menaça de la Bastille, s'il ne livrait son manuscrit. Nous aurions omis ces circonstances fort incertaines, si on ne les avait déjà publiées. Mais de quelque lieu que vinssent les offres et les menaces, Rulhière était résolu d'y résister. Il ne consentit jamais à la suppression de son ouvrage, et prit seulement l'engagement de ne l'imprimer qu'après le décès de l'impératrice de toutes les Russies (1).

Il en faisait toutefois et en laissait faire tant de lectures, que ce manuscrit devenait plus connu que beaucoup d'imprimés. Peut-être même que cette clandestinité en exagérait un peu l'importance. Car ces communications privilégiées, ces confidences qui sont aussi des hommages, appellent rarement la censure, désarment la sévé-

(1) Les agents de la tzarine offrirent à Rulhière 30,000 fr. pour la suppression de son manuscrit. Il répondit qu'il ferait un acte déloyal en le livrant même à ce prix, car il l'avait, d'un bout à l'autre, écrit dans sa mémoire.

rité, disposent à la complaisance pour ce qui mériterait peu d'éloges, et à l'enthousiasme pour ce qui n'a pas besoin d'indulgence. Rulhière recueillit cependant quelques observations critiques, et y fit, en 1773, une réponse qu'il adressait à la comtesse d'Egmont, et qui ne pouvait être publiée qu'avec l'ouvrage même.

En 1768, Rulhière faillit recevoir une mission secrète pour la Pologne. Si, comme on peut le présumer, cette mission était du genre de celle qui fut donnée à Dumouriez en 1770, Rulhière dut se féliciter d'y avoir échappé. Avec moins d'activité et plus de circonspection que Dumouriez, il eût essuyé d'autres revers, et dans des conjonctures si difficiles, et presque si désespérées, commis peut-être d'autres fautes. Il eût été sans nul doute plus sensible aux malheurs des confédérés; et l'on ne saurait dire si le souvenir de ce qu'il aurait vu, ou même de ce qu'il aurait fait, n'eût pas flétri le reste de sa destinée. Qui sait du moins si, après avoir eu part à ces tristes événements, il eût daigné en être l'historien; s'il eût voulu se retracer sans cesse de si funestes images; ou si, ayant des intérêts personnels à défendre dans ce récit, il eût pu rester impartial? Quoi qu'il en soit, au lieu de l'envoyer en Pologne, on le chargea, en 1768, d'écrire pour

l'instruction du dauphin, l'histoire des troubles de cette république.

Rulhière n'a point été revêtu du titre d'historiographe des affaires étrangères ; dans un mémoire qu'il présentait à M. de Montmorin, en 1790, il ne se qualifiait qu'*employé sur l'état du departement des affaires étrangères, dans la classe des écrivains politiques*. Mais, occupé, dès 1768, à composer une *Histoire de Pologne*, il obint, en 1771, par les bons offices de M. de Breteuil, une pension de 6,000 livres, dont il a joui jusqu'à sa mort; et en 1775, il fut fait chevalier de Saint-Louis. Il était d'ailleurs secrétaire de Monsieur, frère du roi.

Chargé d'un travail sur la Pologne, pour l'instruction d'un dauphin de France, il se traça le plan d'un ouvrage qui pût instruire toutes les cours. Il croyait, sans doute, que le meilleur livre d'histoire pour un jeune homme ou pour un jeune prince, est celui qui est aussi le meilleur pour tous les rangs et pour tous les âges; qu'il n'y a rien de trop bon pour l'éducation ; et que le respect qu'on doit à la jeunesse consiste à ne lui offrir que des leçons excellentes, dignes de l'attention ou même des hommages de tous les hommes éclairés. Le dauphin, pour lequel Rulhière commença ce livre, était roi depuis dix-

sept ans, quand l'auteur mourut, sans que le livre fût achevé. L'histoire du règne malheureux de Poniatowski pouvait entrer utilement dans le plan des études d'un prince réservé à de plus violents orages ; mais les destinées de Louis XVI avançaient plus vite que l'ouvrage entrepris pour son instuction. Rulhière travaillait fort à loisir, interrogeant les témoins, fouillant les correspondances politiques ; rassemblant et appréciant des matériaux presque sans nombre, les disposant avec goût, les employant avec grâce ; se fixant sur chaque détail, afin d'en sentir et d'en accroître l'intérêt ; moins pressé d'arriver aux dernières pages que jaloux de n'en point laisser d'imparfaites ; poursuivant ainsi sans ennui, sans fatigue et sans impatience, une longue carrière, et ménageant sa santé pour mieux assurer sa gloire.

Quelque précieux, quelque multipliés que fussent les renseignements qu'il se procurait à Paris sur les affaires de Pologne, il éprouva le besoin d'en aller chercher de plus immédiats hors de la France. Ce fut l'objet du voyage qu'il fit en 1776, de son propre mouvement, sans mission du gouvernement, et sans autres appointements que ceux dont il avait joui jusqu'alors. Il visita les cours de Dresde, de Vienne, de Berlin, et l'on ajoute qu'il parcourut aussi la Po-

logne. Nous ne pouvons affirmer cette dernière circonstance, mais nous savons qu'il était de retour à Paris à la fin de 1776.

Avant et depuis ce voyage, Rulhière, homme du monde autant qu'homme de lettres, a toujours fréquenté fort assidûment plusieurs sociétés; celles par exemple de M. de Montesquiou, du maréchal de Richelieu et de la comtesse d'Egmont. Son intimité constante avec M. de Breteuil ne fut point altérée par les liaisons qu'il contracta avec M. Necker et avec d'autres personnages, dont les opinions politiques semblaient assez discordantes. Il cultivait aussi l'amitié de plusieurs écrivains célèbres; et il a su, mieux que personne, supporter sans colère et sans déplaisir, l'humeur bizarre et les méfiances de J.-J. Rousseau; persuadé sans doute que ces déplorables travers étaient moins des torts, que des malheurs inséparables peut-être de la sensibilité exquise et profonde de cet éloquent philosophe. On raconte que Rulhière arrivant un jour chez Rousseau, celui-ci s'empressa de lui montrer fort en détail tous les préparatifs de son dîner, et lui dit : « Vous voilà, pour le coup, bien instruit des secrets de ma maison, et vous aurez trouvé là quelque bon trait pour la comédie que vous faites; allez donc finir votre *Défiant*. — J'y vais, répondit Rulhière; mais j'avais à vous deman-

der si c'est *défiant* ou *méfiant* qu'il faut dire. — Comme il vous plaira, reprit Jean-Jacques; mais bonsoir ». Rulhière sortit en effet, en embrassant Rousseau, qui par mégarde lui serra la main: Ils restèrent amis; et dix ans après la mort de Jean-Jacques, Rulhière se plaisait encore à rendre des hommages publics à la mémoire de celui qui avait, disait-il, « *ramené le bonheur sur le premier âge de la vie* (1), et, *à tant de titres si bien mérité du genre humain* (2) ».

Rulhière avait des relations plus habituelles avec Mably, et recueillait avidement les conseils de cet écrivain. Mably est souvent cité par Rulhière dans les notes et les matériaux qui devaient servir à terminer l'histoire de Pologne; et l'on présume que de son côté, Rulhière n'était point inutile à l'auteur des *Observations sur l'histoire de France* : on lui a même attribué quelques-uns des derniers chapitres de cet excellent ouvrage. On a compté encore au nombre des amis de Rulhière, Chamfort, auquel il a adressé une épître en vers, dont le début est fort amical en effet :

Eh quoi! dans mon malheur, c'est moi qui vous console?

mais il est trop sûr que cette liaison n'a point

(1) *Discours de réception* à l'Académie française.

(2) Pag. 54 des *Éclaircissements historiques sur la révocation de l'Édit de Nantes.*

été durable ; et nous craignons même que Chamfort ne soit l'auteur du portrait suivant de Rulhière :

« Il cachait un esprit très-délié sous un extérieur assez épais ; très-malicieux, avec le ton de l'aménité ; très-intrigant, sous le masque de l'insouciance et du désintéressement. Réunissant toutes les prétentions de l'homme du monde et du bel esprit, il faisait servir ses galanteries à ses bonnes fortunes littéraires, et les lectures mystérieuses de ses productions à s'introduire chez les belles dames. Fort circonspect avec les hommes qui pouvaient l'apprécier, il était extrêmement hardi, *à tous égards*, auprès des femmes qui ne doutaient point de son mérite. Tout dévoué à la faveur et aux gens en place, il n'évitait, dans son manége, que la bassesse, qui l'aurait empêché de se faire valoir ; souple et réservé, adroit avec mesure, faux avec épanchement, fourbe avec délices, haineux et jaloux, il n'était jamais plus doux et plus mielleux, que pour exprimer sa haine et ses prétentions. Superficiellement instruit, détaché de tous principes, l'erreur lui était aussi bonne que la vérité, quand elle pouvait faire briller la frivolité de son esprit. Il n'envisageait les grandes choses que *sous de petits rapports*, n'aimait que les tracasseries de la politique, n'était éclairé que par des bluettes

et ne voyait dans l'histoire que ce qu'il avait vu dans les *petites intrigues* de la société (1) ».

Nous croyons repousser assez les derniers traits de cette satire, en publiant aujourd'hui la plus grande partie des écrits historiques de Rulhière. Les hommes éclairés apprécieront sa manière d'envisager et d'écrire l'histoire; ils décideront jusqu'à quel point on doit lui reprocher d'avoir quelquefois représenté *les grandes choses* dans toute leur petitesse. Il se peut que l'habitude d'observer de près, au sein des sociétés, tant de misérables intrigues, l'ait en effet disposé à remarquer, à retrouver parmi les causes des événements publics, des frivolités du même genre; mais on jugera si cette disposition l'éloignait ou le rapprochait de la vérité, et si ce n'était pas ainsi qu'allait réellement le monde politique, dans les temps et dans les lieux dont il s'est occupé. Nous oserons assurer au moins, qu'il a pris, pour s'instruire à fond, pour connaître la vérité et pour la dire, tous les soins qu'on a le droit d'exiger d'un historien. La preuve en est dans les matériaux qu'il rassemblait avant d'écrire, longs recueils de renseignements, de témoigna-

(1) Ce portrait, tracé par un ennemi envieux et méchant, ressemble à s'y méprendre au peintre lui-même, à l'auteur de *Mustapha et Zéangir* et au critique du *Mercure;* mais pas du tout au modèle qu'il avait en vue.

ges, de relations scrupuleusement confrontées et vérifiées. Nous n'avons rien d'aussi positif à répondre à la censure de sa conduite et de son caractère; et nous ne dissimulerons pas qu'on a peu loué sa bonté. Mais qui ne sait enfin que cette réputation de méchanceté s'acquiert souvent à aussi peu de frais qu'une autre; et où sont après tout les actions qui l'ont méritée à Rulhière? Ce n'est pas du caractère d'un homme de lettres, c'est de son esprit que jaillissent ces traits piquants, ces mots satiriques applaudis et censurés avec une égale injustice. Il est des sociétés légères et brillantes, où ceux qui ne sont pas méchants se croient tenus de le paraître, et fort souvent réussissent au delà de leurs prétentions. Voilà peut-être tout le fond de cette énorme perversité de Rulhière, et à quoi se réduirait toute l'histoire de ses noirceurs, sans le soin qu'ont pris d'en tracer et d'en achever le tableau, les émules de son talent et de sa malignité.

Nous aurions d'ailleurs quelque peine à comprendre comment Rulhière, s'il eût mérité tant de haine, eût réussi à se faire élire, en 1787, membre de l'Académie française, n'ayant encore, à l'âge de cinquante-deux ans, presqu'aucun autre titre public, que ses deux cents vers sur les Disputes. Il se crut, dans cette circonstance, plus obligé qu'un autre à justifier par son

discours de réception, le choix dont il avait à rendre grâces; et dans la foule de ces remercîments académiques, le sien se compte, en effet, parmi ceux qu'on peut relire. S'il fût venu remplacer quelqu'un de ces écrivains célèbres dont les travaux doivent occuper une grande place dans l'histoire littéraire de leur siècle, il lui eût fallu moins d'art pour se montrer à la fois éloquent et modeste. Mais il succédait à l'abbé de Boismont; et il n'osa pas se restreindre à célébrer ce prédicateur. Il le loua pourtant, il le critiqua même, et il eut l'art de rappeler et de citer presque tout ce qu'il y avait de remarquable dans sa vie et dans ses écrits. Mais voulant donner à ce discours une étendue à peu près égale à celle d'un sermon de cet abbé, Rulhière ne put se dispenser de recourir à d'autres matières. Huit ou dix compliments personnels à autant d'académiciens, des remarques historiques sur l'origine de l'académie, des observations philosophiques sur les révolutions de notre littérature depuis le milieu du dix-huitième siècle, des réflexions du récipiendaire sur ses propres travaux, sur leur nature et sur leur obscurité; des éloges de Richelieu, et de Boismont, et de Louis XVI, et du dauphin son père, une adresse à l'assemblée des notables, et je ne sais combien d'autres variétés : voilà sans doute une composition singulière. Le genre ap-

paremment le permet ou le veut ainsi ; et tel est, au surplus, dans le discours de Rulhière, le bonheur des transitions, telle est l'élégance du style et l'harmonie des couleurs, qu'entraîné par les grâces des pensées, par leur intérêt, et même par leur enchaînement, on ne s'aperçoit pas de ce qu'elles ont d'hétérogène (1).

En même temps qu'il appréciait, dans ce discours, les services rendus aux lettres et au monde par la philosophie, il travaillait à faire prévaloir, au sein du gouvernement, ses maximes tolérantes. Il s'agissait de l'état civil des protestants. M. de Breteuil présentait au roi un rapport qui tendait à un acte de justice, et Rulhière ajoutait à ce rapport des *Éclaircissements historiques sur les causes de la révocation de l'Édit de Nantes*. Sans doute, il eût suffi, pour résoudre une telle question, de consulter l'équité ou l'intérêt public, qui n'en peut jamais différer ; et il pouvait sembler superflu de rechercher l'origine et le progrès du mal pour sentir la nécessité de le réparer. Mais dans les matières qui dépendent le plus immé-

(1) Après avoir lu ce discours dans les *Œuvres complètes* de Rulhière, publiées par M. Auguis, en 1819, on peut dire qu'il avait plutôt l'art de grandir les petites choses, que celui de « représenter les grandes dans leur petitesse. » Chamfort s'y entendait mieux que lui ; voyez les *Tableaux historiques de la Révolution*.

diatement de la morale naturelle, nos légistes et nos savants nous ont accoutumés à donner aux faits une autorité prépondérante ; de sorte qu'en presque toute discussion politique, il importe à la raison d'avoir aussi des citations à faire, et de ressembler, autant qu'elle peut, à la science. Rulhière se mit donc à fouiller les archives les plus secrètes ; et il eut le bonheur d'en extraire des faits dont la plupart avaient le double mérite d'être peu connus, et de servir, à leur manière, la cause de la religion réformée et opprimée. Il était prouvé par ces faits, que l'injustice, extrême sans doute, avait été de plus irréfléchie et commise étourdiment, à la suite d'intrigues incohérentes, où s'étaient égarées des ambitions fort étrangères aux choses religieuses. Rulhière expliquait comment madame de Maintenon, née calviniste, restée tolérante après son abjuration, écrivant à son frère que « persécuter ou même convertir *n'était pas d'un homme de qualité* », avait eu besoin, pour soutenir son crédit compromis par des imprudents, de renoncer peu à peu à son rôle d'Esther, et de former enfin contre la tribu une sorte de triumvirat avec Louvois et Lachaise ; comment Louvois, impatient d'arracher Louis XIV aux tracasseries ecclésiastiques, et de le rappeler aux soins de l'administration militaire, n'avait sacrifié les protestants, qu'afin qu'il

ne fût plus parlé ni d'eux, ni de leurs ennemis; comment Lachaise lui-même n'avait adopté ces mesures violentes que pour ne pas laisser prévaloir les jansénistes, qui en conseillaient de plus scrupuleuses; comment enfin, Louis XIV, naturellement équitable, ami de l'ordre autant que de la puissance, et voulant être, s'il se pouvait, aussi humain que dévot, ambitieux de régner sur un peuple heureux, et destiné à être félicité de tous les malheurs de ses sujets, trompé par les évêques, par les intendants, par les ministres, trompé sur tous les détails qu'il lui importait de connaître, persuadé qu'après des conversions innombrables, il ne s'agissait plus que de réprimer quelques séditieux, avait cru pacifier son royaume, lorsqu'on l'entraînait à le dépeupler et à l'appauvrir. C'est ainsi qu'au lieu d'une apologie des protestants, Rulhière faisait celle de leurs adversaires; et que, sans montrer aucun zèle pour les victimes, il mettait leurs droits en évidence par la nature même des excuses qu'il alléguait pour les oppresseurs. Ingénieux ouvrage, dont l'intérêt historique ne pouvait manquer de survivre aux circonstances pour lesquelles il fut composé. Les droits des protestants ne redeviendront pas problématiques; mais ces recherches, ou si l'on veut ces conjectures sur les causes de

leur proscription, seront à jamais instructives (1).

Ces discussions de 1788 sur l'état civil des protestants, peuvent se compter au nombre des préludes de la révolution qui éclata dans le cours de l'année suivante. Il faut dire que ces grands changements déplurent à Rulhière, dont la philosophie, d'accord avec ses intérêts personnels et avec ceux de ses protecteurs, ne tendait qu'à des réformes partielles, ou qu'au progrès lent et paisible de l'administration générale. Ce fut là, selon toute apparence, l'époque de sa rupture avec Chamfort, dont les vœux pour le bonheur public étaient plus impatients. On dit que Rulhière avait écrit l'*Histoire des événements de* 1789, spécialement de ceux des 5 et 6 octobre ; et qu'au milieu des orages qui ont suivi sa mort, les dépositaires de cet ouvrage n'ont pas osé le conserver (2). On ajoute qu'il avait aussi commencé ou même achevé une *Histoire de la diète de Ratis-*

(1) Rulhière devait être essentiellement tolérant ; et dans ses *Éclaircissements historiques*, nous retrouvons encore l'historien des dissidents en Pologne.

(2) Son frère, commandant la première division de la gendarmerie de Paris, à l'époque du 10 août, avait été arrêté et conduit à la Force ; sa famille, trop effrayée, livra aux flammes tous les papiers de Rulhière qui pouvaient la compromettre : et de ce nombre furent, selon toute apparence, ses deux comédies, le *Fâcheux* et le *Méfiant*, irrévocablement perdues. Après sa mort, Louis XVI avait fait redemander tout ce qui restait de ses manuscrits.

bonne, un *Extrait des archives de la Bastille*, des *Mémoires sur les progrès de la littérature française*, et des comédies, entre lesquelles on cite le *Méfiant* et le *Fâcheux* : nous n'avons aucune connaissance de ces écrits. Il paraît que depuis les derniers mois de 1789, il avait contracté des habitudes fort chagrines, ne fréquentant plus guère à Paris que le club des Échecs; plus souvent retiré et solitaire dans la maison de campagne qu'il avait à Saint-Denis, et qui porte le nom d'Ermitage. Un régime si nouveau pour lui, a pu altérer sa santé et abréger ses jours. Il mourut presque subitement, à Paris, le 30 janvier 1791, âgé d'environ cinquante-six ans. Ses héritiers, fidèles à l'engagement qu'il avait contracté, n'ont publié qu'en 1797, après la mort de Catherine, les Anecdotes sur la révolution de Russie. En 1802, on a mis au jour un volume qui, sous le titre d'œuvres de Rulhière, contient son *Discours* de réception à l'Académie française, des *Anecdotes* sur le maréchal de Richelieu, le poëme des *Disputes*, des *Contes* et beaucoup d'autres pièces de vers qui peut-être ne sont pas toutes de cet écrivain.

Nous avons fait usage, pour rédiger le précis qu'on vient de lire, des renseignements qui nous ont été communiqués par d'anciens amis de Rulhière; par son neveu, sous-préfet à Falaise; enfin

par les dépositaires des archives du ministère des relations extérieures. Les indications qui nous sont venues de cette dernière source, et qui sont les plus précises de celles que nous avons pu recueillir, nous ont déterminé à omettre et quelquefois à contredire certains faits positivement affirmés en d'autres notices, soit imprimées, soit manuscrites. Ces notices sont d'ailleurs si peu d'accord sur les circonstances et sur les dates, que nous n'avons eu souvent d'autre moyen d'éviter les méprises, que de supprimer ces particularités peu importantes; et il est fort possible encore qu'il se soit glissé quelque erreur dans celles que nous avons conservées. On s'étonnera peut-être qu'un petit nombre de faits extrêmement simples, composant la vie d'un homme de lettres, puisse donner lieu à tant d'incertitudes; mais cette remarque même peut nous faire prendre quelque idée des travaux étendus et pénibles que s'est imposés Rulhière, lorsqu'il a écrit cette histoire des longs malheurs d'un grand peuple, que nous publions aujourd'hui.

Il paraît que Rulhière avait fait tirer un assez grand nombre de copies de cette histoire. Il en existe deux entre les mains de M. de Rayneval, correspondant de l'Institut, autrefois premier commis des affaires étrangères, et qui fournissait à Rulhière, alors son ami, de nombreux et utiles

sente à la fois l'ouvrage tel qu'il est, et tel qu'il a failli paraître (1). On y pourra bien remarquer un certain nombre de négligences, dont l'auteur, s'il l'eût achevé et publié lui-même, eût probablement fait justice. Mais les droits qu'il eût exercés ne nous appartenaient point; et nous avons espéré que ces incorrections rares et légères, dans une histoire pleine d'intérêt, ne dépasseraient point la mesure de l'indulgence qui est due aux livres posthumes. Il reste d'ailleurs bien des questions délicates dans la théorie de l'art d'écrire; il en reste même dans la grammaire : et nous n'avons pas cru qu'ils nous fût permis de les résoudre autrement que l'habile académicien dont nous imprimions l'ouvrage. Il s'est rencontré toutefois un petit nombre de passages où le manuscrit ne présentait qu'un sens louche, incomplet, ou même inintelligible. Nous avons dû réparer ces erreurs de copiste, et nous l'avons presque toujours pu faire par la simple suppression de quelques mots. Les retranchements qu'il nous a été impossible d'éviter, n'équivaudraient point ensemble à deux pages sur quinze cents; et ce sacrifice nous a paru un moindre dommage que celui que nous aurions

(1) Ce manuscrit, à cause des additions, suppressions, abréviations, remaniements, ratures et corrections dout il est couvert, surtout vers la fin, est aujourd'hui complètement indéchiffrable.

causé par des additions téméraires, ou en altérant la construction des phrases. Nous avons d'ailleurs rétabli partout les rapports indiqués par l'auteur entre les temps dont il parle et ceux où il écrit. Puisqu'on sait qu'il composait cette histoire depuis 1768 jusqu'en 1790, on voit assez ce qu'il faut entendre quand il dit : « *Le siècle dernier, notre siècle, depuis peu, jusqu'à présent, etc.* »

Dans le manuscrit, le livre XI est divisé en deux parties, dont la première est à peu près aussi longue que chacun des dix livres précédents. Pour plus d'uniformité, nous avons cru pouvoir intituler livre XII, la deuxième partie de ce livre XI; et donner en conséquence le nom de livre XIII à celui qui est désigné comme le douzième dans le manuscrit. L'inconvénient que ce changement pourrait avoir, et que nous ne soupçonnons point, disparaîtrait par cela même que nous en avertissons ici le lecteur. Mais nous avons à l'instruire, relativement à cette seconde partie du livre XI de Rulhière, d'une circonstance plus fâcheuse ; c'est que nous n'avons pu en recouvrer que les deux tiers, ou peut-être que la moitié. Nous avons inutilement réclamé les feuillets manquants, et dont la matière se trouvait indiquée dans un sommaire que Rulhière avait placé à la tête de cette seconde partie :

« *Monastère de Czenstochowa. — Marche de Pu-*

laski et de Zaremba sur Posen. — Inquiétudes dans Varsovie. — Peste en Pologne. — On fortifie Varsovie. — Le trône est déclaré vacant. — Siége de Czenstochowa. — Levée du siége. — Les confédérés se fortifient dans plusieurs postes importants. »

Il résulte des lignes qu'on vient de lire, que Rulhière avait décrit le monastère de Czenstochowa; qu'il en avait raconté le siége; qu'il avait rendu compte de la déclaration faite par le conseil-général des confédérés de la déchéance du roi Poniatowski. Mais ce qui achève de dissiper tous les doutes, c'est une note écrite de la main de Rulhière, où il se parle à lui-même de cette partie de son travail, et se reproche d'avoir traité trop longuement ce qui concerne la vacance du trône. Qu'est devenue cette fin de la seconde partie du livre XI, et pourquoi ne saurait-on la retrouver (1)? Voulait-on dérober à cet historien cette dernière partie de son ouvrage? celle enfin où son talent appliqué à tracer le tableau des cours de Berlin et de Vienne, s'élève peut-être au plus haut terme qu'il puisse atteindre? Avait-on résolu de se l'approprier en échange des embellissements qu'on venait d'ajouter aux précédentes? C'est un point que nous ne prétendons pas éclair-

(1) C'est ce livre que nous avons été assez heureux de pouvoir compléter, ainsi que le suivant, comme nous l'avons dit dans l'*Introduction*.

cir, n'étant pas autrement dans la confidence de ce projet de compensation. Mais il est certain que le manuscrit de ce livre et du suivant, exécuté par l'un des copistes employés pour les premiers, offre, en divers lieux, des corrections de la propre main de Rulhière ; ce qui ne laisse aucun doute sur son authenticité.

Dans l'impossibilité de recouvrer en totalité cette dernière partie, nous avons hasardé un supplément qui, peut-être, la fera regretter davantage. Il a été puisé dans les notes de Rulhière, dans son recueil de matériaux. Plusieurs de ces notes sont des esquisses, des essais de rédaction, des demi-phrases où il n'est pas rare de rencontrer des expressions et des pensées tout à fait dignes de cet écrivain ; de sorte que c'est à lui seul que les lecteurs devront attribuer tout ce qui, dans ce supplément, mériterait leur approbation.

Le XII[e] livre, ainsi complété, conduira cette histoire jusqu'à la fin de 1770. L'année suivante eût fourni à Rulhière la matière d'un livre assez étendu ; et peut-être eût-il compris dans un seul autre les événements moins compliqués des deux suivantes, quand même encore il ne se fût arrêté qu'au traité de Kaïnardji, conclu entre la Porte et la Russie, en juillet 1774. Il eût senti qu'après le mois d'août 1772, le partage de la Pologne étant définitivement convenu entre les trois cours,

la résistance des Polonais ne pouvant plus être efficace, leur désastre étant devenu tout à fait inévitable, ou même déjà consommé par leur propre impuissance et par les triomphes de la Russie sur les Turks, l'histoire devait prendre une marche plus rapide et se presser d'arriver à un terme trop infailliblement prévu. Nous avons entre les mains les notes et les pièces que Rulhière avait rassemblées pour finir ainsi son ouvrage; et quoiqu'il ait pu s'en égarer quelques-unes en 1806, le nombre en est considérable, surtout en ce qui concerne l'année 1771. Il avait tout recherché, tout disposé; il ne lui restait plus qu'à écrire : et quelque lenteur qu'il eût voulu mettre dans ce travail, il lui eût été difficile de ne pas l'achever en deux ans. Nous avons conçu le projet de rapprocher toutes ces esquisses, de les enchaîner et d'en composer, le plus tôt qu'il nous sera possible, deux livres qui termineront cet ouvrage, et qui appartiendront aussi à Rulhière, en tout ce qu'ils pourront avoir de recommandable et d'utile. On en trouvera un simple précis dans le dernier volume de cette édition (1).

Il ne paraît pas que Rulhière eût l'intention de faire imprimer un recueil de pièces justifica-

(1) Ce projet a été exécuté, quoique d'une manière toute différente et sous un autre point de vue, par Ferrand, dans les quatre premiers livres de son *Histoire des trois Démembrements de la Pologne*, faisant suite à l'ouvrage de Rulhière.

tives à la suite de cette histoire. Il se contente de les citer, d'en extraire ce qu'elles contiennent d'important, et d'en fondre, en quelque sorte, la substance dans le corps même de son ouvrage. Les notes qu'il a placées au bas de quelques pages de son histoire, sont infiniment peu nombreuses, et le plus souvent ne consistent qu'en deux ou trois mots. Nous n'avons pas jugé à propos de les étendre, ni de les multiplier. A l'exemple des historiens de l'antiquité, Rulhière fait entrer dans le texte de son ouvrage les éclaircissements que le sujet exige, et même les notions accessoires qu'il comporte. L'instruction la plus commune suffit pour le lire avec intérêt et avec fruit; et l'on n'a nul besoin de consulter d'autres livres pour comprendre le sien. Il dit sur la Pologne, non sans doute tout ce qu'on en peut savoir, mais tout ce qui importe au but qu'il se propose; il prévient toutes les questions qu'un lecteur curieux et sensé pourrait lui faire, et il évite avec tant de soin l'obscurité, qu'il n'y a pas moyen de l'éclaircir. Nous convenons pourtant qu'il serait possible de discuter fort longuement ses récits ou ses opinions, de les confirmer ou de les contredire, et que son texte peut donner lieu, comme un autre, à toutes les observations historiques, philosophiques et grammaticales dont on voudra l'enrichir. Mais si jamais cette histoire

devient un livre classique, il sera toujours assez temps de la commenter.

Entreprise quelques années avant le partage de la Pologne, elle ne devait raconter que les troubles provoqués au sein de cette république, par la domination tyrannique du cabinet de Pétersbourg. Aussi, les deux manuscrits que M. de Rayneval possède, et qui sont les plus anciens, sont-ils intitulés, l'un : *Histoire du despotisme de Russie et de l'anarchie de Pologne* (1); l'autre : *Histoire de l'anarchie de Pologne et du despotisme russe*. Mais tandis que se rédigeaient les premiers livres, les événements fournissaient la matière des autres, donnaient un dénouement à ces longues agitations, et modifiaient le titre même de l'ouvrage. Ce fut dans les dernières années du règne de Pierre Ier que s'établit le despotisme de la Russie sur la Pologne ; et c'est là aussi, qu'après une introduction d'une juste étendue, commence en effet, à la fin du second livre, l'histoire proprement dite des effets de ce despotisme. Elle offre néanmoins assez peu de faits depuis 1717 jusqu'à l'avènement d'Auguste III au trône de

(1) Ce titre n'est pas exact; car les efforts d'un peuple tentés en vue de reconquérir son indépendance, ne peuvent être qualifiés d'*anarchie*. Ce livre a, du reste, été écrit avant la révolution française. Nous l'avons appelé simplement *Révolutions de Pologne*, comme aurait fait Rulhière lui-même s'il l'avait publié.

Pologne, en 1733; elle prend un peu plus de consistance, durant le règne de ce prince, et acquiert enfin de très-grands développements, après que Catherine II s'est emparée par un meurtre, en 1762, du trône de Russie. Rulhière arrive à cette époque, dès la fin de son quatrième livre; et les neuf autres ne correspondent qu'aux huit années suivantes. Mais dans les treize livres, l'histoire de Pologne, toujours en contact avec celle de plusieurs autres peuples, éclairée par tous les objets qui l'environnent, jette aussi sur eux sa propre lumière. Ainsi les Turks, les Grecs, les Tatars et surtout les Russes, reparaîtront souvent dans cet ouvrage; il décrira les caractères, les habitudes et pour ainsi dire l'intérieur des cours de Vienne et de Berlin; il appellera quelquefois nos regards sur Louis XV et sur ses ministres: et il y aura telle époque où elle deviendra presque une histoire générale de l'Europe.

En suivant le progrès des troubles qui ont déchiré la Pologne et préparé sa ruine, l'historien en fait observer toutes les causes, parmi lesquelles on distinguera le *liberum veto*, l'élection des rois, la fréquence des confédérations, le servage des paysans, la prédominance de quelques familles, les restrictions apportées aux droits politiques des sectateurs de certains cultes, et *surtout l'influence de la Russie*.

L'autorité du plus grand nombre est, suivant Rousseau, une convention qui suppose au moins une fois le consentement de tous. En Pologne, on convint au contraire que cette unanimité serait toujours nécessaire dans les délibérations nationales; si l'on ne crut pas même que c'était là une des conditions essentielles du pacte social. Ainsi, un seul nonce rendait inefficace la volonté de tous les autres, rompait la diète, et fixait au sein de la république les abus dont elle désirait le plus impatiemment se délivrer. Gardons-nous de croire que les Polonais ne sentissent pas tous les dangers d'une institution si folle; s'ils les avaient pu méconnaître, ils en auraient été assez avertis par le zèle constant des cours étrangères à maintenir en Pologne cet invincible obstacle à tout progrès et à toute réforme. Cependant, quelque insoutenable que fût ce *liberum veto*, on peut dire que plus nuisible à l'administration qu'à la liberté, il eût longtemps encore affaibli la république sans la détruire; et qu'en inspirant à chaque citoyen une si haute idée de sa propre dignité et de ses propres garanties, il eût retardé l'asservissement de la nation, presqu'autant que sa prospérité.

Il n'est personne aussi qui ne connaisse les inconvénients de la royauté élective. Ce système, qui doit amener partout des agitations périodi-

ques, appelait de plus autour du trône de Pologne, chaque fois qu'il était vacant, les intrigues et la corruption des autres cours. Longtemps néanmoins la république avait subi, sans trop de dommage, ces redoutables épreuves; fière de rentrer, à chaque interrègne, dans l'exercice de ses droits antiques, orgueilleuse même de ce concours des ambitions étrangères pour une dignité dont elle disposait, et rassurée enfin par cet hommage solennel que rendait à sa liberté et à ses constitutions chaque nouveau roi qu'elle venait d'élire.

Les Polonais n'ont pas attaché moins d'intérêt à leurs confédérations; espèces d'insurrections légales qui ont trouvé, même hors de la Pologne, des défenseurs et presque des panégyristes. Elles étaient, dit-on, de moindres maux que ceux qu'elles devaient guérir. Toujours était-il déplorable d'avoir besoin d'un tel remède; et qu'il n'y eût d'espoir pour la liberté, que dans ces crises violentes qui, ne pouvant jamais manquer d'occasions ou de prétextes, finissent par devenir un désordre habituel et une maladie permanente. Au milieu de ces éternels orages, les effets politiques du servage des paysans de Pologne étaient peu aperçus. Cette servitude, dont l'origine n'est point féodale, ressemblerait sous beaucoup de rapports à celle dont nous voyons trop d'exemples

dans l'histoire des anciens peuples. Mais par cela même elle convenait beaucoup moins à l'état moderne de la civilisation européenne. Elle était, après ce tumulte des confédérations, le principal obstacle au progrès de l'industrie, du commerce et des arts; seuls moyens aujourd'hui qui puissent établir ou garantir la puissance et même l'indépendance d'une nation. Cette classe laborieuse, active, éclairée, qui répand la prospérité et la lumière au-dessous d'elle et au-dessus, cette classe moyenne en qui réside véritablement la force des grands États, n'existait point en Pologne. Ajoutons que cette république n'armait point les paysans, qu'elle n'osait pas les employer à la guerre; et qu'ainsi, lorsque ses voisins devenaient de jour en jour plus formidables, elle n'avoit point à leur opposer cette puissance militaire, qui peut, en de certaines conjonctures, tenir lieu d'une puissance plus réelle.

Il s'était élevé peu à peu en Pologne une grande noblesse que personne, dans les derniers temps, ne confondait plus avec la noblesse vulgaire. Cette distinction, qui n'était avouée ni par les lois, ni même par le langage, se manifestait de plus en plus dans les affaires et dans les mœurs. De plus vieilles généalogies, une plus longue succession de personnages puissants ou mémorables, une illustration plus soutenue, et surtout une

opulence extrême, avaient jeté sur certaines maisons un éclat presque aussi fatal à ceux qu'il enorgueillissait, qu'à la multitude qui s'en laissait éblouir. L'esprit de famille éteignait de jour en jour, chez la plupart de ces grands, les vertus publiques qui avaient distingué et véritablement grandi leurs ancêtres. L'ambition de quelques-uns s'accoutumait à chercher de l'appui dans les cours étrangères; et leur connivence secrète avec les ennemis de leur nation, ajoutait un danger de plus à ceux qui résultaient immédiatement de leur prédominance, et qui jadis avaient suffi contre de plus fortes républiques.

Un autre genre d'anarchie, longtemps couvert, toujours cultivé, s'est développé au milieu du dernier siècle. Chez les anciens Polonais, le nom de *dissidents*, employé dans son sens originel, dans son acception la plus juste, avait été appliqué, sans distinction, à tous les cultes pratiqués dans le pays. N'exprimant que le seul fait de leur diversité, il comprenait la communion romaine avec toutes celles dont elle différait; et cette dissidence commune n'altérait pas la paix générale. Dans la suite, un langage moins exact annonça la discorde, si même il ne concourut pas à la produire où à l'accroître. Le nom de dissidents ne désigna plus que ceux qui ne suivaient pas la religion de la multitude; et les dissidents devin-

rent au milieu de l'État une classe isolée, rebutée, presque étrangère, à qui les droits communs étaient contestés. Ce n'est pas qu'on gênât l'exercice de leurs cultes; à cet égard, on conservait pour eux cette équité que nous avons appelée tolérance. Mais on les dépouillait de ces droits de cité, dont la perte, au sein d'une république, entraîne tôt ou tard la perte de tous les autres droits. C'était offrir aux entreprises de la Russie un prétexte beaucoup trop plausible; Catherine affectant, pour les dissidents, un zèle qu'encourageaient les lumières du siècle, exigea hautement la réparation de ces torts, et réduisit les Polonais à la nécessité de soutenir, avec un égal désavantage, leur injustice et leur indépendance.

Ainsi le despotisme russe, cause principale des malheurs de la Pologne, eut besoin, pour les consommer, du concours des causes précédentes. Mais, il en faut convenir, lorsqu'une fois les Polonais eurent consenti à placer leurs lois et leur liberté sous la garantie de la cour de Pétersbourg, il leur eût fallu pour se défendre contre une telle protection, des efforts de sagesse qu'on ne pouvait plus attendre de ceux qui l'avaient invoquée. Aussi verra-t-on, au cinquième livre de cette histoire, le gouvernement de cette république passer en effet entre les mains de la tzarine; et un vice-roi, sous le nom d'ambassadeur russe, maîtriser

toutes les autorités polonaises, traiter tout ce peuple de nobles en sujets de sa souveraine, fatiguer la docilité des uns, et réprimer par les armes la rébellion des autres.

Le vice radical de la république polonaise consistait, selon J.-J. Rousseau, dans l'excessive étendue de son territoire. Si les autres vices n'étaient qu'accessoires, du moins ils avaient acquis un tel empire, que la Pologne, resserrée en 1773 dans des bornes plus étroites, n'en devint assurément ni plus libre ni plus heureuse. On la vit, au contraire, après vingt autres années d'oppression et de langueur, tomber tout entière au pouvoir de ceux qui l'avaient mutilée, et disparaître de la liste des États européens. Mais ce second partage est étranger à l'histoire que nous publions; et tout nous annonce d'ailleurs que cette république *éclipsée* n'est pas *éteinte*. Celui dont les destinées dominent celles des nations et des rois, vient d'humilier tous les oppresseurs de la Pologne; et déjà leur abaissement expie les excès de leur ancienne puissance. Si le plus digne usage de la victoire, si la plus douce consolation des vainqueurs consiste à délivrer des victimes, à étendre l'empire de la justice et de la raison, à rétablir entre les États cet équilibre qui garantit leur tranquillité, nulle campagne ne pourra mieux, que celle qui s'achève, laisser un

jour d'heureux souvenirs à ceux qu'elle a couverts de gloire. L'INDÉPENDANCE DE LA POLOGNE EST UN INTÉRÊT DE L'EUROPE, AUTANT QU'UN DROIT DES POLONAIS; et la renaissance de ce vertueux peuple sera l'un de ces vastes bienfaits dont l'histoire de Napoléon se compose. Qui leur enseignera mieux que lui à se prémunir contre toute domination étrangère, par l'énergie de l'administration intérieure, par un système de lois sages, impartiales, entre les villes, les provinces, les classes, les opinions, les cultes, et tous les divers éléments qu'embrasse un empire? De qui pourront-ils mieux apprendre qu'aucune illustration vieillie n'égale celle qui éclate; qu'aucun nom suranné ne vaut un nom qui s'immortalise; et qu'il est plus grand enfin de fonder ou de rétablir des États, que de partager leur vétusté et leur décadence?

Il ne tiendra qu'aux Polonais de recueillir les mêmes leçons dans cette histoire de leurs malheurs, qui sera souvent aussi celle de leur loyauté et de leur bravoure. C'est la plus instructive et la plus détaillée qui existe dans notre langue, et peut-être dans la leur, sur l'avènement et les sept premières années du règne de Stanislas Poniatowski, cause immédiate du premier partage de la Pologne.

JUGEMENT

SUR

L'HISTOIRE DES RÉVOLUTIONS DE POLOGNE

DE RULHIÈRE,

PAR M.-J. DE CHÉNIER (1).

C'était un sujet bien triste, mais bien instructif, que l'histoire des révolutions de Pologne, et du démembrement de cette république. Un pareil tableau, tracé par Rulhière, est digne à tous égards d'une haute attention. L'on ne trouve point ici un compilateur d'anecdotes, encore moins un compilateur de gazettes. C'est un véritable historien, qui sait choisir et classer les incidents, les resserrer, les étendre, les faire ressortir, selon le degré de leur importance, et coordonner habilement toutes les parties d'un vaste ensemble. A mesure que la série des faits l'exige ou le permet, il distribue dans son ouvrage, à la manière des historiens de l'antiquité, des notions détaillées sur l'origine et les mœurs des Polonais, des

(1) *Tableau historique de l'état et des progrès de la littérature française, depuis* 1789, page 568; édition de 1835.

Moskovites, de la horde inhumaine des Zaporoves, des diverses hordes tatares; des Turks, à qui deux siècles de conquêtes n'ont laissé qu'une faiblesse orgueilleuse, et les souvenirs d'une gloire éclipsée; des Monténégrins, qui bordent le golfe de Venise, des Macédoniens, des Épirotes, des Grecs du Péloponèse, et, parmi ces derniers, spécialement des Maïnotes, qui, si près du joug ottoman, conservent encore la rudesse, le fier courage, et jusqu'à l'indépendance des Spartiates leurs ancêtres. Des liaisons intimes avec les chefs des différents partis polonais, l'aide des ministres et des ambassadeurs les mieux instruits des affaires de l'Europe, tous les genres de secours, notes diplomatiques, mémoires particuliers, lettres sans nombre, entretiens confidentiels, avaient mis l'auteur à portée de recueillir des éclaircissements très-curieux, et d'assigner quelquefois avec précision les causes longtemps secrètes des événements publics. C'est ainsi qu'en parlant de la correspondance établie durant quinze années entre Louis XV et le comte de Broglie, à l'insu du ministère français, il explique par quelle intrigue bizarre les agents de la cour de Versailles ont pu recevoir en même temps des ordres directement opposés, donnés au nom du même roi. Il ne jette pas moins de jour sur la conduite des cabinets qui déterminèrent le sort

de la Pologne. Il developpe des caractères qui semblent d'une vérité frappante; Catherine, dont l'ambition s'irrite par les voluptés, dévorant à la fois des yeux et la Turquie et la Pologne; Frédéric, longtemps vainqueur rapide, désormais lent médiateur, n'usant ni ses soldats ni ses trésors, où suffisent la force des circonstances et le poids de sa renommée; Marie-Thérèse, faisant prouver par de vieux diplômes les droits qu'elle s'assure avec l'épée; son fils, l'empereur Joseph, impatient de régner, de réformer et d'envahir; près d'eux, le prince Kaunitz, fondant sa vieille réputation sur un traité qui jadis étonna l'Europe, en réconciliant la France et l'Autriche; ministre laborieux, quoique frivole à l'excès, rusé sous l'air de l'indiscrétion, sincère dans sa vanité, faux sur tout le reste, adroit et heureux négociateur, à qui la malice des courtisans pardonnait quelque mérite en faveur de ses ridicules. Aux bornes de l'Europe, d'autres images se présentent; les agitations de Constantinople, l'indécision du divan, l'ineptie politique et militaire des grands-visirs, les qualités inutiles du sultan Mustapha, trop bien intentionné pour ne pas sentir, mais trop ignorant pour guérir les maux d'une monarchie théocratique, où l'ignorance est un point de religion. Non loin de là, un descendant de Genghiskan, Krim-Gueray, qui, du sein de sa

disgrâce, avait éclairé le sultan sur les projets de la Russie, apparaissant tout-à-coup à la tête de ses Tatars, et arrêté par une mort soudaine, tant la destinée sert bien Catherine. Au milieu de ces mouvements, la Pologne, envahie par les armes russes, déchirée par les factions intérieures, préfère au joug étranger les caprices de sa liberté ombrageuse. On admire encore cette liberté sur des ruines, et ses derniers soutiens qui succombent; un vieillard octogénaire, le grand-général Braniçki, beau-frère du roi, mais tout entier à la patrie; un prince Radzivill, épuisant pour elle son immense fortune, bravant la persécution, la misère et la fuite; des hommes nouveaux, des parvenus à la gloire, Pulaski et ses deux fils, levant des troupes qui sont quelquefois victorieuses; deux prélats respectables, Krasinski, évêque de Kamienieç, organisant avec son frère une confédération puissante; et l'évêque de Krakovie, Gaëtan Soltyk, martyr intrépide, dévoué sans espoir à la cause commune, n'ayant d'autre attente qu'un exil en Sibérie, attente que le gouvernement russe n'a pas trompée; enfin, Mokronoski, plus brillant qu'eux tous, se trouvant partout où l'intérêt public l'appelle, aux diétines, aux armées, dans la diète; à Versailles, dans le cabinet du duc de Choiseul; à Berlin, dans celui de Frédéric; ardent, jeune,

ayant tous les courages, comme aussi toutes les passions nobles; servant l'amour et l'honneur, mais avant tout la liberté de son pays; héros des temps chevaleresques, et républicain des temps antiques. On conçoit aisément que l'auteur comble d'éloges des personnages si dignes du souvenir reconnaissant de l'histoire. S'étonnera-t-on s'il ne traite pas aussi bien ce Poniatowski, longtemps obscur citoyen d'un État libre, amant favori d'une princesse étrangère, couronné par elle à force ouverte, lui vendant pour le nom de roi la servitude publique et la sienne; et, malgré son infatigable obéissance, ne parvenant à jouer sur le trône que le rôle d'un courtisan disgrâcié?

. . . .

Au reste, quelques travaux que suppose l'Histoire des Révolutions de Pologne, on a lieu d'être surpris que Rulhière n'ait pu l'achever en vingt-deux ans. Telle qu'elle est néanmoins, c'est elle qui le maintiendra célèbre. Elle n'est pas seulement beaucoup plus étendue que ses autres écrits, elle leur est fort supérieure; et c'est à haute distance qu'elle s'élève au-dessus de toutes les productions historiques publiées depuis vingt ans en Europe. Peut-être, à une révision scrupuleuse, Rulhière eût-il cru devoir abréger les trois premiers livres, qui ne sont qu'une introduction; mais il n'eût rien changé sans doute aux trois

suivants, où sont réunies tant de beautés énergiques. C'est là qu'il accumule sans confusion les principaux traits de son grand tableau ; en Russie, la fin languissante d'Élisabeth, les courtes folies de Pierre III, le prompt veuvage de Catherine ; en Pologne, la longue agonie du roi Auguste, et celle même de son pouvoir ; les outrages prodigués à Brulh, son ministre ; les trames des Czartoryski, l'astuce habile de Keyserling, l'audace féroce de Repnin ; et cette diète trop mémorable où Stanislas Poniatowski fut élu roi des Polonais par le sabre des Moskovites. Le reste est moins fort sans être faible ; et plusieurs morceaux sur les réclamations des dissidents, sur la guerre des Turks, sur les confédérations polonaises, sont encore animés par un talent rare. L'auteur, dans les diverses parties que nous indiquons, approche quelquefois de Thucydide, dont il retrace les formes heureuses ; et, si l'ouvrage entier se soutenait à ce degré de vigueur, après les chefs-d'œuvre de Voltaire, d'ailleurs conçus et exécutés dans une manière différente, nous cherchons en vain quelle histoire il serait possible de lui comparer, pour la beauté du plan, pour l'art de mettre en jeu les caractères, pour la chaleur et la grâce du style.

NOTE GÉNÉRALE.

Parmi les nombreux documents réunis par Rulhière, et qui devaient servir soit de matériaux, soit de pièces justificatives à son histoire, il en est deux très-importants, comme pouvant donner la clef de toutes les intrigues du parti russe en Pologne avant et après la mort du roi Auguste III. On y verra par quelles manœuvres déloyales les deux chefs de ce parti, les princes Michel et Auguste Czartoryski, pour s'emparer de la couronne et la rendre héréditaire dans leur famille, ont commencé par asservir leur patrie, et par la livrer pieds et poings liés à Catherine II. L'inexorable orgueil de ces deux magnats n'a réussi qu'à perdre la Pologne, sans faire prévaloir les réformes qu'ils avaient méditées; et nous voyons, d'après ces deux documents, qu'il n'était guère secondé par une intelligence propre à leur assurer le succès. Les troupes russes, attirées par eux en Pologne il y a un siècle, en 1763, ne l'ont plus quittée jusqu'à ce moment.

N° I. *Manifeste anonyme, jeté dans les rues de Vilno, et répandu plus tard dans tout le royaume, pour former une confédération sous le patronage de la Russie.* (A la page 298, livre V, tome Ier.)

« Comme la nation polonaise touche de très-près à sa ruine, par l'anéantissement de ses lois, de ses prérogatives et du rang de la noblesse, le Seigneur a daigné animer les cœurs de quelques citoyens polonais, à trouver les moyens de secourir cette chère patrie; et c'est à cette fin qu'ils songent à mettre la main à une œuvre de la plus pressante nécessité, en unissant, en premier lieu, tous ceux qui se ressentent encore de cet esprit plein de vertu qui caractérisait leurs ancêtres.

« Cela posé, il est indispensable que tous ceux qui sont déterminés à hasarder leur vie, leur santé et leur biens, pour les lois, le roi et la liberté, se rassemblent dans le dessein d'*exterminer ceux qui ont violé, de quelque manière que ce soit, la sûreté*

publique, ainsi que ceux qui ont renversé et mis au néant les lois de la patrie, foulé aux pieds la justice et jeté le désordre et une confusion inouïe dans les provinces de la république; à tel point que la nation polonaise est représentée chez l'étranger comme une seconde nation d'Israël, et qu'il est honteux et ignominieux de lui appartenir. C'est cet état déplorable de la république qui porte les susdits citoyens à former une confédération; et, pour la soutenir, *l'on a recours aux forces étrangères*.

« Tel est le moyen que l'on a arrêté, dans une convention faite très-prudemment et à l'avantage du pays. Que personne ne donne accès à des idées craintives, et ne s'intimide d'un pareil procédé, puisque ces armées étrangères vivront à leurs frais, et qu'elles éviteront de faire les moindres violences. Le parti confédéré se servira préalablement de toutes les voies amiables, tendant à la concorde entre frères et citoyens d'une même république, à dessein que cette œuvre tant désirée puisse heureusement être conduite à sa fin salutaire avec zèle et unanimité; et c'est dans cet esprit que la plus grande partie de ces citoyens se dispose à une confédération, dont la devise sera : « *Pour la foi, le roi, la loi* « *et la liberté.* » Si toutefois (ce qu'à Dieu ne plaise), on ne pouvait réunir les sentiments de la totalité sur ce même objet, et qu'un *certain* parti se trouvât vouloir renverser une pareille entreprise, opprimer les vrais défenseurs de la patrie, au moyen des tumultes qu'il occasionnerait dans les diètes et les diétines, alors les confédérés seraient forcés de recourir aux armes et de se servir des troupes étrangères, pour réprimer ces rebelles, dont les biens auraient à subir les rigueurs militaires. Cela n'aura lieu pourtant qu'après que toutes les persuasions et les instances qu'on emploiera auront été rejetées.

« Voilà quelle est la nature et le but de la confédération, son dessein étant d'exécuter au plutôt ce projet. S'il arrivait que cette confédération vînt à être différée, ce ne serait qu'à la suite des empêchements qu'y apporteraient les personnes contraires au bien public, les ennemis de l'État et des citoyens. C'est pourquoi l'on publiera des manifestes, après l'élection faite d'un maréchal de la confédération, afin que chacun examine dans quelle condition il se trouve et ce qu'il peut espérer, et qu'il vienne se joindre à ceux qui veulent le bien de la patrie. »

M. d'Hénin, en envoyant cet écrit en France, le 10 août 1763, s'exprimait en ces termes : « Vous y verrez, Monseigneur, d'une manière fort entortillée, à quoi aboutissent toutes les menées du

parti que la Russie veut soutenir. On n'a voulu sans doute que sonder les intentions du public, et qu'intimider ceux qui voudraient concevoir le projet de défendre leur liberté. Ce premier pas fait, nous allons voir paraître quelque manifeste en forme; et vraisemblablement les écrits seront suivis de toutes les violences auxquel es le bien de la patrie peut servir de prétexte dans ce pays. »
En r arge : « *Mémoire des Czartoryski pour une confédération.* »

N II. *Mémoire adressé par la famille Czartoryski, à M. le comte Keyserling, ambassadeur de la cour de Russie, au mois de septembre* 1763 (A la page 307, livre V, tome I[er]).

« L'ambassadeur le sait, et il nous doit ce témoignagne auprès de sa souveraine, que jamais nous n'avons eu l'intention de détrôner le roi, opinion erronnée de laquelle partent les sentiments et les volontés actuelles de S. M. l'Impératrice;

« Que nos idées ont constamment été pour une confédération civile, laquelle n'aurait point eu les apparences militaires, les embarras et les dangers de la confédération armée de 1715; qu'elle aurait statué, comme celle-là (du moins pour cette fois), par la pluralité des voix en diète légale; qu'elle aurait remédié aux vices de l'État, en remettant en ordre et en règle le gouvernement, tombé dans une anarchie totale par l'extrême abus des faveurs de la cour.

« Par ce moyen, elle aurait rendu aux citoyens la sécurité pour leur vie, leur honneur et leurs possessions, aujourd'hui détruite par la licence non-seulement tolérée, mais ouvertement excitée par ceux qui jouissent des susdites faveurs de la cour.

« *Que nous avons postulé l'entrée de quelques corps de troupes russes dans notre pays,* non pour y faire des actes d'hostilité, mais seulement pour tenir en bride les *esprits malveillants*, pour encourager et mettre en sûreté les nombreux *bons patriotes ;*

« Qu'au temps de cette confédération de 1715, Pierre le Grand étant neutre, a pourtant fait entrer en Pologne un corps considérable de ses troupes, pour empêcher qu'aucun des deux partis alors en guerre civile ne voulût trop exiger. Cet empereur a été le médiateur du traité de 1717, à la suite duquel, en vertu des lois comitiales, la république a statué des réformes, des règlements et des améliorations ;

« Que l'Impératrice a daigné nous accorder en détail *quelques modiques subsides précuniaires;* mais que ces subsides devien-

draient infructueux, s'ils n'étaient point continués et renforcés.

« Il ne serait d'aucune utilité que la confédération subsistât jusqu'à l'époque de la mort du roi; depuis son début jusqu'à sa terminaison, il ne faudrait tout au plus que six ou huit mois. La confédération achevée sous la garantie et la médiation de Catherine II, aurait constitutivement pourvu à tout ce qui doit rétablir intérieurement l'autorité des lois et le repos des citoyens; l'existence d'un gouvernement régulier aurait été assurée. La vie du roi, peut naturellement durer encore un grand nombre d'années; tous les ressorts du gouvernement de la république, déjà si gâtés, s'useront et se détruiront dans ce laps de temps. Combien de changements au système et à l'état des choses dans les cabinets peuvent advenir durant ces quelques années! Combien le magnanime et sage propos de l'Impératrice : « *Qu'il faut que la Pologne soit régie par un Piast,* » pourra devenir plus difficile, plus embarrassé et plus dispendieux dans son exécution, sans de promptes et radicales préparations!

« C'est par ce défaut de prévoyance que l'impératrice Anne a perdu tant de milliers d'hommes et de millions d'argent, pour appuyer et maintenir sur le trône de Pologne, le roi actuel Auguste III.

« La sortie et le passage effectif en Ukraine des quatre régiments russes qui étaient entrés en Lithuanie, peut produire sur les opinions et les dispositions en Pologne et en Europe des impressions nuisibles et sinistres à tous égards; et plus particulièrement pour le parti russe, que ses adversaires croiront abandonné par l'Impératrice, et contre lequel ils se livreront à tous les excès et toutes les violences. Même cette classe nombreuse de patriotes qui ne jugent des choses que par les apparences, croyant les *ducteurs* de ce parti tombés en discrédit à la cour de Russie, et par là hors des moyens de leur être secourables, se verront dans la nécessité de se soumettre à la supériorité du parti contraire devenu dominant, ne serait-ce que pour se préserver de la persécution. Les peuples sont comme des vagues mobiles que les vents élèvent, agitent et dirigent.

« Depuis plusieurs années, l'horrible moyen des assassinats a été employé contre des personnes que l'on croyait liées avec les chefs du parti russe; ainsi vient d'être tué tout récemment le sieur Piszczalo. L'Impératrice, en les abandonnant, fera commettre les mêmes exécrables attentats sur ces chefs eux-mêmes.

« Les troupes que Pierre le Grand a fait entrer en Pologne et

en Lithuanie l'an 1716, et même après le traité de 1717, n'en sont sorties que deux ans après, sur la réquisition faite au nom de la république par son ambassadeur, le palatin de Mazovie Chomentowski, après que les constitutions du traité de Varsovie eurent été corroborées par la diète tenue en forme ordinaire à Grodno, l'an 1718.

« Comme le ministère de Saxe semble avoir pris à tâche d'exercer toutes les licences et les abus, dans toutes les parties du gouvernement de la république, comme il y dispose arbitrairement de toutes les faveurs et les grâces; et pour n'en être point empêché, juge de son intérêt de produire et de nourrir avec soin des mésintelligences entre les principales familles et les individus; de ne donner les grands emplois, les offices, les charges lucratives et les starosties qu'à des personnages dont la bassesse ou l'ineptie ne peuvent former aucune opposition à son mauvais vouloir; souvent même telles distributions du roi étant vendues par ce seul ministère : — par toutes ces raisons réunies et par chacune en particulier, la mort présumable du comte Bruhl n'apportera aucun remède ni soulagement à ce mal destructif en actualité et dans ses effets subséquents, et ne produira que le changement de l'ouvrier et point du tout celui de son pernicieux ouvrage.

« Les énergiques déclarations de l'Impératrice publiées en exemplaires imprimés à Pétersbourg et à Moskou, n'ont produit aucun effet; la cour de Pologne n'y a donné aucune réponse, et même, par un accroissement de zèle, elle a poursuivi ses démarches sur l'article de la Kourlande, dans l'établissement violent du tribunal de Vilno, dans l'installation d'après une semblable méthode du prochain tribunal de Pétrikau, dans ses inimitiés et animosités envers ceux que l'Impératrice a daigné déclarer *ses amis et protégés*, dans ses plaintes déclamatoires, enfin, contre l'Impératrice elle-même, aux principales cours de l'Europe. Ne sera-ce point une atteinte à la majestueuse gloire de l'Impératrice, au poids de son empire dans l'univers, que la teneur positive de ses déclarations n'étant point soutenue par elle tombe sans aucun résultat?

« La confédération de la république, telle qu'on l'a proposée, n'aurait été aucunement nuisible à la personnalité du roi de Pologne, aux droits et aux prérogatives de sa royauté; bien au contraire, elle aurait produit cet avantage pour la gloire et pour le bonheur de ce prince, qu'elle lui aurait permis de continuer et d'achever son règne dans une organisation plus réglée, plus calme et plus active du gouvernement de la république dont il est le chef; il

en résulte aussi, que les articles à débattre et à convenir entre cette république et l'empire de Russie, ne peuvent l'être avec toute l'efficacité voulue que si la république, moyennant une confédération, est préalablement rendue à elle-même. Bien souvent les ministres de Russie en Pologne présentent des mémoires, concernant des plaintes et des réquisitions diverses, dont la plupart resteront pourtant à l'état de réclamations stériles, tant que la république ne sera pas réorganisée par un pouvoir effectivement dominant.

« *La salle des États de la république de Pologne est une barrière toujours dressée contre l'empire de Russie.* La forme du gouvernement en Pologne importe essentiellement au système de toute l'Europe, et particulièrement à la prépondérance de la Russie dans le Nord. Depuis la diète de 1726, le libre et légitime exercice du pouvoir de la république est en suspens. Des incidents ou des occasions qui pourraient survenir dans le cours du temps, finiraient par l'anéantir, si le seul moyen praticable ne la relève de son impuissance, par la main secourable d'une souveraine que la Providence a prédestinée à fonder la félicité, non seulement des peuples qui lui sont assujettis, mais du genre humain tout entier!

« Bien que le roi de Prusse ait supposé *certaines vues* à la prochaine confédération en Pologne appuyée par la Russie, il n'a point paru en être mécontent. La cour de Vienne n'aurait aucune bonne raison de s'en formaliser, et ne voudrait point se brouiller avec la Russie à cette occasion, surtout si l'Impératrice lui donnait l'assurance qu'elle ne permettra aucun tort ni préjudice à la personne et aux droits royaux d'Auguste III. Les dispositions actuellement pacifiques des Turks, donnent la certitude qu'ils ne feront aucune réclamation à ce sujet; la France est trop distante et trop épuisée, pour qu'elle puisse s'opposer à la réconstitution de la république de Pologne, nul autre intérêt ne pouvant servir de mobile à sa résistance, que sa jalousie politique contre le crédit prédominant et la puissance réelle de la Russie.

« Plusieurs de ces idées et principes ont déjà, il est vrai, été formulés et présentés à l'Impératrice dans nos mémoires consécutifs; mais cette fois, réitérés par l'ambassadeur, mieux exposés, déduits, augmentés et mis en liaison systématique par l'habile plume du comte Keyserling, ils formeront un tableau dans lequel la perfection des qualités, des sentiments et des talents de la souveraine reconnaîtra aisément le véritable état des choses, pour décider ce qu'elle croira juste, conforme à la sagesse, à la magna-

nimité de ses intentions, et pouvant contribuer à *l'immortalisation* (sic) *de la gloire de son règne!*

« Si contrairement à l'intégrité de la république, à la sécurité des chefs du parti russe en Pologne, la volonté de l'Impératrice se refusait à leur donner les appuis qu'ils se sont flattés d'obtenir, ils osent la supplier qu'afin de soulager la grandeur de leurs maux, afin de les préserver des persécutions croissantes, *afin de préparer l'avenir prémédité par l'Impératrice*, cette bienfaisante souveraine veuille au moins leur accorder les articles suivants :

« 1°) Que les quatre régiments aux ordres du général-major « Soltikoff restent à Kowno, du moins jusqu'au mois de mai de « l'anné suivante (1764), auquel temps un nouveau tribunal sera « établi à Vilno. Le secours de ces troupes, quoique en nombre « peu considérable, suffira pour maintenir dans les terreurs que « leur entrée a déjà causées les exaltés et les malveillants en Li- « thuanie et en Pologne, réprimera l'audace de leurs meurtres et « de leurs violences. Le prétexte du séjour ainsi prolongé de ces « troupes est plus facile à trouver que n'en peut avoir le roi de Po- « logne, pour garder dans ce pays quatre régiments saxons et quatre « pulks de houlans; les lois les plus expresses de la république, et « surtout le traité de 1717 sous la médiation de Pierre Ier, ayant « stipulé que le roi ne pourrait avoir à sa solde que 1200 hommes « pour sa garde personnelle. Les subsistances pour ces quatre « régiments russes, en vivres et en fourrages, seront faciles à « prélever, en ordonnant les fournitures à l'économie de Szawlé, « sur les terres appartenant aux Zabiello et à leur parenté; obser- « vant d'ailleurs les poids et mesures, payant comptant la moindre « livraison, donnant des billets pour l'acquit du reste.

« 2°) Que les subsides en argent soient augmentés; ceux que la « générosité de l'Impératrice a déjà donnés ayant été employés à « ce que chacun des principaux gérants du parti russe eût une « troupe à sa garde, contre les attentats et les outrages adressés « à leurs personnes, et auxquels ils seraient encore plus exposés « si on les voyait dans la nécessité de congédier ce peu de soldats. « Dans tous les pays, dans des occurrences pareilles, le maintien « d'un parti requiert des frais analogues. Depuis nombre d'an- « nées, la France en fait constamment de considérables, pour entre- « tenir en Suède un *parti aristocratique*. (Voyez p. 264, tome I).

« 3°) Que pour le moins 4,000 fusils d'infanterie et autant d'ar- « mes pour la cavalerie soient expédiés moitié à Brzezany et moi- « tié à Bychow; ce qui serait une préparation utile et préviendrait

« tout retard dans les envois de ces armes, dans le cas d'un be-
« soin subit et pour l'usage que l'Impératrice voudrait déterminer.

« 4°) Que les chefs d'armée, les commandants et les officiers « aux avant-postes, fassent naître et courir des bruits plus ou moins « équivoques selon le besoin, sur l'entrée en Pologne des troupes « russes de la Livonie, de l'Ukraine et du côté de Smolensk ; et « cela pour faire durer la crainte dans l'esprit des mauvais ci- « toyens, favorisés par la cour de Saxe. »

« Il reste à voir de quel effet sera la réponse de la part du roi, à la note que l'Impératrice a fait remettre en dernier lieu par son ministre au résident M. de Prass. Cette note est toute amicale, mais elle est terminée par des conditions nettement articulées. Si l'on voulait en esquiver les plus essentielles, par des subterfuges équivalant à des refus, ce serait dès lors une nouvelle offense à l'honneur et à la gloire de l'Impératrice. »

Voici la réflexion que M. d'Hénin, dans sa dépêche du 15 octobre 1763, ajoute à l'envoi de ce singulier Mémoire :

« Les Czartoryski n'ont point l'intention de détrôner le roi de Pologne ; mais ils veulent : 1°, abolir le *liberum veto ;* 2°, changer la forme de la distribution des grâces ; 3°, fixer les tribunaux ; 4°, *favoriser les étrangers*, sans lesquels la Pologne languira toujours (?). Les mêmes objets leur tiennent encore à cœur ; mais ils les sacrifieront, du moins pour le moment, au désir de *mettre la couronne dans leur famille*. »

Les deux pièces ci-dessus, curieux échantillons du style barbare de la chancellerie de ces princes, ne sont point traduites du polonais, mais littéralement extraites de la correspondance de M. d'Hénin, alors résident de France à Varsovie, avec l'abbé de Bernis, ministre des relations extérieures de Louis XV.

(*Manuscrits de Rulhière; Correspondances*, 1763.)

RÉVOLUTIONS
DE POLOGNE.

LIVRE PREMIER.

I. *Préambule. Origines des Polonais et des Russes.*

Les Polonais et les Russes sont des divisions de ce peuple nombreux qui, sous le nom commun de Slovène ou de Slave (1), s'est répandu, il y a douze siècles, dans tout l'orient de l'Europe, et dont la langue se parle depuis les montagnes de la Macédoine et les bords du golfe Adriatique jusque dans les îles de la mer Glaciale. — Ils furent connus pour la première fois, ou du moins ils le furent sous ce nom général, et commencèrent à se faire craindre, dans le

(1) Le nom générique des *Slaves* est dérivé de *Slovo*, le Verbe, et *Slava*, la Gloire.

temps que les Huns, les Alains, les Vandales et les autres Barbares septentrionaux inondèrent presque toutes les provinces romaines. Une partie des Slaves envahit quelques-unes de ces provinces; une autre partie, et ce sont les Polonais et les Russes, demeura dans les vastes plaines qu'ils occupent encore, et qui n'ont jamais été comprises dans les limites de l'empire romain. On ne trouve dans ces contrées aucune ville ancienne : toute espèce de civilisation y paraît nouvelle, et cependant on n'y trouve aucun vestige de l'égalité primitive et de ce que nous nommons la vie des premiers âges. L'esclavage de la glèbe y est établi de temps immémorial; il semble qu'on n'y reconnaissait parmi les hommes aucune autre distinction que celle du maître et de l'esclave : l'un toujours armé pour la défense du pays, et l'autre forcément attaché à la culture des terres (1). C'est, parmi toutes les nations qui descendent de ce même peuple, l'origine de la noblesse et de la servitude, et la base commune de toutes les constitutions différentes que le temps, les événements et la diversité des lieux y ont introduites.

Les Russes, qui virent fonder au milieu d'eux la ville de Kïow par une colonie que les empereurs grecs envoyèrent sur le Borysthène, et qui dans leurs anciennes incursions infestèrent souvent les provinces grecques, et pénétrèrent jusque sous les murs de Constantinople, reçurent de cet empire leur religion, leur écriture, leurs vêtements, leurs bains. Ils ne connurent de société policée que sous un maître absolu; et la succession au trône, conservée dans la même famille pendant plus de sept siècles, ne laissa aucun intervalle à la liberté. En recevant des Grecs dégénérés une

(1) Il n'y a jamais eu d'esclavage légal en Pologne, pas même dans les temps païens. Cette erreur se trouve d'ailleurs réfutée dans la suite de l'ouvrage.

civilisation peu différente de la barbarie, ils se rassemblèrent, il est vrai, à la manière de ceux-ci, dans de grandes villes, assez peuplées pour se défendre par leurs propres forces, mais sans constitution, sans lois, sans droits de cité, toujours soumises à des despotes. Toutes ces villes réunies sous une même domination dans le dixième siècle, formaient alors un État puissant, dont les relations s'étendirent en Europe, et qui s'allia par des mariages avec la Hongrie, l'Allemagne et la France. Mais elles furent partagées vers 1050, comme un héritage, entre les nombreux descendants de la maison régnante : et dans cette désunion elles furent aisément subjuguées; les unes par les Polonais, qui les incorporèrent à leur république, et en adoptèrent les princes au rang de leurs concitoyens; les autres par les Tatars, qui les ont tenues dans un extrême abaissement pendant deux siècles. C'est ainsi que les Russes ont cessé d'être au rang des nations jusqu'au temps où le souverain de Moskou est parvenu à se rendre indépendant et à soumettre d'abord toutes les villes voisines; ce qui a donné naissance au nouvel empire de Russie.

Cependant les Polonais, par leur communication avec les contrées occidentales de l'Europe, reçurent la religion romaine, notre écriture et nos arts. Ils conservèrent, ou pour mieux dire, la noblesse polonaise conserva, en s'instruisant chez des peuples amis de la liberté, l'amour naturel de l'indépendance. En se formant en corps de nation, ils habitèrent toujours, à la manière des anciens Germains, dans de faibles bourgades; et, malgré la grande étendue de leurs provinces, ils ne bâtirent, avec le temps, qu'un très-petit nombre de villes. Dans leurs fréquentes assemblées, que leur dispersion habituelle rendit nécessaires à leur sûreté, ils établirent des lois qui laissèrent à chaque citoyen, c'est-à-dire à chaque noble, toute son indépendance; et ils se for-

mèrent des coutumes qui n'ont aucune ressemblance avec celles d'aucune autre nation. Tous leurs engagements civils n'ont que trop respecté la liberté naturelle; et les familles de leurs rois s'étant souvent éteintes, cette couronne est toujours demeurée élective.

Voilà comment sont devenus si différents deux peuples voisins, qui ont une même origine, et qui, malgré la diversité de leur prononciation, malgré celle de leur écriture, l'une grecque et l'autre latine, parlent évidemment la même langue (1).

II. *Exposition du sujet.*

L'amour effréné des nobles polonais pour la liberté a introduit peu à peu les plus singuliers désordres dans leur gouvernement. L'opposition d'un seul suffisait autrefois pour balancer dans chaque délibération l'autorité de toute la république. Depuis plus de cent ans, cette opposition sur une seule affaire a suffi pour rompre les assemblées générales de la nation. Un si étrange abus de l'égalité a produit parmi eux la plus funeste anarchie. Les Russes, au contraire, gouvernés par une seule volonté souveraine, ont formé un vaste empire : une discipline formidable leur a donné une puissance au-dessus de leurs forces réelles; et ils ont conçu une ambition encore plus vaste que leur empire et que leur puissance. Après avoir conquis tout le nord de l'Asie, et presque tout le nord de l'Europe, enfermés pour ainsi dire dans un espace immense, par des forêts impénétrables, des

(1) C'est encore une erreur; le polonais et le russe sont deux langues toutes différentes; le polonais, c'est le slave pur; le russe est un alliage de mongol, de normand et de finnois, le tout polonisé sur le sol slave.

déserts arides, une mer inconnue, une autre mer glacée, la Pologne, unique barrière entre eux et le reste de l'Europe, était aussi l'unique passage par où leur domination pouvait encore s'étendre au loin. Les désordres de cette république leur ont donné facilement entrée dans toutes ses affaires; et les efforts de ces deux peuples, l'un pour imposer le joug, l'autre pour s'y dérober, sont le plus singulier spectacle que le monde ait offert depuis longtemps. D'un côté, le despotisme employant tous ses avantages, l'intrigue, le secret, la discipline, la réunion de toutes les forces, le concert de toutes les opérations; mais se nuisant à lui-même par les vices qu'il traîne nécessairement après lui : une ambition sans mesure, un changement continuel de vues et de systèmes, nulle connaissance des hommes, et dans les esclaves qu'il emploie, nulle autre ressource que leur dévouement aveugle, De l'autre côté, l'indiscipline des armées, ou plutôt l'impossibilité de former une armée, le désordre et le vide des finances, les haines des familles, les intérêts personnels dans tous leurs excès, une fatale désunion qui fait échouer les entreprises les mieux concertées, le manque absolu de tous les moyens; mais des ressources presque inépuisables dans les vertus naturelles aux hommes, et que l'anarchie même exerce, l'horreur de la servitude, la force des âmes, l'active industrie du plus grand nombre des citoyens : tel est le fond du tableau que je vais offrir aux lecteurs. Les Polonais trouvèrent enfin pour défenseur un autre empire, qui dans les derniers siècles fut la terreur de la chrétienté, mais qui paraît aujourd'hui sur son déclin : les Turks, que nous verrons forcés de prendre part à cette sanglante querelle. Ce nouvel incendie s'est étendu au loin. La Grèce a cru recouvrer sa liberté. Les terribles événements occasionnés par cette grande diversion, ne changent rien cependant au premier état de la guerre, et ne servent qu'à décéler la faiblesse mu-

tuelle des deux empires de Constantinople et de Moskou. Mais pendant que la Russie, incapable de consommer son entreprise contre les Polonais, dévastait leur pays, qu'elle tentait vainement de subjuguer; pendant que la Pologne, trop désunie pour achever sa délivrance, était encore bien loin de se croire réduite à la soumission, deux autres peuples voisins, dont les forces, même séparées, eussent encore surpassé celles des Russes, s'unissent avec eux par un traité qui jusque là n'avait point eu d'exemple. Cent mille combattants environnent tout à coup cette faible république. Ils en envahissent de concert les plus belles provinces; et ces deux nouveaux oppresseurs, toujours ennemis malgré leur alliance momentanée, ménagent la Russie par une suite des craintes qu'ils s'inspirent mutuellement, laissent son autorité s'appesantir sur les restes infortunés de la Pologne.

L'agrandissement subit de ces trois États a changé nécessairement presque tous leurs rapports; une révolution s'est opérée dans la politique générale de l'Europe : et par là, ce démembrement d'une république si ancienne est devenu une des plus grandes époques de l'histoire de notre continent.

III. *Difficultés vaincues.*

Mais ce sujet d'histoire, indépendamment de son extrême étendue, a encore ses difficultés particulières. Comment suivre le fil des événements au travers des mouvements orageux d'une anarchie? Comment peindre, sans confusion, une étonnante multitude de personnages, tous égaux par leur naissance, par leurs droits, par leurs prétentions, et presque tous diversement en action dans ces troubles? Ce qui m'enhardit, c'est que dans ces abus de la liberté, presque tous les desseins sont connus, tous les caractères décidés;

c'est que l'histoire peut, en quelque sorte, recueillir sur la place publique les plus secrètes pensées de ces infortunés républicains. En parlant de la cour de Russie, j'éprouverai une difficulté entièrement opposée ; ce ne sont plus de grands mouvements populaires à décrire, mais des anecdotes à dévoiler. Comment pénétrer dans ces cabinets mystérieux où, du sein des voluptés, un despote présidait à la destinée de tant de peuples ; où la politique et le plaisir cachés sous les mêmes voiles, au lieu de régner ensemble, sont presque toujours détruits l'un par l'autre? Mais ces viles anecdotes, dignes seulement de nous intéresser en ce qu'elles ont influé sur les événements publics, au milieu d'une cour corrompue, ont toujours été avouées par la licence, ou pénétrées par l'intrigue. De longs voyages entrepris à dessein de connaître par moi-même presque toutes les cours, les souverains et les ministres que j'aurai à peindre, mes liaisons personnelles avec les chefs des factions opposées, la communication des mémoires les plus sûrs et des innombrables relations envoyées de tous les pays au ministère de France, m'autoriseront à parler avec certitude de la plupart des événements, des intrigues et des caractères.

IV. *Nécessité de remonter plus haut.*

Avant de commencer le récit de ces troubles, il est indispensable d'en développer les principes. Les événements récents, auxquels une partie des Polonais imputent tous les malheurs de leur patrie, en ont été les occasions successives, mais n'en sont point les véritables causes. Tant de calamités ont des racines plus profondes et qui s'étendent, pour ainsi dire, sous les derniers siècles ; de sorte que, si la fatalité eût amené d'autres conjonctures, ces tristes semences

auraient aussi trouvé quelque autre manière d'éclore. Les projets exécutés de nos jours contre la Pologne ont été proposés il y a plus de cent ans. J'ai retrouvé dans les archives des affaires étrangères de France cette anecdote importante et jusqu'à présent ignorée. Il faut donc expliquer comment cette république, tombée dès ce temps-là dans une dissolution presque totale, et toujours menacée de sa ruine, a subsisté dans cet état jusqu'à nos jours, et même quelquefois avec gloire. Il est également indispensable d'entrer dans quelque détail sur cette constitution anarchique, soit dans le dessein de justifier à quelques égards l'attachement singulier du plus grand nombre de ces républicains pour leurs mauvaises lois, soit parce que nous verrons dans la suite cette constitution même servir de base à tous les changements que les factions diverses, ou quelquefois les plus sages citoyens, ont faits ou tentés pour réformer leur gouvernement; enfin, par cette méthode, nous éviterons la nécessité de revenir fréquemment sur nos pas pour donner des éclaircissements préliminaires, dont la multiplicité jetterait une nouvelle confusion dans le récit de ces désordres.

V. *Gouvernement de Pologne et son principe.*

La Pologne est gouvernée souverainement par plus de cent mille gentilshommes, un roi électif et un sénat perpétuel. Le concours de ces trois autorités forme la puissance législative. Cette multitude de gentilshommes s'assemble quelquefois à cheval dans une vaste plaine; et tous les deux ans ils nomment des députés pour représenter cette assemblée générale de la nation. L'unanimité des suffrages y fut toujours nécessaire pour prendre une résolution. Ils disent

« que leur république est une, et que leur société ne peut être rompue. »

Leur liberté n'a point eu de première époque ; ils étaient libres avant qu'aucune histoire les eût nommés. On trouve sur leurs frontières un ancien fossé qui marquait les limites de l'empire romain, seul monument qui soit resté de leurs ancêtres ; et il était reçu autrefois en Europe, chez toutes les nations qui n'avaient pas été subjuguées par les Romains, « qu'un homme libre ne peut être ni taxé ni gouverné que de son aveu. » Voilà sans doute le principe de la constitution polonaise.

C'est donc une erreur de confondre cette constitution, comme on le fait communément, avec le gouvernement féodal établi dans l'occident de l'Europe longtemps après la conquête des provinces romaines par les Barbares ; et il importe de réfuter cette erreur, pour se former d'abord une idée nette de cette constitution singulière, et ensuite, pour exposer dans le plus grand jour l'anarchie non moins singulière qu'elle a produite. Il est vrai que la nation polonaise est armée sur ses terres et fortifiée dans ses châteaux, mais sans aucun droit de suzeraineté sur les terres voisines, sans aucun assujétissement d'hommages, de services, ou de redevances envers qui que ce soit ; sans aucun autre devoir qu'envers la patrie. Un gentilhomme polonais, domestique d'un autre gentilhomme, se tiendrait offensé qu'on le crût son vassal : il n'est sujet que de la république. Tous sont égaux et se nomment frères : un seul est égal à tous. On sait que le gouvernement féodal s'établit autrefois dans une grande partie de l'Europe, lorsque les ducs, les marquis, les gouverneurs de provinces, et tous les possesseurs de bénéfices militaires parvinrent à assurer leurs titres, leurs emplois et leurs possessions à leurs familles. Les premiers érigèrent leurs gouvernements en principautés héré-

ditaires, liéés seulement à l'État par une subordination assez incertaine. Les autres se reconnurent vassaux de ceux-là ; et tous, par leurs engagements mutuels, se garantirent réciproquement cette hérédité. Mais en Pologne, les duchés sous le nom de *palatinats,* les commandements de châteaux et de villes sous le nom de *castellanies,* les bénéfices militaires sous le nom de *starosties* ou *terres des vieillards,* ont continué, depuis un temps immémorial jusqu'à nos jours, d'être donnés seulement à vie. Les tentatives de quelques gentilshommes, qui se crurent autrefois assez puissants pour assurer leurs dignités à leurs familles, contre les droits du corps entier de la noblesse, ont occasionné dans ce royaume beaucoup de troubles et de guerres ; mais cette ambition fut enfin réprimée : la mort de tout possesseur d'un emploi ou d'un bénéfice en a toujours rendu la nomination au roi. Cette seule différence ne permet plus de confondre ces deux gouvernements.

Ceux mêmes des anciens Polonais qui habitaient sur les frontières d'Allemagne, et qui parvinrent, à l'exemple de leurs voisins, à laisser à leurs familles les domaines dont ils ne devaient avoir que la conservation et l'usufruit, tels que les ducs de Poméranie et de quelques autres districts, se séparèrent entièrement de la république ; et dans les temps postérieurs, lorsqu'elle a consenti à recevoir sous sa protection, à titre de fiefs, les duchés héréditaires de Kourlande et de Prusse, c'est un usage étranger qui s'est introduit chez elle, uniquement dans ces deux cas particuliers, et même sous la condition expresse que ces terres inféodées quitteraient, à l'extinction des deux maisons ducales, cette forme de gouvernement, et se soumettraient aux lois générales de la république.

Ce n'est donc point le gouvernement féodal qui subsiste en Pologne, mais un gouvernement plus ancien, celui des

Francs, des Celtes, des Goths, de presque tous les peuples sortis des forêts du Nord et de la Germanie, celui qui a précédé la féodalité, et d'où elle a pris naissance parmi nous et chez presque toutes les nations de l'Europe. Quelques indices rendent même très-vraisemblable que l'unanimité fut non moins nécessaire chez ces anciens peuples, qu'elle l'a toujours été parmi les Polonais; et malgré les malheurs dont nous entreprenons le récit, il y a encore quelque plaisir à considérer par quel respect des coutumes antiques, par quel sentiment profond et durable de l'égalité primitive entre tous les citoyens, s'est maintenu depuis plus de mille ans ce gouvernement des premiers Européens, dans un pays où se sont introduits successivement une religion plus sainte, une civilisation plus perfectionnée, des mœurs plus polies, et des relations plus étendues et plus dangereuses avec les nations voisines.

VI. *Sa première simplicité.*

Autrefois, les assemblées générales où cette multitude de gentilshommes se rend à cheval et vient exercer, dans un camp, sa puissance législative, étaient aussi rares qu'elles l'ont été de nos jours; et il faut soigneusement remarquer que les diètes par députés n'avaient point lieu. Ces diètes composées en grande partie de simples représentants chargés de pleins pouvoirs de leurs provinces, et qui rentrent après leur mission dans la classe commune des citoyens, n'ont été connues que dans les États modernes; et cet usage étranger au gouvernement de Pologne ne s'y est introduit que depuis trois siècles. Avant cette époque, les Polonais avaient rarement des affaires publiques. On trouve fréquemment dans leur histoire, de ces temps heureux où l'État, en

paix avec tous ses voisins, jouissait également dans l'intérieur d'un calme profond. Cette noblesse pleine de vertus guerrières, fut toujours amie de la paix. Les lois qu'elle s'est imposées ne lui permettent point les conquêtes. Elle ne peut ni être assemblée plus de trois semaines, ni être conduite à plus de trois lieues de la frontière. Ils se vantent de n'avoir jamais attaqué aucune nation : défendre leur liberté et les limites de l'État, et même parfois celles de leurs voisins, voilà l'idée qu'ils avaient de l'honneur.

Ainsi, malgré la loi fondamentale du consentement unanime, il y avait très-peu d'occasions où la nature des affaires, les rendant personnelles à chaque citoyen, exigeât que ce consentement fût formellement donné ; et la noblesse éparse dans ses châteaux, abandonnait sans inquiétude le soin des affaires privées à un roi librement élu, et sans cesse surveillé par des ministres qu'il ne pouvait destituer, et par un sénat composé des évêques, des palatins et des castellans.

Il y a déjà plusieurs siècles qu'ils ont laissé prendre à leurs chefs le nom de roi. Son trône n'est point héréditaire. C'est un prix toujours offert à l'ambition et aux vertus, comme chez tous les anciens peuples dont nous avons parlé. Ce fut même jusqu'à ces derniers temps la seule place de l'État qui pouvait être donnée à un étranger. Autrefois le commandement des armées et l'administration de la justice faisaient partie des ses devoirs, ou si l'on veut de ses prérogatives. Il décidait tous les procès civils et criminels suivant des lois écrites. Il passait sans cesse d'une province à l'autre, pour y rendre des jugements au milieu de la noblesse. C'était aussi chez les Germains et les Francs une des fonctions royales, avant que les grands possesseurs de fiefs exerçassent dans leurs terres cette administration de la justice. « Par ma foi, disait Henri de Valois, ces Polonais n'ont fait de moi *qu'un juge*. » Par un mélange singulier de jus-

tice et de violence, la noblesse exécutait elle-même les sentences à main armée. Celui qui n'aurait su ni défendre son château contre un injuste agresseur, ni le reprendre s'il lui était ravi, n'aurait pas su, à ce qu'ils croyaient, défendre la patrie. Mais la plus étendue et la plus belle des prérogatives accordées au roi était de conférer à sa volonté toutes les dignités, toutes les charges et ce grand nombre de riches domaines qui doivent être, suivant l'expression polonaise : *le pain des bien méritants*. Aucun appointement n'étant assigné aux charges, personne n'étant payé pour servir la république, ces domaines étaient destinés pour être, au choix du roi, le prix des services rendus à la patrie; il en eut de tout temps la nomination, jamais la propriété. Par là cependant les emplois et les récompenses étaient regardées comme des grâces de la cour. Le génie du roi dominait dans l'État; et sans autorité directe dans les affaires, ses vertus ou ses vices ont toujours influé sur la destinée de la république. D'une autre côté, il se trouva toujours, et même dans ces derniers temps, des hommes généreux qui dédaignèrent ces bienfaits de la cour, quand on ne pouvait les obtenir par des moyens honorables; et d'ailleurs les Polonais, parfois courtisans assidus jusqu'à ce qu'ils eussent obtenu ces bienfaits, dès qu'ils en étaient en possession ne se croyaient point engagés par la reconnaissance. C'était les grâces de la cour pour ceux qui y prétendaient; c'était les biens de la république pour ceux qui en avaient obtenu la jouissance.

Mais ce qui a surtout empêché que les rois ne profitassent de cette libre disposition de toutes les grâces, pour se composer un ministère et un sénat qui leur fussent dévoués, ce qui a opposé à leur ambition une barrière que jamais elle n'a pu franchir, c'est que dans tous les périls de l'État la constitution a toujours permis de former une ligue générale, sous

les liens d'un serment, et sous l'autorité d'un nouveau chef que la noblesse se choisit. Loin d'avoir adopté cette maxime des monarchies, *que la guerre civile est le plus grand des maux,* ils ont donné à leurs soulèvements même une forme légale. D'âge en âge, tout Polonais disait à ses enfants : « Brûlez vos maisons, et errez dans votre pays les armes à la main, plutôt que de vous soumettre au pouvoir arbitraire ! » Le consentement unanime n'est plus nécessaire dans ces ligues. La pluralité des suffrages s'établit dans toutes leurs assemblées. Elles réunissent en elles seules l'autorité de toutes les magistatures. Les tribunaux cessent, parce que toutes les affaires des particuliers doivent être suspendues, quand la patrie a besoin du secours de tous les citoyens. C'est pour cette république ce qu'était la dictature dans l'ancienne Rome ; pareilles encore à la dictature, en ce qu'elles ne subsistent que pour un temps limité. Un Polonais soumis à la puralité des suffrages croit être soumis au despotisme ; et même aussitôt que la confédération se dissout, tous les règlements qu'elle a faits cessent avec elle. Il faut, pour devenir des lois, qu'ils reçoivent alors leur sanction d'une diète unanime, et la république reprend sa forme accoutumée.

Tel est dans sa première simplicité le plus ancien gouvernement républicain qui soit aujourd'hui sur la terre ; nous y pouvons considérer, comme dans un miroir fidèle, le premier état de presque toutes les nations modernes. Les abus qui ont altéré chez les Polonais une constitution si simple, ne s'y sont introduits que sous le nom et sous la forme des anciennes coutumes. Mais avant d'entrer dans ce nouvel examen, commençons par observer que les vertus et mêmes les vices qui se sont formés dans leurs mœurs par la perpétuité de ce gouvernement, ont également contribué à le maintenir. Non moins inconstants et légers dans toutes leurs autres passions,

que fiers, ombrageux, inflexibles sur tout ce qui avait quelque rapport à l'intérêt de leur liberté ; habitués de temps immémorial, par la nécesssité du consentement unanime, à sacrifier facilement leurs opinions, leurs ressentiments, leur reconnaisssance, à rompre leurs engagements, à se rétracter sans honte ; on vit toujours parmi eux, au milieu des fureurs de parti, une facilité de conciliation inconcevable pour tout autre peuple ; les querelles les plus tumultueuses se dissipent en menaces : tout est en armes, et tout s'apaise et se reconcilie. Un seul exemple fera connaître et leur noble fierté, et leur antique désintéressement. Quand les empereurs d'Allemagne prétendirent que ces grands noms d'empereur et de césar, attribués à leur puissance, leur donnaient un droit de souveraineté sur tous les peuples voisins, ils entreprirent d'y soumettre les Polonais. L'armée allemande ayant été vaincue, l'empereur Henri V montrant un coffre rempli d'argent et d'or à l'ambassadeur qui était venu traiter avec lui des conditions de la paix, lui dit : « *Voilà avec quoi je réussirai.* » Celui-ci portait quelques ornements d'or ; il les ôta en silence, et pour toute réponse il les jeta dans le coffre que l'empereur tenait ouvert. Les historiens ajoutent que cet empereur, sans s'offenser de ce dédain et sans admirer ce désintéressement, répondit seulement, en refermant le coffre : « *Je vous remercie !* » Heureuse cette république si, environnée de voisins qui pensent comme cet empereur, elle eût conservé de nos jours ce noble désintéressement qui eût encore assuré son indépendance !

VII. *Agrandissement de la république.*

Deux provinces composèrent longtemps toute la Pologne ; mais par l'accession de presque tous les peuples voisins à un

gouvernement qui leur paraissait si heureux et si libre, cette république devint dans l'espace de cent et quelques années, un des plus grands États de l'Europe. Nous ne rappellerons point ici comment la Russie Rouge, qui avait porté le nom de royaume, ensuite le grand-duché de Lithuanie, et enfin la province de Prusse, obtinrent successivement d'y être incorporés. Ces vastes pays, réunis sous un même gouvernement vers le milieu du quinzième siècle, ne formèrent plus qu'une même république; mais alors ces lois si antiques et si simples, qui avaient suffi jusque là au bonheur de la noblesse polonaise, se trouvèrent trop favorables à l'indépendance pour un corps de noblesse désormais si nombreux. Les affaires publiques se multiplièrent en proportion de la plus grande étendue de l'État; et d'abord il fallut pour défendre la province de Prusse contre les chevaliers teutons, ses anciens oppresseurs, entretenir des garnisons dans ses villes. Ce fut à ce sujet, et pour asseoir un subside général et uniforme, que dans l'année 1467, le roi Kasimir II convoqua pour la première fois des députés ou nonces de toutes les provinces.

VIII. *Établissement de nouvelles diètes.*

Cette manière de recueillir les suffrages d'une nation par les seules voix de ses députés, s'était introduite presque généralement en Europe dans l'espace des deux siècles précédents. Elle n'avait point été connue des anciennes républiques, qui toutes étaient nées dans l'enceinte d'une seule ville, ou dans le territoire de quelques bourgades. Cet usage ne fut pas moins inconnu aux nations qui détruisirent l'empire romain. Chez la plupart de ces peuples, tout guerrier exerçait personnellement son droit de suffrage; et leur dispersion dans les

vastes provinces qu'ils avaient conquises sur l'empire romain, ayant rendu leurs assemblées plus difficiles et plus rares, en fit abolir enfin la coutume. Quelques savants on pensé que l'usage des représentants s'introduisit pour la première fois sous le règne de Charlemagne, aux fameuses assemblées du champ de mai ; mais quelles que fussent ces convocations nouvelles, le gouvernement féodal les fit bientôt oublier. Cinq siècles après ce règne, l'aurore de la civilation reparut en Europe ; et à cette époque, des causes semblables ayant eu partout les mêmes influences, on vit dans l'intervalle de quelques années, l'usage des représentants s'établir successivement dans presque tous les pays ; chez les Anglais, en 1265 ; en Allemagne, vingt-sept ans plus tard ; chez les Français, en 1303 ; en Écosse, dans l'année 1306 ; en Espagne, vers 1350. Les Polonais l'adoptèrent dans cette année 1467 ; quoique seuls de ces nations ils n'eussent jamais perdu, et n'aient point abandonné dans la suite ni le droit, ni la coutume de convoquer dans les occasions importantes le corps entier de la noblesse, et avec cette autre différence que l'affranchissement du peuple n'ayant point eu lieu parmi eux, il n'eut dans ces assemblées aucune voix, aucun représentant.

Depuis cette première convocation, la république se trouva constamment engagée dans une suite d'affaires, qui, se succédant sans intervalles, rendirent indispensable le renouvellement des subsides. De là ces convocations s'établirent à des retours réglés et périodiques ; et bientôt les députés, chargés des pleins pouvoirs de la noblesse, reçurent d'elle le droit de la représenter dans toutes les opérations de la puissance législative. La nécessité du consentement unanime, regardée comme la loi fondamentale de l'État, fut maintenue dans ces assemblées nouvelles, par un respect déplacé et mal entendu pour cette loi, et contre le vœu des hommes les plus sages, malgré leurs remontrances,

malgré leurs perpétuelles réclamations. Vainement ils en annoncèrent les funestes conséquences, l'esprit général l'emporta sur toutes leurs craintes; et l'unanimité fut jugée nécessaire dans une république où la liberté, assise au pied du trône, a toujours à se prémunir contre l'autorité, contre l'intrigue, contre l'espoir du crédit et de la faveur; où le roi, maître absolu de toutes les grâces, aurait pu trop facilement procurer à ses opinions personnelles la pluralité des voix. Mais ce droit de s'opposer seul aux résolutions publiques, plus retenu, plus timide quand chacun n'était chargé que de son propre suffrage, acquit nécessairement une force plus grande, et s'exerça avec plus d'audace quand il fut confié à quatre cents députés chargés des pleins pouvoirs de leurs provinces. Chacun d'eux se crut en droit de confondre les prérogatives de sa naissance avec l'autorité de sa mission, et de s'arroger personnellement à ce double titre tout le pouvoir que le peuple romain avait donné au petit nombre de ses tribuns, de s'opposer à toute loi nouvelle par ce seul mot : *veto*. Ces députés, à qui leur mission même donnait un caractère inviolable, ne se permirent jamais, il est vrai, dans leurs délibérations les plus tumultueuses, de rétablir entre eux l'unanimité par le massacre des opposants. Ils ne se livrèrent point, dans la fureur de leurs querelles, à ces violences qui ensanglantent souvent les *diétines*, où toute la noblesse d'une province se rassemble confusément et sans choix, et les *diètes* générales, où toute la noblesse du royaume se rend à cheval et en armes. Mais nous oserons le dire, cette crainte d'être massacré, ces sabres toujours prêts à frapper l'imprudent ou l'audacieux qui eût refusé obstinément son suffrage, imposaient une retenue nécessaire à ce droit dangereux. Conserver cette loi du consentement unanime, née dans la férocité des premiers âges, et adoucir cette férocité, n'était-ce pas ôter à

l'hydre de l'anarchie le seul frein qui l'avait rendue soumise et docile? Ajoutons encore que ces mêmes députés, revenus dans leurs provinces, étaient obligés de rendre, chacun dans son district, un compte exact et scrupuleux de leur mission; car cette grande question, toujours indécise et souvent agitée avec tant de violence dans la plupart des républiques modernes, de savoir si les représentants reçoivent un pouvoir souverain, ou s'ils doivent être subordonnés aux instructions qu'ils reçoivent, ne fut jamais une question parmi les Polonais. Chacun de leurs représentants fut toujours astreint à rendre, dans l'assemblée de sa province, le compte le plus rigoureux; et alors ils se trouvaient exposés au péril d'être massacrés s'ils n'avaient pas obéi littéralement aux ordres qu'ils avaient reçus. Il fallait donc, par cette crainte même, porter toujours à la diète générale une opiniâtreté inflexible sur tous les points dont ils étaient chargés; et tandis que partout ailleurs dans la république, on eût risqué sa vie en refusant de joindre son suffrage à celui du plus grand nombre, c'était au contraire en se désistant de son opposition dans ces assemblées nouvelles qu'on se fût exposé au péril d'être massacré à son retour. Ainsi l'unanimité, toujours nécessaire dans ces diètes nouvelles, y devenait presque toujours impossible à obtenir.

C'est en effet par ce droit d'opposition que ces députés, sans jamais faire aucune entreprise pour s'emparer seuls de la puissance législative, sans jamais essayer d'enlever ni au roi, ni au sénat le droit qui leur fut accordé à l'un et à l'autre dans la législation, sont parvenus, dans l'espace de deux siècles, à suspendre en Pologne tout exercice du pouvoir souverain. Mais plusieurs causes ont accéléré ou retardé les progrès d'une si étrange anarchie.

IX. *Formation d'une grande et d'une petite noblesse.*

Parmi un corps si nombreux de noblesse, qui avait pour principe l'égalité absolue, il se formait cependant, par un effet inévitable de la durée des sociétés, une inégalité réelle de fortune, de considération et de puissance. D'abord l'admission des anciennes maisons russes (autrefois souveraines, et la plupart encore maîtresses de leurs principautés), au rang de simples citoyens, porta la première atteinte à cette antique égalité. Ensuite, parmi les familles polonaises, le plus ou le moins de bonheur et d'économie, la faveur ou la disgrâce de la cour, perpétuée plus ou moins longtemps dans les mêmes familles, la réunion ou le partage des biens par les successions ou les mariages, établirent enfin une énorme disproportion dans les fortunes. Quelques maisons accumulèrent d'immenses richesses, entretinrent plusieurs milliers de soldats, et ajoutèrent à la considération dont elles jouissaient la pompe d'un nombreux cortége domestique et militaire. D'autres maisons moins heureuses, et quelques-unes par la seule vertu de leurs ancêtres, restèrent dans une médiocrité qui perdait chaque jour de son prix. Il y eut dès lors en Pologne, contre l'esprit même de ce gouvernement, une grande et une petite noblesse, si on peut se servir de cette expression en parlant d'un pays où elle serait encore désavouée. Les grands ne furent plus, comme autrefois, ceux qui, à force de services ou par la faveur du roi, étaient parvenus aux premières dignités, mais ceux qui possédaient d'immenses propriétés héréditaires; en même temps que leur puissance les rendait fiers et indépendants, leur luxe les rendait insatiables de nouvelles grâces. Plus assidus, plus accueillis à la cour, ils

devinrent suspects à la multitude. On craignit qu'ils ne favorisassent l'autorité royale et les projets contre la liberté. Il se forma, il est vrai, dans les mœurs polonaises, par une suite nécessaire des droits et des besoins mutuels, un genre de politesse qui leur est particulière, mais humble, affectueuse dans les petits; grave, mais caressante dans les grands. Leur égalité comme citoyens se laisse encore entrevoir jusque dans les prosternations asiatiques où ceux-là semblent toujours près de s'abaisser, et surtout dans l'affabilité que ceux-ci conservent au milieu du faste qui les environne. Mais il se forma en même temps une dissension sourde, une jalousie intestine. D'un côté, le sénat, composé le plus souvent de toutes les grandes maisons, et de l'autre côté l'ordre de la noblesse furent divisés entre eux par de perpétuelles défiances. Le *veto*, ce droit indéfini de s'opposer seul aux délibérations publiques, devint d'autant plus cher à la multitude, qu'il rétablissait véritablement tous les citoyens dans une parfaite égalité, et qu'il suffit en plus d'une occasion pour déconcerter les menées les plus artificieuses et les factions les plus puissantes.

X. *Esprit nouveau qui se forma dans la république.*

Toutefois, dans le premier siècle où ces diètes nouvelles s'établirent, les Jaghellons, rois de Pologne et grands-ducs de Lithuanie, régnaient encore sur ces deux États avec un pouvoir que leur nom, leurs grandes actions, leur mérite personnel, le mérite même d'avoir ajouté à la Pologne une si belle province, rendaient de jour en jour plus étendu. La grande considération, ou plutôt l'autorité réelle dont ils jouissaient, suspendit pendant plus d'un siècle les funestes effets du privilége nouveau que la noblesse venait de s'ar-

roger, sous le prétexte apparent de conserver ses anciennes prérogatives. Si cette maison, toujours respectée, ne fût pas venue à s'éteindre, il est vraisemblable que les Polonais eussent perdu peu à peu, comme tous les autres peuples de l'Europe, le droit d'élire leurs souverains, ou du moins que les cérémonies de cette élection fussent seulement demeurées comme de vaines et antiques formalités. Mais le dernier des Jaghellons mourut, et la conjoncture où le trône devint vacant, rendit cet événement plus important encore.

Dans tous les autres États de l'Europe, le pouvoir des souverains n'avait cessé de s'accroître. Les nations européennes, à peine délivrées de la tyrannie féodale, commençaient partout à craindre d'être tombées sous le joug d'un seul maître. Presque partout on cherchait, les armes à la main, à se former enfin des gouvernements réglés. Ces querelles terribles avaient été suscitées par les querelles de religion, et remplissaient l'Europe de guerres civiles, de séditions et de massacres. A cette époque, dans l'année 1573, les seuls Polonais, par la mort de leur roi et la vacance du trône, rentrèrent paisiblement dans tous leurs droits. Eux seuls dans l'Europe entière, sans troubles, sans effusion de sang, et par de tranquilles délibérations, réformèrent à leur gré le gouvernement. L'autorité royale reçut parmi eux des bornes d'autant plus étroites, que partout ailleurs elles les avait franchies. A cette même époque, la Hongrie et la Bohême s'étaient laissé ravir le droit d'élire leurs souverains; et les Suédois, délivrés d'une oppression étrangère, venaient d'assurer à la maison de leur libérateur une couronne jusque là élective. Ainsi les Polonais furent désormais les seuls dans l'univers chez qui tout simple citoyen pût encore espérer de devenir roi. Ils attribuèrent à la sagesse de leur gouvernement ce qu'ils devaient en par-

tie à cette faveur du sort. Il se forma parmi eux un nouveau sentiment d'orgueil, un nouvel esprit de défiance contre l'ambition de leur souverain. La nation, instruite par l'exemple de ses voisins, se trouva plus disposée à empiéter sur l'autorité de ses rois qu'à laisser perdre la moindre de ses prérogatives. Bientôt en effet la disposition des armées et l'administration de la justice furent soustraites des prérogatives royales. Ce fut sous le règne d'Étienne Batory qu'une longue guerre empêchant ce prince de parcourir le royaume, la noblesse lassée d'attendre inutilement dans les provinces, qu'il vînt y présider à ses séances, se nomma elle-même des arbitres; et de là ont pris naissance ces grands tribunaux souverains, qui changent tous les quinze mois par de nouvelles élections. Ce droit d'administrer la justice, que les possesseurs des grands fiefs avaient usurpé sur les prérogatives royales dans presque tout le reste de l'Europe, et que les rois, au temps dont nous parlons, commençaient partout à leur disputer et à leur ravir, le corps entier de la noblesse polonaise parvint alors à se l'arroger. Le gentilhomme pauvre et inconnu, nommé député à ces tribunaux, redevient, pour un temps, l'égal et même le supérieur des plus grands de l'État. Ce fut encore sous ce règne que les armées perpétuelles établies dans les autres pays obligèrent cette république à ne plus se fier, pour sa défense, ni aux seules convocations de la noblesse, toujours lente à se rassembler, ni à des levées faites dans les besoins pressants. On créa donc des armées perpétuelles, l'une pour la Pologne et l'autre pour la Lithuanie. Mais elles furent mises sous le commandement de deux généraux, que le roi, après les avoir choisis, ne pouvait destituer. On se garda bien d'assurer des fonds suffisants pour la solde de ces armées, et la noblesse se réserva le droit d'en assurer de nouveaux à chaque diète. Enfin les querel-

les de religion excitèrent dans l'État une suite de mouvements dont il est nécessaire de donner ici quelque idée.

XI. *Histoire des dissidents.*

Les Polonais avaient d'abord adopté toutes ces lois d'infamie, d'exil, de peine de mort, par lesquelles l'Église romaine prévient ou proscrit toute opinion nouvelle. Mais ni la sévérité de ces lois, ni le crédit des évêques, premiers sénateurs du royaume, n'avaient pu l'emporter sur la liberté naturelle; et ce pays que nous avons vu dévaster de nos jours, sous le prétexte de la religion, est le premier État en Europe qui ait donné l'exemple de la tolérance. Les mosquées s'y élevèrent entre les églises et les synagogues. La république n'eut point de sujets plus fidèles que les Tatars mahométans établis sous sa protection; et des juifs firent valoir toutes les terres de cette noblesse plus adonnée aux factions qu'à l'économie. La Pologne, à qui sa constitution ne permit jamais d'être conquérante, ne dut même qu'à cette tolérance son agrandissement et l'adjonction de tous les pays voisins. La Russie Rouge n'en devint une province que sous la condition expresse de conserver le christianisme qu'elle avait reçu de Constantinople. Léopol, capitale de cette province, a toujours été le siége de trois évêques, un grec, un arménien et un latin; et on ne s'informait jamais dans laquelle des trois cathédrales tout homme qui consentait à vivre sujet et sans entrer en partage des fonctions de la souveraineté allait recevoir la communion. La Lithuanie encore païenne quand elle reçut librement la civilisation et les lois des Polonais, ne tarda pas à se convertir au christianisme; mais elle conserva longtemps une partie de ses anciennes superstitions, et on continua dans chaque maison d'y nourrir un serpent comme un génie tutélaire.

Enfin quand la Réforme déchira tant d'États, la Pologne, sans proscrire l'ancienne religion, reçut dans son sein les deux sectes nouvelles, et par là elle parvint à détruire deux ordres de chevalerie qui entretenaient jusque dans ses provinces une milice étrangère et souveraine. Les grands-maîtres de ces deux ordres, après avoir embrassé la religion réformée, se dépouillèrent de leurs croix et des bulles du pape entre les mains d'un sénateur polonais.

Cependant la tolérance ne consistait encore que dans les priviléges particuliers, qui, en dérogeant aux anciennes lois, conservaient à chaque province sa propre religion. Mais en 1573, quand la Pologne donna une nouvelle sanction à son gouvernement, la tolérance fut érigée en loi générale et positive. Tous les gentilshommes s'avouant entre eux qu'ils pensaient différemment au sujet de la religion, se comprenant tous, et même les catholiques, sous le nom commun de dissidents, *inter nos dissidentes de religione*, se promirent mutuellement, tant pour eux que pour leurs successeurs à perpétuité, de ne jamais faire la guerre pour la diversité de religion, et se jurèrent que la croyance ne mettrait jamais aucune distinction entre les droits des citoyens. Henri de Valois, célèbre par ses victoires sur les calvinistes de France, fut pourtant élu roi par cette même diète; mais les ambassadeurs qui vinrent lui présenter cette couronne apportèrent en France la tolérance et la paix; et ce prince, teint du sang de ses concitoyens, vint jurer en Pologne, sur les autels de l'Église romaine, de n'être plus persécuteur. Sous le règne suivant, un nouvel avantage fut dû à la même politique. Les Kosaks de l'Ukraine, noms qui signifient les pirates de la frontière, paysans échappés à l'esclavage des pays voisins, et d'abord réfugiés dans les rochers, au milieu des cataractes du Borysthène, avaient ensuite formé sur les deux rives de ce fleuve une nation nou-

velle. Ils s'étaient enhardis à courir la mer Noire dans des troncs d'arbres creusés. Ils s'étaient enrichis par le pillage des côtes de l'Asie, et, s'accroissant toujours en nombre, ils avaient trouvé quelque protection en Pologne, où d'abord on se servit d'eux pour réprimer les incursions des Tatars. Ils ne tardèrent pas à mériter par leur courage d'être formés en milice réglée; et on laissa ces pirates se croire de la religion grecque. Ces nouveaux sujets joignirent à l'excellente cavalerie composée de la noblesse polonaise, une milice non moins courageuse; réunion qui n'existait alors chez aucune autre nation de l'Europe.

Aussi, dans l'ancienne histoire de la république, ce temps est-il son plus bel âge. La liberté parvenue à son plus haut période, si on peut parler ainsi d'une liberté qui n'est pas fondée sur de sages lois, allait décliner rapidement vers l'anarchie; mais les abus naissants n'avaient encore donné aux âmes que plus d'élévation et de force. Au milieu de l'Europe agitée, la république était florissante et tranquille, pleine de grands hommes d'État et de grands courages, pacifique à la fois et guerrière. Elle opposa une barrière insurmontable aux premières incursions des Moskovites, dont les armées, dès ce temps-là, avaient effrayé l'Europe.

Ce ne sont point les lois qui gouvernent les hommes : c'est l'esprit public, et dans l'espace de peu d'années il changea entièrement parmi les Polonais. Les tentatives réitérées des papes pour réunir les chrétiens du monde entier sous leur domination, ces projets d'accord entre toutes les sectes, travail de plusieurs siècles, et tenté dans tous les pays, eurent enfin quelques succès, en Pologne. Six évêques de la religion grecque crurent qu'ils pouvaient, en conservant les anciennes cérémonies de leur Église, rendre obéissance au pape. Un petit nombre de gentilshommes qui

suivaient encore le même rite saisirent avec joie, pour se réunir à leurs concitoyens, un moyen que l'exemple de leurs évêques avait rendu légitime; mais les curés, à qui cette religion ordonne d'unir le mariage au sacerdoce, ne voulurent point renoncer au plus doux des sacrements. Ils ne cédèrent point à l'exemple de leurs évêques, qui, toujours choisis dans le cloître, n'avaient point à faire un si grand sacrifice. Les paysans d'une grande partie de la Lithuanie et des anciennes provinces russes suivirent obstinément la doctrine de leurs pasteurs. Rome céda, il est vrai, sur ce point, et permit aux prêtres grecs le mariage ordonné par leur Église. Mais les peuples belliqueux de l'Ukraine étaient déjà prêts à se soulever. On avait voulu que ces pirates reconnussent la puissance du pape; et quand on leur eut apporté le calendrier grégorien, voyant compter les jours d'une manière nouvelle, ils crurent leur religion entièrement détruite. Des mécontentements politiques se joignaient à ce fanatisme. On cherchait vainement une forme de gouvernement qui pût maintenir une juste alliance entre une noblesse souveraine et des paysans libres. Les Kosaks, vaincus après le plus terrible soulèvement, se donnèrent aux Moskovites, croyant trouver plus de sûreté chez une nation qui professait la même religion qu'eux : et, ce qui devint non moins funeste, les autres paysans des provinces limitrophes, également attachés à la religion grecque, s'enhardirent par l'exemple des Kosaks, par leurs exhortations, par les insinuations des Moskovites, à persévérer dans leur ancienne croyance, ouvertement protégée par une puissance voisine. Aujourd'hui encore ils y demeurent fidèles, et semblent toujours épier les occasions de se donner à cette puissance, ou du moins de prendre les armes en sa faveur.

Dans le même temps les sectes luthériennes et calvinistes étaient devenues non moins odieuses; et si nous examinons

comment cette loi de la tolérance, récemment établie par la nation elle-même, se trouvait en si peu d'années totalement contraire à l'esprit général, nous avouerons que cette fatalité qui entre dans tous les événements humains n'a peut-être jamais mieux fait sentir son influence. Un si grand changement prit son origine dans un fait étranger à la religion.

Pendant les premières incursions des Moskovites, la province de Livonie, abandonnée par les chevaliers livoniens, qui désespérèrent de la défendre, s'était divisée pour le choix de ses nouveaux maîtres. Les chevaliers, s'attachant dans leur malheur à un gouvernement conforme à leurs principes, avaient demandé la protection de la noblesse polonaise, et cédé à la république tous leurs droits de souveraineté. Les villes avaient préféré la domination suédoise, qui favorisait également tous les ordres des citoyens; et cette province, après la retraite des Moskovites, demeurait ainsi partagée. La Pologne, toujours pacifique, crut prévenir la nécessité d'entreprendre une conquête, en choisissant pour roi un jeune prince suédois déjà destiné au trône de Suède, et qui promit, en faveur de son élection, de restituer à la république toutes les villes de Livonie. Une conduite si modérée devint la source des plus grands malheurs. Ce prince, attachée à la religion romaine, que les Suédois avaient proscrite, fut chassé de sa patrie. La gloire d'obtenir une couronne élective lui fit perdre une couronne héréditaire. Cet événement suscita de longues guerres entre les deux nations. Ainsi cette république, qui ne se permet aucune ambition et qui avait établi la tolérance comme une loi fondamentale, était forcée par la fortune de manquer à l'esprit de sa constitution, d'entreprendre une conquête, et de soutenir à la fois sur toutes ses frontières des guerres opiniâtres dont la religion était le principe. Elles durèrent

pendant trois règnes, le trône étant successivement occupé par les descendants de ce même prince. Les calamités qui en furent les suites firent regarder avec moins de faveur les opinions religieuses, qu'on accusait de les avoir suscitées. Les rois, maîtres de toutes les grâces, et dont aucune convention ne gênait le choix, les accordaient difficilement à des sectes qui leur étaient personnellement odieuses. D'ailleurs en établissant, dans l'année 1573, la loi de la tolérance, on avait laissé subsister tous les anciens établissements qui dérogeaient nécessairement à cette loi. Richesses, juridictions, dignités, les prêtres catholiques avaient tout conservé. Les réformés, au contraire, n'avaient rien stipulé en faveur de leur clergé : ils n'avaient placé dans le sénat aucun évêque luthérien ; ainsi cette foule de jeunes gens que l'ambition ou l'avarice destine au sacerdoce, n'avait de vocation que pour le clergé romain. Dans le même temps un ordre de religieux, voué par son institution aux seuls intérêts de l'Église romaine, les jésuites, s'était emparé, par la faveur des grands, de toute l'éducation de la jeune noblesse.

L'instruction se joignait donc à la cupidité, et de toutes parts on abandonnait sans scrupule des sectes en disgrâce à la cour, et qui ne promettaient à leurs partisans les plus zélés, ni rangs, ni honneurs, ni crédit. Elles ne se conservaient que parmi la bourgeoisie des grandes villes de Prusse, et parmi quelques nobles plus attachés à leurs opinions qu'à leur fortune. La loi de la tolérance, toujours inscrite dans les conditions imposées au roi, était renouvelée à chaque règne ; mais avec un tel changement dans l'opinion publique, que le nom de *dissidents* n'exprimait plus, comme autrefois, tous les ordres de l'État pensant entre eux différemment sur la religion, mais seulement ceux qui s'étaient séparés de l'Église romaine. Le serment du roi, conçu dans les mêmes termes, n'avait plus le même sens, de conserver

la paix *entre* les dissidents, mais *avec* les dissidents. Ce n'était plus qu'un nom de sectes tolérées; et l'esprit général de la nation dans toutes les provinces, tendait perpétuellement à destituer les réformés de toutes les fonctions souveraines.

XII. *Histoire du liberum veto.*

Une pareille dissension, dans une république si incapable de gouverner les abus, devait être le germe des plus cruelles calamités; et dès les premiers temps où ce levain de la superstition et du fanatisme commença de fermenter et de se mêler à tous les autres vices déjà introduits dans cette constitution, ils se compliquèrent les uns par les autres, et se rendirent mutuellement irrémédiables. Ce fut donc alors que du sein de ces assemblées nouvelles, composées de députés de toutes les provinces, sortit enfin cette anarchie singulière qui, sous le prétexte de rendre la constitution inébranlable, a détruit en Pologne tout le pouvoir souverain, sans laisser ni à aucun corps, ni à aucun citoyen l'espérance de parvenir un jour à l'usurper. Le droit de s'opposer seul aux résolutions générales, toujours avoué, toujours reconnu, y fut longtemps sans exemple, et quelque temps encore sans excès. Les mœurs antiques servaient de contre-poids à cette dangereuse loi de l'unanimité. Mais aussitôt que les mœurs se perdent et que la vertu dégénère, tous les défauts d'un gouvernement paraissent au grand jour, parce que la corruption et l'intrigue savent bientôt les employer comme des moyens. Quand l'extinction de la maison régnante eut laissé monter sur le trône des rois moins considérés; quand la simple noblesse, devenue plus entreprenante, se fut rendue maîtresse des tribunaux, eut

perdu toute considération pour l'autorité du sénat, eut conçu de perpétuelles défiances contre l'ambition des grands, et se fut livrée à toute l'animosité des sectes de religion ; quand les progrès de la mollesse et du luxe dans l'Europe entière eurent banni la simplicité des mœurs, et que l'avidité qui suit toujours le luxe eut introduit dans les diètes la vénalité des suffrages ; enfin, lorsque la correspondance des différents États de l'Europe, plus étendue de jour en jour, eut donné entrée aux factions étrangères et forcé les Polonais d'admettre dans leur capitale des intrigants autorisés, alors le désordre de leurs diètes n'eut plus aucun frein. Ce droit de contradiction, que la noblesse n'aurait dû employer que pour la défense de ses priviléges, fut exercé sur les affaires publiques suivant l'intérêt personnel, la défiance ombrageuse, le caprice ou la trahison.

L'histoire aurait peine à suivre le progrès de ces désordres. Il fut d'autant plus rapide que jamais on n'avait pu faire admettre dans ces diètes une méthode constante pour délibérer et conclure. La violence des brigues renversa toute méthode qu'on essaya d'y établir. L'ancienne coutume de ne traiter les affaires des particuliers qu'un jour marqué de chaque semaine ne résista pas longtemps à l'impatience de tous les intérêts personnels ; et ils se trouvèrent perpétuellement mêlés et confondus avec les véritables sujets des délibérations publiques. Des provinces entières eurent l'imprudence de sacrifier ainsi tout l'État à leurs intérêts privés ; et quelques diétines ordonnèrent à leurs députés de ne laisser proposer dans la diète générale aucune affaire, avant que les leurs ne fussent terminées. Plusieurs députés apportant de leurs différents palatinats une pareille instruction, le cours des affaires se trouva suspendu, et quelques diètes finirent avant d'avoir pu commencer.

Bientôt il devint facile à quiconque voulut s'opposer à

exemple si facile à imiter, le pouvoir souverain allait être véritablement détruit.

Telle est l'origine et la première époque de ces ruptures de diète, regardées, chaque fois qu'elles ont eu lieu, comme une calamité publique; funeste usage que des écrivains modernes ont pris pour l'exercice d'un droit incontestable, mais en effet le plus grand des abus où devait enfin parvenir cette dangereuse loi de l'unanimité. D'après ce premier exemple, la plus grande partie de la nation fit consister le plus beau droit de la liberté polonaise dans cette facilité de rompre la diète soit par une subite évasion, soit par le seul mot : *Nie pozwalam*, je ne consens pas. Ceux qui exercent cette fatale prérogative ont coutume de se dérober par la fuite, et pour échapper aux ressentiments de leurs concitoyens, ils demeurent cachés des années entières. Leurs noms ne se prononcent plus qu'avec horreur; la mémoire de leur action devient une flétrissure dans leur famille. D'autres, plus courageux, s'exposent avec intrépidité aux premiers mouvements d'une nation courroucée; et quelquefois elle a respecté en eux un abus qu'elle blâme, et dont pourtant elle s'enorgueillit.

En vain plusieurs provinces, sans jamais contester le droit, réclamèrent contre ses abus; en vain les évêques menacèrent d'excommunier ceux qui en feraient usage; en vain on représenta en pleine diète que c'était perdre la république, lui ôter le moyen de se gouverner et de pourvoir à sa défense; plusieurs députés répondirent : « qu'ils aimaient mieux exposer l'État aux invasions étrangères que de souffrir la moindre atteinte à leur liberté. »

Le *liberum veto*, malgré toutes les réclamations, s'est donc maintenu dans toute sa puissance, toujours maudit et toujours respecté. Depuis ce temps, en effet, la

constitution, dans sa ruine même, paraissait devenue inébranlable ; mais la république, presque toujours destituée d'une autorité législative et souveraine, se trouva dans une impuissance absolue de suivre les progrès que l'administration commençait à faire dans la plupart des autres pays. Tout ce qui exigeait des dépenses continues devint impraticable. Les armées, presque toujours sans paye, demeurèrent sans discipline et sans recrues. Il fallut renoncer aux tentatives qu'on avait faites pour créer une marine. Les châteaux et les villes, autrefois fortifiées avant l'invention de l'artillerie, n'eurent point d'autres remparts que leurs antiques murailles dégradées par le temps. Les arsenaux demeurèrent vides. Les grands établissements qui annoncent la perfection des arts et les soins toujours actifs du gouvernement, ne purent seulement pas être proposés ; et si dans les siècles précédents la Pologne avait marché d'un pas égal avec tous les autres États, elle s'arrêta désormais au point où elle était parvenue, ou plutôt elle rétrograda de plusieurs siècles. Elle n'eut plus d'autre force, d'autre défense que ses confédérations, qui jusqu'à ces derniers temps et à l'aide de circonstances étrangères, ont toujours sauvé la république, au milieu du sang et du carnage. Les hommes que la loi ne réunit plus attendent qu'un sentiment commun les réunisse ; mais comme les moyens de nouer ces confédérations sont toujours embarrassés et périlleux, comme ils craignent eux-mêmes ces cruelles extrémités, avant d'y avoir recours ils diffèrent, ils souffrent longtemps. On ne conçoit pas comment une patience presque servile peut se trouver jointe avec un amour si effréné de la liberté ; de trop grands intérêts s'opposent toujours à la formation de ces redoutables ligues. Les rois, alarmés de voir naître une autorité au-dessus de la leur, les traversent de toute leur puissance, et préfèrent laisser l'État en péril. Si les rois

entreprennent de les former, alors c'est la nation qui s'alarme. La défiance contre l'ambition du prince devient plus pressante que la crainte des armes ennemies. Les dangers augmentent, les remèdes se diffèrent. Un ennemi vainqueur parcourt le royaume ; tout est dispersé, rien n'est soumis. Il semble que ces résolutions extrêmes aient toujours besoin de l'indignation et du désespoir.

XIII. *Mœurs de ce temps.*

Ainsi se sont perpétués, depuis un temps immémorial, jusque dans la politesse de notre âge, et chez une nation justement célèbre, la liberté, le gouvernement et les lois des Barbares. Il n'est pas besoin d'ajouter que les mœurs générales de cette noblesse prévenaient seules les calamités, les désastres que chaque moment aurait pu enfanter sous un gouvernement devenu si vicieux ; toujours amie de la paix, et toujours prête à la guerre, également formée à tous les emplois des camps, à tous ceux de la vie civile, et au séjour habituel de ses campagnes, elle honorait des plus éclatantes distinctions les vertus militaires, et pratiquait les vertus domestiques dans la douce obscurité qui leur convient. Les dames polonaises vivaient alors dans leurs châteaux, loin de la cour et de ses brigues, loin des diètes et du crédit populaire ; et il se passa encore plus d'un demi-siècle avant que leurs passions se mêlassent dans les intérêts publics.

XIV. *Vaine tentative pour réformer le gouvernement.*

Ce tableau, quelle que soit son étendue, serait encore incomplet si nous passions sous silence une tentative qui fut faite pour réformer ce gouvernement. Elle acheva de rendre

cette anarchie irrémédiable ; mais il en résulta un moyen de rétablir quelquefois, et pour quelques moments, une autorité législative dans la république.

Ces ruptures de diètes, on le conçoit aisément, avaient porté au plus haut degré les animosités entre les grands et la simple noblesse. Tous ceux qui occupaient le ministère et les principales magistratures étaient forcés d'en étendre arbitrairement le pouvoir ; et toutefois, d'un jour à l'autre, le caprice d'une multitude pouvait les perdre, en leur demandant compte de ce même pouvoir que la loi de la nécessité les forçait d'étendre au delà de toutes les lois. Ils voyaient avec effroi leur patrie sans défense, et ils étaient indignés des droits que s'était arrogés un ordre inférieur. Ils résolurent donc, d'un commun accord, de tenter cette difficile réforme. C'était au moment où le faible Kasimir, après avoir éprouvé, pendant un long règne, toutes les tempêtes de cette anarchie naissante, était près d'abdiquer la couronne pour chercher enfin le repos dans un cloître. Ils avaient dessein de choisir un roi parmi les plus grands hommes qui fussent alors en Europe ; et sous son autorité, qui serait soutenue, à ce qu'ils espéraient, par sa propre gloire, par leurs propres forces réunies, par le crédit de la France et de ses alliés, ils se promettaient de réduire la multitude à recevoir de nouvelles constitutions. Mais quand le trône fut vacant, par l'abdication de Kasimir, cette multitude rassemblée dans le champ électoral, au nombre de plus de cent mille gentilshommes, se joua de toutes les intrigues qu'on avait tramées pour obtenir ses suffrages ; et par des acclamations insensées, par un mouvement tumultueux et populaire, qui devint assez général, sans avoir eu d'origine certaine, elle plaça sur le trône un gentilhomme (1) ob-

(1) Michel Wisniowiecki, en juin 1669.

scur, inconnu, difforme, qui n'était revêtu d'aucune dignité, qui n'avait exercé aucun emploi, qui lui-même rejeta avec un saisissement d'effroi cet honneur inattendu. On se plaisait à insulter à tous les projets des grands, en les forçant de fléchir devant ce ridicule roi. Ceux-ci, entraînés par ce flot populaire, y cédèrent pour un temps. Mais bientôt seize cents d'entre eux, ayant pour chefs le primat du royaume et le célèbre Sobieski, formèrent secrètement le plan d'une confédération pour détrôner le vain fantôme qu'on leur avait opposé, et « pour soustraire la république à cette sotte tyrannie d'une noblesse plébéienne. » Ce fut leur expression dans une lettre à Louis XIV (1), par laquelle ils laissaient à son choix de leur donner pour roi ou Turenne, ou Condé, ou un prince de Conti encore enfant, dont Turenne serait le tuteur, prêts, s'il le fallait, disaient-ils, à confier à l'un des deux héros français un pouvoir absolu. Mais les voisins de la Pologne, dans le dessein d'y perpétuer l'anarchie, embrassèrent aussitôt la facile politique qu'ils ont constamment suivie depuis ce temps. Ils s'offrirent à la simple noblesse comme protecteurs de ses prétendues prérogatives. La maison d'Autriche, qui n'avait pas dédaigné de donner une de ses princesses pour épouse à ce roi inepte et contrefait, profita du crédit dont une jeune reine faisait jouir dans cette cour l'ambassadeur autrichien. Celui-ci anima la faction opposée aux grands. La noblesse, sous cet appui, se confédéra la première ; elle ordonna qu'on ferait le procès aux grands ; et pour en détruire plus sûrement la puissance et s'ouvrir à elle-même plus d'accès aux dignités, elle demanda que dorénavant elles ne fussent plus données à vie, et fussent conférées de nouveau tous les ans.

(1) Lettre de Sobieski à Louis XIV, du 14 juillet 1672, et suivantes, au dépôt des affaires étrangères.

Du sein de ces désordres naquit un moyen inattendu de rétablir en Pologne une autorité souveraine. La république reçut, pour ainsi dire, des seules mains de la destinée, non un remède à des maux incurables, mais un palliatif qui ferma ses plaies pour un temps, et jusqu'à d'autres périodes plus dangereux, où elle a encore employé, dans une dissolution semblable, ce même palliatif; et c'est aujourd'hui le seul moyen dont le patriotisme et la tyrannie se soient servis tour à tour.

La noblesse, confédérée la première, voulut, avant de se séparer, laisser assez de force entre les mains du roi pour faire le procès aux grands et pour les réduire, fût-ce par une guerre, à subir l'arrêt qui serait prononcé. Elle donna donc au roi le pouvoir de convoquer une diète extraordinaire; et afin d'en prévenir la rupture, afin d'empêcher qu'un seul partisan de la faction contraire ne pût d'un seul mot renverser tous leurs projets, il fut résolu d'avance que cette diète serait composée du conseil de la confédération, c'est-à-dire que les maréchaux et conseillers déjà élus par chaque province confédérée prendraient le titre de députés ou nonces de leurs provinces, et qu'ils s'assembleraient suivant la manière des confédérations, en présence du sénat et du roi, et non suivant la manière des diètes, où les députés discutent les affaires entre eux. Il fut également décidé, par une suite de ce nouvel arrangement, que cette diète ne pourrait être rompue, que l'unanimité n'y serait point nécessaire, qu'aucune opposition, aucune protestation n'y serait admise. Ainsi, pour défendre cette même prérogative que la faction des grands voulait leur enlever, ils étaient réduits à en suspendre volontairement l'exercice; tant il était évident à leurs propres yeux qu'elle devait toujours ôter au gouvernement son activité et sa force.

Mais, dans le même temps, les armées et presque tous

les sénateurs se confédérèrent pour la défense de Sobieski ; et, sous ce prétexte spécieux, ils se confédérèrent en effet pour maintenir tous les avantages attachés aux grandes dignités, et pour enlever à la simple noblesse ses droits prétendus. Sobieski parvenait alors au comble de la gloire ; et pendant que le plus grand nombre de ses concitoyens, soulevés contre lui, proposaient de mettre sa tête à prix, il vengeait la Pologne des insultes qu'elle avait récemment reçues des Tatars ; il remportait sur les Turks une victoire si décisive, que les historiens datent de cette époque la décadence de l'empire ottoman. Ce grand homme, après avoir repoussé loin des frontières les ennemis étrangers, revint aussitôt dans sa patrie pour en réformer le gouvernement. Il disposa ses troupes victorieuses de manière à tenir en respect les autres voisins de la Pologne, intéressés à y perpétuer l'anarchie ; et, dans cette situation, il attendit les réponses de Louis XIV. Mais cette faction des grands fut alors abandonnée de la France. Elle se sentit trop faible pour se soutenir par elle-même contre ce corps nombreux de la simple noblesse, qu'ils méprisaient comme milice, mais qu'ils redoutaient comme souveraine ; et ils ne tardèrent pas à prêter l'oreille aux propositions d'accommodement qu'ils reçurent de Varsovie.

Le traité de paix entre ces deux factions devint la base du gouvernement. Toutes deux, dans leurs craintes mutuelles, consentirent à tolérer les abus différents dont l'une et l'autre s'étaient plaintes. Ce traité conserva aux grands toute l'étendue de leurs dignités, tout le pouvoir que le le désordre des diètes les forçait d'exercer arbitrairement ; et, de son côté, la simple noblesse parvint à autoriser les prérogatives qui lui étaient si chères, par une constitution équivoque, où les nouveaux abus furent enveloppés sous le nom général d'anciennes coutumes. Je ne puis me défen-

dre de rappeler ici qu'à peu près vers ce temps, et dans une contrée voisine, les suffrages d'une nation assemblée érigeaient le despotisme en gouvernement légitime. Ainsi, dans ce siècle célèbre où toutes les nations de l'Europe sortirent enfin de la barbarie, deux peuples également anciens, et tous deux justement illustres, établirent chez eux, avec tout l'appareil des lois les plus saintes, et en vertu même de l'autorité nationale, l'un, ce furent les Danois en 1660, la souveraineté la plus illimitée; l'autre, ce furent les Polonais en 1673, l'anarchie la plus irrémédiable. Mais observons surtout la forme que prit, chez les Polonais, cette autorité nationale. Il fut convenu entre les commissaires des deux factions, que les articles du traité recevraient force de loi dans cette diète extraordinaire, dont tous les membres, choisis par la confédération de la simple noblesse, avaient reçu d'elle l'ordre de renoncer pour cette fois à leur droit d'opposition. En confondant l'autorité du congrès, celle de la confédération et celle de la diète, on conserva toute l'apparence des anciens usages; et on obtint, par une conciliation forcée ce consentement unanime, seule puissance législative reconnue dans cette république. Ce bizarre mélange de violence et de subtilité est presque l'unique moyen qui jusqu'à présent ait pu être employé dans cette anarchie; nous le verrons se renouveler dans les crises les plus dangereuses: et les Russes eux-mêmes ont essayé d'en faire usage pour contraindre les Polonais à recevoir unanimement le joug qu'ils voulaient leur imposer.

XV. *Projet de partager la Pologne, en* 1658.

Aussitôt que, par la fréquente rupture de ses diètes, la Pologne se fut mise hors d'état de pourvoir constamment à sa

défense, une si riche conquête a toujours tenté l'ambition de ses voisins. Six ans étaient à peine écoulés depuis que ce fatal abus s'était introduit, et déjà la république paraissait détruite; son gouvernement semblait être dissous; toutes ses provinces étaient envahies; il ne restait plus en apparence, pour achever sa ruine et pour éteindre le nom polonais, qu'à s'accorder sur la part que chaque puissance voisine voudrait ou céder ou conserver dans ce démembrement. Les Russes, toujours alliés des Kosaks, avaient alors suspendu leurs hostilités, par une trêve qui laissait toutes leurs conquêtes entre leurs mains. Le roi de Suède, après avoir vaincu, sous les murs mêmes de Varsovie, les armées et une grande partie de la noblesse polonaise, dans une sanglante bataille disputée pendant trois jours, avait traversé en conquérant la Pologne entière; et, quoique ralenti dans le cours de ses prospérités, occupait encore de vastes provinces. Le duc de Prusse, plus connu sous le nom d'électeur de Brandebourg, vassal infidèle, tenait au sein de la république ses troupes tantôt auxiliaires et tantôt ennemies, et avait déjà obtenu son indépendance pour prix de ses perfides secours. Enfin les Autrichiens, effrayés des conquêtes rapides des Suédois, avaient pris les armes en faveur de la Pologne; et ces dangereux défenseurs en occupaient l'ancienne capitale comme place de sûreté. Dans ces conjonctures, un ambassadeur de Suède, le comte de Schlippenbach, proposa, par de secrètes négociations, à ces trois dernières puissances, de mettre fin à leurs querelles, de se partager le pays qui en était l'occasion et le théâtre, et de former une ligue pour se maintenir mutuellement dans leurs usurpations. On ne donnait aux Russes aucune part à ce démembrement; et le roi de Suède se chargeait d'arracher seul de leurs mains les provinces qu'ils avaient conquises. Cette négociation, découverte par le ministère de France, remplit d'effroi la cour de Varsovie. Sans

divulguer d'une manière positive ce fatal secret, elle se pressa d'annoncer aux Polonais que la licence de leur gouvernement les livrerait en proie à leurs voisins aussitôt que ceux-ci parviendraient à s'accorder pour le partage d'une riche dépouille. Ce discours de Kasimir, cette prétendue prophétie dont toutes les paroles ont été rappelées de nos jours avec étonnement, et comme si une inspiration divine lui eût révélé un siècle d'avance les désastres qui devaient accabler la Pologne, n'était réellement dans la bouche de ce prince que l'expression de ses terreurs présentes.

Plusieurs causes se réunirent alors pour détourner ce funeste événement. Les confédérations polonaises développèrent dans cet extrême péril une valeur indomptable et ce désespoir généreux qui rend les vaincus si formidables aux vainqueurs. Les animosités récentes entre la Suède et l'Autriche ne permirent pas à ces deux ennemis de se concilier. La prochaine vacance du trône de Kasimir, donnant à quelques-uns de ses voisins l'espérance de posséder par une élection le royaume en entier, les empêcha de s'unir pour le partager. C'était le temps où s'établissait en Europe ce fameux système de l'équilibre, cette correspondance mutuelle des différents États, tous ambitieux, tous jaloux les uns des autres, et qui, pour leur propre sûreté, veillaient à ce qu'aucun d'eux ne s'agrandît. Cette sage politique, un sentiment d'honneur qui régnait encore dans les mœurs européennes, s'opposaient également à ces alliances, toujours infortunées, des plus puissants contre les plus faibles. Enfin la France, qui dominait en Europe, se pressa d'employer son crédit à terminer cette guerre; et la paix fut conclue par sa médiation et sous sa garantie.

XVI. *Règne de Sobieski, et traité de Moskou.*

Mais cette pacification intérieure surtout dont nous avons parlé, ayant mis fin aux dissensions qui avaient causé tant de maux aux Polonais, leur choix unanime plaça Sobieski sur le trône; et sous sa conduite ils vinrent secourir l'Allemagne envahie par les Turks, délivrer la ville de Vienne assiégée par une armée innombrable, et sauver une seconde fois l'Europe d'une nouvelle invasion des barbares. Cette victoire trompa l'Europe entière sur la situation de cette république. Malheureusement elle entretint l'illusion des Polonais eux-mêmes, à qui leur gloire déguisa leur faiblesse et persuada de plus en plus qu'ils n'avaient pas besoin d'une réforme. La république s'était ranimée par cette réconciliation entre ses citoyens. Mais bientôt les diètes furent rompues de nouveau. L'usage du *liberum veto* devint plus fréquent d'année en année. Ce seul mot la replongeait, comme par enchantement, dans un sommeil léthargique; et, chaque fois qu'il était prononcé elle retombait tout à coup, et pour un intervalle de deux années, sans mouvement et sans vie. On en vint même sous ce règne jusqu'à rompre les diètes dès leurs premières séances, et leur convocation n'était le plus souvent qu'une vaine formalité. Toutes les parties du gouvernement qui ont besoin d'une surveillance active, telles que le commandement des troupes et l'administration du trésor, confiées à des généraux et à des ministres indépendants de toute autre autorité que celle de la diète, s'exerçaient alors arbitrairement; aucune de ces magistratures ne pouvait cependant envahir une autorité souveraine. Jamais rien de semblable n'est arrivé chez aucun peuple. Le pouvoir législatif achevait de se détruire; et qui que ce fût

n'eût seulement osé essayer de l'usurper. Le pouvoir exécutif était partagé en trop de mains; et s'il eût été possible que le roi, les généraux, les ministres et ce grand nombre de magistratures eussent pu s'accorder, et former un complot contre la république, aussitôt tout se fût soulevé: le droit qu'avait la nation de se confédérer était un frein toujours présent contre de semblables usurpations.

Cette espèce d'immobilité générale faisait dès ce temps-là comparer la Pologne à un géant enchaîné. Dans une situation si étrange, cette belle victoire remportée sous les murs de Vienne, cette fameuse délivrance de l'Allemagne envahie devint une source perpétuelle de malheurs. Non-seulement elle avait donné naissance à une guerre que cette république n'était plus en état de soutenir, mais elle donna occcaion à une alliance qui ne tarda pas à devenir plus funeste que la guerre même.

Pendant que la république de Pologne, malgré la gloire qu'elle venait d'acquérir, était dans une décadence si rapide, les Moskovites, entièrement inconnus au reste de l'Europe, étaient dans un progrès toujours soutenu d'agrandissement et de puissance. Sobieski, alarmé des progrès de ce peuple nouveau, avait plus d'une fois exhorté ses concitoyens à suspendre tout autre intérêt, toute autre guerre, et à tourner leurs armes contre un voisin que chaque jour rendait plus formidable; mais il fallut au contraire, dans les périls et les embarras de cette guerre contre les Turks, s'allier avec les Moskovites contre cet ennemi commun. La trêve qui suspendait les hostilités entre la Pologne et ce nouvel empire fut alors changée en une paix perpétuelle. Le traité, signé à Moskou en 1686, céda aux Russes, à perpétuité, la plus grande partie de la province d'Ukraine, et les belles villes qu'arrose le Borysthène, dont ils s'étaient emparés pendant la rébellion des Kosaks. Les Russes, à qui on ne devait

laisser aucune part dans le projet formé pour démembrer la Pologne, furent ainsi les seuls qui parvinrent à en conserver une partie. En vain la noblesse polonaise rejeta un traité si honteux, et voulut examiner cette affaire avec sévérité. La diète qui suivit, ayant été rompue, une année se perdit ; et quand l'année suivante, une autre diète voulut en prendre connaissance, la mort avait enlevé les deux négociateurs aux informations qu'ils devaient subir. La république, désavouant toujours ce traité, ne nomma aucun commissaire pour régler les nouvelles limites ; et, jusqu'à ces derniers temps, elles étaient demeurées indécises : éternel sujet de division entre ces deux peuples, qui a pour époque leur traité de paix perpétuelle.

XVII. *Alliance du tzar et d'Auguste II.*

Telle était la situation de la Pologne quand Auguste II, électeur de Saxe, élu roi par une faction peu nombreuse, en fit appuyer les suffrages par une armée saxonne. Nous terminerons cette peinture générale de l'anarchie et des mœurs polonaises, par un court exposé de cette élection d'Auguste et de sa politique, qui ont donné accès aux Russes dans toutes les affaires de ce royaume. Il avait eu pour concurrent ce même prince de Conti, que la faction des grands avait autrefois demandé pour roi ; et si le primat qui présidait à l'élection avait eu moins de respect pour les mauvaises lois de sa patrie, s'il eût consenti que plus de quatre-vingt mille gentilshommes, qui s'étaient formés en bataille dans le champ électoral, eussent proclamé le prince français, et forcé les suffrages de quelques centaines d'opposants, Conti eût remporté le dangereux avantage d'avoir cette nation à gouverner ; mais dans les temps de corruption

et de vénalité, tous ceux qui ont reçu de la nature de grandes âmes et un génie véritablement élevé, se trouvent trop éloignés de l'esprit public, et il leur est impossible de bien connaître les hommes avec qui il sont à traiter. Tel fut le primat Radzieïowski. Il se flattait encore d'obtenir en faveur du prince français une élection unanime, et il différa au lendemain. Le parti du prince saxon s'accrut au contraire pendant la nuit par d'indignes manœuvres, et il fut assez nombreux dans la matinée suivante pour hasarder une double élection. Ce parti fut bientôt soutenu par la présence d'Auguste, par un couronnement précipité, par une armée de dix mille Saxons, et par des prodigalités sans bornes ; tandis que le prince de Conti apportait dans toute sa conduite une extrême réserve, de perpétuels délais, une épargne conforme aux embarras de finance où son pays se trouvait alors, et la crainte de s'engager trop avant et de se trouver compromis. La nation, abandonnée de ce prince, céda avec quelque honneur ; et depuis cette époque elle a toujours reçu ses rois par la force des armes étrangères.

Cependant ce pouvait être un bonheur pour cette république, que d'être enfin gouvernée par un roi, que l'ancienneté et la grandeur de sa maison, les richesses et les forces de ses États héréditaires, leur proximité, ses alliances personnelles avec un grand nombre de souverains, les alliances de sa politique avec un grand nombre d'États, auraient fait justement respecter des Polonais, et craindre de leurs voisins. Mais Auguste, élevé dans les préjugés des souverains, crut qu'il lui serait facile de régner arbitrairement dans un pays en proie à tant de désordres. Il ne vit pas que dans ces désordres mêmes s'étaient formés de grands courages, des âmes hautes, qui aimaient mieux cette liberté et tous ses dangers qu'une tranquille servitude ; que ses courtisans, pleins de souplesse et d'avidité, étaient prêts à devenir ses

adversaires les plus intrépides ; qu'au milieu des bassesses de la cour, des discordes civiles, de la vénalité, ou plutôt de l'anéantissement des diètes, il y avait encore de l'audace, une sorte d'honneur soutenu par l'ostentation, et quelques grandes âmes prêtes à s'enterrer sous les ruines de la république. Au lieu de sentir que la nation pouvait avoir de l'indifférence sur le choix de son roi, parce qu'elle se promettait de défendre contre lui tous ses priviléges, il conçut de cette facilité même avec laquelle il s'était acquis le royaume, l'espoir dangereux d'y rendre son autorité absolue. Il viola toutes les conditions qui lui avaient été prescrites ; et, pour conserver auprès de lui, sous le nom des troupes auxiliaires, l'armée saxonne, qu'il avait juré à son couronnement de renvoyer en Saxe, il chercha à engager la république dans une nouvelle guerre. Il réveilla les anciennes querelles au sujet de la Livonie suédoise, et s'allia avec Pierre I[er] pour conquérir ensemble cette province.

XVIII. *Éclaircissements sur les mœurs des Russes.*

L'empire de Russie ayant eu sur la destinée des Polonais une si fatale influence, l'histoire des tzârs et celle même de leur cour étant devenue dans les derniers malheurs de cette république une partie inséparable de son histoire, il m'a paru important de bien connaître le génie de cette cour et les mœurs de ce peuple. Après avoir étudié l'un et l'autre dans ses deux capitales, et soigneusement comparé ce qu'il fut autrefois, et ce qu'il est aujourd'hui, l'un sur d'excellentes relations d'anciens ambassadeurs, l'autre sur mes observations personnelles, j'ai trouvé tout ce qu'on dit communément à ce sujet mêlé de beaucoup d'erreurs et de

mensonges. Je vais donc maintenant exposer quel est le génie particulier qui distingue cette nation de toutes les autres, et quelles sont les véritables causes de son agrandissement.

———oo✠oo———

LIVRE DEUXIÈME.

I. *Esclavage des Russes.*

Pendant que la noblesse polonaise, pour conserver toute son indépendance, ôtait au gouvernement toute son autorité, la noblesse russe, aussi ancienne, ou pour mieux dire d'une même origine et d'une même nation, avait depuis longtemps abandonné à ses souverains l'autorité la plus illimitée et la plus absolue. Non-seulement elle avait perdu sa liberté, mais elle en avait perdu jusqu'au sentiment; le souvenir même en est totalement effacé de sa mémoire. Il est vraisemblable que les anciens *monarques* russes (c'est le nom qu'ils prirent eux-mêmes dans le dixième siècle) parvinrent à réduire en esclavage toute la noblesse de leur pays, en protégeant contre elle ses propres esclaves; et de nos jours encore ces infortunés, qui appartiennent en propriété aux possesseurs des terres, regardent leur souverain comme une divinité protectrice, devant laquelle toutes les conditions se confondent, et dont la puissance remet à son gré tous les hommes de niveau.

II. *Leur première civilisation à Kïow.*

On ignore communément l'existence de cette ancienne monarchie ; et plus communément encore on croit que toute la nation Russe était un peuple simplement barbare. Mais pour en avoir une idée juste, arrêtons un moment nos yeux sur la ville de Kïow, sa première capitale. Les mœurs de cette ville étaient très-dissolues. La populace grecque qui était venue fonder cette colonie avait apporté l'extrême dépravation à laquelle tous les Grecs étaient alors parvenus, leur superstition , leur perfidie, la vanité qu'ils avaient encore de se regarder comme la seule nation civilisée, leur vie molle et oisive que favorisa la fertilité de ces contrées, leur amour pour le luxe et pour tous les vains amusements, leur passion pour ces bains d'étuve, qui faisaient alors les délices de Rome et de la Grèce, et qui sont dégénérés dans ces climats septentrionaux en une mollesse barbare. Les Russes, devenus maîtres de Kïow, conçurent une telle passion pour ces bains, qu'ils asservirent des peuples vaincus à leur apporter des ramées fraîches pour le service des étuves. Quoiqu'ils eussent adopté l'usage des anciens Grecs de tenir les femmes séparées de la société, les dames russes, célèbres par leur beauté, avantage qu'elles conservent depuis tant de générations, n'étaient pas moins célèbres par la facilité de leurs mœurs. En un mot, Kïow, dans ces contrées sauvages , était habitée par une cour efféminée, par un peuple oisif; et le séjour que vint y faire une armée polonaise passe chez les historiens pour avoir amolli cette armée et corrompu son roi (année 1020). Kïow, suivant leur expression (1), était au milieu de ces peuples barbares ce qu'a-

(1) Kromer, liv. IV.

vait été la ville de Capoue dans l'ancienne Italie. Cette dissolution dans les mœurs publiques fut la première civilisation que ce peuple reçut autrefois des Grecs déjà corrompus; et les traces n'en sont point encore effacées.

III. *Origine des princes russes.*

Mais enfin, cette première monarchie fut détruite. Un grand nombre de villes bâties par les Russes, dans le nord-est de l'Europe, devinrent autant de principautés séparées. C'est l'origine de cette multitude de princes qui se trouvent aujourd'hui parmi eux, et qui depuis trois siècles, assujettis sous un nouvel empire, sont retombés à leur tour dans la servitude générale. Ces principautés conservèrent dans leur faiblesse tous les vices de la corruption, joints à ceux de la barbarie. Leurs habitants continuèrent à se regarder comme la seule nation civilisée qu'il y eût au monde, et comme les possesseurs de la seule véritable religion. Un de ces petits souverains acquérait-il quelque puissance, aussitôt il se croyait destiné à être partout l'univers le vengeur et le protecteur de la religion grecque.

IV. *Royaume d'Halicz.*

Tel fut un prince d'Halicz et de Wlodimir, provinces auxquelles on a redonné de nos jours le titre de royaume, qu'elles avaient acquis sous le gouvernement de ce prince, nommé Roman. Il avait amassé un trésor en dépouillant et en faisant périr presque toute la noblesse de ses États. Il se plaisait à répéter un proverbe familier aux Russes : « Qu'il faut tuer les abeilles pour manger tranquillement leur miel. » Ce fut dans cette principauté que se réfugia, en 1204, un des empereurs qui se disputaient le trône de Constantinople, quand

cette ville fut prise par les Français. Roman, fier d'avoir obtenu de cet empereur détrôné le titre de roi, partit de ses États suivi d'un peuple esclave et superstitieux, qui ne doutait ni de la puissance de son despote, ni des miracles que Dieu allait opérer en sa faveur. Il s'avança en Pologne, pillant et massacrant les habitants de tout sexe et de tout âge, « *afin de venger,* disait-il, *la religion grecque opprimée à Constantinople, et d'éteindre partout les sciences latines et la religion romaine.* » Mais ce barbare fut tué dans un combat contre les Polonais, et son armée détruite. Bientôt son royaume, sous le nom de la Russie Rouge, et toutes les peuplades de Russes en de-çà du Borysthène, tombèrent sous la domination polonaise. Ceux qui habitaient au delà de ce fleuve demeurèrent seuls indépendants; et c'est d'une de ces peuplades isolées, d'une bourgade longtemps obscure et inconnue, que s'est formé, depuis trois siècle, le nouvel empire qui domine aujourd'hui sur tout le Nord.

V. *Mœurs des Moskovites; leur haine contre les étrangers.*

Mais avant que les Moskovites se fussent élevés à ce point de gloire et de puissance, leur situation singulière au milieu des immenses forêts du Nord avait eu sur leurs mœurs une influence qu'il est d'autant plus important de remarquer qu'elle subsiste encore de nos jours.

Ce peuple si attaché à la religion grecque, avait pour voisin, à l'occident, un de ces ordres de chevalerie institués dans l'Église romaine pour en étendre la foi par la guerre, l'ordre des chevaliers livoniens, ainsi appelés du nom de la province où ils régnaient en tyrans après l'avoir conquise et convertie. Au-dessus d'eux, au nord, étaient de vastes contrées inconnues, habitées par des peuples païens; et

dans la première ferveur du christianisme, le nom de païen inspirait de l'horreur et se prononçait comme une imprécation, ce qui subsiste encore en Russie : au point que dans tous leurs murmures contre l'étrangère qui règne aujourd'hui sur eux, ils l'appellent *Paganiça* (1). Vers l'orient, une de ces nuées de Tatars qui inondèrent le monde fondit sur cette nation, la rendit tributaire ; et parmi les hordes qui se fixèrent dans les pays voisins, les unes gardèrent leur ancienne religion, qui est restée inconnue, les autres, étant devenues mahométanes, adoptèrent le précepte de ne faire aucune paix avec ceux que les musulmans nomment infidèles. Ainsi, dans ce point du globe se trouvèrent alors rassemblées pour se combattre, toutes ces religions qui, en différents siècles, ont agité et soumis le monde ; et par un effet de cette position géographique qui réunit autour de la Moskovie l'extrémité des plus grands États de notre continent, et qui favorise aujourd'hui la grande étendue de ses liaisons politiques, de ses entreprises militaires et de son commerce, tout ce qui existait dans ces temps-là de superstition et de fanatisme se trouvait réuni autour d'elle. Tous ces peuples se faisaient par incursions une guerre perpétuelle, enlevaient les femmes et les enfants pour en abuser, les convertir et les vendre, laissant des déserts entre eux ; et l'horreur qu'ils avaient les uns pour les autres étant principalement fondée sur la différence de leurs religions, était érigée en précepte par leurs prêtres. De là vint chez les Moskovites cette haine pour tous leurs voisins. Sortir du pays, c'eût été renoncer à Dieu ; et s'ils étaient obligés de communiquer avec les étrangers autrement que par la guerre, c'était avec les précautions inventées pour se préserver des contagions.

(1) Catherine II.

VI. *Leur conformité avec les juifs.*

Enfermés entre des déserts, sans aucune communication avec les peuples civilisés, ils se trouvèrent réduits, pour toute instruction, aux livres sacrés des juifs, traduits en langue slavonne, au Nouveau Testament, aux Actes des Apôtres, et aux homélies de saint Chrysostome, les seuls écrits dont ils eussent l'idée. Ils ne connurent d'autre code que les institutions judaïques, si favorables au despotisme par la confusion du sacerdoce et de la souveraineté, si féroces par la haine qu'elles inspirent contre tout étranger. Ce fut là, et non dans la nature, qu'ils puisèrent tous leurs principes de société et de morale. Ces institutions, faites pour un peuple sans territoire, incertain de conquérir un domicile, au temps où il reçut cette législation, et uniquement destinées à conserver ce peuple, comme nous le voyons depuis tant de siècles, mêlé parmi d'autres nations sans se confondre avec elles, ne pouvaient convenir à des citoyens rassemblés dans leurs propres villes, et moins encore à une nation conquérante. Néanmoins toutes les coutumes russes se ressentent de ces institutions. Mêmes cérémonies, mêmes purifications, mêmes usages civils, même infidélité dans le commerce, même opinion d'être le peuple élu de Dieu. Les Russes se glorifiant de cette ressemblance, bâtirent leur cathédrale sur le modèle du temple de Jérusalem. Dans toutes leurs capitales, la rivière la plus voisine du palais fut appelée le *Jourdain ;* et les juifs, étonnés de cette conformité singulière de mœurs et d'usages, n'ont point douté, aussitôt qu'ils l'ont connue, que la nation russe ne fût une de leurs tribus, autrefois dispersées en Asie.

VII. *Le despote regardé comme une divinité.*

On conçoit combien, chez un tel peuple, il fut facile à l'autorité de s'appuyer sur la superstition, surtout quand il eut canonisé plusieurs de ses souverains, et ensuite lorsqu'un de ses princes, ayant établi sa cour sur la rivière Moskova, auprès d'un tombeau miraculeux, on le crut en ce lieu sous une protection particulière du ciel, et que cette opinion fut confirmée par une suite de prospérités qui réunirent à cette domination toutes les petites principautés russes. Tzar et Dieu ne formaient dans leurs esprits qu'une même idée. Dieu et le tzar avaient la propriété de tous leurs biens. Aux questions difficiles ils répondaient : « Il n'y a que Dieu et le tzar qui le sachent ». Le tzar savait ce que les amis se disaient dans leurs confidences, et ce qu'un homme pensait étant seul. Ils croyaient tenir de sa puissance la vie et la santé, la beauté de leurs femmes, et jusqu'à la vigueur de leurs chevaux. Les respects qu'ils lui rendaient étaient un véritable culte : « *Le tzar sur son trône*, dit un prêtre européen (1) qui séjourna quelque temps dans cette cour, *a non-seulement la majesté d'un roi, mais la majesté d'un pontife, et les hommages qu'on lui rend sont de vraies cérémonies religieuses.* » Qu'une seule génération soit élevée dans cette croyance, l'ouvrage est consommé. C'est ensuite à l'autorité à maintenir ce chef-d'œuvre de la superstition, à regarder comme suspect tout homme qui veut s'instruire, toute règle de morale comme un principe séditieux. La volonté du maître devient la seule règle du bien et du mal. Ces hommes n'osant ni agir ni penser

(1) Possevin, *Moscovia seu de rebus Moscoviticis*; Vilno, 1586.

d'après eux-mêmes, ne s'engageront et ne parleront jamais qu'avec des réserves perfides. Voilà ce que devinrent les Russes. La volonté du tzar fut leur unique loi, et son intérêt leur unique morale.

VIII. *Autres détails sur leurs mœurs.*

Ce qui est très-remarquable et entièrement contraire à l'opinion commune, c'est que les prêtres n'avaient aucun pouvoir. La noblesse n'entrait jamais dans le clergé; c'était des esclaves qui achetaient de leurs maîtres la permission d'y entrer, ou des fils de prêtres qui embrassaient la profession de leurs pères. Les moines et les évêques, toujours choisis dans le cloître, n'ayant pas le droit de confesser, le crédit dangereux que donne la confession était entre les mains des curés ; ceux-ci, toujours choisis dans la lie du peuple, ne pouvant s'élever à des emplois plus considérables, n'avaient point de motifs pour en abuser; et leur religion ne donnant aucune règle pour les mœurs, mais consistant toute en pratiques superstitieuses, offrait moins d'occasions que la nôtre à ces usurpations d'autorité. Par là, chez un peuple que la superstition avait abruti ; où les prêtres étaient si respectés, qu'à leur seule rencontre on demandait à genoux leur bénédiction; où l'on croyait gagner le ciel si en les trouvant ivres dans les rues on les reportait dans leurs maisons, la religion avait cependant donné au souverain seul le pouvoir absolu qu'elle exerce sur les esprits.

La crainte du tzar devint tellement chez les Russes une sorte de religion, qu'ils avaient transporté à son autorité ce principe du christianisme : « *que toutes nos peines sont des épreuves, et que Dieu châtie ceux qu'il aime.* » Ils regardaient comme un bienfait du tzar d'être battus par ses or-

dres, et comme une faveur signalée d'être battus de sa main ; tant la superstition peut changer la nature! Cette opinion s'établit chez eux au point qu'un esclave croyait être tombé dans la disgrâce de son maître s'il était longtemps sans en être battu ; et quand les étrangers furent appelés en Russie, les femmes russes qu'ils épousèrent, inquiètes de n'être point battues, les accusaient de froideur et d'indifférence.

« Nation d'esclaves, et qui ne paraît pas seulement avoir été assujettie, mais qui semble née pour l'esclavage! » s'écrient les plus anciens voyageurs (1), étonnés de ce que les Russes n'avaient pas même l'idée d'un autre état. Si quelqu'un en mourant affranchissait ses esclaves, le seul usage qu'ils fissent d'eux-mêmes était de s'aller vendre. Qu'auraient-ils fait de la liberté? Tous les grands étaient comme eux. Dans la langue russe le mot d'esclave, *czlavek*, est synonyme de celui d'homme (2); et cette espèce de servitude religieuse avait si bien effacé de leurs âmes toutes les idées de la liberté naturelle, qu'on ne trouve pas dans toute l'histoire de Russie une seule révolte d'esclaves : tandis que partout ailleurs où la servitude domestique est établie, chez les anciens comme chez les modernes, on voit souvent l'État même en péril par ces sortes de soulèvements. Les hérétiques, car cette profonde ignorance des Russes ne les préserva pas des querelles de religion, les hérétiques, dans les plus violentes persécutions qu'ils éprouvèrent, ne se révoltèrent jamais contre l'autorité du prince. Ils fuyaient dans les déserts. Ils se brûlaient vifs, après s'être rassemblés au nombre de plusieurs milliers, pour périr ensemble

(1) Le baron d'Herberstein, *Rerum moscoviticarum commentarii ;* Vienne, 1549.

(2) Ce raprochement est puéril. L'étymologie réelle du mot *czlowiek*, homme, est *czolo*, front, et *wid*, éclairé, voyant.

et volontairement de cet affreux genre de mort. En un mot, le fanatisme persécuté n'y connut pas la rébellion.

Dans les intervalles que les rigoureux hivers de ces climats obligeaient de laisser entre les incursions, leur amusement était un reste barbare des anciens jeux grecs, une espèce de lutte grossière où la jeune noblesse se battait à coups de poings. Ce n'était pas à vaincre qu'était la gloire, c'était à recevoir avec insensibilité les coups les plus rudes. Le degré d'endurcissement et de résignation où ce peuple était parvenu est très-remarquable. D'anciens voyageurs, en comparant les différents peuples, disent : « qu'un Tatar renversé de cheval, désarmé, couvert de blessures, continue de se battre avec toutes les armes de la rage, et se défend encore en expirant ; qu'un Turk embrasse les genoux de son vainqueur, tâche d'émouvoir sa pitié et de sauver sa vie par l'esclavage : et que le Russe, entre les mains de son ennemi, se laisse égorger avec stupidité. »

IX. *Causes de leur agrandissement.*

Telles étaient les mœurs d'un peuple qui est parvenu à écraser presque tous ses voisins, et que l'état de ses guerres et l'étendue de ses conquêtes doivent mêler dans l'histoire de presque toute la terre, au moins pendant quelques années. Les premières causes de son agrandissement ne sont pas moins remarquables que ses mœurs.

Une ancienne ville russe demeurée indépendante au milieu des bois et des déserts s'était formée en république ; et les commerçants des villes anséatiques tiraient de cet endroit, comme d'un entrepôt, toutes les marchandises du Nord. Deux mille cabanes réunies pour y faire des échanges, paraissaient alors dans ces contrées une superbe ville ; et c'est

un bruit encore répandu dans toutes ces forêts, que Nowgorod la Grande était aussi belle que Rome. Les Moskovites la surprirent (en 1477), en massacrèrent les habitants, la réunirent à leur domination; et les villes anséatiques, continuant de commercer avec ses nouveaux maîtres, leur portèrent des armes à feu en échange des fourrures et des cuirs. Ils avaient auprès d'eux le nord de l'Asie, dont une partie était sauvage et l'autre presque désarmée. Dès qu'ils s'y montrèrent avec ces armes nouvelles, tout leur fut soumis. Ils avaient sur tous ces peuples l'avantage que le canon a sur la flèche. Cet avantage, acquis par l'industrie des Européens, donnait à ceux-ci dans le même temps des possessions lointaines, qui, peut-être, ont plus augmenté leur luxe que leur puissance. Mais par la position où se trouvaient les Moskovites, ayant auprès d'eux de grandes forêts où erraient des peuples sauvages, des plaines immenses que d'anciennes émigrations avaient laissées presque désertes, et de belles provinces occupées par des Tatars, ils les ont jointes à leur métropole. Dans toute cette partie de leur empire, on les nomme encore aujourd'hui *les enfants du feu*; et c'est ainsi que, sans aucune gloire et toujours inconnus au reste du monde, ils se formèrent, il y a près de trois siècles, une si vaste domination. Jusqu'à cette époque, les habitants du Nord avaient toujours profité de leur nombre et de leur force pour abandonner leurs tristes contrées et chercher des climats plus heureux. De l'Écosse à la Chine, en faisant le tour du globe, on rencontre encore aujourd'hui les débris des anciens remparts que les habitants des climats tempérés opposaient autrefois aux inondations des barbares septentrionaux. Les Moskovites, qui s'étaient si aisément étendus dans toutes ces contrées, furent les premiers qui s'y renfermèrent. Ils opposèrent un retranchement de plus de cent lieues aux perpétuelles

incursions des Petits-Tatars, autrefois leurs vainqueurs et leurs maîtres. Ils appelèrent à grands frais quelques ingénieurs italiens, qui vinrent élever au milieu de ces forêts plusieurs citadelles, suivant la méthode des fortifications pratiquées en ce temps-là; et pour la première fois, un grand empire parut fondé dans le Nord.

X. *Premiers arts qu'ils apprennent.*

Le faste asiatique ne tarda pas à se mêler à leur antique rudesse. Ils adoptèrent l'habillement des Tatars. Le nom de *tzar*, connu en Tatarie, fut alors donné à leurs souverains. Ils apprirent quelques arts de l'Asie, tels qu'une méthode de calculer par des grains enfilés, méthode en usage à la Chine, et suffisante pour un commerce borné; et, s'il est permis de descendre à ces détails, tels que le jeu des échecs, devenu l'éternel amusement de leur oisiveté. Il est remarquable que, malgré l'ancienneté des Russes, on ne trouve rien chez eux qui vienne d'eux-mêmes. Leurs maisons étaient bâties sur le modèle des plus anciennes et des plus simples maisons grecques. On les voit dans tous les temps ce qu'ils sont de nos jours, habitués à suivre les pensées des autres sans en former aucune; dès qu'ils imitent, tout leur devient facile, ils semblent des prodiges de conception ou d'adresse; mais le talent leur manque aussitôt qu'ils n'ont plus de maître ou de modèle, et l'image s'efface au moment où l'objet disparaît.

XI. *Leur ambition toujours semblable.*

Leur ambition commença avec leur puissance; et nous

sommes dans l'erreur lorsque, éblouis de la gloire de Pierre Ier, nous regardons l'ambition de son peuple comme la suite et l'effet de son règne. La présomption, qui d'ordinaire accompagne les premiers succès, se joignit à l'idée excessive qu'ils avaient du pouvoir de leurs princes. « *Ils se crurent*, disent les voyageurs de ce temps-là (1), *le plus savant et le plus puissant de tous les peuples.* » Yvan, qui commença à régner en 1532, se crut encore, comme autrefois Roman, choisi de Dieu pour porter la vraie religion dans tout l'univers; et ce barbare se fit annoncer à ses voisins en Europe comme descendant d'un frère de l'empereur Auguste. Il se jeta sur la Livonie, et parvint à s'établir sur les bords de la mer Baltique. Ce fut le commencement d'une guerre opiniâtre où l'Europe apprit avec étonnement le fanatisme de ces soldats esclaves. On vit dans les villes assiégées, réduites à la plus affreuse famine, les restes mourants de leurs garnisons, craindre seulement que leur dernier soupir ne fût pas rendu sous l'obéissance du tzar. On vit plusieurs Russes, après que leurs villes eurent été emportées de vive force, pouvant trouver chez des peuples libres des établissements heureux, les refuser; et certains que le tzar les ferait mourir dans les plus cruels supplices, s'empresser de se remettre en sa puissance : espèce d'héroïsme qu'on admire avec horreur, parce qu'il n'a pour principe que la plus vile des superstitions, et qu'on parvient enfin à mépriser, en considérant qu'où il existe, aucun talent ne peut se former, aucun génie ne peut s'élever, et qu'il peut même se trouver joint à la plus grande lâcheté personnelle.

(1) D'Herbestein, Possevin, etc.

XII. *Alarmes en Europe.*

Les villes anséatiques ne tardèrent pas à reconnaître la faute qu'elles avaient faite en armant ces barbares. « Si les Moskovites ont jamais une flotte, disait-on, s'ils s'établissent d'une manière permanente sur les bords de la mer Baltique, ils pourront, avec de nombreuses armées, pénétrer en Allemagne ; et comment résister à ces armées de trois cent mille combattants, que l'esclavage contient dans la plus exacte discipline? » Telles furent, au rapport des historiens (1), la prévoyance et les craintes des hommes éclairés de ce temps-là. Ces villes, dont l'union, la sagesse et la liberté donnaient alors un si grand exemple au monde, sacrifiant leur intérêt passager à la sûreté commune, firent un accord entre elles pour empêcher que les arts de la marine, de la guerre et de l'artillerie ne pénétrassent chez ces barbares. Elles s'interdirent mutuellement tout commerce avec eux ; elles prononcèrent contre les infracteurs de ce traité la peine d'infamie, la dégradation de tout privilége, et la saisie de tout ce qu'ils destineraient pour la Moskovie. Afin d'autoriser une résolution qui dut paraître si étrange, elles citèrent les malheurs occasionnés récemment à la chrétienté, par une faute qui devait servir de leçon. Elles remirent sous les yeux de tous les peuples commerçants, que la cupidité des Génois ayant fourni aux Turks des armes, des munitions et des vaisseaux, ceux-ci, qui réunissaient alors comme les Russes, la force des barbares, la discipline des esclaves et le courage des fanatiques, avaient traversé la mer, achevé la ruine de l'empire grec, et fondé un nouvel empire.

(1) M. de Thou.

L'avidité des particuliers trompa la vigilance des magistrats. Les petits marchands de Lubeck, voyant une fortune assurée dans cette espèce de contrebande, continuèrent de vendre aux Russes des armes et des munitions. Les Anglais, qui cherchaient par le nord un passage aux Indes orientales, découvrirent avec étonnement, sur les bords de la mer Glaciale, la nation moskovite ; et, concevant aussitôt l'espérance de lier un commerce avantageux avec elle, commencèrent à fréquenter le port d'Archangel, qu'ils avaient trouvé sur cette mer, et y apportèrent tous les ouvrages de l'industrie européenne. L'ambition des princes fut également imprudente et les rendit bien moins prévoyants que ne l'avaient été de simples députés de petites républiques. La maison d'Autriche donna la première ce dangereux exemple ; et pour subjuguer le royaume de Hongrie, désirant que les Polonais fussent occupés par d'autres guerres, elle se pressa de faire alliance avec les Moskovites. Elle ne négligea aucun moyen d'attirer ces barbares en Europe.

XIII. *Les étrangers appelés à Moskou.*

Enfin le tzar lui-même, et c'est ici une des plus grandes époques de l'empire russe, le tzar, irrité de ce que cette ligue des villes commerçantes rendait presque inutile son établissement sur les bords de la mer Baltique, et sentant avec surprise dans une guerre contre les Européens, toute l'infériorité de son peuple, résolut de faire taire la haine de ses sujets contre les étrangers, d'appeler ceux-ci dans son empire, et de borner seulement sa défiance à prendre les plus sévères précautions pour leur en défendre la sortie. Il ouvrit donc sur toutes ses frontières un refuge aux aventuriers obligés de quitter leur pays pour leurs dettes, pour

leur misère, pour leurs crimes. La foule fut si grande, qu'il fallut bâtir à Moskou un faubourg pour eux ; et depuis ce temps les Moskovites ont toujours appelé de toutes les parties de l'Europe une multitude de bannis, de déserteurs, de fugitifs : perpétuelle recrue pour cet empire, dans laquelle il trouva quelquefois des hommes singuliers dont le premier malheur fut d'avoir l'âme trop grande pour fléchir sous d'absurdes conventions sociales, et qui, condamnés et flétris par leurs concitoyens, ont servi leur nouvelle patrie avec autant de génie que d'audace. Ces étrangers furent longtemps dans l'oppression ; quelques-uns s'élevèrent peu à peu : et, doués de talents extraordinaires, ils ont conduit à de grandes entreprises cette nation ambitieuse, patiente et féroce. Mais à cette même époque commença aussi une division intestine, qui a causé presque tous les mouvements intérieurs de cet empire, et qui subsiste depuis tant d'années, entre les Russes obstinément attachés aux anciennes mœurs et cette foule d'étrangers qui se renouvellent sans cesse, et qui vont chercher fortune dans ce pays, en y portant nos arts.

XIV. *Les Russes repoussés, et leur caractère.*

Cependant la guerre entreprise pour la Livonie durait encore. Un héros (Étienne Batory) monta sur le trône de Pologne , et les Moscovites allaient être détruits. Déjà ils se voyaient près d'être repoussés au-delà des forêts, qui du côté de l'Europe leur avaient longtemps servi de limites. Dans cette conjoncture , ils déployèrent ce génie frauduleux et perfide, qui est devenu si dangereux pour leurs voisins. Le tzar, malgré son attachement à la religion grecque, implora la médiation du pape , en lui promettant de soumettre la Moskovie au siége de Rome. Un jésuite, très-adroit négocia-

teur (1), ayant pénétré à cette occasion dans l'intérieur de la Rusie, annonça à son retour combien il y avait d'exagération dans ce qu'on avait publié des forces de cet empire. Il traversa avec étonnement d'immenses solitudes ; il réfuta l'erreur qui faisait monter l'armée à trois cent mille combattants. Il reconnut le caractère de ce peuple esclave, plein d'artifices dans la mauvaise fortune et d'insolence dans la prospérité ; n'estimant jamais que ceux qu'il craint, s'exagérant également les succès et les revers ; et qui, pour une incursion heureuse sur ses frontières, se croyant près de conquérir l'Europe, fut par quelques défaites découragé pour plus de cent années. La paix que les Moskovites obtinrent par une médiation alors si respectée, leur conserva un grand nombre de ces anciennes villes russes voisines du Borysthène, et ils s'établirent d'une manière fixe dans le voisinage de la Pologne et de l'Europe. Après avoir montré une ambition au-dessus de leurs forces, ils tombèrent, il est vrai, dans un long épuisement; ils ne cherchèrent plus désormais à prendre avantage sur leurs voisins que par la perfidie; et quoique depuis ce temps ils n'aient pas un moment cessé de s'accroître, on fut étonné, il y a un siècle, d'entendre parler des Moskovites, et nous les prenons de nos jours pour une puissance nouvelle.

XV. *Un patriarche en Russie.*

Dans cet intervalle il se passa chez eux deux événements mémorables. L'ancienne monarchie russe avait autrefois reconnu la suprématie du patriarche de Constantinople ; mais dans l'avilissement égal où ces deux nations étaient tombées, cette antique suprématie avait été mutuellement oubliée. Les

(1) Le père A. Possevin. La Russie lui doit la paix de *Kievcrova-Horça*, qui l'a sauvée des armes de la Pologne.

Moskovites, longtemps pauvres et barbares, n'avaient rien qui excitât ni l'avarice des prêtres grecs, ni l'ambition des prêtres romains. Aussitôt qu'ils eurent formé un empire, on vit accourir à Moskou un envoyé du pape et un envoyé du patriarche grec. D'un côté, le prêtre grec trouva qu'ils s'étaient beaucoup éloignés de l'ancienne croyance; ils le mirent en prison et l'y laissèrent mourir. De l'autre côté, le pape offrait au tzar le titre de roi s'il réalisait enfin sa promesse de soumettre ses États au saint-siége. Mais la paix était obtenue, et les marchands anglais publiaient à Moskou que le pape était l'Antechrist. Le tzar laissa tomber sa frauduleuse négociation et se fit roi lui-même. Il prit, en écrivant à chaque puissance, le titre qu'elle respectait le plus, mêlant dans cette conduite noble de basses supercheries pour obtenir les titres qu'il s'arrogeait; et il résolut en même temps d'affranchir ses États de toute dépendance ecclésiastique.

XVI. *Les Russes protecteurs de la religion grecque.*

Le patriarche de Constantinople, réduit à vivre d'aumônes depuis qu'il était tombé sous le joug des Turks, consentit à vendre son droit pour quelque argent. Il vint en Russie, dans l'année 1588, sacrer un patriarche. Il considéra, dit un voyageur (1), « que la nation moskovite, qui venait d'arracher trois royaumes d'entre les mains des Tatars (les royaumes de Kasan, d'Astrakan et de Sibérie), s'était acquis beaucoup de gloire, et qu'à l'avenir elle deviendrait dans l'Orient la proctectrice et peut-être la libératrice de la croyance des Grecs. » Grand dessein, si ce prêtre l'eut en effet, et si la fortune, en présentant depuis aux souverains de Russie un

(1) Le baron de Mayerberg.

si beau moyen d'ambition, n'a pas été en cela plus loin que la puissance humaine. Toutefois, ce qui devient aujourd'hui si avantageux au trône des tzars, parce que ces deux autorités ont été réunies, devint alors par leur séparation infiniment dangereux. Jusqu'à ce temps le clergé avait été trop avili pour prétendre à aucun pouvoir. Le chef de la religion s'en arrogea un formidable ; les grandes maisons entrèrent dans le clergé : c'était une révolution dans l'État, et le despotisme des tzars commençait à sentir un contre-poids.

XVII. *Le despotisme dans une maison souveraine.*

Peu de temps après s'éteignit cette ancienne maison souveraine qui avait régné pendant plus de sept siècles ; c'eût été pour tout autre peuple un événement favorable au retour de la liberté. Mais nous verrons ici, par un seul exemple, comment les mœurs des esclaves les ramènent toujours vers l'esclavage. Une faction voulait placer sur le trône un prince suédois ; il s'avança jusqu'aux portes de Nowgorod. Une poignée de Russes vint au-devant de lui ; il demanda où étaient les députés de la noblesse, ceux des villes ; il s'attendait à une élection formelle : voilà l'esprit des peuples libres. Les Russes le pressaient d'entrer dans leur ville, de s'annoncer comme empereur ; que tout suivrait de soi-même ; qu'il ne fallait ni ligue, ni plan, mais paraître : voilà l'esprit des peuples esclaves. Un pareil esprit produisit une longue suite d'usurpations, de soulèvements et d'étonnantes révolutions qui, dans l'histoire de ce période, ont fait passer cette nation si obéissante et si soumise pour le plus séditieux des peuples. Un homme parut sous le nom de l'ancienne maison des tzars, et toute la Russie tomba à ses pieds. Elevé dans les pays étrangers, ses mœurs, différentes de celles des Russes,

le firent bientôt accuser d'imposture; et il fut massacré avec la plupart des étrangers qui l'avaient favorisé. En un mot, les Russes devinrent séditieux tant que la servitude et la superstition n'eurent pas consacré une nouvelle idole. Mais enfin, en 1613, ils donnèrent le sceptre à un jeune homme de quinze ans, de la maison Romanoff, par le seul motif qu'il n'avait ni vengeance à poursuivre, ni liaisons dangereuses; et c'est aux droits successifs de cette maison que règnent les souverains qui sont aujourd'hui sur le trône. Le mot de *liberté* fut prononcé à son élection, sans que personne en connût le sens; et le serment qu'on lui fit faire sur l'Évangile ne contenait que des maximes de dévotion.

XVIII. *Agrandissement de l'empire.*

La tranquillité de ce règne répara tant de calamités; et pour bien faire connaître l'état de cette nation au moment où Pierre I[er] monta sur le trône, nous ajouterons que sous les trois premiers souverains de cette maison quelques arts de l'Europe s'établirent avec lenteur. On fit venir un Allemand qui excellait dans l'art de la fonderie; on demanda à l'électeur de Saxe des ouvriers pour exploiter des mines. La ville de Tula, renommée pour ses forges et pour la bonté des armes qu'on y fabrique, doit sa fondation à cette époque; et l'artillerie, cette redoutable invention qui est devenue l'unique force des peuples policés, se trouva entre les mains d'un peuple barbare.

Dans le même temps, le soulèvement des Kosaks de l'Ukraine, opprimés pour la religion grecque, soumit à la Russie cette belle province, lui donna pour sujets cette nombreuse milice, animée contre la Pologne d'une implacable haine Ils remirent entre les mains des Moskovites Kïow, cette an-

cienne capitale de la première monarchie russe, et d'autres villes où la même religion se conservait encore et perpétuait le souvenir de leur origine. Ceux-ci, profitant habilement de l'anarchie où la république de Pologne commençait à tomber, saisissant pour l'attaquer les temps où elle était occupée par d'autres guerres, conservant ensuite leurs avantages par des trèves ménagées à propos, étendirent enfin leur domination sur la rive gauche du Borysthène. Tandis qu'ils s'avançaient ainsi en Europe par les fautes de leurs voisins, aux extrémités de l'Asie un peuple tatare, ayant subjugué la Chine, laissa vides les contrées qui séparent ces deux empires, et leurs frontières devinrent communes. Les chasseurs russes avaient, à l'aide des armes à feu, parcouru sans résistance toutes ces contrées lointaines, lorsqu'enfin dans l'année 1645, en arrivant sur les bords du fleuve Amour, ils aperçurent avec surprise des hommes armés comme eux, et la domination russe reconnut aussitôt des limites.

Déjà l'empire de Russie était un des plus vastes qu'il y ait eu dans le monde; il renfermait tout le nord de l'Asie et une grande partie du nord de l'Europe, et son existence n'était encore connue que de ses voisins. Pour maintenir sous le joug moskovite cette immense étendue de pays conquis, garder des citadelles et des retranchements, on cessa d'employer cette nombreuse cavalerie composée de la noblesse russe, et qui autrefois inondait tout à coup les contrées voisines; on se servit alors d'infanterie. Ce corps ne fut dans les premiers temps qu'un ramas des plus vils étrangers, exercés à faire usage des armes à feu, et que cette raison fit nommer *strélits*, d'un mot slave qui signifie *tireur*. Il s'augmenta peu à peu jusqu'au nombre de quarante mille hommes, choisis parmi les esclaves russes. La noblesse eut des gouvernements, des commandements

de villes, prit du souverain des provinces à ferme, et d'esclaves fanatiques qu'ils étaient, ils devinrent de lâches courtisans. La gloire d'avoir une origine ancienne s'introduisit dans leurs familles, et la plupart s'en cherchaient une étrangère. Mais le tzar s'étant fait apporter tous ces titres faux ou vrais, les fit brûler en sa présence, et détruisit ces archives de noblesse si contraires à un pareil gouvernement. Le premier titre russe, celui de knèz, conservé dans les familles qui, au démembrement de l'ancienne monarchie, avaient exercé dans leurs villes une autorité souveraine, fut prodigué à tout déserteur tatar qui, suivi de deux esclaves, vint se faire baptiser. La Sibérie vit se former des villages entiers de ces princes, et ce titre fut plus avili de jour en jour. Toute cette noblesse devint oisive, vaine, lâche dans les périls, s'abandonna à une mollesse grossière, joignit le faste à la pauvreté et demeura fourbe et cruelle.

Cette lutte où dans les jours solennels s'étaient exercé leurs ancêtres ne fut plus que l'amusement du peuple, et ce peuple, endurci par les anciennes mœurs, devint la force de l'empire et la garde du souverain; soldats séditieux contre les ministres qui leur déplaisaient, mais conservant jusque dans leur rébellion tout le respect antique pour la personne du tzar. Ils le prouvèrent quand on voulut, au mépris d'un aîné languissant et imbécile, faire passer la couronne sur la tête de son frère, qui fut depuis Pierre Ier. Ils massacrèrent tous les auteurs de cette destitution. Ils voulurent qu'au moins les deux frères régnassent ensemble; et, après avoir rempli la cour de carnage, dès qu'ils eurent un souverain légitime, ils allèrent ensemble, et portant deux à deux des billots et des haches, lui présenter leurs têtes.

XIX. *Règne de Pierre Ier.*

Tel fut l'état où Pierre trouva sa nation; déjà corrompue avant que d'avoir été policée, encore ambitieuse après avoir été oubliée, et dans un progrès toujours soutenu d'agrandissement et de puissance : vérités importantes et qui paraissent avoir échappé à tous les historiens. La fortune avait soumis à cette nation deux peuples qui valaient mieux qu'elle, les Tatars en Asie, vaincus par les armes à feu, et les Kosaks en Europe, qui s'étaient joints à elle pour défendre leur religion. Ceux-là avaient au milieu de leur barbarie cette bonté naturelle aux hommes qui n'ont point été dépravés. Les autres, qui n'étaient d'abord qu'un mélange de toutes les nations rassemblées par la piraterie dans les îles du Borysthène, disciplinés ensuite par un roi de Pologne, s'étaient formés en corps de peuple, et après s'être soulevés contre les Polonais pour la défense de leur religion et de leurs priviléges, ils s'étaient illustrés par des prodiges de valeur, et se trouvaient alors dignes de recevoir des lois. Peut-être que Pierre Ier, au lieu de détruire le nouvel esprit que la liberté et la gloire avaient fait naître chez les Kosaks, au lieu d'écraser les Tatars, de les dépouiller du reste de leurs priviléges et de laisser les Russes, la seule nation, ou du moins la nation dominante, aurait dû chercher à réunir et à mêler ses sujets par des lois communes. Mais la manière dont il conçut le dessein de civiliser son empire ne servit qu'à l'éloigner de cette idée.

Les derniers aventuriers étaient alors les seuls étrangers qui courussent en foule en Russie pour y servir dans le mépris. Quelques-uns de ces aventuriers devinrent ses favoris. Cet homme extraordinaire écouta leurs récits, et il

eut honte de son peuple. Il voyagea inconnu chez les nations européennes, non pour étudier les hommes et former ensuite un plan de législation convenable à ses sujets, mais pour apprendre tous les arts et les rapporter dans son pays. Il revint environné de géomètres, de peintres, de pilotes, et, devenu lui-même un bon constructeur de navires, il fit des ordonnances de marine, de commerce et de service militaire; mais il ne fit aucune loi sur les mœurs, sur la justice, sur les propriétés, sur les droits de l'humanité. Occupé de régénérer entièrement une nation nombreuse, il n'établit aucune règle sur l'éducation, et il força seulement une partie de la jeune noblesse russe à voyager en Europe. Son unique but était que son pays ressemblât à tous ceux qu'il avait vus. Il poussa cette manie au point d'y faire apporter des milliers de ces moineaux voraces, dont nous payons la destruction dans quelques-unes de nos provinces; et il voulut, malgré la rigueur du climat, en peupler les bois des environs de Pétersbourg. Ces petitesses, indignes d'un tel homme, n'empêchèrent pas, il est vrai, qu'il ne conçût son projet avec grandeur. Il profita d'une manière admirable de tous les singuliers avantages de sa position géographique. Il creusa des ports, construisit des flottes, bâtit des villes, conquit des provinces. Il éleva son empire à un si haut degré de réputation et de puissance, que tous les souverains allaient désormais le solliciter de prendre part à leurs alliances et à leurs guerres. Une foule d'étrangers remarquables par leur génie furent employés dans toutes les parties de l'administration; et les Russes s'opposant à tous ses desseins, il développa, pour les dompter, la force étonnante de son âme et de son caractère. Mais il ignora tous les moyens habiles dont les anciens législateurs se sont servis. La violence fut le seul qu'il employa; il se fit le bourreau de ses sujets, pour les civiliser.

Il avait commencé par abolir le patriarchat, cette dignité nouvelle qui faisait ombre à son pouvoir; et l'ayant réunie sans peine à son autorité, le clergé retomba aussitôt dans son néant. Il cassa toute cette milice russe devenue séditieuse; et voulant établir dans son pays les mœurs étrangères, il n'y régna que sous la garde des étrangers, environné dans son palais de soldats allemands, sans cesse la hache à la main, ou le bâton levé pour châtier ses plus chers favoris. En leur nommant tous les pays successivement illustrés par les sciences, « *Notre tour est venu*, leur disait-il, *si vous voulez seconder mes desseins, et joindre l'étude à l'obéissance.* » Comme si, en quelque lieu du monde, les arts étaient nés de l'obéissance! comme si, dans les pays qu'il leur nommait, la liberté seule n'eût pas éclairé les esprits! Avec des travaux incroyables, il faisait deux choses contradictoires. Son génie voulait élever son peuple, et sa rigueur l'écrasait. « *C'était*, suivant une expression du roi de Prusse Frédéric II, *c'était de l'eau-forte qui rongeait du fer.* » Les Russes, fidèles à leurs anciennes mœurs, en se révoltant contre tant d'innovations, recevaient toujours avec respect l'ordre de mourir, et se rangeaient sur les échafauds avec la même docilité qu'ils auraient eue dans un exercice militaire. Le tzar travaillait lui-même à dissiper cette antique servitude religieuse; son autorité se changeait en un violent despotisme militaire, et ce peuple gémissant sous la plus dure oppression, ne regrettait qu'un autre genre d'esclavage.

Ce n'était pas assez pour Pierre Ier de civiliser sa nation, de lui enseigner tous les arts, d'y faire naître les agréments de la société, de chercher à faire passer par son empire le commerce de toute la terre. Tant de changements qui annonçaient en lui une vaste ambition servaient encore à l'augmenter. Ils ne furent jamais à ses yeux que des moyens

préparés pour reculer de toutes parts ses immenses frontières, et se mêler avec un crédit dominant, dans les affaires de l'Asie et de l'Europe. Mais quand il commença de régner, la Pologne, à l'ombre des victoires encore récentes de Sobieski, respectée au milieu des désordres qui achevaient de la détruire, et la Suède, sous l'administration rigoureuse de Charles XI, continuant de dominer dans le Nord, ne lui laissaient aucune espérance de s'agrandir vers nos climats. Tout passage de ce côté paraissait fermé à son ambition; elle cherchait à se frayer d'autres routes et menaçait d'autres contrées. Ceux qui, pendant sa minorité, avaient tenu les rênes de l'État, s'étaient engagés dans une ligue formidable qui attaquait de toutes parts l'empire ottoman. Pierre, aussitôt qu'il gouverna par lui-même, suivit cette même politique, et, profitant de conjonctures si heureuses, il étendit sa domination jusqu'au rivage de la mer Noire, conquit une ville et un port sur cette mer, y établit une navigation militaire et commerçante, qui pût enrichir les provinces méridionales de la Moskovie, servir peut-être à de plus grands desseins contre les Ottomans, et du moins favoriser dans ces contrées asiatiques la fondation d'une nouvelle capitale qu'il voulait donner à son empire.

Mais au moment où cette ligue se sépara, et où les Turks obtinrent la paix de tous leurs ennemis, de grands changements étaient arrivés vers les frontières occidentales de la Russie. L'extrême jeunesse de Charles XII, et l'usurpation du trône de Pologne par Auguste II, ouvrirent en quelque sorte aux événements le cours qu'ils ont suivi depuis ce temps-là. Le premier objet qui s'offrit aux regards de Pierre fut cette côte de la mer Baltique autrefois inutilement envahie par ses prédécesseurs. Dès lors il médita de rejoindre la Moskovie à l'Europe par une nouvelle ville sur cette mer. Mais il fallait arracher ces provinces des mains des Suédois,

redoutés par leurs talents militaires ; et Pierre n'osant les attaquer seul avec ses Moskovites encore indisciplinés, promit de partager cette conquête avec Auguste II, qui cherchait à engager les Polonais dans une guerre, et qui lui proposa son secours pour cette entreprise. Ces deux princes ambitieux s'unirent, l'un dans le dessein de civiliser sa nation, l'autre avec le projet de subjuguer la sienne.

XX. *Guerres de Charles XII, Pierre Ier, et Auguste II.*

Ces événements célèbres ont rencontré un historien digne d'eux (1). Mais dans ce grand tableau de la valeur brillante de Charles XII, des immenses travaux de Pierre Ier et des vicissitudes de la fortune d'Auguste, l'intérêt qu'inspirent des hommes si extraordinaires occupe toute notre attention, et le sort des peuples disparaît, pour ainsi dire, dans les ombres du tableau. Comment les Polonais, dont la république était véritablement détruite, ont-ils échappé à l'ambition de tous leurs voisins maîtres de toutes les provinces polonaises ? comment s'est conservée leur liberté anarchique sous un roi qu'ils reçurent une seconde fois malgré eux, et qui s'attacha de plus en plus au dessein de les opprimer ? quel fut le degré d'influence que les Russes, à la faveur de cette guerre, acquirent enfin dans cette république ? Tous ces faits sont encore inconnus ; et non-seulement ce récit est nécessaire pour bien entendre la suite des événements que j'ai entrepris de raconter, mais on y trouvera plusieurs traits dont le souvenir mérite d'être conservé pour lui-même.

Dès que la Pologne n'était plus en état d'élire son roi par un choix libre, l'intérêt des États voisins était de placer sur

(1) Voltaire, *Histoire de Charles XII.*

ce trône un roi faible, qui n'eût point d'autre armée à ses ordres que ces anciennes armées de la république sans discipline, sans paye et sans recrue. Ce devait être surtout la politique des Suédois, dont la puissance en Europe n'était véritablement assurée que par l'abaissement de la Pologne. Mais au temps de la dernière élection, l'enfance de Charles XII ne lui avait pas permis de s'y emparer du rôle qui aurait convenu à ses intérêts, et de s'opposer à la violence qu'Auguste II, à la tête d'une armée saxonne, avait faite à la république. Aussitôt que Charles eut pris les armes, il traita donc Auguste comme un usurpateur; et secondé par les Polonais mécontents, il le força d'abdiquer la couronne. Une suite de cette justice rigoureuse fut de destituer, avec la même rigueur, tous ceux qui tenaient d'Auguste leurs dignités et leur fortune. Les Polonais livrés à la fureur des factions, et dans la joie de voir dépouiller leurs adversaires, ne sentirent pas combien cette imprudente sévérité pouvait devenir funeste; et de son côté, Charles, qui méprisait les vices de ses ennemis, qui en tirait une raison de ne point redouter leurs forces, Charles toujours persuadé que la vertu devait maîtriser la fortune et faire seule le destin des empires, ne craignit point de former par ces destitutions un parti puissant en faveur du roi détrôné. Sa première intention avait été de placer sur le trône l'un des trois fils de Sobieski; mais ce projet échoua par la captivité des deux aînés, retenus prisonniers par Auguste, et par la générosité du troisième, qui crut son honneur intéressé à ne point ravir une couronne à ses frères. Ce fut alors que Charles, à l'imitation d'Alexandre qu'il avait pris pour modèle, et qui renvoya comme roi à la ville de Nyse un simple citoyen qu'elle lui avait envoyé comme ambassadeur, ordonna à ces républicains de couronner le jeune Stanislas, qu'ils lui avaient député. Cet ordre, donné avec toute l'autorité qu'assure la

victoire, indigna tous ceux qui, par un vrai zèle pour leur liberté, avaient concouru à détrôner Auguste. Ils ne fléchirent point sous le pouvoir du vainqueur. Telle fut surtout la conduite du primat, dont la vertueuse fermeté fut également peinte par les deux partis de couleurs odieuses. Un grand nombre de citoyens, plus attachés à leur devoir qu'à leur intérêt, demeura neutre, parce que les lois n'étaient respectées dans aucun des deux camps; et ceux même qui voulurent prendre leur intérêt pour guide ne discernèrent plus, dans la violence de ces tempêtes, la route qu'ils devaient suivre.

La Pologne, sans défense, sans aucune règle de conduite, sans aucune voie de salut qui dépendît d'elle-même, en proie dans toutes ses provinces aux contributions, aux enrôlements forcés, aux incendies, aux saccagements des villes, abandonna dès lors à la rivalité de deux puissances étrangères le choix de son roi. Elle se flattait seulement, non sans raison, que ce prince, quel qu'il fût, ne recevrait pas de son allié assez de puissance pour opprimer la république. Une bataille gagnée mettait tout à la discrétion du vainqueur; et sous son pouvoir, le roi qu'il protégeait, demeurait odieux au plus grand nombre des citoyens, et le gouvernement conservait son agitation et sa faiblesse.

Aussi chacune des deux factions devint-elle funeste aux souverains étrangers dont les armes la protégeaient, et qui avaient trop facilement espéré en recevoir à leur tour quelque appui. On sait comment la chute rapide du roi Auguste pensa entraîner la ruine du tzar, et que Charles, dans sa fatale entreprise pour détruire l'empire de Russie, comptait pour une des causes de sa propre ruine, de n'avoir point reçu de Stanislas les secours qu'il s'en était promis.

XXI. *Changement dans le caractère national.*

Pendant la longue durée de ces troubles, de grands changements s'opérèrent dans le caractère général de la nation ; cette noble fierté des Polonais, cette généreuse confiance en eux-mêmes, qui les avait caractérisés jusques là, dut nécessairement s'altérer et dégénérer. Incertains du roi qu'ils allaient recevoir, résignés à reconnaître celui que leur donnerait la victoire, et ne cherchant, pour la plupart, qu'à libérer leurs terres de la rigueur des contributions imposées par la vengeance de l'un ou de l'autre parti, ils devinrent souples, réservés, artificieux. Jusque là on les avait accusés de légèreté, on commença à les accuser de perfidie. Les grands n'affectèrent plus d'avoir autour d'eux ces espèces d'armées dont ils faisaient autrefois leur cortége. Ils trouvèrent plus de sécurité à se montrer plus faibles. Ils se dérobaient ainsi plus aisément à la défiance ou au ressentiment de chacun des deux partis. Ceux qui suivirent fidèlement la fortune de l'un ou de l'autre roi, tour à tour abandonnés par leur prince, et ne combattant plus en corps d'armée, firent la guerre dans leur propre pays d'une manière vagabonde, par des corps de cavalerie légère, cherchant à ruiner les armées ennemies, fatiguant par des courses continuelles l'adversaire qui s'attachait à les poursuivre ; et leur noblesse la plus exercée aux armes ne connut plus que ce genre de combat.

XXII. *Nouveau projet de partager la Pologne.*

Un État si faible, et dont le pays dans toute son étendue servait de théâtre à cette guerre terrible entre des ennemis si puissants, paraissait destiné à en devenir la proie ; et, en effet, il fut proposé de mettre fin à ces grandes querelles par le démembrement de la Pologne, et de concilier toutes les puissances belligérantes par le partage qu'elles feraient de ce royaume. Auguste était remonté sur le trône, malgré son serment de n'y plus prétendre. Il avait publié un long manifeste pour justifier ce parjure ; et un jour qu'il demandait à un gentilhomme polonais ce qu'il pensait de ce long volume : « Rien n'est plus ridicule, lui répondit ce gentilhomme ; il fallait dire simplement : Attendu que le roi de Suède a été battu à Pultawa, je suis remonté sur le trône. » C'était en un seul mot toute son histoire. Ce prince, toujours plus dépendant de son allié, et toujours plus suspect à ses sujets, eût lui-même concouru au partage, pourvu qu'on lui eût composé de quelques restes de ce malheureux pays un royaume absolu et héréditaire. Mais Charles était trop fier dans son infortune, et Pierre trop ambitieux dans sa prospérité, pour consentir l'un et l'autre à de pareils projets. Celui-là, sans autre ambition que la gloire, et tout près d'armer la Turquie, où depuis sa défaite à Pultawa il avait cherché un asile, se promettait encore de rétablir en Pologne le roi qu'il avait couronné. L'autre, dominait seul dans cette république, que ses forces environnaient de tous côtés. Les Moskovites, par leurs nouvelles conquêtes, bordaient toutes les frontières de Pologne, du nord à l'orient, et leurs armées en inondaient toutes les provinces.

XXIII. *Elle devient le principal objet de l'ambition russe.*

A cette époque tout changea dans le Nord, et la destinée préparait pour ainsi dire une nouvelle chaîne d'événements. Les Suédois, repoussés dans leurs anciennes limites, occupant un pays vaste, mais pauvre, stérile, et qui a peu de communications avec le continent, n'étaient déjà plus les ennemis naturels de l'empire de Russie, puissance qui ne cherche dans les conquêtes qu'un passage à de nouvelles entreprises; et la guerre entre Pierre et Charles ne continuait que par une suite de leur implacable animosité. La Pologne, au contraire, qui séparait les Russes du reste de l'Europe, était une barrière que ceux-ci devaient s'efforcer d'abattre, sans laisser aucune autre puissance se saisir des moindres débris. Leur ambition était d'autant plus excitée, que l'anarchie de cette république leur offrait plus de moyens pour la subjuguer; mais cette situation de la Pologne devait aussi lui procurer de nouveaux défenseurs.

XXIV. *Les Turks en deviennent les alliés naturels.*

Les provinces polonaises, le plus à la bienséance de la Russie, présentaient aux Russes un chemin si facile pour attaquer l'empire ottoman, que dès lors cet empire devait, par le soin de sa propre sûreté, veiller au salut de cette république. Toutefois une si sage prévoyance n'entrait pas dans les maximes ordinaires du divan. Une fierté barbare a presque toujours persuadé aux Turks qu'ils se suffisent à eux-mêmes. Leurs principes religieux proscrivent en quelque sorte tout soin de l'avenir; et si ces nouveaux dé-

fenseurs étaient dans ce temps-là encore redoutables par la grandeur de leur puissance, ils étaient aisés à égarer par tous les vices de leur politique. D'ailleurs cet empire commençait à peine à respirer des longues calamités d'une guerre qui avait duré près d'un demi-siècle, dans laquelle la conquête d'une seule île lui avait coûté deux cent mille combattants; où il avait éprouvé toutes les vicissitudes de la fortune, conquis et perdu de vastes provinces, vu ses camps et ses villes en proie à d'horribles séditions, plusieurs visirs massacrés, un sultan déposé; où il avait perdu ses ministres les plus expérimentés, ses généraux les plus habiles, non-seulement par le fer des ennemis, mais par les sanglantes proscriptions qu'exerçaient tour à tour la rage des factieux et la défiance du gouvernement. C'était pendant ces désastres que les Russes avaient conquis une ville sur le rivage de la mer Noire, côté le plus faible de cet empire, et d'où il eût été facile de porter la guerre jusque dans son sein. Depuis la paix, Pierre n'avait cessé de se fortifier sur ce rivage; et à cette occasion deux partis divisaient les conseils ottomans. L'un voulait prévenir l'agrandissement d'un empire voisin où régnait la religion que professent tous les peuples subjugués par les Turks; l'autre parti, uniquement occupé des douceurs du repos, craignait le retour de ces violentes agitations que la paix seule avait calmées. La contrariété de ces deux opinions et la rivalité de ces deux partis se mêlaient à toutes les intrigues du ministère et du sérail; elles avaient déjà occasionné, depuis la paix, la chute de plusieurs visirs et la déposition d'un sultan. Le frère de cet empereur lui avait succédé; et sans avoir embrassé aucun système politique, uniquement livré au soin de venger la déposition de son frère, et de faire périr tous les séditieux qui avaient eu part à cette dernière révolution, il avait ainsi écrasé presque tout le parti qui avait voulu ar-

rêter les entreprises des Russes, et recommencer la guerre. Se croyant alors affermi sur le trône, il avait cessé d'être cruel : il n'était plus qu'avare, indolent et voluptueux. Toutes les affaires étaient conduites au gré des favoris et des sultanes. Les différents accès que les émissaires de Charles et ceux de Pierre surent à l'envi se ménager dans le sérail influèrent tour à tour sur toutes les résolutions du divan. Enfin ceux-là ayant eu l'avantage, les ministres ottomans furent entraînés par ces intrigues à un parti que la plus saine politique aurait dû leur dicter. Les Turks prirent les armes. On parvint à leur faire craindre que la Pologne ne devînt une province russe; et Pierre dans une campagne malheureuse, enfermé sur les bords du Pruth par une armée ottomane, ne dut sa liberté et sa vie qu'à l'entier abandon de tous ses établissements sur la mer Noire, à la restitution du port qu'il y avait conquis, et au serment de faire sortir aussitôt, et pour toujours, toutes ses troupes de Pologne. Il jura qu'en aucun temps les Russes ne s'ingéreraient dans les affaires de cette république; traité qui devint la base du droit public de ces contrées.

XXV. *Les Polonais rétablissent leur gouvernement.*

Cependant la Pologne n'offrait dans toute son étendue qu'un spectacle de dévastation et de ruines. Les plus belles provinces étaient remplies de terres incultes et de déserts. Les peuples de la campagne ne vivaient que d'écorces d'arbres. Auguste et les Saxons étaient les seuls étrangers qui restassent dans la république; et ce prince, délivré enfin d'un ennemi terrible et d'un protecteur également à redouter, reprit aussitôt le projet d'asservir les Polonais. Rendre son autorité arbitraire, lui paraissait, ainsi qu'à ses ministres, le

seul remède aux maux que la Pologne venait d'éprouver. Devenu le chef d'une confédération que son parti avait formée pour son rétablissement, ce titre lui servait de prétexte pour ne point convoquer de diète. L'armée saxonne répartie dans les provinces, y subsistait de contributions imposées par les seuls ordres de la cour, et levées par des exécutions militaires. Le projet qu'on se proposait vaguement d'exécuter, quand on se croirait assez puissant pour donner une forme à cette tyrannie, était de convoquer la nation et de la forcer à consentir à l'incorporation des troupes saxonnes dans les armées de la république. Ces troupes éparses en petits détachements, éprouvaient la misère générale ; mais elles allaient de châteaux en châteaux arracher à la noblesse les restes de sa fortune, et la cour, au milieu du luxe de la capitale, dédaignant les plaintes, les réclamations et les murmures, n'était occupée que de divertissements et de fêtes. Son faste et ses plaisirs insultaient aux calamités publiques. Les grands, plus ménagés que la simple noblesse, obtenaient facilement des exemptions, soit par la condescendance naturelle des généraux pour des courtisans assidus et admis à tous les plaisirs du roi, soit par une politique artificieuse qui entretenait leur indifférence sur l'oppression de leur patrie, et qui les ménageait alors pour les opprimer plus sûrement un jour.

L'indignation de la simple noblesse éclata enfin par le massacre de quelques-uns de ces détachements saxons épars dans le royaume. Ce fut le signal d'une guerre qui commença de toutes parts entre les troupes du roi et la noblesse polonaise. Celle-ci dans toutes les provinces se confédéra avec fureur. Mais il fallut dix-huit mois pour rendre la confédération générale ; elle se forma au milieu d'une multitude innombrable de petits combats. La cavalerie saxonne, attaquée dans ses marches, dans ses quartiers, partout envi-

ronnée d'ennemis et presque partout surprise, opposa vainement sa discipline et son courage à l'infatigable légèreté de la cavalerie polonaise. Elle fut bientôt presque entièrement ruinée et détruite. Les grands seigneurs polonais, dont la plupart avaient d'abord servi les desseins de la cour, qui ensuite étaient demeurés neutres entre la nation et le roi, furent enfin obligés de se réunir à la simple noblesse Celui que la confédération élut pour chef mérite d'être connu; c'était un simple gentilhomme, nommé Leduchowski. Depuis la guerre civile, et sous le double règne de Stanislas et d'Auguste, il n'avait embrassé le parti d'aucun de ces deux concurrents. Il avait également refusé leurs bienfaits; et pendant ces longues et sanglantes divisions, habitant toujours sur ses terres, il n'avait accepté que les magistratures auxquelles l'avaient élevé les suffrages de ses compatriotes; toujours élu soit dans les tribunaux, soit dans les diètines, comme l'arbitre ou comme le conseil de sa province; riche, et sans enfants, il avait d'avance disposé de tous ses biens en faveur de ses parents, des églises et des pauvres. Mais aussitôt qu'il vit la république près de tomber sous le joug, l'amour de la liberté l'emportant sur l'amour de sa famille, sur la pitié pour les indigents, et ce qui est plus rare, sur la dévotion même, il révoqua toutes ses donations, prit les armes, et employa sa fortune entière à l'entretien des troupes confédérées. Il s'opposa constamment à ceux qui, dans ces nouveaux troubles, portèrent le ressentiment jusqu'à vouloir une seconde fois ôter la couronne au roi Auguste, et toujours indifférent sur le choix d'un roi, il n'eut point d'autre objet que la liberté et la paix de sa patrie.

Auguste et ses ministres, à la première nouvelle de ces soulèvements, inopinés pour eux seuls, au lieu d'y reconnaître l'indignation générale et l'effet inévitable de l'oppression, n'y avaient cherché que des trames secrètes et les menées

d'une cabale artificieuse. Lorsqu'ils s'aperçurent que ce mouvement allait devenir unanime, ils se figurèrent que l'occasion s'offrait d'elle-même de casser les restes de l'armée polonaise et de subjuguer une nation séditieuse. Enfin, lorsqu'ils se furent engagés dans cette entreprise, Auguste, près d'être vaincu, et s'indignant de céder à ses sujets, résolut de recourir à la protection du tzar. Il crut sa dignité moins blessée en se soumettant à un si dangereux protecteur, qu'en demeurant exposé tout le reste de son règne aux ressentiments d'une nation qui resterait libre, après qu'il avait si opiniâtrément tenté de l'assujettir.

De leur côté, les confédérés avaient à craindre que Pierre ne crût ces nouveaux mouvements suscités par les ennemis communs d'Auguste et de la Russie; et ils cherchèrent à prévenir le tzar en leur faveur. Quel que fut leur zèle pour leur liberté, ils sentirent qu'ils ne pouvaient obtenir leur délivrance que par cette périlleuse médiation.

XXVI. *Les Moskovites violent le traité du Pruth.*

Ni le roi ni la nation, dans leur défiance mutuelle, ne voulaient désarmer les premiers. Ils appréhendaient réciproquement de se voir sans défense à la merci l'un de l'autre; et la conciliation n'était possible que sous l'autorité d'une garantie que tous deux respecteraient également. Le traité du Pruth ne permettait pas à Pierre de tenir la balance à main armée; et plus de soixante mille Turks assemblés alors sur les frontières le forçaient à ne pas oublier sa promesse. Mais les Turks se trouvant à cette même époque engagés dans une guerre malheureuse contre la maison d'Autriche, et leurs fréquentes défaites les réduisant à retirer successivement toutes les troupes de cette armée, le

ce trône un roi faible, qui n'eût point d'autre armée à ses ordres que ces anciennes armées de la république sans discipline, sans paye et sans recrue. Ce devait être surtout la politique des Suédois, dont la puissance en Europe n'était véritablement assurée que par l'abaissement de la Pologne. Mais au temps de la dernière élection, l'enfance de Charles XII ne lui avait pas permis de s'y emparer du rôle qui aurait convenu à ses intérêts, et de s'opposer à la violence qu'Auguste II, à la tête d'une armée saxonne, avait faite à la république. Aussitôt que Charles eut pris les armes, il traita donc Auguste comme un usurpateur; et secondé par les Polonais mécontents, il le força d'abdiquer la couronne. Une suite de cette justice rigoureuse fut de destituer, avec la même rigueur, tous ceux qui tenaient d'Auguste leurs dignités et leur fortune. Les Polonais livrés à la fureur des factions, et dans la joie de voir dépouiller leurs adversaires, ne sentirent pas combien cette imprudente sévérité pouvait devenir funeste; et de son côté, Charles, qui méprisait les vices de ses ennemis, qui en tirait une raison de ne point redouter leurs forces, Charles toujours persuadé que la vertu devait maîtriser la fortune et faire seule le destin des empires, ne craignit point de former par ces destitutions un parti puissant en faveur du roi détrôné. Sa première intention avait été de placer sur le trône l'un des trois fils de Sobieski; mais ce projet échoua par la captivité des deux aînés, retenus prisonniers par Auguste, et par la générosité du troisième, qui crut son honneur intéressé à ne point ravir une couronne à ses frères. Ce fut alors que Charles, à l'imitation d'Alexandre qu'il avait pris pour modèle, et qui renvoya comme roi à la ville de Nyse un simple citoyen qu'elle lui avait envoyé comme ambassadeur, ordonna à ces républicains de couronner le jeune Stanislas, qu'ils lui avaient député. Cet ordre, donné avec toute l'autorité qu'assure la

victoire, indigna tous ceux qui, par un vrai zèle pour leur liberté, avaient concouru à détrôner Auguste. Ils ne fléchirent point sous le pouvoir du vainqueur. Telle fut surtout la conduite du primat, dont la vertueuse fermeté fut également peinte par les deux partis de couleurs odieuses. Un grand nombre de citoyens, plus attachés à leur devoir qu'à leur intérêt, demeura neutre, parce que les lois n'étaient respectées dans aucun des deux camps; et ceux même qui voulurent prendre leur intérêt pour guide ne discernèrent plus, dans la violence de ces tempêtes, la route qu'ils devaient suivre.

La Pologne, sans défense, sans aucune règle de conduite, sans aucune voie de salut qui dépendît d'elle-même, en proie dans toutes ses provinces aux contributions, aux enrôlements forcés, aux incendies, aux saccagements des villes, abandonna dès lors à la rivalité de deux puissances étrangères le choix de son roi. Elle se flattait seulement, non sans raison, que ce prince, quel qu'il fût, ne recevrait pas de son allié assez de puissance pour opprimer la république. Une bataille gagnée mettait tout à la discrétion du vainqueur; et sous son pouvoir, le roi qu'il protégeait, demeurait odieux au plus grand nombre des citoyens, et le gouvernement conservait son agitation et sa faiblesse.

Aussi chacune des deux factions devint-elle funeste aux souverains étrangers dont les armes la protégeaient, et qui avaient trop facilement espéré en recevoir à leur tour quelque appui. On sait comment la chute rapide du roi Auguste pensa entraîner la ruine du tzar, et que Charles, dans sa fatale entreprise pour détruire l'empire de Russie, comptait pour une des causes de sa propre ruine, de n'avoir point reçu de Stanislas les secours qu'il s'en était promis.

ce trône un roi faible, qui n'eût point d'autre armée à ses ordres que ces anciennes armées de la république sans discipline, sans paye et sans recrue. Ce devait être surtout la politique des Suédois, dont la puissance en Europe n'était véritablement assurée que par l'abaissement de la Pologne. Mais au temps de la dernière élection, l'enfance de Charles XII ne lui avait pas permis de s'y emparer du rôle qui aurait convenu à ses intérêts, et de s'opposer à la violence qu'Auguste II, à la tête d'une armée saxonne, avait faite à la république. Aussitôt que Charles eut pris les armes, il traita donc Auguste comme un usurpateur ; et secondé par les Polonais mécontents, il le força d'abdiquer la couronne. Une suite de cette justice rigoureuse fut de destituer, avec la même rigueur, tous ceux qui tenaient d'Auguste leurs dignités et leur fortune. Les Polonais livrés à la fureur des factions, et dans la joie de voir dépouiller leurs adversaires, ne sentirent pas combien cette imprudente sévérité pouvait devenir funeste ; et de son côté, Charles, qui méprisait les vices de ses ennemis, qui en tirait une raison de ne point redouter leurs forces, Charles toujours persuadé que la vertu devait maîtriser la fortune et faire seule le destin des empires, ne craignit point de former par ces destitutions un parti puissant en faveur du roi détrôné. Sa première intention avait été de placer sur le trône l'un des trois fils de Sobieski ; mais ce projet échoua par la captivité des deux aînés, retenus prisonniers par Auguste, et par la générosité du troisième, qui crut son honneur intéressé à ne point ravir une couronne à ses frères. Ce fut alors que Charles, à l'imitation d'Alexandre qu'il avait pris pour modèle, et qui renvoya comme roi à la ville de Nyse un simple citoyen qu'elle lui avait envoyé comme ambassadeur, ordonna à ces républicains de couronner le jeune Stanislas, qu'ils lui avaient député. Cet ordre, donné avec toute l'autorité qu'assure la

victoire, indigna tous ceux qui, par un vrai zèle pour leur liberté, avaient concouru à détrôner Auguste. Ils ne fléchirent point sous le pouvoir du vainqueur. Telle fut surtout la conduite du primat, dont la vertueuse fermeté fut également peinte par les deux partis de couleurs odieuses. Un grand nombre de citoyens, plus attachés à leur devoir qu'à leur intérêt, demeura neutre, parce que les lois n'étaient respectées dans aucun des deux camps; et ceux même qui voulurent prendre leur intérêt pour guide ne discernèrent plus, dans la violence de ces tempêtes, la route qu'ils devaient suivre.

La Pologne, sans défense, sans aucune règle de conduite, sans aucune voie de salut qui dépendît d'elle-même, en proie dans toutes ses provinces aux contributions, aux enrôlements forcés, aux incendies, aux saccagements des villes, abandonna dès lors à la rivalité de deux puissances étrangères le choix de son roi. Elle se flattait seulement, non sans raison, que ce prince, quel qu'il fût, ne recevrait pas de son allié assez de puissance pour opprimer la république. Une bataille gagnée mettait tout à la discrétion du vainqueur; et sous son pouvoir, le roi qu'il protégeait, demeurait odieux au plus grand nombre des citoyens, et le gouvernement conservait son agitation et sa faiblesse.

Aussi chacune des deux factions devint-elle funeste aux souverains étrangers dont les armes la protégeaient, et qui avaient trop facilement espéré en recevoir à leur tour quelque appui. On sait comment la chute rapide du roi Auguste pensa entraîner la ruine du tzar, et que Charles, dans sa fatale entreprise pour détruire l'empire de Russie, comptait pour une des causes de sa propre ruine, de n'avoir point reçu de Stanislas les secours qu'il s'en était promis.

tentation polonaise tirait encore quelque vanité de ce que l'Europe entière veillait pour la sûreté de la république.

XXIX. *Le tzar retire ses troupes de la Pologne.*

Aussitôt en effet que les Turks se virent délivrés de la guerre malheureuse qu'ils avaient soutenue contre la maison d'Autriche, leurs armées revinrent rapidement dans les provinces voisines de la Russie ; ils recommencèrent à exiger du tzar l'exécution du traité conclu sur les bords du Pruth. Pierre Ier, qui depuis quatre ans cherchait sans cesse de nouveaux prétextes pour laisser ses troupes en Pologne, les en retira à cette époque, et les porta en Asie, où il se livra à l'ambition de régner sur la mer Caspienne, et de conquérir les provinces du royaume de Perse qui environnent cette mer.

LIVRE TROISIÈME.

I. *Variation de la politique russe.*

Si le trône de Russie eût été plus longtemps occupé par un de ces princes ambitieux, habiles à saisir toutes les occasions que la fortune leur présente, il est vraisemblable que le période fatal de la Pologne serait arrivé dès ce temps-là. Pierre, devenu tranquille possesseur de toutes les provinces situées au nord de ce royaume, et possédées autrefois par son rival, voulait en suivre l'exemple, renvoyer Auguste en Saxe, et réduire les Polonais à leur propre faiblesse. Il avait embrassé dans les derniers mois de sa vie cette politique qu'avait eue Charles XII, avec l'extrême différence que le caractère de ces deux princes devait nécessairement apporter dans un dessein semblable; l'un se préparant à violer toute foi publique pour exécuter un projet où l'autre avait été conduit par sa vertu rigide et son inexorable justice; mais un excès de débauche, ou plutôt une longue suite de pareils excès, causa au législateur des Russes une mort prématurée; et il a fallu près de quarante années, et une suite des plus étranges conjonctures, pour ramener une seconde fois cette même politique sur le trône de Russie. Il laissait à ses successeurs un empire immense, une puissance

Kourlande, souveraineté dépendante de la Pologne. Ainsi, sous ce nouveau règne, le seul intérêt d'un ministre favori engagea l'empire de Russie dans une entreprise particulière contre une province polonaise; et son ambition personnelle restreignit au dessein de sa propre fortune ce qui avait été commencé pour de plus vastes projets.

Les duchés de Kourlande et de Sémigalie sont un reste de l'ancien domaine des chevaliers livoniens. Au temps des premières incursions des Moskovites, lorsque pour la première fois, vers le milieu du seizième siècle, ils s'étaient jetés sur la Livonie, cet ordre touchait à sa ruine. Il avait adopté la réformation, qui dans ce même temps séparait de la communion romaine un si grand nombre d'États. Les commanderies et le chef-lieu même étaient devenus des biens patrimoniaux et héréditaires. Un pareil changement ne s'était point fait sans de grandes dissensions; et ce nouvel État se trouvant alors sans défense, le duc et la noblesse, à qui bientôt il ne resta plus de toutes leurs possessions que les provinces de Kourlande et de Sémigalie, implorèrent pour les conserver le secours des armes polonaises. Ces duchés devinrent un fief de la république, sous la condition expresse d'en devenir un jour une province, et d'être, quand la maison ducale s'éteindrait, partagés en palatinats pour être gouvernés de la même manière que les autres pays de la république. L'événement prévu de ce traité d'assujettissement était sur le point d'arriver. Le dernier duc, vieux, infirme, sans enfants, revenu à la religion catholique, et brouillé par cette raison avec la noblesse de son duché, s'était retiré dans une ville étrangère, et, tout entier à ses infirmités ou à ses pratiques de dévotion, fuyait également les soins du gouvernement et le mariage. Les Kourlandais virent avec douleur approcher le moment où leur patrie deviendrait une province de Pologne. Leur religion n'est point celle qui do-

mine dans la république; leur langue et leurs usages ne sont point ceux des Polonais. Originaires d'Allemagne, ils en ont conservé les anciennes mœurs. La coutume des duels subsiste parmi eux dans son antique liberté. Ils vivent dans une grande indépendance de leur souverain; ils ne lui payent aucune sorte de tribut; ce sont eux au contraire qui font valoir les terres ducales, anciennes commanderies qui doivent toujours leur être affermées. La faiblesse de ce petit État ne lui permettant pas d'avoir une armée, ils servent dans les troupes étrangères; mais cette espèce de consomption qu'on appelle maladie du pays, qui ne se guérit que par le plaisir de revoir tous les objets qu'on a vus dans son enfance, s'empare presque toujours d'eux; et la plupart reviennent mourir dans leur patrie. Cette noblesse craignit d'être soumise à de nouvelles lois. Déjà dans une diète assemblée à Varsovie en 1726, la seule qui depuis longtemps se fût heureusement terminée, les Polonais comptant sur la mort prochaine du vieux duc, avaient décidé le partage de cette principauté en palatinats. Ils avaient envoyé des commissaires à Mittau, capitale de la Kourlande, pour régler la nouvelle forme du gouvernement. Les Kourlandais s'opposèrent à cette résolution. Ils décidèrent dans leur diète d'élire un nouveau duc, de donner d'avance la succession éventuelle; et, pour séparer les intérêts du roi de Pologne d'avec ceux de la république, ils offrirent unanimement leur couronne au comte Maurice de Saxe, son fils naturel. C'est ce même comte de Saxe, devenu ensuite si célèbre par ses talents militaires. Mentzikoff, premier ministre russe, soutint les Kourlandais dans cette espèce de rébellion; mais il voulut ce trône pour lui-même. Le jeune comte de Saxe ne manqua point à sa fortune; réduit à se défendre contre deux puissances, dont l'une employant l'autorité des lois, le traitait de rebelle, et sous ce titre mettait

sa tête à prix; et dont l'autre, n'ayant que la force pour elle, fit envahir le pays par une armée, il osa soutenir une guerre. Il trouva des ressources dans son génie; il se retira avec honneur quand il ne lui resta plus aucune autre ressource que la retraite, conservant ses droits, s'il en avait; et ayant commencé d'acquérir par cette entreprise illustre, quoique malheureuse, le nom qui le rend immortel.

IV. *Disgrâce de Mentzikoff.*

Mentzikoff se croyait déjà souverain de ce duché; et pour achever de s'en emparer, n'attendait plus que la mort du vieux duc. Mais l'ambition de ce favori croissant toujours avec sa puissance, rencontra en Russie même son terme fatal.

La mort de Catherine avait laissé le trône de Russie à un enfant de onze ans, petit-fils de Pierre Ier. Mentzikoff, encore plus maître de l'État sous ce nouveau règne, allait marier sa fille au jeune empereur, et son fils à la sœur de ce prince. L'empire, par l'un et l'autre de ces mariages, paraissait également assuré à sa famille. Dans ces conjonctures, une légère indisposition, qui le retint quelques jours dans ses appartements, ouvrit à ses ennemis un accès facile auprès du jeune tzar; et le caprice d'un enfant perdit ce vieux ministre. Ce n'est pas ici le lieu de raconter comment il fut conduit hors de Pétersbourg, avec un cortége nombreux et magnifique; soit qu'on voulût par là contenir le peuple dont il était adoré, soit que l'on crût devoir encore ce ménagement à un reste d'amitié du jeune empereur pour lui. Mais au sortir de la ville, cette pompe disparut. De tout ce cortége il ne lui resta que des gardes. Il fut, avec ses deux enfants, conduit dans une contrée déserte, où jusqu'a

sa mort, le travail de leurs mains servit à soulager leur commune misère.

V. *Faveur des Dolgorouki.*

Les princes Dolgorouki, auteurs de sa chute, succédèrent à son crédit, à ses projets sur la Kourlande et sur le trône même de Russie, vainement retenus par les prières et les pressentiments de leur nombreuse famille. Car en ce pays, les familles entières étant toujours enveloppées dans les disgrâces, chacun s'inquiète et tremble pour soi-même, en voyant un homme de son nom parvenir à la faveur. Une secrète épouvante s'y mêle toujours à la joie, dans les plus heureux succès de l'ambition. Les infortunes dont ils étaient menacés s'annoncèrent par la mort du jeune tzar et celle de sa sœur, pendant les apprêts d'un double mariage avec les enfants de ces ministres favoris Le trône demeura vacant. Il faut savoir que l'ordre de la succession ne se règle en Russie que par la volonté du dernier souverain ; cette volonté n'avait point été déclarée. Il faut savoir encore, pour bien entendre les mouvements intérieurs de cette cour, qui doivent se lier à tous les événements de cette histoire, que la maison impériale se trouvait réduite à quatre princesses. Deux étaient nées de Catherine et de Pierre, mais avant leur mariage, et l'aînée même était alors absente et mariée au duc de Holstein. Les deux autres étaient nièces de Pierre, et filles de son frère aîné ; elles étaient également absentes ; sa politique cherchant des alliances au dehors, les avait aussi mariées à de petits souverains étrangers : la première au duc de Mecklembourg, prince avare et cruel, dont elle était séparée, et la seconde à un duc de Kourlande, dont elle était veuve depuis assez longtemps. Des révolutions successives ont élevé

tour à tour à l'empire ces quatre princesses ou leurs descendants.

VI. *Les Dolgorouki appellent au trône la duchesse de Kourlande.*

Au moment de cette vacance du trône, les Dologoruki, la plus ancienne maison russe, se voyant seuls à la tête des affaires et de la cour, voulurent délivrer à jamais leur patrie du joug odieux des favoris, qui montaient de l'esclavage au ministère, et du joug encore plus odieux des étrangers, qui venaient en foule de tous les pays instruire et subjuguer la nation Russe. Ils rédigèrent les conditions auxquelles ils donneraient la couronne. Il ne s'agissait pas d'établir un gouvernement libre; mais de forcer le despotisme à revenir aux anciennes mœurs. Ils stipulèrent que le nouveau souverain ne pourrait disposer ni des grands emplois, ni des revenus de l'État, sans l'avis d'un conseil choisi parmi les anciens Russes. Après avoir longtemps balancé, ils remirent la succession dans la branche aînée, mais non dans l'ordre naturel. Ils envoyèrent offrir la couronne à la duchesse douairière de Kourlande, qui vivait dans ce duché avec un revenu médiocre, uniquement occupée de ses plaisirs, sans avoir jamais conçu ni l'espérance, ni l'ambition de régner. Anne signa aveuglément toutes les conditions qui lui furent présentées, et partit de Mittau suivie d'une foule de noblesse kourlandaise que lui attachait sa nouvelle fortune. Ce fut ainsi que la destinée commença à mêler toutes les affaires de Kourlande avec celles de Russie, et à soustraire presqu'entièrement ce fief à la république de Pologne.

Cette princesse, devenue impératrice à des conditions qui ne lui laissaient qu'un pouvoir limité, ne tarda pas à repren-

dre en main le pouvoir absolu. Les détails de cet événement sont étrangers au sujet que je traite ; mais ils sont si extraordinaires, ils forment un contraste si marqué avec les mœurs polonaises, que j'ai cru faire plaisir au lecteur de les lui raconter, comme je les ai appris moi-même sur les lieux et de témoins oculaires.

VII. *Le despotisme redemandé par les Russes.*

En arrivant à Moskou, Anne fut séparée de toute sa suite ; les princes Dolgorouki la gardaient à vue. Jamais elle n'était un moment sans être observée par l'un d'eux. Mais la petite noblesse russe, que sa pauvreté met à l'abri des coups violents du despotisme, et qui, disait-elle, préférait un maître à cinquante tyrans, les étrangers qui voyaient la cour se fermer à leur ambition, les cent mille esclaves qui peuplent cette capitale et qui s'affligeaient de voir la tzarine perdre cette autorité arbitraire qui les console en tenant leurs maîtres dans un abaissement égal au leur, tous enfin se réunirent dans le projet de se soulever contre le nouveau gouvernement. On fit parvenir à la tzarine un billet par lequel on lui demandait, pour unique démarche, de se montrer le lendemain à une heure marquée à une fenêtre du palais. Les Dolgorouki, vaguement informés qu'il y avait un complot, sans avoir encore pénétré ce qu'on méditait, doublèrent partout les gardes. Les conjurés, avertis de cette précaution, tremblèrent pour le succès de leur entreprise ; et prêts à tous les événements, embrassèrent leurs femmes et leurs enfants, en leur disant peut-être un éternel adieu : malheureux qui couraient à la servitude avec le même courage que de vrais citoyens auraient eu pour en briser le joug ! Une multitude innombrable s'assembla sous les fenêtres du palais ; et la tza-

rine s'y étant montrée, cette multitude l'accueillit avec de grandes acclamations. Les chefs de cette émeute, suivis d'une foule nombreuse, montèrent aussitôt à son appartement. Les Dolgorouki accoururent ; il était trop tard. Tout ce peuple réuni sous les yeux de sa souveraine, ne pouvait plus être dispersé. On présenta à la tzarine une requête, au nom de tout l'empire, par laquelle on la suppliait de régner avec le même pouvoir qu'avaient eu ses ancêtres. Elle répondit qu'elle s'était engagée par un contrat déposé entre les mains du grand chancelier de l'empire ; celui-ci était présent et prévenu. On le somma de produire cet écrit ; et les conditions que l'impératrice avait signées pour tempérer le le despotisme furent déchirées de ses mains, aux acclamations de tout son peuple !

La faveur des Dolgorouki tomba dès-lors avec leur pouvoir. Quelques semaines après, ils furent tous arrêtés, ils languirent neuf ans, séparés dans différentes prisons, et après ce long intervalle, ils furent un même jour rassemblés sur un même échafaud, père, oncle, fils et neveux, pour y être roués vifs sous les yeux les uns des autres. On apprenait aux Russes, par cet exemple terrible, à subir patiemment le joug des étrangers.

VIII. *État de la cour de Russie sous le gouvernement de Biren.*

Cette foule d'hommes extraordinaires, ces jeunes aventuriers de toutes les nations, appelés autrefois par Pierre Ier, et employés dans toutes les parties de l'administration, maintenant vieillis au milieu d'un peuple ignorant et inepte aux grandes affaires dans lesquelles il se trouvait engagé, occupaient à la fois toutes les premières places de l'État ; et sous le règne d'une princesse formée elle-même aux mœurs étran-

gères, ils étaient devenus les vrais maîtres de l'empire. Tel fut Ostermann, qui présidait au conseil ; et qui, dans sa politique, avait, disait-il, pour maxime : « de ne jamais faire le jour même ce qu'il pouvait remettre au lendemain. » Tel fut Munich, dont l'activité convenait mieux à la guerre, et qui se vantait de n'avoir jamais remis au lendemain ce qu'il avait pu faire le jour même. Tel fut enfin ce grand nombre d'hommes célèbres, qui portèrent en Europe et en Asie la terreur du nom russe, et par qui ce règne devint le plus bel âge de cet empire.

Un jeune Kourlandais les contenait sous un joug sévère, Biren, que nous verrons bientôt duc de Kourlande, et ensuite, après avoir éprouvé les plus effroyables disgrâces, enlever encore ce duché aux princes de la maison de Saxe. La nouvelle impératrice l'avait amené à sa suite. Sa famille avait servi les ducs de Kourlande dans les plus vils emplois. La faveur intime de cette princesse, hautement déclarée pendant qu'elle résidait à Mittau, n'avait pu le faire admettre parmi la noblesse de ce duché. On avait cité contre lui une note infamante, inscrite dans le nobiliaire de Kourlande, où il était dit que cette famille serait à jamais rejetée de l'ordre de la noblesse, pour avoir produit des titres faux. Mais en Russie la faveur seule lui donna le gouvernement de l'empire. C'était un esprit altier, une âme féroce, qui méditait froidement d'horribles cruautés, et prétendait s'en justifier par la nécessité, disait-il, de traiter ainsi le peuple russe. La fermeté de son caractère anima et mit en vigueur toutes les parties de l'administration. Les Russes, exposés aux plus cruels supplices, méprisés dans leur propre pays, éloignés de tous les grands emplois, n'étaient appelés à la cour que parmi les bouffons, pour y être perpétuellement avilis au milieu des fêtes indécentes et grotesques qui en étaient les seuls amusements.

Dans les deux premières années de ce règne, ces étrangers craignaient de quitter la cour. Ils se disputaient la suprême faveur auprès d'une princesse que la licence de ses mœurs exposait à toutes leurs prétentions ; et leur rivalité les empêchant de s'éloigner, et s'accordant ainsi avec les véritables intérêts de l'empire, ils ne paraissaient occupés que de l'administration intérieure. Mais bientôt la faveur de Biren ne laissa plus d'espérance à ses rivaux ; et chacun dut chercher sa fortune dans l'éclat de ses services. Cet homme lui-même, qui n'avait pu parvenir à se faire admettre parmi la noblesse de Kourlande, ne tarda pas à former le projet de s'en rendre le souverain. Telles étaient les dispositions de cette cour, quand la vacance du trône de Pologne offrit à cette foule d'ambitieux l'occasion qu'ils attendaient.

IX. *État de la Pologne à cette même époque.*

Les Polonais depuis quinze ans avaient vécu dans la paix, le luxe et la mollesse. La république avait craint une seule fois de nouvelles agitations. Une querelle dans une rue entre des enfants avait donné naissance à ces mouvements dangereux ; et l'on reconnaîtra par ce récit même, comment une cause si frivole a eu la plus grande influence sur toute la suite des événements. Les jésuites s'étaient établis dans la ville de Thorn, où domine le luthéranisme ; d'autant plus zélés qu'ils habitaient, suivant leur expression, dans un repaire d'hérétiques, d'autant plus hardis qu'au milieu de cette bourgeoisie peu considérée en Pologne, ils en élevaient toute la jeune noblesse. Quelques-uns de leurs écoliers, après une procession publique, insultèrent des enfants luthériens. La bourgeoisie prit part à cette querelle, s'assembla en tumulte ; et, repoussée avec outrage des portes du collége, elle s'ir-

rita, força cette maison, pilla l'église, profana tous les objets du culte sacré, et traîna dans les ruisseaux une image de la Vierge. Toute la Pologne frémit de cette profanation. Une diète se tint dans ces conjonctures ; elle ne fut point rompue. Le zèle religieux concilia tous les esprits ; on nomma une commission pour informer de ce désordre et punir les coupables. Ce fut dans cette même diète que l'on décida, comme nous l'avons raconté, le partage de la Kourlande en palatinats. Ainsi la superstition publique et l'intérêt personnel, puisqu'il s'agissait, dans l'affaire de Kourlande, d'augmenter le nombre des emplois et des grâces, rétablirent enfin cette unanimité nécessaire à la tenue d'une diète, et qu'aucun autre intérêt relatif à la patrie n'avait pu ramener depuis si long-temps. La commission nommée contre la ville de Thorn reçut toute l'étendue du pouvoir souverain. Les jésuites furent les accusateurs. La commission se laissa prévenir par leur zèle, par les risques qu'avait courus cette jeune noblesse au milieu de ces bourgeois séditieux, et enfin par la haine que des gentilshommes souverains portent naturellement aux priviléges des grandes villes. On ne se borna pas à punir une sédition, on voulut *venger Dieu*. La ville de Thorn, occupée par des troupes polonaises, vit deux vieillards, chefs de sa magistrature, sans autre crime que de n'avoir pas suffisamment réprimé le désordre, perdre leur tête sur l'échafaud, et plusieurs de ses citoyens expirer dans les bûchers. On éleva une colonne dans la place publique, afin de perpétuer la double mémoire du sacrilége et du supplice. Le culte luthérien fut dépouillé de tous les avantages que dans cette seule ville il avait usurpés sur les catholiques.

Les dissidens, trop peu nombreux pour s'opposer à cette cruelle exécution, se plaignirent à tous les souverains ; ils espérèrent un moment d'être soutenus par des troupes étran-

gères ; les Polonais le craignirent, et dans toutes les provinces on se tint prêt à prendre les armes. Auguste ne vit pas sans effroi cette nombreuse noblesse s'armer et se rassembler ; ce prince, qui pour parvenir à soumettre la nation, avait cherché tous les moyens de la séduire, s'empressa de lui offrir, pour défendre la religion catholique, le secours de ses troupes saxonnes et luthériennes. Il en avait réformé la plus grande partie à la fin des derniers troubles ; mais il profita des craintes actuelles pour faire en Allemagne de nombreuses levées et se précautionner contre les événements. Il se croyait affranchi, par la mort de Pierre Ier, des engagements contractés sous cette redoutable garantie, et il attendait impatiemment une occasion de faire rentrer ses troupes en Pologne. Il ne fut pas même sans espérance que les Polonais ne se laissassent aveugler par leur fanatisme, jusqu'à recevoir volontairement un secours si dangereux. Mais alors aucune puissance n'avait intention de troubler cette république ; toutes se bornèrent à des recommandations en faveur des dissidents. Les Polonais, indignés de ce que leurs concitoyens eussent ainsi crié vengeance dans les cours étrangères, ne songeaient plus qu'à réprimer une licence qui pouvait devenir plus funeste ; ils voulaient prévenir par de nouvelles lois le danger d'un pareil exemple. Il s'agissait d'assurer l'indépendance de la république, en effrayant par la sévérité des défenses quiconque serait tenté d'avoir recours à ces protections trop puissantes. Auguste, de son côté, vit avec douleur s'échapper l'occasion de faire rentrer ses Saxons en Pologne ; cette espérance avait fait renaître toute son ancienne ambition. On a découvert que dans son dépit, et afin de rendre nécessaire aux Polonais le secours de cette nouvelle armée, il sollicitait alors le kan des Tatars de faire une invasion sur les frontières. Il offrait aux puissances voisines, pour l'aider dans le dessein d'assujettir

la république et d'en rendre la couronne héréditaire dans sa maison, la cession de quelques provinces. Sa mort arriva dans ces conjonctures. Il fallait que l'industrie des Saxons et la fécondité de leur sol, le pillage de la Pologne pendant la guerre, et la vente de tous les emplois de cette république pendant la paix, eussent été pour lui une source intarissable de richesses; car après les dépenses incroyables de son règne, après les étranges vicissitudes de sa fortune et les prodigalités de son luxe, après avoir bâti à Dresde une nouvelle ville, élevé de superbes monuments, meublé ses palais de tous les chefs-d'œuvre des arts, et, qu'on nous permette de le dire pour donner par un seul exemple une idée de tout le reste, après y avoir rassemblé dans une immense galerie pour quarante-quatre millions de porcelaine, il laissait à son fils douze millions dans son trésor, un crédit assuré par la liquidation de ses dettes, et une armée de trente-trois mille hommes d'excellentes troupes. Cette somme, ce crédit, cette armée, et un parti assez nombreux, eussent sufli pour décider dans la prochaine élection les suffrages de la noblesse polonaise. Mais d'autres conjonctures rendaient cette vacance du trône de Pologne un des plus grands événements qui pût survenir en Europe.

Stanislas, élu roi de Pologne.

Stanislas Leszczynski, ce Polonais couronné par Charles XII, et qui ensuite proscrit dans son pays, portait d'asile en asile le titre de roi de Pologne, par une inconcevable destinée avait, du sein de son infortune, fait sa fille reine de France. Peut-être eût-il été d'une saine politique et du véritable intérêt de la France de laisser aux Polonais un roi qui eût des for-

tes personnelles, et qui dans leur anarchie pût au moins les défendre. On ferma les yeux sur une si sage considération. Les Français se firent un point d'honneur de rendre au père de leur reine la couronne qu'il avait déjà portée ; mais, par une suite des brouilleries qui avaient éclaté entre la reine de France et le ministre qui gouvernait alors ce royaume, rien n'était prêt pour cet événement. La France n'avait aucune liaison en Pologne; elle avait depuis longtemps négligé et presque totalement abandonné les affaires du Nord. Toutefois les sommes immenses qu'elle répandit dans cette république, les talents de ceux qui agirent en cette occasion, les prétextes honorables qu'ils firent valoir en excitant les Polonais à se ressaisir de leur indépendance, enfin l'opinion des secours qu'on devait attendre d'un royaume si puissant et de ses alliés, réunirent bientôt tous les suffrages. Les Polonais commencèrent par s'engager dans toutes les provinces, sous la foi d'un serment unanime, à ne donner la couronne qu'à un de leurs concitoyens. Soixante mille s'assemblent dans le champ électoral ; ils rappellent sur le trône Stanislas, et par une singularité digne de tout le reste de sa vie, pendant qu'une flotte encore éloignée, sur laquelle s'était embarqué à la vue de tout un peuple un homme dont tous les traits ressemblaient à ceux de ce prince, était attendue à Dantzick, comme si elle l'eût amené par mer, il se trouva présent et parut tout à coup au moment où il fut élu. Un seul Polonais s'avance alors au milieu du camp, et d'un mot suspend l'élection ; mais il se laisse fléchir aux prières générales. Son opposition rétractée ne sert que de témoignage et pour ainsi dire de monument à la liberté qui règne dans cette élection. Soixante mille suffrages donnèrent donc une seconde fois la couronne à Stanislas, et les Polonais s'applaudissaient de voir enfin renaître parmi eux cette heureuse

unanimité de leurs ancêtres, qui autrefois, disaient-ils, donnait à leurs lois une sanction si vénérable, et à leurs actions de guerre un accord invincible.

Mais déjà trois armées environnaient les frontières, et menaçaient d'inonder les provinces, si on osait élire Stanislas. Le nouvel électeur de Saxe avait imploré le secours de la Russie ; et quoique la vraie politique de cet empire dût être de placer sur ce trône un prince sans force et sans armée, dans cette cour comme dans celle de France, des intérêts particuliers l'emportèrent sur ceux de l'État.

XI. *Auguste III implore la protection de la Russie.*

Le nouvel électeur, qui fut bientôt connu sous le nom d'Auguste III, pour obtenir le trône de Pologne, promettait à Biren le trône de Kourlande. Il offrait à tous ces ambitieux qui dirigeaient le gouvernement russe l'espoir de disposer de toutes les grâces de son royaume. D'un autre côté, la maison d'Autriche possédait dans ce temps le duché de Silésie, qui borde tout l'occident de la Pologne ; elle avait presque toujours pris part aux troubles de ce pays ; elle avait, depuis deux cents ans, employé sa politique à y augmenter l'influence des Russes ; et des intérêts momentanés engagèrent encore l'empereur autrichien dans le même concert, pour seconder le nouvel électeur de Saxe. Il n'y avait cependant pour cette invasion aucun prétexte légitime.

XII. *Prétention de la Russie, d'être garante du gouvernement de Pologne.*

Les puissances de l'Europe ayant toujours exercé entre elles le droit du plus fort dans toute l'étendue de sa barba-

rie, cherchent à couvrir leurs injustices et leurs violences de quelque apparence spécieuse ; et à tous les commencements de guerre, on voit éclore des volumes de sophismes. Ceux qui furent alors imaginés doivent d'autant moins être passés sous silence qu'ils ont eu dans la suite les conséquences les plus fatales.

Les deux empires réunis s'annoncèrent comme garants du gouvernement et des lois de la république. Il faut, pour expliquer cette prétention, remonter aux siècles précédents, où la noblesse de Pologne et celle de Hongrie s'étaient mutuellement garanti leur liberté. Ces deux nations, quelquefois gouvernées par un même roi, et toujours soigneuses de cultiver entre elles le bon voisinage, s'étaient, par leurs traités, donné réciproquement le droit de réclamer les secours l'une de l'autre contre tout ennemi étranger ou domestique, qui aurait entrepris de renverser leurs lois. Les vicissitudes des temps avaient tout changé. Le sceptre de Hongrie était passé entre les mains des empereurs autrichiens. Les Polonais, distraits par leurs dissensions civiles et leurs longues guerres, n'avaient pu secourir les Hongrois opprimés ; en un mot, les anciens traités étaient tombés dans un mutuel oubli. Mais la maison d'Autriche voulut en inférer, dans l'occasion actuelle, ce prétendu droit de veiller en Pologne à l'exécution des lois, et d'exiger une nouvelle élection. Les Russes, recevant cet exemple de leurs alliés, voulurent aussi s'approprier une autorité semblable. Ils commencèrent à en chercher les fondements dans ce traité de paix conclu en 1717, entre Auguste II et ses sujets, sous la médiation et sous la garantie de Pierre Ier ; traité qui avait eu pour objet unique l'évacuation de la Pologne par les troupes saxonnes. La Russie prétendit en inférer ce droit nouveau de veiller sur toutes les affaires de la république. C'est une imitation absurde de l'autorité que la France et la Suède, après avoir

rétabli la liberté de l'Allemagne, peuvent y exercer, comme garantes des traités de Westphalie ; garantie légitime, et qui est d'accord avec tous les principes du droit public de l'Europe, parce que les différents États qui composent l'empire germanique, indépendants les uns des autres, peuvent faire la guerre ou la paix, et s'allier avec les puissances étrangères. Mais s'arroger une autorité pareille dans l'intérieur d'une république, c'est renverser le droit des nations ; et ce système d'oppression ne peut avoir pour fondement que cette maxime des barbares : « *Malheur aux vaincus!* » Cette prétention tyrannique que la Russie devait soutenir de nos jours par tant de violences pour forcer les Polonais eux-mêmes d'y donner un consentement formel, naissait dans le même temps où ces républicains avaient résolu de prévenir toute ligue, toute liaison de leurs sujets avec les puissances étrangères. Des sentiments si opposés, dont le choc devait allumer un si vaste incendie, se produisaient alors pour la première fois dans ces deux États, comme si l'un eût senti sa force au moment où l'autre commençait à sentir sa faiblesse.

XIII. *Guerre en Pologne, et siége de Dantzick.*

Soixante mille Russes, sous la conduite de ces étrangers qui cherchaient à signaler leurs noms en Europe et à assurer leur fortune en Russie, s'avancèrent donc en Pologne. Ils dévastaient sur leur passage les terres de tout gentilhomme qui avait montré du zèle en faveur du nouveau roi. Au seul bruit de cette invasion, la guerre devint presque générale en Europe. Depuis longtemps tous les États de cette partie du monde ne se maintenaient en paix que par l'effort mutuel des négociateurs, et pour ainsi dire par un

délai général de toutes les querelles. La première secousse devait causer un ébranlement universel. Mais les victoires que la France et ses alliés remportèrent dans d'autres contrées sur les alliés des Russes, ne furent d'aucun secours aux Polonais. Cette cour négociait pour susciter en leur faveur toutes les nations qui avaient pris les armes du temps de Charles XII. Mais avant que ses négociations auprès du divan et dans la nouvelle république de Suède eussent déterminé ces deux puissances à la guerre, toute cette noblesse polonaise rassemblée par l'habileté des intrigues demeura abandonnée à ses propres forces. Attaquée par les Russes et les Saxons, menacée par les Autrichiens, la crainte de l'incendie de ses villages la rappela dans ses châteaux; elle se dispersa dans ses vastes plaines. Les deux armées de la république, réformées sous le règne précédent, composaient à peine quinze mille hommes sans exercice et sans discipline. Elles arrêtèrent cependant les Russes au passage de la Vistule assez de temps pour qu'ils ne pussent arriver au champ de l'élection avant l'expiration du terme fixé par les lois. Ils parvinrent dans une forêt voisine de Varsovie, le jour même où ce terme expirait; et là, une élection faite dans une auberge, sur une route, au milieu des bois, par un petit nombre de gentilshommes, dont quelques-uns y furent conduits enchaînés, devint le titre que le nouvel électeur de Saxe eut à faire valoir contre l'élection unanime de son concurrent. Stanislas, toujours infortuné sur le trône, quoique partout ailleurs et pendant le cours d'une longue vie il ait été un rare exemple de prospérités et de bonheur, se réfugia, suivi de tous les grands, dans la seule ville forte de ces contrées. Dantzick, plutôt protégée des Polonais que leur sujette, florissante par un commerce de plus de mille vaisseaux, et jouissant d'un gouvernement particulier sous l'autorité de ses magistrats, s'est fortifiée elle-même pour

conserver son indépendance. Le roi de France écrivit aux trois ordres de cette ville pour les engager à défendre Stanislas, en leur promettant un prompt et puissant secours. Le siége fut sanglant et opiniâtre. On montre encore dans les fortifications un lieu nommé depuis ce temps, le cimetière des Russes. Huit mille de leurs soldats y périrent dans une seule attaque. Après cinq mois, un faible secours arriva enfin sur une escadre plus faible encore ; et la plus héroïque valeur ne put le faire pénétrer dans la ville. Toutes les tentatives des Polonais pour le même objet n'avaient point réussi. Les confédérations qui s'étaient formées dans presque tous les districts, quelquefois heureuses dans les combats de leur cavalerie légère contre la pesante cavalerie saxonne, qu'elles surprenaient dans ses cantonnements et dans ses marches, n'eurent jamais aucun succès contre l'infanterie russe ; tant le choix des armes, la discipline et l'ensemble ont d'ascendant sur le courage même et sur le nombre ! Désormais toute espérance était perdue ; mais avant la reddition de la ville, Stanislas eut le triste avantage d'échapper sous les plus singuliers déguisements, aux périls dont il se trouva environné. Un grand nombre de Polonais lui restèrent fidèles. On supposa qu'ils étaient retenus par la foi de leur serment. L'empereur voulut obtenir du pape qu'il les déliât de ce serment unanime d'exclure du trône tout étranger, mais ils ne s'en crurent déliés que par l'abdication de Stanislas ; elle fut une suite des traités de paix qui terminèrent cette guerre. La France y gagna de nouvelles provinces où Stanislas vint régner. Les Espagnols gardèrent un royaume qu'ils avaient conquis sur la maison d'Autriche ; et enfin la Russie plaça sur le trône de Pologne Auguste III, qu'elle avait soutenu, regardant comme un assez grand avantage de faire régner sur cette république un roi

odieux à la nation, et que la crainte où il serait toujours de ses sujets maintiendrait dans la dépendance de ses protecteurs.

XIV. *Auguste reconnu roi.*

Toute la nation polonaise se réunit dans une diète de pacification, tenue en 1736. Ce peuple vaincu, mais fier dans sa soumission, fit une sorte de réclamation éternelle, en mettant à prix la tête de quiconque à l'avenir dans un interrègne appellerait des troupes étrangères ; et cette même diète qui reconnut Auguste III pour roi, prononça en sa présence l'infamie et la peine de mort contre ceux qui dans la suite imiteraient son exemple. On exécuta dans cette diète tout ce qu'on méditait depuis plusieurs années contre les dissidents. Le petit nombre qui en restait encore parmi la noblesse fut absolument exclu du gouvernement et réduit à la condition de sujets. On leur accorda la sûreté de leurs biens, le droit de posséder tous les emplois militaires et d'obtenir les grâces de la cour qui n'emportent avec elles aucune magistrature, le droit de donner leurs voix dans les diètines, pour l'élection des députés, sans pouvoir être députés eux-mêmes. On leur ôta également toute activité dans les tribunaux et dans les commissions souveraines ; et l'on décerna contre eux les peines de haute trahison, si, pour être rétablis dans leur premier état, ils imploraient la protection des puissances étrangères. Ces nouvelles lois devenues de nos jours l'occasion ou plutôt le prétexte de tant de troubles, et dès ce temps-là contredites par un grand nombre de catholiques, passèrent toutefois avec une apparente unanimité. Aucun prince étranger ne réclama contre

elles; et elles furent portées en quelque sorte sous la protection des armes russes.

XV. *Guerre de la Russie contre les Turks.*

Cependant les Turks avaient laissé violer impunément le traité conclu, il y avait alors vingt-trois ans, sur les bords du Pruth, et qui aurait dû garantir la Pologne de l'invasion des Russes. Ce n'était plus ni le même visir, une disgrâce lui avait coûté la vie; ni le même sultan, une révolution l'avait précipité du trône. Ils étaient remplacés par un empereur et par des ministres moins dignes encore du gouvernement. Le chef des eunuques noirs était le maître de l'empire; et sous une administration si méprisable, les insinuations de la France n'avaient pu exciter dans le sérail qu'une attention vaine et de tardives inquiétudes. Mais les hardis aventuriers qui gouvernaient la Russie saisirent le prétexte de ces inquiétudes mêmes. Déjà, et dès le temps des séditions qui avaient agité Constantinople et placé sur le trône le nouveau sultan, ils avaient résolu d'attaquer cet empire, de venger la Russie de l'affront qu'elle avait reçu au bord du Pruth, d'effacer ce traité honteux qui opposait à l'ambition des Russes une barrière que, dans d'autres conjonctures, elle aurait pu craindre de franchir. Ils n'avaient suspendu ce dessein que pour donner un roi à la Pologne. Ils le reprirent avec une nouvelle ardeur aussitôt que cette république fut pacifiée. Ces hommes d'un génie si redoutable sentirent que, pour enchaîner la Pologne, pour ne pas laisser dans cette république une espérance d'appui, et par cette espérance un germe perpétuel de révolte, il était nécessaire d'humilier l'empire ottoman; et que c'était peu d'avoir donné un roi aux Polonais, si on ne les séparait entièrement

de leurs protecteurs. Pendant les premières hostilités, ils continuaient d'amuser le divan par de fausses négociations, et tout le plan de la guerre était déjà concerté avec les Autrichiens. La Russie, profitant même de ses correspondances avec la Perse, avait engagé dans cette ligue l'heureux usurpateur Thamas-Koulikan.

Ce fut surtout pendant cette guerre que Munich, par une rigueur inflexible, acheva d'établir dans les armées russes la discipline qu'elles ont conservée. Les officiers généraux étaient, pour les moindres fautes, enchaînés à des canons, et traînés ainsi dans de longues marches. La plupart des soldats, par la crainte de s'avancer dans les déserts sablonneux qui séparent ces deux empires, feignaient des maladies pour ne pas sortir des frontières. Munich, qui vit par cette ruse ses troupes diminuer de moitié, fit publier dans son armée une défense d'être malade, sous peine d'être enterré vif; et le lendemain, ayant fait enterrer trois soldats sur le front du camp, les maladies cessèrent, et l'armée passa outre. Au siége d'Oczakoff, une bombe alluma dans la ville un incendie irrémédiable. Munich commande aussitôt une attaque environnante. L'incendie s'étendant de plus en plus et faisant sauter consécutivement trois magasins à poudre, ensevelit au loin sous les ruines une partie de la ville, et des bataillons entiers d'assiégeants. Un détachement russe refusant alors de monter à l'assaut pour entrer dans cette ville embrasée, Munich fait pointer contre ce détachement une batterie de canons, et ces troupes ainsi forcées à combattre emportent cette malheureuse ville.

XVI. *Projet de rétablir l'empire grec.*

Toutefois les projets concertés entre les alliés ne s'exécu-

tèrent point. Thamas, après avoir demandé aux Russes, sous prétexte d'attaquer l'ennemi commun, des ingénieurs et des officiers d'artillerie, employa ce secours à la conquête des Indes. Les Turks, qui évitent de faire la guerre sur les frontières désertes de la Russie, mais qui se portent toujours avec ardeur en Hongrie, où l'espérance du butin les attire, attaquèrent avec toutes leurs forces les possessions autrichiennes, et obtinrent de grands avantages. L'armée russe, désolée par cent mille Tatars, n'eut, dans la Krimée, qu'elle mit à feu et à sang, que d'inutiles succès. Tous ces anciens généraux formés sous Pierre Ier avaient repris le premier dessein de ce prince, d'étendre la domination moskovite jusqu'au rivage de la mer Noire, et de s'établir sur cette mer, tandis que les principales forces des Turks seraient occupées de toutes parts. Mais moins la fortune seconda ce projet, plus elle donna de grandes occasions au génie de Munich. Il change tout le plan de la guerre. Il traverse sans obstacle une partie de la Pologne, pour attaquer de ce côté les frontières ottomanes. Ce fut lui qui, le premier en Russie, conçut le dessein de faire soulever contre les musulmans toutes ces nations chrétiennes conquises depuis trois siècles, et qui depuis ce temps, toujours ennemies de leurs maîtres, s'informaient avec une joie secrète de tous les progrès des armes russes, et commençaient à en attendre leur délivrance. Étrange pouvoir de l'opinion, par lequel, trois siècles après l'extinction de l'empire grec, des barbares étrangers à cet empire, parviendront peut-être à le renouveler en Moskovie ; ainsi que dans nos climats, trois siècles après l'extinction de l'empire romain, d'autres barbares ayant usurpé son nom dans la Germanie, en ont, en quelque sorte, renouvelé la puissance. Munich, appelé dans le conseil de Pétersbourg où on voulait la paix, opina pour continuer la guerre. Il exposa l'état intérieur de l'empire ot-

toman : « que tous les Grecs regardaient la tzarine comme leur légitime souveraine; que la disposition de ces peuples tenait à cet éclat de renommée qu'avait maintenant la puissance russe; qu'il fallait saisir ce premier moment de leur enthousiasme et de leur espérance, marcher à Constantinople; et qu'une pareille disposition dans les esprits ne se retrouverait peut-être jamais. »

En effet, dès que Munich eut conduit son armée dans la Moldavie, ancienne province de l'empire grec, et dont les habitants conservent encore la même religion, ils le reçurent comme leur libérateur. Il se préparait à passer le Danube, et à porter la guerre dans le cœur même de l'empire ottoman. Les Turks, malgré les grands avantages qu'ils obtinrent alors contre les Autrichiens, auraient difficilement résisté au soulèvement général des Grecs, appuyé par une armée jusque-là victorieuse, et conduite par un tel homme. Dans ce péril même qui menaçait de si près la puissance ottomane, les événements de la guerre ne servaient que d'occasion et de prétexte aux intrigues du sérail. Tantôt les intentions pacifiques d'un grand-visir devenaient le motif apparent de sa disgrace; tantôt dans les victoires de son successeur contre les Autrichiens on trouvait un motif pour l'exiler comme trop opposé à la paix. Mais d'autres événements arrêtèrent l'armée de Munich et empêchèrent l'exécution de ce grand dessein. Thamas, revenu de la conquête des Indes, menaçait alors les frontières turques; et le divan, effrayé, consentit avec précipitation à la paix que demandaient les Autrichiens vaincus : dans le même temps les Russes étaient rappelés dans le Nord par les premiers mouvements d'une nouvelle guerre contre les Suédois.

XVII. *Médiation de la France. Anéantissement du traité du Pruth.*

La France avait offert sa méditation entre la Russie et la Porte; son ambassadeur, uniquement occupé d'acquérir la gloire de pacifier ces deux empires, travaillait sans instructions de sa cour, sans aucun plan, sans aucun avis relatif à la situation des autres États ; il pacifiait tout dans ces contrées, sans intéresser dans cette médiation les Suédois, qui, trop tard excités par les précédentes insinuations de la France, se préparaient à commencer cette nouvelle guerre. Il laissa anéantir le traité du Pruth, cet unique bouclier qui restait à la Pologne; et le nouveau traité signé à Belgrade, en 1739, déclara, dans son dernier article : « que toutes les conventions antérieures n'auraient plus aucune force. » Ainsi les Polonais demeurèrent sans défenseur; un calme dangereux fut rendu à ces contrées, tandis que les longues tempêtes excitées par l'élection d'un roi de Pologne allaient encore porter leurs ravages dans d'autres climats; et le dessein de rétablir un jour l'empire grec subsista seulement dans la politique russe.

XVIII. *Biren, duc de Kourlande.*

Le nouveau roi de Pologne, fidèle aux promesses qu'il avait faites à Biren, lui avait assuré le duché de Kourlande, quoique ce duché ne fût pas encore vacant. Les Polonais, en cédant sur de plus grands intérêts, avaient consenti dans la diète de pacification à laisser porter cette atteinte aux conditions expresses du traité d'assujétissement

de la Kourlande. On avait statué qu'elle continuerait d'être gouvernée par un duc quand la maison ducale s'éteindrait; et en conséquence ils avaient donné au roi dans cette même diète le pouvoir éventuel de conférer ce fief à son choix; l'unique condition qu'ils eussent imposée d'avance à celui qui en recevrait l'investiture, était d'en acquitter toutes les anciennes dettes, et d'en dégager les domaines hypothéqués à des étrangers. Par là, ils avaient dessein d'affranchir ce duché des prétentions que formait sur une partie de ses revenus l'impératrice de Russie, comme duchesse douairière. Mais cette condition même assura le trône à Biren, parce que cette princesse annonça, au moment de la vacance, qu'elle n'abandonnerait ses droits qu'à lui seul. Les états du pays cédèrent à la nécessité de le demander pour duc; et le sénat de Pologne, convoqué à cette occassion, n'eut point d'autre conseil à donner au roi, que de s'accommoder au temps. Le diplôme fut donc expédié à Biren. Toutefois les soins de la faveur et du gouvernement ne lui permirent pas de quitter la cour de Russie. Il ne remplit aucune des formalités exigées par les lois de Kourlande pour y prendre possession de la souveraineté. Malgré ces irrégularités, cet homme, dont la famille était diffamée en Kourlande, et qui n'avait pu s'y faire inscrire parmi la noblesse, en fut reconnu souverain par cette noblesse même et par toute les puissances étrangères.

Mais l'impératrice Anne touchait alors à ses derniers moments; et la même ambition qui avait perdu Mentzikoff, allait perdre le nouveau duc de Kourlande. Anne, cédant aux insinuations de cet ambitieux, désigna pour successeur au trône de Russie un enfant de quelques semaines. Elle écarta la duchesse de Mecklembourg, sa nièce, qu'elle avait appelée en Russie, qu'elle-même avait mariée; et elle choisit pour empereur l'enfant qui venait de naître

de ce mariage. Yvan, porté en naissant au faîte des grandeurs, reçut dans son berceau les serments de tout l'empire ; et Biren, comme régent, se fit prêter serment par les armées. Une seule nuit, préparée par dix-huit ans de haine, renversa ses vastes projets. Munich, son ennemi personnel, ayant su, pour arriver au palais, tromper la vigilance des gardes, le surprit dans son lit, et le fit enchaîner enveloppé dans une couverture ; toute cette famille fut mise aux fers. Son épouse, arrêtée comme lui dans son lit par des soldats, fut exposée aux plus méprisants outrages ; et la régence de l'empire fut remise à la mère de l'empereur.

Une sentence rendue par une commission qu'on nomma le sénat de Russie, déclara Biren criminel d'État, digne de mort, et, lui faisant grâce de la vie, le priva de l'honneur, de ses biens et de sa liberté. Il fut, avec sa famille, transporté en Sibérie, dans une affreuse prison, dont Munich imagina le plan et traça lui-même le dessin, pour y enfermer son ennemi. L'Europe, qui s'était tue pendant la faveur de cet homme, entendit avec surprise annoncer dans tous les papiers publics le néant de son origine ; et d'illustres familles qui cherchaient quelque parenté avec lui oublièrent leurs recherches. La régence de Kourlande n'employa plus son nom dans aucun acte, et le fit effacer des prières publiques. La Russie, sous le prétexte de s'indemniser des sommes qu'elle l'accusa d'avoir fait porter en Kourlande, fit mettre en séquestre toutes les terres ducales. De son côté, le roi de Pologne ordonna que ce duché, pendant la vacance, serait administré en son propre nom ; et la régence se soumit, sans aucune réclamation, à une administation si bizarre, où les honneurs étaient pour la Pologne, et les revenus pour la Russie.

Ce duché paraissant alors destiné au favori, quel qu'il fût, de la princesse qui régnait en Russie, la régente Anne

en sollicitait déjà l'investiture pour le prince de Brunswick, son mari, quand une nouvelle révolution précipita dans les fers l'empereur Yvan, ses parents, tous ceux qui avaient attaché leur fortune à cette famille, et tous ces étrangers qui depuis si longtemps gouvernaient l'empire.

XIX. *Nouvelle révolution en Russie.*

La seconde fille de Pierre I[er], Élisabeth, qui pendant une année entière avait tramé de grands complots et médité une guerre pour monter sur le trône, fut forcée, par la crainte que ses trames ne fussent découvertes, de changer précipitamment cette conspiration en un coup de main. Elle se rendit la nuit au palais, sous l'escorte de soixante grenadiers, tous vieux soldats, choisis dans les régiments des gardes, et que la mémoire de Pierre I[er] attachait à sa fille. En entrant dans la chambre de l'empereur, elle courut au berceau et se saisit de cet enfant. Cette troupe de soldats féroces rangés autour d'elle, présentaient leurs baïonnettes; et, prêts à le massacrer, attendaient qu'elle le leur jetât. La nourrice éperdue, et tombant prosternée aux pieds d'Élisabeth, présentait à terre un carreau au-dessous de ce malheureux enfant. Élisabeth, balancée entre la pitié et le soin de sa propre sûreté, fixa en silence ses regards sur lui, qui, dès un âge si tendre, accoutumé aux respects et à se voir baiser la main, la lui tendit avec un sourire. Elle fut attendrie; elle le caressa, et, le posant sur le carreau, elle dit à la nourrice d'en prendre soin. Cette même nuit on arrêta la régente et le père de l'empereur. La première intention d'Élisabeth parut être de faire conduire toute cette famille hors du pays; mais après leur départ de Pétersbourg, ils furent retenus sur la frontière, ramenés dans l'intérieur de

la Russie, et enfermés dans des prisons ignorées. Il fut défendu, sous peine de mort, de prononcer le nom de cet enfant, et de garder une seule pièce de monnaie frappée à son image.

XX. *Proscription des étrangers.*

On avait arrêté au même instant tous ceux qui avaient eu part au gouvernement, Ostermann, Munich, tous ces autres étrangers dont les grands talents avaient en quelque sorte fondé cet empire. Les soixante vieux grenadiers russes, voyant l'autorité remise par eux seuls entre les mains d'une princesse toujours élevée en Russie, et qui ne connaissait point d'autres mœurs, lui demandèrent pour unique récompense d'ordonner dans tout l'empire le massacre des étrangers. Elle désarma leur férocité, mais en leur jurant de faire mourir dans les supplices tous ceux qu'ils voudraient trouver coupables. Bientôt, en effet, Pétersbourg vit conduire sur l'échafaud, les uns pour y être écartelés, les autres pour y être roués vifs, cette foule d'hommes célèbres auxquels cette ville devait sa fondation et son éclat. Tous y montrèrent la plus héroïque fermeté et le dédain le plus outrageant pour la nation qu'ils avaient illustrée. Ils y reçurent grâce de la vie, pour être conduits dans d'effroyables exils : Ostermann, dans cette île déserte où Mentzikof était mort; Munich, dans cette triste maison construite sur ses propres dessins pour y enfermer Biren. Celui-ci, qu'Élisabeth ne haïssait pas, en sortit pour un exil plus doux; et on raconte que ces deux ennemis s'aperçurent en traversant la chaussée étroite par où l'un sortait pour faire place à l'autre. Golofkin, le seul Russe qui eût été employé avec éclat sous leur ministère, fut conduit à l'extrémité de

l'Asie, au-delà du cercle polaire. Sa femme et lui furent enfermés dans la même chambre; et tant de calamités ayant bientôt causé la mort de cette femme, Golofkin appela l'officier qui le gardait, et lui montra ce cadavre; l'officier répondit : « *que ses ordres portaient de ne rien laisser entrer ni sortir;* » et le corps de cette infortunée resta sous les yeux de son époux jusqu'au retour d'un émissaire envoyé à deux mille lieues prendre les ordres de la cour. Le baron Mengden fut transporté encore plus près du pôle, avec son épouse et un enfant dans les bras de cette malheureuse mère. Cet enfant passa ses premières années, ne connaissant de l'univers entier que ses deux parents. Ils l'instruisirent avec soin dans presque tous les arts de l'Europe. Il leur survécut à tous deux, dans cette même prison, y resta longtemps seul, en sortit à l'âge de vingt ans; et l'auteur de cette Histoire l'a vu occupé à comparer tous les objets de la nature et de la société, également nouveaux pour lui, avec les notions justes et fidèles que ses parents lui en avaient transmises, et qui étaient profondément gravées dans sa mémoire. D'autres eurent d'aussi tristes destinées.

Jamais révolution ne fut plus générale ni plus prompte. Dans toutes les villes russes, les étrangers furent poursuivis, quelques-uns massacrés. Ceux qui servaient à l'armée ne durent la vie qu'à leur nombre, à leur réunion et à leur intrépidité. La plupart se pressèrent d'abandonner cet empire, et de passer chez des nations plus reconnaissantes, tels que Keït, Lascy, Lowendal, qui trouvèrent ailleurs les honneurs et la gloire; Mansfeldt, aide-de-camp de Munich, et qui l'avait suivi dans toutes ses campagnes; Euler, dont les travaux ajoutèrent une nouvelle célébrité à l'académie de Berlin. Quelques-uns, n'ayant pas comme ceux-ci un nom qui partout assurât leur fortune, obtinrent de servir la Russie dans ses ambassades, se précautionnèrent contre les confis-

cations, en plaçant leurs biens dans les banques étrangères, et résolurent, en employant leur génie et leurs talens au service de cette cour, de n'y retourner jamais. Il resta seulement en Russie ceux qui purent supporter le mépris. Les Juifs furent de ce nombre ; mais on les soupçonna de faire passer en pays étrangers les biens de ceux qui avaient quitté l'empire, et un édit impérial bannit à perpétuité toute leur race.

Comment des historiens n'ont-ils vu dans tout cet événement que la révolution particulière qui éleva Élisabeth sur le trône, et non une révolution générale ? Les anciennes mœurs russes reprirent aussitôt leur cours. Partout l'ignorance et la barbarie reparurent avec la vanité. Un luxe sans bornes continua de régner dans uu pays où manquèrent bientôt les arts nécessaires.

XXI. *État de la Russie sous Elisabeth.*

Les vastes projets formés sous l'administration des étrangers restaient encore dans la mémoire des Russes. Ils voulaient avoir une escadre à l'extrémité de l'Asie, afin d'y découvrir de nouvelles terres, et ils n'avaient plus un pilote à Pétersbourg ; ils se croyaient destinés à conquérir le monde, et, dénués des talents qui les avaient conduits, ils ne savaient plus assiéger une ville.

La tolérance des religions, suite nécessaire du gouvernement des étrangers, gens de tous pays et de toutes sectes, subsistait encore. On n'avait point révoqué les ordres absolus qui établissaient cette liberté. Mais l'ancienne superstition et le zèle d'en étendre la croyance reprirent bientôt toute leur force. Voler dans les rues des enfants étrangers pour en faire des esclaves était une action religieuse, parce qu'en même

temps on les convertissait à la religion russe. Élisabeth, par sa bonté même, laissait commettre une infinité de maux. Cette princesse, douce sans être clémente, avait fait serment de ne punir personne de mort; mais cette indulgence consistait uniquement dans une horreur superstitieuse de tout ce qui pouvait lui rappeler l'idée de la mort. C'était afin d'en écarter jusqu'à la moindre pensée, qu'elle n'osait en signer l'ordre pour un criminel. Pourvu que le sang ne fût point versé, les ordres les plus sévères, s'ils étaient demandés par un favori, ne coûtaient rien à la bonté de son cœur. Elle laissait exercer dans tout son empire une effroyable tyrannie. Les cachots étaient peuplés d'une multitude de malheureux. Un tribunal, nommé l'inquisition d'État, destiné de tout temps à porter l'effroi dans le sein des familles, à recevoir en secret les délations des esclaves contre leurs maîtres, et qui prononce ses horribles décrets avec le même mystère, n'avait jamais apporté à ses fonctions plus de vigilance et plus de rigueur. Les gouverneurs des provinces, se jouant avec une atroce subtilité du serment de leur souveraine, faisaient attacher des hommes en croix; et, sans leur ôter la vie, les faisaient ainsi abandonner au fil de l'eau sur les grandes rivières qui traversent ces déserts. Tout était en proie à leurs vexations et à leur pillage. Cependant Élisabeth était adorée; et quoique sous les derniers règnes les étrangers eussent rendu le gouvernement entièrement militaire, bientôt, sous le joug d'une princesse russe, superstitieuse à la manière du pays, et qui suivait en tout les anciennes mœurs, on vit reparaître cet ancien esclavage volontaire, cette espèce de religion qui avait le souverain pour objet de son culte. Un Russe ne pouvait concevoir que dans les autres pays de l'Europe nous fussions attachés à nos souverains, puisque notre vie, protégée par les lois, ne dépend pas uniquement de leur volonté. « Moi, disait-il chaque soir, je bénis ma souveraine de ce

que ma tête est encore sur mes épaules ». C'est dans ce temps qu'un écrivain russe, en racontant que des sauvages de l'Asie se donnaient la mort plutôt que de supporter la servitude, ajoutait, que ces suicides se multiplièrent à un tel point, que la cour envoya, de Moskou, un édit exprès pour les défendre.

Pierre I[er] n'avait pris en main la puissance du patriarche que pour la détruire; mais sous le règne d'Élisabeth, cette puissance, jointe à l'autorité impériale, la rendit encore plus sacrée. Le synode ou conseil des prêtres se fit gloire de considérer la tzarine comme chef de la religion; et le despotisme fut encore aggravé du pouvoir même qui autrefois l'avait balancé. Ainsi les Russes retournaient par la pente invincible de leurs mœurs, à leur servitude religieuse; et, formés en même temps au despotisme militaire, ils étaient parvenus au plus bas dégré d'esclavage qui ait jamais existé chez les hommes.

Tous ceux qui, depuis un siècle, avaient eu part aux grandes affaires ou à la faveur, ayant tour à tour péri dans les supplices ou en exil, les esprits semblaient affaissés par le souvenir de ces fameux exemples. On ne voyait s'élever nulle part ni ambition, ni talens. Les mères recommandaient à leurs enfants de s'arrêter aux premiers pas dans le chemin de la fortune; et la plupart de ceux qui parvenaient aux honneurs, étaient choisis parmi les esclaves domestiques du palais. Un homme restait seul qui avait été employé sous le ministère des étrangers; et sa longue expérience, malgré ses vices reconnus de sa souveraine, le porta à la tête du gouvernement. C'était le Russe Bestucheff, génie vigoureux, mais sans culture, sans morale, sans aucun soin de sa réputation. La cour le croyait audacieux, parce qu'il méprisait toute pudeur, et que jamais il n'employa l'intrigue où pouvait réussir l'impudence. Sa po-

litique était de croire qu'on peut toujours faire à un autre homme la proposition d'un crime ; sa seule adresse dans ses conversations était de balbutier, afin d'avoir le droit de revenir sur ses paroles en soutenant qu'on ne l'avait pas bien entendu ; de paraître ne pas comprendre avec facilité la langue qu'on lui parlait, afin qu'on s'expliquât de tant de manières qu'on dît enfin plus qu'on ne voulait dire. Sa souveraine le redoutait ; et la disgrâce, avant de le frapper, le menaça vingt ans. Il détestait sa souveraine, et souvent il médita de la détrôner. Ce ministre, perdu de luxe, comme le furent tous les courtisans sous ce règne, trouvait une ressource perpétuelle à son désordre en vendant l'alliance de sa cour aux puissances étrangères. Aussi soutenait-il dans le conseil : « que l'état naturel de la Russie est la guerre ; que son administration intérieure, son commerce, sa police, toute autre vue doit être subordonnée à celle de régner au-dehors par la terreur ; et qu'elle ne serait plus comptée parmi les puissances européennes, si elle n'avait pas cent mille hommes sur ses frontières, toujours prêts à fondre sur l'Europe ! » Par cette politique ruineuse, il maintenait avec effort la considération des Russes en Europe, il faisait rechercher l'alliance de sa cour, et vendait cette alliance à son profit personnel.

La faveur de l'impératrice était tombée sur un de ses pages, le comte Yvan Schouvaloff, jeune homme sans génie, modéré par crainte, qui borna son autorité à protéger faiblement les arts de luxe ; mais un de ses parents, Pierre Schouvaloff, que par allusion au nom de deux empereurs, on nommait quelquefois Pierre III, profitait de cette faveur pour s'élever à une puissance formidable, tenait en monopole le commerce maritime de l'empire, affermait à un profit immense la province de Sibérie, c'est-à-dire presque tout le nord de notre continent, dépouillait dans ce vaste

gouvernement tous ceux qui y possédaient quelques richesses, et égalait par son faste celui des souverains. Il était grand-maître de l'artillerie ; et, prévoyant les troubles qui devaient suivre ce règne, il avait eu soin, pour s'y assurer la principale influence et balancer la force des régiments des gardes, d'augmenter les troupes de l'artillerie ; il les tenait dans la capitale ; il les formait, par le secours de quelques subalternes étrangers, aux manœuvres les plus promptes et les plus hardies : elles avaient atteint par leur discipline et par leur adresse tout ce que les peuples les plus aguerris ont acquis dans ce genre. Leurs exercices, dans lesquels cet homme portait son faste accoutumé et faisait tirer dans les jours solennels trente mille coups de canon, ressemblaient à de grandes batailles. Ainsi, malgré les intentions pacifiques d'Élisabeth, malgré la faiblesse de son caractère, quoiqu'il n'y eût dans son conseil aucun projet, l'ambition d'un de ses favoris et le vil intérêt de son ministre entretenaient dans cet empire les forces qu'il allait bientôt développer. Cette princesse elle-même, qui laissait ses finances en proie à toutes les malversations, et qui ruinait son État par le luxe, tourmentée d'une défiance inquiète et de la crainte des révolutions, amassait en secret un trésor particulier. Dans le même temps, tout ce peuple obéissant, à une impulsion donnée pendant plusieurs règnes, s'avançait de toutes parts au-delà de ses frontières. Ces longs retranchements dont ils enfermaient leur empire depuis l'Europe jusque bien au-delà des possessions chinoises, étaient partout élevés sur des terrains envahis ; c'était une vaste mer qui abandonnait son lit pour couvrir ses bords.

Pendant que la Russie, toujours ambitieuse, était ainsi gouvernée au hasard par un ministre vénal et par une femme timide, il semble que la Pologne aurait dû se ressaisir de son indépendance, et se dérober entièrement au

joug dont elle était menacée. Mais la tranquille anarchie de cette république sous le règne d'Auguste III, n'offre pas un spectacle moins extraordinaire que cette paisible et rigoureuse servitude dans laquelle les Russes s'applaudissaient d'être retombés.

XXII. *Caractère d'Auguste III et du comte Brulh.*

Auguste III, sans avoir les grandes qualités de son père, avait montré la même générosité. Il avait, comme lui, prévenu par des bienfaits ses ennemis les plus opiniâtres. Il marchait en apparence sur les mêmes traces : il laissait autour de son trône les arts que son père y avait rassemblés ; mais son goût pour le luxe n'avait rien qui lui fût personnel. C'était seulement par une habitude prise dans son éducation qu'il se ruinait en magnificence sans l'aimer, en tableaux sans s'y connaître. Le faste de sa cour n'était animé par aucun esprit de galanterie ; et ce roi, d'une beauté majestueuse, gardait une inviolable fidelité à la reine son épouse, la plus laide princesse de son siècle. Cette beauté même, qui dans les traits de ce prince frappait au premier coup-d'œil, s'éclipsait à la plus légère attention ; on lui trouvait, au moindre examen, je ne sais quoi d'épais ; sa physionomie muette et morne n'avait aucun caractère, si ce n'est quelque fierté. Son esprit était si paresseux et si borné, que jamais il n'avait pu apprendre la langue de son royaume. Son unique passion fut pour la chasse ; et la reine, ne le quittant jamais, l'y suivait dès le point du jour, dans une chaise ouverte, bravant avec lui toutes les intempéries des saisons. Dans cette unique et perpétuelle occupation, il prétendait gouverner seul ses deux États de Saxe et de Pologne ; mais en effet tous les soins du gouverne-

ment étaient abandonnés à un favori, assez adroit pour que ce monarque nonchalant, mais orgueilleux et jaloux de son autorité, crût toujours l'exercer par lui-même.

Le comte Brulh, chasseur infatigable, parce que c'était un moyen sûr de plaire à son maître, convive agréable, adroit à tous les exercices, avait passé sa vie entière à la cour, et devenu ministre, ne fut encore qu'un courtisan. Ce ne fut point un choix du roi qui porta Brulh à cette place, mais une faveur qui, s'accroissant de jour en jour sans être fondée sur aucune estime, fit tomber peu à peu toutes les affaires entre ses mains. Jamais respects plus serviles ne furent rendus à aucun prince, que ceux qu'il rendait à son maître avec une perpétuelle assiduité; toujours à sa suite dans les forêts, ou passant les matinées entières en sa présence, sans jamais dire un mot, tandis que ce prince désœuvré se promenait en fumant, et laissait tomber les yeux sur lui sans le voir. « *Brulh, ai-je de l'argent? — Oui, Sire!* » Ce fut toujours sa réponse. Mais pour satisfaire chaque jour aux nouvelles fantaisies du prince, il chargea en Saxe la banque de l'État de plus de billets qu'elle n'avait de fonds, et en Pologne il mit à l'encan tous les emplois de la république. Il portait dans les grandes affaires de la politique générale de l'Europe cet esprit d'intrigues sourdes, de mensonges et de doubles manœuvres qu'on prend si souvent dans les cours pour du génie; rampant devant son maître, séduisant dans la société par sa grâce et par sa douceur, faible et perfide dans les affaires, et partout ailleurs le plus superbe des hommes. L'excès de son luxe en tous les genres paraîtrait exagéré dans un roman; et la vérité passe ici de bien loin toute vraisemblance.

Lucullus, l'étonnement des Romains après qu'ils eurent pillé la Grèce et l'Asie, Lucullus, qui prêta un jour aux entrepreneurs d'un spectacle cinq mille de ses habits, aurait

paru au ministre saxon dénué de tout et presque nu. Il prétendait que cette folle magnificence n'était pas en lui un goût personnel, et qu'il s'y asservissait uniquement pour flatter un faible de son maître. En effet, Auguste, attaché par indolence à une vie simple et privée, mettait de l'orgueil à être servi par un ministre fastueux. « *Sans mes profusions*, disait Brulh, *il me laisserait manquer du nécessaire.* » Et le plus vain, le plus superbe des hommes, n'était encore au milieu de toute cette pompe, que le plus vil des flatteurs. On ignora long-temps qu'une secrète dévotion se mêlait dans l'âme de ce ministre à toutes les passions d'un courtisan ; mais un jour que deux étrangers pénétrèrent indiscrètement dans ses appartements intérieurs, ils l'aperçurent avec surprise à genoux, le visage contre terre, devant une table illuminée, comme le sont les tombeaux dans les cérémonies funèbres. Brulh, se relevant avec précipitation, leur dit : « Qu'après avoir donné sa journée entière à son maître temporel, il fallait bien donner quelque moments à l'éternité. » Tels sont les replis du cœur humain ; tels étaient les sentiments qu'il cachait avec soin, sous un désordre qui perdait deux États.

Le comte Brulh, d'abord ministre de Saxe, n'était rien en Pologne, où les étrangers sont exclus de tous les emplois ; mais aussitôt que, par son crédit sur l'esprit du roi, il eut commencé à disposer seul de toutes les grâces, il se donna hardiment pour Polonais, et trouva moyen, dans un procès suscité à dessein, de faire reconnaître par un tribunal une fausse généalogie. Ce jugement devint un titre qui permit à la faveur de le combler personnellement de richesses et de dignités.

XXIII. *Leur dépendance de la Russie.*

Le maître et le favori n'avaient point d'autre système politique qu'une dépendance entière de la Russie. Ils saisissaient avec adresse toutes les occasions de capter la bienveillance de cette cour. Dès que l'impératrice avait souri à un jeune homme, ils en étaient soigneusement informés. Le cordon de Pologne était devenu en quelque sorte le premier degré des honneurs russes et le premier indice d'un crédit naissant à Pétersbourg. De Varsovie on mandait fidèlement aux autres cours toutes les nouvelles de Russie ; c'était pour cet empire comme la capitale d'une province éloignée. Quelques Polonais s'affligeaient de ces bassesses ; mais comme faire sa fortune et celle de sa famille était devenu sous ce règne l'occupation générale, la plupart allaient chercher la faveur à sa source. Ils voyageaient à la cour de Russie ; les viles intrigues des courtisans russes se conservaient à Varsovie en anecdotes, pour l'instruction de la jeune noblesse et comme une science utile à l'ambition. Brulh s'applaudissait de sa politique ; il croyait par l'adresse de ses négociations s'être assuré de tout ce qui avait du crédit auprès de la tzarine. Mais le grand chancelier Bestucheff se servait de lui comme d'un espion subalterne, dans les affaires générales de l'Europe, et profitait de la déférence du ministre saxon pour vendre en concurrence avec lui les starosties et les dignités polonaises ; et beaucoup de gens ont pensé que le premier ministre russe n'avait point d'autre vue sur ce royaume que d'y entretenir son crédit pour cette vente même.

XXIV. *Établissement d'un évêque russe en Lithuanie.*

Dans une pareille situation, le joug ne paraissait pas s'appesantir ; mais il s'affermissait d'année en année ; et pour citer un exemple remarquable, le conseil des prêtres russes envoya un évêque de sa religion dans ces provinces polonaises, dont les paysans étaient Russiens d'origine. Il y établit un nouveau siége épiscopal, qui ne reconnaissait point d'autre autorité que celle de la tzarine, en opposition des anciens évêques Grecs, qui s'étaient soumis à l'autorité du pape. Ce ne fut alors, de la part des prêtres russes, qu'un zèle de prosélytisme sans aucun dessein politique ; et en Pologne toutes les affaires étaient dans un tel abandon, il y avait dans tous les esprits tant de légèreté, tant de négligence, qu'une si dangereuse innovation ne fut pas même remarquée.

XXV. *Anarchie de la Pologne sous ce règne.*

Le roi préférait le séjour de Dresde à celui de Varsovie, parce que les forêts de son électorat étaient plus agréables pour la chasse que les forêts de son royaume ; et parce qu'étant ennemi de toute représentation, il n'était point obligé de tenir une cour à Dresde, comme toutes les coutumes polonaises l'y contraignaient à Varsovie. C'était en Saxe qu'il entretenait à grands frais des troupes de danseurs français, et de chanteurs italiens, et qu'il se ruinait en folles prodigalités. Mais le ministère polonais ne pouvant avoir d'activité que par la présence du roi, la diète et le conseil du sénat ne pouvant s'assembler que sur une convocation du roi, ses longues absences lais-

saient la république dans une entière inaction. La loi qui oblige de convoquer une diète tous les deux ans le rappelait à cette époque ; il désirait passionément que ces assemblées eussent une heureuse issue, parce qu'il en eût regardé le succès comme une preuve de confiance que les Polonais lui eussent donnée. Mais après quelques sessions tumultueuses, il se trouvait toujours quelque nonce dont l'opposition obligeait la diète à se dissoudre ; et le roi, accoutumé à ce malheur, paraissait aisément consolé quand, la saison était favorable pour retourner en Saxe. Pendant trente années que dura ce règne, la nation s'assembla toujours vainement ; et presque toujours les prétextes les plus frivoles suffirent pour ces ruptures. Le roi de Prusse a raconté qu'un jour, cherchant à faire rompre une diète, et ses partisans, en petit nombre, ne pouvant trouver un motif apparent qui cachât leur mauvaise intention, il feuilleta les lois polonaises, et y découvrit l'ancienne défense de traiter aucune affaire aux lumières ; il leur écrivit de chercher à prolonger quelque session jusqu'à l'entrée de la nuit, et de faire apporter des chandelles. Il fut obéi. Les chandelles furent apportées ; grande rumeur dans l'assemblées ; on crie à la violation des lois : « que l'ancien ordre des diètes est interverti, que le pouvoir arbitraire tente tous les moyens de s'établir » ; et dans ce tumulte, un nonce proteste contre la validité d'une diète où les lois sont violées ouvertement. Qu'on imagine le plus simple héritage quelques années sans maître et sans régie, tout y tomberait en ruines ; et un des plus grands royaumes de l'Europe resta pendant trente années sans aucune sorte d'administration. Il n'existait aucun pouvoir légitime pour demander compte ni de la perception des impôts, ni de l'état des troupes. Les grands trésoriers s'enrichissaient du trésor public, tandis que l'État était pauvre et obéré. Les grands généraux étaient puissants, et la république sans défense. Les

grands maréchaux étaient redoutés, sans que la police fût maintenue ; et on reprochait aux chanceliers de signer arbitrairement des actes illégaux. Toutes les grandes affaires restaient indécises. Aucun ministre n'avait été envoyé aux puissances étrangères. Il y avait surtout un désordre dont les funestes conséquences attaquaient toutes les fortunes. Les hôtels des monnaies avaient été fermés en 1685, en attendant la première assemblée des états, afin qu'on pût, pendant cet intervalle, délibérer avec les grandes villes de Prusse sur le réglement qu'on projetait alors. Mais la rupture des diètes empêchant toujours ce réglement, les hôtels des monnaies restaient fermés. Les anciennes pièces, d'une valeur très-supérieure à celles qui avaient cours dans les pays étrangers, furent bientôt enlevées par les peuples voisins et par les juifs. La monnaie étrangère devenant plus nécessaire de jour en jour, avait un cours arbitraire ; le commerce intérieur manquait de petite monnaie. La république ne pouvant même remédier à ce désordre, le roi se crut suffisamment autorisé par la nécessité évidente à faire frapper en Saxe des pièces polonaises ; et dans l'avidité de gagner sur cette entreprise, il donna aux princes voisins le dangereux exemple de les falsifier.

Au milieu d'une longue paix, la nation, plongée dans la mollesse, se faisait un devoir d'imiter le luxe de la cour ; et ce luxe insensé déguisait sous une apparente prospérité le véritable état du royaume. Le peuple, c'est-à-dire les serfs devenaient chaque jour plus malheureux, parce que les possesseurs des terres s'efforçaient d'en accroître les revenus par le surcroît de travaux dont ils chargeaient ces infortunés. La plupart des gentilshommes, ruinés par une vaine ostentation de richesses, n'avaient plus ni armes, ni chevaux, et n'étaient plus comme autrefois toujours prêts à marcher pour la défense de la patrie. De là les revues de

la noblesse n'avaient plus lieu; quiconque eût proposé de les rétablir se fût rendu inutilement suspect à la cour. On sentait donc à la fois tous les abus de ce gouvernement bizarre, où d'un côté la disposition des grâces, dépendant de la seule volonté du roi, laissait dominer cet esprit d'imitation qui tient à la basse flatterie des cours, tandis que les priviléges de la noblesse y maintenaient d'un autre côté tous les désordres de l'anarchie. Aucun danger présent n'avertissait la nation qu'elle était désarmée. On laissait tomber plusieurs autres établissements qui entretenaient autrefois son esprit militaire; et cette noblesse, unique force de la république depuis la réduction des deux armées, ne pouvait offrir aux premiers dangers qui la menaceraient, qu'un amas de gens courageux, il est vrai, mais sans armes, sans discipline, également incapables de commander et d'obéir.

La cour, dont l'ambition croissait par ces désordres mêmes, employait quelquefois avec habileté tous ses avantages, pour préparer le succès d'une diète qui eût augmenté le pouvoir du roi; mais un seul citoyen suffisait pour renverser les plus adroites mesures. Le *liberum veto,* ce défaut monstrueux qui perdait la république, empêchait l'effet de tous les autres vices de ce gouvernement. Plus d'une fois, la cour, renonçant en apparence à ses projets ambitieux, chercha à engager les Polonais dans des alliances personnelles avec les autres États. L'Europe était alors partagée en deux grandes confédérations, dont les forces égales et les succès balancés dans les dernières guerres maintenaient une sorte d'équilibre entre toutes les puissances. Celle qui réunissait dans une même alliance les cours de Russie, de Vienne et d'Angleterre, protégeait la maison de Saxe, et renouvelait souvent la proposition de soudoyer une armée polonaise. Le roi favorisait cette proposition, dans l'espoir que, toutes les forces de la Pologne se trouvant ainsi remises à la dispo-

sition de ses alliés, il acquerrait aisément pour lui-même l'autorité qu'il leur laisserait prendre. Mais ce nouveau dessein, sur le point d'être exécuté, se trouvait toujours rompu. Les autres puissances, soutenues par leur seule réputation, conservaient encore la faveur secrète de la nation et quelques partisans déclarés; de sorte que ces deux grandes confédérations, l'une par ses intrigues, l'autre par l'opinion qu'on avait de ses forces, se balançaient aussi dans la république. L'équilibre même de l'Europe servait à maintenir le gouvernement polonais; et la Pologne, au lieu d'être subjuguée, au lieu d'être entraînée dans des alliances dangereuses, conservait par l'impossibilité même de prendre une résolution, la liberté, l'indépendance et la paix.

Ce qui peut à peine se comprendre, c'est que dans une pareille anarchie, elle paraissait heureuse et tranquille. La sûreté régnait dans les villes; les voyageurs pouvaient sans rien craindre traverser les forêts les plus solitaires et les routes les plus fréquentées. Jamais on n'entendait parler d'aucun crime; et rien peut-être ne fait plus honneur à la nature humaine et ne confirmerait mieux l'opinion philosophique, que l'homme est naturellement bon. Toutes les haines de religion semblaient assoupies. On ne vit nulle part se produire aucun zèle fanatique. Plus d'injures, plus de ressentiment. La rupture perpétuelle des diètes ne laissant exister aucune autorité législative, mais seulement l'autorité des tribunaux chargés de faire exécuter les lois, les dissidens n'avaient aucune occasion de réclamer, et se soumettaient avec tranquillité. Le comte Brulh, luthérien lui-même, accordait au petit nombre de dissidens qui restaient encore, plus de faveur que la loi ne leur en laissait. Cette république, à la veille des plus terribles calamités, se contenait dans une espèce de calme. Les grandes maisons tâchaient de s'emparer des tribunaux; elles s'efforçaient d'en faire élire

tous les députés parmi les gens de leur faction, afin d'y exercer leur faveur ou leur haine. Mais le choc des différents partis les maintenait tous au même niveau, et la justice recevait sa balance des mains de la liberté. Quoique la jeunesse menât une vie licencieuse, quoique les femmes jouassent des rôles importants dans ces perpétuelles intrigues, la nation, élevée dans des principes de piété, avait en général de bonnes mœurs. La cour, qui, sous le dernier règne, s'était ouvertement livrée à tous les plaisirs, était devenue plus décente et plus réservée sous la reine actuelle, qui ne parlait jamais à une femme d'une vertu suspecte; le frein des lois n'étant presque plus sensible en Pologne, les mœurs publiques suffisaient à maintenir partout l'apparence de l'ordre.

XXVI. *Unique moyen d'y rétablir un gouvernement.*

Aussi la plupart des Polonais regardaient-ils cette anarchie comme le plus beau système de gouvernement qui ait jamais été établi sur la terre. Ils n'attribuaient le blâme général des autres nations qu'à l'avilissement des esprits qu'a produit dans l'Europe presqu'entière l'autorité oppressive des gouvernements modernes. Un très-petit nombre de citoyens sentait, il est vrai, qu'une situation si bizarre ne pouvait durer longtemps; qu'il n'y a point de véritable prospérité pour des hommes sans défense, et qu'au premier moment la république tomberait dans une horrible confusion. Mais dans ce nombre même, quelques-uns, retenus par la crainte d'occasionner ce funeste ébranlement s'ils tentaient une réforme, réprimaient leur zèle, ne voulaient hasarder aucune tentative, et abandonnaient leur sort et celui de leur patrie au temps et à la fortune. Les autres, plus zélés et

convaincus de la nécessité pressante de prévenir des désastres autrement inévitables, ne se dissimulaient pas que pour réussir dans cette grande et difficile entreprise, ils avaient besoin d'une extrême circonspection; que la seule idée d'un changement serait regardée comme un crime par la plus grande partie de la nation, et que les puissances voisines saisiraient, pour accélérer la perte de la république, l'occasion même des réformes qu'ils voudraient y tenter. Ces réformes ne pouvaient donc s'opérer que par une révolution imprévue, par une confédération générale que d'habiles gens parviendraient à former sous d'autres prétextes; qui entrainerait tous les esprits, avant qu'ils soupçonnassent où l'on aurait dessein de les conduire; qui emploierait à changer le gouvernement l'autorité qu'elle aurait reçue à d'autres titres, et que les puissances amies de la Pologne soutiendraient assez fortement pour en imposer aux puissances ennemies.

XXVII. *Deux projets de réforme.*

C'était le but où tendaient en secret deux factions accréditées dans la république, mais divisées malheureusement entre elles d'intérêt et d'opinion, et qui méditaient pour réformer le gouvernement deux projets entièrement contraires.

Une de ces factions, mécontente de la cour et qui cherchait à en traverser tous les desseins, eut longtemps pour chef la maison Poto̧cki, maison puissante et nombreuse, qui n'avait jamais rendu au roi Auguste III un hommage volontaire. Elle se soutenait avec éclat sous son règne par la seule faveur de la nation et par l'autorité des grandes charges dont elle était revêtue. Un comte Poto̧cki était

primat du royaume, un autre en était grand général. Ils reconnaissaient la nécessité absolue d'abolir cette folle loi de l'unanimité; mais ils trouvaient dans une réforme si nécessaire un inconvénient plus dangereux peut-être que tous les désordres actuels. Établir dans les diètes la pluralité des suffrages, c'eût été, dans la constitution présente, ouvrir un chemin au despotisme, parce que le roi disposant de toutes les grâces, et les Polonais étant toujours avides d'en obtenir de nouvelles, il aurait toujours en main un moyen infaillible de gagner le plus grand nombre. Cette maison regardant la liberté comme le premier des biens, et l'obligation de la conserver dans sa patrie comme le premier des devoirs, voulait, en abrogeant la loi de l'unanimité, former une autre barrière contre l'autorité royale, par de nouvelles lois sur la distribution des grâces. Ils se proposaient d'établir un conseil permanent et souverain, auquel serait confié la nomination de tous les emplois, seul changement que la nation, à ce qu'ils croyaient, pût jamais agréer, parce que cet établissement nouveau flatterait l'ambition des grands, que leur crédit entraînerait le suffrage de leurs cliens, et que ceux-ci espéreraient assurer leur propre fortune, en assurant celle de leurs protecteurs. Une première tentative, faite en 1742, avait échoué. Ils avaient cru, à cette époque, pouvoir saisir une occasion favorable que leur offraient en apparence les révolutions arrivées récemment en Russie, et qui, en occupant cette cour de ses propres embarras, auraient pu la distraire de ce qui se passerait en Pologne. Mais ces révolutions, fatales aux souverains seuls et au ministère, n'avaient point troublé l'empire russe. La tentative de ces zélés citoyens n'avait eu aucune suite; et leurs mesures ayant été si secrètes qu'elles n'avaient causé dans la république aucune commotion violente, ils attendaient du temps quelqu'autre occasion plus réelle. Ils re-

mettaient du moins leurs nouvelles tentatives à l'interrègne, époque toujours marquée pour les réformes à faire dans les lois, et que les accidents où la santé du roi paraissait exposée faisaient chaque jour envisager comme prochaine.

Une famille non moins puissante, et alors plus accréditée à la cour, méditait plus secrètement encore un dessein entièrement opposé. Les princes Czartoryski, que l'ancienne grandeur de leur maison portait à s'élever au-dessus de l'égalité républicaine, accusant en toute rencontre les vices de leurs concitoyens, ne les croyant plus dignes de se gouverner eux-mêmes, avaient conçu le projet de changer le gouvernement en une véritable monarchie; ils se persuadaient qu'un conseil permanent pour la distribution des grâces ne serait qu'une occasion perpétuelle de factions; que si la nation eût été vertueuse, il eût été inutile d'y faire des réformes; que les vices mêmes qui rendaient ces réformes nécessaires devaient en déterminer la nature; enfin, que la Pologne était trop étendue, ses mœurs trop dégénérées, ses voisins trop puissants, pour qu'elle restât avec sécurité sous un gouvernement républicain. Abolir l'unanimité, augmenter les prérogatives royales, rendre la couronne héréditaire, restreindre l'autorité des premiers emplois, augmenter celle des tribunaux, abaisser la puissance des grandes maisons, c'était le projet des princes Czartoryski. Ils en suivaient l'exécution avec d'autant plus d'artifice, qu'ils avaient conçu l'espérance de former cette monarchie pour eux-mêmes; qu'un pareil changement devait être en horreur à une nation si éperduement éprise de sa liberté, et qu'ils osaient se flatter d'employer pour l'y contraindre le concours même de la Russie, sans que cette cour, ignorante et vénale, soupçonnât l'usage qu'ils feraient des forces qu'elle leur confierait. Une telle entreprise ne pouvait être conduite par des mains plus téméraires.

XXVIII. *Histoire de la maison Czartoryski.*

La maison Czartoryski est une branche collatérale de celle des Jagellons, éteinte en 1572, qui, possédant autrefois par droit d'héritage le grand-duché de Lithuanie, montèrent sur le trône de Pologne, et le possédèrent pendant deux siècles par des élections toujours libres, en reconnaissance de ce qu'ils avaient uni ces deux États. La branche des Czartoryski, quoique souvent illustrée par les premières dignités de la république, avait peu de biens héréditaires, et resta longtemps dans une médiocrité de fortune qui ne lui permettait dans son ambition aucun système suivi. Mais, au commencement de ce siècle, une femme aimable lui donna plus d'éclat qu'une foule d'hommes habiles n'avaient fait par leur politique; elle joignait l'esprit le plus cultivé aux grâces naturelles, et le désir de plaire lui servait à cacher la plus haute ambition. Dans ses premières années elle avait suivi en France son père, le grand chancelier Morstin; elle y avait été élevée, dans un temps où cette cour était si florissante par les succès de Louis XIV, les talents de ses ministres, l'esprit de ses courtisans et les prodiges de tous les arts qui immortalisent son règne. Cette femme, dont les manières étaient séduisantes et les mœurs faciles, ayant épousé un prince Czartoryski (Kasimir), porta dans sa maison à Varsovie le ton des plus agréables sociétés françaises; sa politesse devint le charme et le modèle de cette cour. Elle fut la première qui, abandonnant cette sage réserve que les dames polonaises avaient eue jusque-là dans leurs mœurs, et prenant pour exemple les dames françaises, se mêla comme celles-ci par la galanterie, la séduction et l'intrigue, dans tous les mouvements de la cour et dans les plus grandes affaires de l'État. Elle ras-

semblait chez elles les ministres les plus graves et les courtisans les plus spirituels. Dans cette société et sous les yeux de cette femme ambitieuse se formèrent trois enfants égalements célèbres. L'un (Michel), que son génie destinait aux affaires, y fut instruit par le vieux Flemming, ministre éprouvé par toutes les vicissitudes de la fortune d'Auguste II. L'autre (Auguste), simple capitaine au service d'Autriche, n'ayant pour lui que la grandeur de sa naissance, sa jeunesse et une sorte de faveur publique, osa prétendre à la plus riche héritière de Pologne; c'était une jeune veuve que d'illustres rivaux se disputaient. On se souvient encore en Pologne que le plus jaloux d'entre eux, abusant de sa richesse pour humilier Czartoryski, se faisait escorter chez leur maîtresse commune par une foule de valets vêtus chaque jour comme le prince l'était ce jour même. Celui-ci, dans un duel, ôta l'honneur à cet homme superbe, et lui laissa la vie. Ses qualités personnelles l'emportèrent sur le faste de ses rivaux, et le concours de beaucoup d'amis lui facilita les occasions qui mirent enfin cette jeune veuve dans la nécessité de l'épouser. Ce mariage ayant donné à cette famille l'éclat des richesses, le seul qui lui manquât, elle ne vit plus dès lors rien au-dessus de son ambition.

XXIX. *Alliance de Poniatowski avec cette maison.*

Le troisième enfant (Constance) était une fille d'un caractère altier et d'une imagination romanesque; elle avait pris à la cour une passion vive pour un homme qui devait son élévation à des talens extraordinaires. C'était le comte Poniatowski, d'une noblesse douteuse, mais à qui la nature avait prodigué tous les autres avantages. Son père, bâtard d'un comte Sapiéha et d'une juive, n'avait eu que l'em-

ploi d'économe dans une terre de cette maison. Celui dont nous parlons, annonçant dès l'enfance le caractère et le génie le plus heureux, avait reçu, par les bienfaits des Sapiéha, une éducation distinguée. Il avait suivi comme page, dans les pays étrangers, un seigneur de cette famille. À son retour, Charles XII étant déjà entré en Pologne, et les Sapiéha ayant embrassé le parti de ce roi, ils le lui envoyèrent pour traiter de leurs affaires. Dans cette négociation il plut à Charles XII, et avec l'agrément de ses premiers maîtres, il s'attacha à leur protecteur. Ce fut lui qui, après la défaite de Pultawa, conduisit en Turquie la fuite de ce prince. Ce fut lui qui souleva cet empire contre les Russes, et fut ainsi le premier auteur du traité qui défendait pour jamais aux Russes toute entrée en Pologne, bien éloigné de prévoir que leurs armées dussent un jour envahir la république pour placer son fils sur le trône. A la mort de Charles XII, Poniatowski, sans asile, vint avec une généreuse confiance se présenter au roi Auguste II, et lui dit : « J'étais trop jeune pour faire choix d'un parti quand le roi de Suède, vous faisant la guerre, me demanda au seigneur à qui j'étais attaché ; depuis ce temps ma fortune fut de lui plaire, mon devoir de le servir ; aujourd'hui que sa mort me rend à moi-même, je ne reconnais plus d'autre maître que votre majesté ». Le roi, le pressant entre ses bras, lui répondit : « C'est un grand bonheur d'être servi par un homme tel que vous » ; et depuis ce moment il le combla constamment de bienfaits.

Les princes Czartoryski désapprouvèrent hautement le mariage de leur sœur avec cet homme ; mais, profitant du bruit de sa grossesse, il parvint à se réconcilier avec eux, et leur réunion ne tarda pas à former une faction puissante et qui devint bientôt redoutable à toute la république. Dans une nation inconstante et divisée, ils suivirent toujours le même sys-

tème, et demeurèrent toujours unis. Leur mère, dans une vieillesse avancée, présidait à tous leurs desseins. Un jour marqué de chaque semaine, ils se rassemblaient chez elle, pour concerter sous ses yeux toutes leurs entreprises; elle avait commencé leur fortune : elle jouissait de son ouvrage. Les Russes n'avaient point eu d'abord d'ennemi plus opiniâtres; et quand Stanislas revint disputer la couronne au nouvel électeur de Saxe, Poniatowski, autrefois son capitaine des gardes, et désormais assez considérable dans son pays pour être un chef de parti, reprit encore les mêmes engagements et le même zèle. Les princes Czartoryski employèrent leurs talents à le seconder, soit qu'ils voulussent assurer l'indépendance de leur patrie contre l'opposition des Russes, soit qu'ils eussent déjà le projet d'aplanir pour eux-mêmes le chemin du trône, en l'ouvrant au seul Polonais qui paraissait alors pouvoir y monter. Stanislas, dans sa bonne et sa mauvaise fortune, n'eut point de sujets et d'amis plus fidèles; mais après les traités de paix, leur ressentiment contre la France, qui les avait abandonnés, se changea en une violente haine. Ils envoyèrent acheter la bienveillance de la cour de Russie; ce fut de sa faveur qu'ils attendirent désormais tout leur crédit : et dès lors ils conçurent ce dessein hardi et dangereux que nous avons commencé à développer. Ils crurent que la Pologne n'avait plus d'autre voie de salut que de tromper la défiance de cette cour ombrageuse, par une soumission apparente à tous ses caprices, d'éluder par un asservissement volontaire la pesanteur de son joug, de prévenir ainsi les efforts qu'elle pourrait faire pour étendre et affermir son autorité. La vénalité, l'ignorance et l'ineptie du ministère russe leur persuadèrent qu'ils pourraient aisément l'engager dans des démarches utiles à la Pologne, et dont ces barbares ne pénétreraient pas l'objet. Tel fut le but secret de toutes leurs

démarches; et bientôt leur habileté leur donna la faveur intime du roi qu'ils avaient combattu. Mais, en paraissant s'attacher au système politique que suivait la maison de Saxe, ils formaient des liaisons particulières dans les cours de Russie, d'Angleterre et d'Autriche; Poniatowski, leur conseil, vieillissait dans les honneurs et la tranquilité, pendant que les deux Czartoryski étaient devenus les véritables maîtres de la cour.

XXX. *Caractère de ces princes.*

Jamais la nature ne donna à deux frères des talents plus opposés, et en même temps plus utiles à soutenir diversement la même faction. Ils jouissaient d'une considération égale quoique différente; et si vous demandiez quel était l'aîné, le chef de la famille, on hésitait à vous répondre. L'un, le prince Auguste Czartoryski, palatin de la Russie polonaise, après avoir épousé cette riche veuve dont nous avons parlé, conservait dans une fortune immense et dans le faste d'un souverain une sévère économie, une conduite mesurée, et dans toutes ses démarches cette gravité qui inspire si aisément de la confiance au peuple. Il veillait lui-même sur tous les administrateurs de ses biens; mais cette économie vigilante qui multipliait ses richesses, n'empêchait pas qu'elles ne fussent ouvertes au besoin de ses amis et de ses cliens; et dans le même temps de perpétuels emprunts liaient toutes les fortunes de la Pologne à la sienne et mettaient entre ses mains de grandes sommes, toujours prêtes à l'exécution de ses desseins. Il passait sans cesse d'une province à l'autre, ayant dans chacune de vastes domaines où, pendant son séjour, la noblesse se rassemblait de toutes parts; protecteur puissant et sûr, attirant la multitude par sa représenta-

tion, son crédit et ses bienfaits; jouissant de la plus haute réputation de sagesse, de probité et d'honneur, et par-là conciliant à toutes ses entreprises la faveur publique qui doit suivre cette réputation. S'il faut en croire ceux qui ont le mieux connu cette république, il avait entièrement à ses ordres la quatrième partie de la noblesse polonaise. Depuis longtemps tout ce parti le destinait au trône; mais son âge étant aussi avancé que celui du roi, et ne lui laissant qu'une bien faible espérance de succéder à ce prince, l'ambition, cette première passion de sa jeunesse, s'amortissait peu à peu dans son cœur. Les mœurs générales devenant chaque jour plus molles lui permettaient alors de s'abandonner sans honte à cette espèce de nonchalance qui succède communément à l'activité d'une grande ambition longtemps inutile. On commençait même à lui reprocher dans la manière de proposer les plus sages conseils une sorte d'indifférence et de dédain qui l'empêchait de les soutenir avec force; et toujours appelé à la couronne par les vœux de ce grand nombre de partisans, il semblait s'être persuadé que son élévation devait être plutôt leur ouvrage que le sien propre. Son frère, le prince Michel Czartoryski, formé dès ses premières années par un vieux ministre d'État, et devenu grand-chancelier de Lithuanie, avait une grande connaissance des hommes, des affaires et des gouvernements; génie ardent et opiniâtre, versé dans toutes les intrigues républicaines, propre à tous les manéges des diètes, à rassembler des partis dans toutes les diétines des provinces; il connaissait plus de cent mille gentilshommes par leurs noms, par leurs caractères, par leurs liaisons; il n'y en avait point à qui il ne pût parler, soit de leurs affaires personnelles, soit des événements de leur vie. Il démêlait d'un coup-d'œil dans chaque homme l'intérêt capable de le faire agir; mais son caractère rendait quelquefois dangereux pour lui-

même et nuisible à ses desseins ce talent nécessaire dans un chef de parti, parce que cette facilité à pénétrer les hommes lui donnait une grande malignité dans ses discours et qu'il se laissait dominer par son goût pour l'ironie, même quand il cherchait à plaire. Il possédait à fond toutes les lois, toutes les formes; habile à les interpréter à son avantage, et plus souvent encore à trouver moyen de les éluder; inquiet et remuant, voulant tout faire dans la république, et tout donner à la cour, prenant plaisir à soutenir les plus violents efforts des factions contraires, et pouvant même, s'il le fallait, soutenir le fardeau de la haine publique. C'était lui surtout qui méditait le vaste et singulier projet de faire servir à réformer le gouvernement de sa patrie, les vices de ses concitoyens et l'ambition même des Russes. Il s'était proposé pour modèle ces ministres célèbres qui, en exerçant despotiquement le pouvoir d'un roi faible, ont mis leur nation sous le joug, ont écrasé leurs propres ennemis, ont étouffé par la violence toutes les divisions et rétabli dans l'État un ordre apparent. Cette sorte de gloire était celle où il prétendait; plus flatté d'exercer une autorité sans bornes, d'établir une véritable monarchie et de remédier, pendant son ministère, à l'anarchie de son pays, que de faire monter sur le trône son frère, son gendre ou son neveu; et peut-être avait-il commencé par s'engager de bonne foi dans les plans que ses ennemis lui ont attribués, pour assurer à perpétuité la couronne de Pologne à la maison de Saxe.

Ces deux princes parvinrent aisément à gouverner le comte Brulh, toujours détourné des véritables soins du ministère par le soin perpétuel de conserver la faveur. C'était par leur connivence qu'il avait fait admettre dans un tribunal cette fausse généalogie qui lui donnait une origine polonaise. Aussi les grands emplois furent-ils prodigués à

leurs amis ; et jetant de loin les profondes racines de leur puissance, ils remplirent les armées de leurs créatures ; les régiments et les compagnies furent commandés par leurs parents, leurs alliés, leurs clients ; et le prince palatin de Russie lui-même était colonel du régiment des gardes, que son service retient toujours dans la capitale. Mais aussitôt que leur fortune fut parvenue à ce degré d'élévation, le comte Brulh se livra secrètement contre eux à cette jalousie de faveur, la plus dangereuse et la plus commune passion des cours. Des sujets d'aigreur et d'animosité ne tardèrent pas à se mêler à tout ce que son ineptie avait de rebutant pour un génie entreprenant et habile, tel que le grand-chancelier de Lithuanie ; celui-ci aurait voulu profiter de son ascendant sur l'esprit du comte Brulh pour former un plan d'administration, un système invariable qui pût enfin remédier aux maux d'une si longue anarchie. Mais à cette proposition si souvent renouvelée, Brulh ne répondait jamais que par de froides railleries sur les politiques à système, sur la vieille pédanterie de se former un plan, soutenant qu'il fallait obéir à la fortune, saisir les occasions, et « qu'en vivant, disait-il, « au jour la journée, les affaires se font toutes seules ».

XXXI. *Leur brouillerie avec le comte Brulh.*

De son côté, le grand-chancelier, en qui une dureté méprisante et une malignité ironique rendaient odieuses les plus grandes qualités, offensa plus d'une fois le ministre saxon, toujours flatteur et dissimulé. On ajoute que le comte Brulh, soit qu'il regardât ces princes comme les plus fidèles sujets de son maître, soit au contraire qu'il eût pénétré toute l'étendue de leur ambition, voulut unir leur famille à la sienne par un double mariage ; mais eux qui, malgré sa faveur et ses

dignités ne voyaient en lui que leur créature, regardèrent cette proposition comme celle d'un homme qui se méconnaissait : et ce refus lui parut un outrage. D'autres racontent autrement cette anecdote ; mais tous conviennent qu'un mariage proposé et refusé laissa dans le cœur de Brulh un implacable ressentiment. Toutefois, ce faible ministre, secrètement indigné contre eux, leur abandonnait encore tout le soin des affaires. Il attendait, avant de leur en ôter la conduite et de leur marquer son ressentiment, les occasions de les perdre dans l'esprit du roi. Il sentait la nécessité d'employer des soins, du temps et de l'adresse à détruire peu à peu tout ce qu'il lui avait inspiré de favorable pour eux. Un des plus sûrs appuis de leur élévation était ainsi tout près de s'écrouler, qu'elle paraissait encore s'affermir et s'accroître. Le public n'avait point pénétré cette dissension intérieure. Ces haines demeuraient cachées. Les princes Czartoryski, toujours unis en apparence aux intérêts de la cour, étaient parvenus, par l'étendue de leurs alliances et par le choix qu'ils y avaient apporté, à réunir à leurs propres intérêts plusieurs maisons riches et puissantes ; la mort de leurs anciens rivaux avait fait passer les deux importantes dignités de primat et de grand-général entre des mains dont ils se croyaient assurés ; et la faction qui leur avait toujours été opposée n'ayant plus aucun chef accrédité, on ne distinguait plus en Pologne qu'un seul parti, qui, sous la direction de ces deux princes, semblait être celui de la cour.

XXXII. *Ambassades du chevalier Williams et du comte de Broglie en Pologne.*

Seize ans s'étaient déjà écoulés depuis qu'Auguste régnait sans concurrent ; et la Pologne, malgré ces sourdes intri-

gues, avait joui constamment de la plus profonde tranquillité, lorsque dans l'année 1752, l'Angleterre et la France, prévoyant une guerre générale en Europe, et incertaines de leurs alliances, cherchèrent à susciter, chacune en leur faveur, un parti dans cette république. Le dessein des Anglais était de soudoyer cent mille Russes, et d'obtenir qu'ils traversassent le territoire de Pologne pour venir se mêler dans les guerres du midi. Ils se proposaient même de réunir, s'il était possible, la Russie, la Saxe, la Pologne et la maison d'Autriche dans une même alliance avec eux. L'ambassadeur qu'ils envoyèrent à Varsovie était un homme d'une imagination forte, mais sujette à s'égarer; qui séduisait d'abord par l'étendue et la vivacité de son esprit, mais qui révoltait bientôt par ses indiscrétions, ses écarts, l'infamie de ses débauches, son abandon de tous les principes de décence et d'honnêteté, et par la violence de sa mélancolie. Renommé encore aujourd'hui à Londres, pour avoir tenté d'y établir, sous la forme d'un nouveau culte, le pur déisme, il a fini ses jours dans un entier égarement et une folie reconnue. Il devait sa fortune à une société qui s'était formée en Angleterre, d'hommes pleins d'agréments, de connaissances, d'esprit, mais les plus corrompus qu'il y ait jamais eu dans le monde, se faisant gloire de leur dépravation et de leur licence effrénée, et regardant le mépris déclaré de toutes les bienséances comme une partie de leur liberté. Ils avaient initié dans leurs plus secrets plaisirs un jeune prince anglais; l'un d'eux, par le crédit de ce jeune prince, était parvenu pour un moment au ministère; et le chevalier Williams, un des membres les plus diffamés de cette coterie, avait été nommé par ses compagnons de débauche ambassadeur d'Angleterre en Pologne. Cet homme, élevé dans la haine et le mépris des cours, quoique partisan de la monarchie par engagement et par système, se plaisait à en-

courager partout où il séjournait les mécontentements et les factions. Il dédaignait les routes suivies par ses prédécesseurs. Son passage dans trois pays y fut marqué par un changement de mesures du ministère anglais, l'étonnante sagacité de son esprit ayant reconnu d'un coup-d'œil les moyens d'y former un parti plus actif que celui que leur ministère avait accoutumé d'y soutenir. A peine fut-il arrivé en Pologne, qu'il dédaigna l'orgueilleuse nonchalance du roi, et la timide ineptie du ministre. Il reprocha au comte Brulh d'avoir si longtemps gouverné deux États sans avoir rien fait d'avantageux aux intérêts de ses alliés; et concevant le dessein d'engager les Anglais à abandonner dans ce pays une cour faible pour protéger une faction puissante, il se lia avec les princes Czartoryski. Il flatta leur ambition, il encouragea leur audace. Admis dans la confidence de la révolution qu'ils méditaient, elle plut à cet homme entreprenant; il leur promit de la faire appuyer par la Russie et par l'Angleterre. La diète allait s'assembler à Grodno, au mois d'octobre de cette année 1752. Les princes Czartoryski résolurent d'y commencer l'exécution de leurs projets, d'entraîner la Pologne dans une alliance intime avec l'Angleterre, la Russie et l'Autriche; de former sous ce prétexte, et avec de si redoutables appuis, cette confédération générale qui eût remis entre leurs mains toutes les autorités et toutes les forces de la république. Maîtres encore de toutes les grâces de la cour, qu'ils sentaient devoir bientôt leur échapper, assurés de la protection des seules puissances étrangères qui eussent alors du crédit en Pologne, ils crurent qu'ils devaient se presser d'exécuter tout ce qu'ils méditaient pour le rétablissement de leur patrie et pour la fortune de leur famille; deux intérêts que leur ambition ne leur permettait plus de séparer.

Dans ces conjonctures arriva le comte de Broglie,

ambassadeur de France, avec le dessein de relever l'ancienne barrière que la Pologne pouvait opposer autrefois aux entreprises de la Russie, de faire en sorte qu'elle refusât constamment son consentement au passage des Russes; de lui rendre assez de considération, assez de force pour que ceux-ci n'osassent pas traverser son territoire malgré elle; en un mot, avec le projet d'être véritablement le restaurateur de cette république. On ne peut trop s'étonner que dans l'opposition constante des vues de la France et de l'Angleterre, celle-ci, qui se vante avec raison de son gouvernement et de sa liberté, ait favorisé constamment dans tous les pays les progrès de la puissance royale; et que la France, au contraire, gouvernée par une autorité absolue, ait presque toujours soutenu dans toute l'Europe les factions républicaines. Quelles que soient les causes d'une si étrange contrariété, le comte de Broglie était surtout animé à ce grand dessein par un autre projet que nous aurons occasion d'exposer dans la suite, et dont le roi de France lui-même n'était que le confident.

Les talents et le caractère personnel de cet ambassadeur n'étaient pas encore bien connus. La guerre avait occupé sa jeunesse. Formé à des mœurs austères dans le sein d'une famille ambitieuse, qui sortait de la plus ancienne noblesse d'une ville libre d'Italie, et qui, fixée en France depuis un siècle, y devait sa plus grande illustration à des services militaires et politiques; élevé dans les camps, sous les yeux d'un père vigilant et sévère, que la religion attachait à tous les principes d'une probité rigoureuse; instruit dans l'art de l'intrigue par un de ses oncles, un vieil abbé, qui suivait très-habilement à la cour les intérêts de sa famille, tandis que ses frères et ses neveux en assuraient la gloire par l'éclat de leurs actions, le comte de Broglie ne tarda pas à développer un esprit actif, appliqué, laborieux, également propre

à tous les soins de la guerre et aux négociations les plus mystérieuses et les plus étendues; mais un esprit inquiet, remuant et altier, ne sachant ni fléchir, ni se détourner, quels que fussent les obstacles. Il se montra dès-lors ce qu'il fut toujours dans la suite, ami et protecteur ardent et fidèle, ennemi implacable, opiniâtre, livré sans relâche et sans trève à la fureur de ses animosités; passionné pour la gloire du nom français, ne connaissant ni le luxe, ni la mollesse, ni les délassements de l'esprit; pratiquant toutes les vertus domestiques, moins comme un bon frère, un mari tendre, un parent zélé, que comme un factieux, et faisant de sa famille même un parti dans l'État; capable du plus profond secret dans ses longues et impénétrables intrigues, mais sans dissimulation dans la société; se laissant emporter par ses ressentiments et ses haines, soit qu'il dût uniquement l'espèce d'assurance et d'audace qui paraissait dans toutes ses actions à la certitude des appuis sûrs et cachés qu'il avait à sa cour, soit plutôt qu'une telle certitude ne servît qu'à renforcer son caractère; mais enfin dans ce rôle singulier où il fut conduit par les conjonctures, affectant et devant affecter la rectitude d'un censeur; portant la sévérité de ses principes jusqu'à l'exigence la plus rigoureuse dans les moindres devoirs, jusqu'à la pédanterie dans les affaires; portant la justice même jusqu'à cet excès où elle cesse d'être juste; ne pardonnant rien à ceux qui ne lui étaient pas dévoués, plus indulgent et plus facile pour ceux qui lui consacraient leurs talents; ne s'étant jamais trompé dans le choix des hommes qui secondèrent ses desseins, quoique les événements l'aient presque toujours trompé dans ses vues; inspirant au petit nombre de ceux qui l'approchaient un attachement qui allait jusqu'au fanatisme; et pour indiquer dès à présent ce que les événements nous forceront successivement à développer, oubliant quelquefois

par la violence de ses haines, par l'aigreur que lui causaient les contrariétés et surtout les desseins d'une ambition profonde et réfléchie, ce grand amour du bien de l'État, cette probité rigide qu'il exigeait dans ses adversaires, et que lui-même suivait constamment dans le cours ordinaire de sa vie.

Il n'eut pas, comme le chevalier Williams, l'avantage de trouver en arrivant en Pologne un parti déjà formé. Il avait seulement la certitude que le vœu national serait en faveur de tout ce qu'il voudrait proposer. Mais les plus vertueux citoyens, tranquilles dans cette douce et paisible anarchie, s'abandonnaient à cette crainte des remèdes, qui les fait différer de jour en jour quand on n'a pas le sentiment actuel du mal. Ils hésitaient à mettre au hasard l'espérance de leur fortune et le repos du reste de leur vie, sur la foi de promesses auxquelles la France avait déjà si souvent manqué. Ils n'avaient point oublié que trois fois depuis un siècle elle avait rassemblé chez eux des factions puissantes; avec d'autant plus de facilité que les intérêts des deux royaumes ont toujours été réciproques; mais qu'après les avoir formées avec chaleur, elle les avait chaque fois abandonnées avec légèreté. Elle avait laissé dans l'infortune la plupart de ceux qui s'étaient livrés à la séduction de ces prétendus projets pour le salut de la république. Ceux mêmes qu'elle avait dédommagés, par de secrètes pensions, des pertes qu'ils avaient souffertes dans le dernier interrègne, étaient, par leur extrême vieillesse, éloignés des affaires. Depuis cette époque elle avait négligé d'acquérir de nouveaux partisans; et ses ennemis, au contraire, ayant dominé en Pologne, avaient écarté de tous les emplois quiconque avait montré encore quelque attachement pour cette cour. En un mot, le comte de Broglie était seul. Il espérait du moins, avant d'avoir pu vaincre de si justes préventions, suspendre tous les pro-

jets de ses adversaires, et rendre nulle la diète qui s'assemblait à Grodno.

XXXIII. *Diète de Grodno.*

Mais on lui enleva une ressource qui semblait devenue si facile : cette diète fut rompue par une manœuvre très-habile des princes Czartoryski. Le nonce qu'ils eurent soin de choisir pour la dissoudre publia un manifeste audacieux, où le roi était personnellement accusé de violer toutes les conditions auxquelles il régnait ; et aussitôt les Czartoryski, sous le prétexte de réparer cet outrage, de présenter au roi une apologie de son règne, signée par la plus grande partie de la noblesse, et où elle s'engagerait à défendre ce prince contre toutes les factions, tentèrent d'obtenir ces signatures, et de former par ces engagements la confédération qu'ils méditaient. Le nouveau grand-général du royaume, le comte Braniçki, s'était laissé séduire par le spécieux prétexte de réparer l'injure que le roi avait reçue ; son nom suffisait pour assurer l'exécution de ce dessein.

XXXIV. *Caractère du comte Braniçki.*

Malgré l'anarchie générale et les intrigues particulières, l'homme le plus considéré en Pologne était encore celui qui tenait son autorité et sa puissance des lois, homme sans faction, et qui, par sa place, avait l'heureux avantage de soutenir la république. Le comte Braniçki, grand-général du royaume, conservait dans une vieillesse avancée la vigueur du corps et la fermeté de l'âme. Cette place, à laquelle toute

l'autorité militaire est confiée, était, ainsi que celle du grand-général de Lithuanie, regardée par les Polonais comme la plus forte barrière élevée contre l'autorité royale. Mais les provinces qui composent le royaume proprement dit, étant plus étendues que celles du grand-duché, et leur armée de douze mille hommes d'infanterie et de deux cents compagnies nobles étant aussi plus nombreuse, il en résultait nécessairement une considération plus grande pour son général. Les qualités personnelles du comte Braniçki ajoutaient encore à cette considération : la droiture et la fermeté faisaient la base de son caractère. Pendant une longue vie, un sentiment juste de l'honneur le conduisit dans toutes ses démarches ; il avait passé ses premières années en France et servi dans les mousquetaires, lorsque ces compagnies, composées de toute la fleur de la jeune noblesse française, acquéraient un nom immortel dans les combats, et revenaient ensuite porter dans leur conduite à la ville beaucoup de licence, de bravoure et de grâces. A son retour en Pologne, il devint un des chefs de cette confédération dont le courage et la constance avaient forcé le roi Auguste II à renvoyer ses armées saxonnes et à respecter les conditions prescrites à sa puissance. Il se fit connaître par un goût vif pour le luxe et les plaisirs. Mais une certaine dignité qui accompagnait toutes ses actions le rendit toujours recommandable dans la république. Tous les favoris qui se succédèrent à cette cour pendant deux règnes avaient contribué à son élévation, croyant que son goût pour les voluptés le tiendrait toujours éloigné des affaires. Les princes Czartoryski avaient recherché son alliance, parce qu'elle ajoutait un nouveau lustre à leur crédit ; et quoiqu'il entretînt publiquement un sérail, ils lui avaient donné en mariage une de leurs nièces, fille de Poniatowski, dans l'espérance qu'une femme jeune et bien faite gouvernerait ce vieillard

voluptueux, et qu'eux mêmes conserveraient toujours leur ascendant sur l'esprit de cette jeune femme. Il était le dernier de son nom; et, dans cette grande vieillesse, il n'avait point d'autre famille que la foule des bons citoyens réunis autour de lui. La position de ses terres au centre du royaume était favorable à cette influence de noblesse. Son palais de Bialystok était le plus beau monument que ces contrées eussent vu élever. Un faste asiatique s'y joignait au goût de l'Europe; une nombreuse garde de janissaires entretenue par la république et un détachement de l'armée annonçaient sa puissance et sa dignité. C'était dans ce château de Bialystok qu'on veillait aux intérêts de la patrie, et que, suivant l'ancien usage sarmate, au milieu des festins et des fêtes, tous les discours de cette noblesse entretenaient parmi elle l'amour du bien public, le souvenir des grandes actions des anciens Polonais, et la crainte généreuse de tomber sous le joug des nations voisines. Ce fut aussi dans sa maison, à Grodno, qu'on se rendit en foule pour signer l'insidieux engagement que les Czartoryski voulaient faire prendre à toute la noblesse. Le choix du lieu écartait tout soupçon du piége; l'enthousiasme qu'on inspirait à la multitude, par le prétexte de venger le roi, grièvement insulté, mettait dans cette démarche la précipitation nécessaire pour aveugler tous les esprits. Cent trente sénateurs, et Braniçki lui-même, avaient déjà signé.

XXXV. *La confédération de Grodno prévenue par Mokranowski.*

Un Polonais, nommé Mokranowski, lequel s'était autrefois distingué au service de France, et depuis attaché au grand-général, entend parler de cet événement comme il

était sur le point d'être consommé. On lui raconte qu'un acte de confédération, déjà signé par tous les sénateurs, va bientôt l'être par toute la noblesse. Rien ne l'arrête; ni la disgrâce de la cour, qui allait se croire offensée, ni celle du grand-général, de qui seul il attendait sa fortune, ni le ressentiment des Russes, qui déjà publiaient que leur souverain tenait une armée sur ses frontières pour soutenir cette entreprise, ni enfin la multitude, occupée à signer cet engagement. Il se fait jour au travers de cette multitude; il prend en main cet acte, déjà consacré par tant de signatures; il jure qu'on ne le lui arrachera qu'avec la vie; et, se dérobant du milieu de cette foule, il court au lieu où était le grand-général, il lui expose toutes les conséquences de ce complot, tous les dangers de la protection de la Russie : « combien cette protection devait rendre cet engagement suspect; que la France offrait aux Polonais une protection plus sûre; qu'il convenait à son nom et à sa dignité d'être, sous ce nouvel appui, le libérateur de la Pologne; que s'il avait l'ambition de disposer un jour de la couronne, de la donner à son choix, ou peut-être de la recevoir lui-même de la reconnaissance publique, ce ne serait ni par la faveur des Russes, ni par celle des Anglais, qui soutiendraient ou la maison de Saxe ou la maison des Czartoryski, et qu'ainsi une politique personnelle devait se joindre aux véritables intérêts de sa patrie. » En parlant ainsi, il lui remet entre les mains cet acte de confédération déchiré en morceaux; le grand-général l'écoute avec surprise, l'embrasse avec transport; et cette généreuse action fut entre eux le commencement d'une éternelle amitié.

L'assemblée de Grodno se dispersa sans aucun succès; et bientôt le grand-général devint chef du nouveau parti que l'ambassadeur de France travaillait à former. Le comte de Broglie n'osait compter sur la fermeté de ce vieillard, que

le goût des plaisirs avait depuis si longtemps uniquement occupé ; il prit soin de l'environner d'hommes habiles, qui ne lui laissassent que les avantages du rôle qu'il avait entrepris et lui en épargnassent les inquiétudes et les fatigues. Mais ce qui doit étonner dans un vieillard voluptueux, il soutint par lui-même, et dans de cruelles conjonctures, toute la grandeur de ce nouveau caractère.

XXXVI. *Affaire d'Ostrog et ses suites.*

Une affaire particulière survint alors, liée par elle-même à de grands intérêts, et qui donna occasion aux deux ambassadeurs de développer à l'envi toute l'étendue de leurs desseins opposés. Il s'agissait de la principauté et des autres terres de l'ancienne maison d'Ostrog, éteinte depuis un siècle et demi. De riches domaines très-étendus et très-peuplés, un revenu annuel qui passait un million, et une forteresse sur les frontières de l'Ukraine, composaient ce bel héritage. Il avait été substitué dans une ligne féminine, sous la condition expresse d'entretenir six cents hommes de cavalerie, uniquement destinés à servir contre les Turks ; et dans le cas où les degrés de parenté stipulés dans l'acte viendraient à manquer, il devait, sous la même condition, devenir une commanderie de l'ordre de Malte, et être possédé par un chevalier polonais. Les degrés de substitution manquaient depuis longtemps ; mais les diètes anciennes, à qui cette affaire avait été soumise, en avaient suspendu la décision et laissé la jouissance de ces biens à l'héritier naturel. Cette autre branche étant encore éteinte, et la rupture perpétuelle des diètes ne permettant pas à la nation assemblée de rien statuer à ce sujet, le roi et le sénat adjugèrent provisoirement l'administration et l'usufruit de ces

biens à l'un de ceux qui paraissaient avoir le plus de droits pour en hériter. Celui-ci (c'était un prince de la maison Sanguszko) les avait légués à son fils, sans y être autorisé par aucune loi. Ce nouveau possesseur, ruiné, malgré l'immensité de sa fortune, par ses folles profusions, ne pouvant plus suffire ni au soutien de son luxe, ni au payement de ses dettes, et n'ayant point d'enfants, se fit une ressource par la vente de sa succession éventuelle. La maison Czartoryski eut la plus grande part à l'achat et au partage arbitraire de cette future succession. Mais le nouveau parti, dont le comte de Broglie était l'âme, profita d'une occasion favorable pour soulever la nation contre eux. Les lois en effet étaient ouvertement violées par cette bizarre acquisition ; et plus cette maison accumulait de richesses et s'attachait à augmenter ses possessions et ses domaines, plus il fut aisé d'animer contre elle des républicains inquiets : son avidité avertissait de se garantir de son ambition. Les héritiers naturels, parmi lesquels le comte de Broglie, pour se rendre plus maître de cette affaire, eut l'adresse de se présenter au nom du vieux roi Stanislas et de la reine de France, réclamèrent contre ce partage inique. Le grand-général, à qui cette place impose le devoir de soutenir, quand il le faut, les lois à main armée, envoya des troupes sous le commandement du brave Mokranowski, s'emparer de la forteresse qui était le chef-lieu de cet héritage, et qui, par sa position non loin des frontières russes, pouvait servir à de plus grands desseins. Chacun des deux partis prit les armes, et, soutenu par les subsides que prodiguaient à l'envi l'Angleterre et la France, fit des levées de troupes et se tint prêt à la guerre. La cour hésita quelque temps entre les deux partis ; mais la faveur dont les Czartoryski paraissaient jouir encore ne put l'emporter sur le cri général, et Bruhl saisit enfin l'occasion qu'il attendait pour achever de les perdre dans l'es-

prit de son maître. Le roi, se joignant à ceux qui avaient entrepris de traverser leurs projets, nomma parmi ceux-ci de nouveaux administrateurs pour régir la succession d'Ostrog; et aussitôt les revenus de cette grande succession furent employés à des levées de troupes. La cour de Russie, également vendue aux princes Czartoryski et à la maison de Saxe, fut aisément déterminée par l'argent de l'Angleterre; et quand elle vit le roi, à l'instigation de l'ambassadeur de France, abandonner une famille qu'elle protégeait, elle s'indigna, elle crut pouvoir dissiper à sa naissance le parti qui se formait; et, renouvelant par une déclaration altière sa prétention d'être garante des lois de Pologne, elle accusa le roi de les avoir violées dans cette nomination de nouveaux administrateurs; elle annonça que toute sa puissance serait employée pour maintenir les Czartoryski dans leurs droits. Déjà l'on parlait de tous côtés de la prochaine invasion d'une armée russe en Pologne, et les Anglais s'efforçaient de l'y attirer pour l'approcher des pays où eux-mêmes se préparaient à porter la guerre. Les Czartoryski, ainsi soutenus, tenaient déjà le langage audacieux qu'ont accoutumé de tenir tous les Polonais mécontents; et leur ressentiment contre le roi leur permettant désormais de ne plus dissimuler leur ambition, ils semblaient résolus à tenter une révolution, et à déclarer le trône vacant.

La maison de Saxe, séparée de ces princes, ses uniques conseils depuis seize ans, et menacée par les Russes, ses uniques proctecteurs depuis plus de cinquante ans qu'elle régnait en Pologne, se jeta pour ainsi dire entre les bras de l'ambassadeur de France.

XXXVII. *Parti formé par le comte Broglie et abandonné par la France.*

Une foule d'hommes courageux et de citoyens remarquables par leurs talens s'étaient réunis aux projets de cet ambassadeur ; tous les emplois, toutes les grâces furent, à sa recommandation, donnés à de vrais républicains ; et dès-lors presque toute la noblesse se rallia sous son autorité. Les bruits qu'on affectait de répandre sur la prochaine invasion d'une armée russe, accéléraient le concert de tous ceux qui redoutaient l'oppression. Le grand-général Braniçki, personnellement menacé du ravage de ses terres, répondit « qu'il préférait sa ruine à la honte et au malheur de manquer à son devoir, et qu'une paix obtenue en cédant aux menaces deviendrait plus funeste qu'une guerre déclarée ». En trois années de séjour en Pologne, le comte de Broglie était ainsi parvenu à rassembler un parti nombreux et à forcer la cour d'adhérer à ses vues. Il avait étendu ses correspondances dans tous les États voisins ; et d'autres intérêts secondant alors son entreprise, déjà les Suédois faisaient avancer leurs troupes en Finlande : le kan des Tatars rassemblait toutes ses hordes, les Turks sortaient de leur profond assoupissement, et leur réveil annonçait la guerre. Frédéric, ce redoutable voisin des Polonais, qui n'avait pas encore atteint toute sa gloire, contribuait à susciter contre les Russes cette formidable ligue, et lui-même en attendait sa sûreté. La Russie, sous une administration inepte et incertaine, ne savait plus à quelles mesures recourir. Ses ministres, après avoir perdu à Varsovie leur considération personnelle, craignaient d'y compromettre une seconde fois le nom de leur souveraine. Ils voyaient avec surprise échapper de leurs

mains une autorité qu'ils avaient jusque là exercée sans concurrence; et, contenus par cette ligue générale, ils refusaient tout secours à l'ambition et à la vengeance des Czartoryski. Le comte de Broglie avait retrouvé dans quelque réfuge inconnu, sur un rivage de la mer Noire, de vieux compagnons de Mazepa, cet ancien et malheureux chef des révoltés de l'Ukraine; et par eux il avait noué de secrètes correspondances avec les mécontents de la nation kosaque. Il n'était pas même sans espérance de renouveler, s'il le fallait, contre la maison d'Autriche, les soulèvements des Hongrois. Enfin, dans les premiers mois de 1756, au moment où les hostilités entre l'Angleterre et la France, commencées d'abord en Amérique, portées ensuite sur les mers qui baignent cette partie du monde, étaient sur le point d'embraser l'Europe entière, le comte de Broglie était maître de former en Pologne cette confédération qui, soutenue par les subsides de la France, pourvue par ces mêmes subsides d'armes et de munitions, et protégée par tant de nations voisines, eût soustrait entièrement la Pologne au joug de la Rusie, eût aisément soumis un petit nombre de Polonais réfractaires et eût rendu à cette république des lois, un gouvernement et des forces. Mais la France suspendit tous les secours qu'elle avait promis, et renversa toutes les mesures de son ambassadeur.

XXXVIII. *Guerre générale en Europe.*

Une révolution dans la politique générale de l'Europe, fut la cause de ce fatal abandon. Le moment qui vit éclater cette guerre vit se dissoudre toutes les anciennes alliances, non par des changements réels que le laps du temps et la vicissitude des choses humaines eussent produits dans les

intérêts des États, mais uniquement par une suite de futiles intrigues entre des femmes et des favoris, par de sourdes manœuvres que dirigeaient de perfides ministres, par des défiances semées avec artifice, et des mécontentements injustes ou frivoles entre les souverains. On était sûr que l'embrasement allait se communiquer avec rapidité. Toutes les nations se préparaient à la guerre. Aucune ne connaissait plus ses alliés. Dans cette incertitude universelle, la conduite du roi de Prusse dont les Autrichiens méditaient la ruine, décida en un instant toute la face des affaires. Son alliance imprévue avec les Anglais, et l'invasion non moins imprévue de la Saxe, dont il fit le boulevard de ses propres États, ne laissèrent plus aux autres puissances ni le temps de négocier, ni la liberté de choisir. La France eut l'Autriche pour alliée, elle cessa de regarder les Russes comme ennemis; et par cette complication d'événements, la guerre était à peine commencée, et déjà tout le poids de ses calamités était tombé sur les États héréditaires du roi de Pologne.

XXXIX. *Auguste fuit de Saxe en Pologne.*

L'administration du comte Brulh avait surtout contribué à cette malheureuse destinée. Brulh, après avoir ruiné en Saxe les finances de son maître, n'avait point eu d'autre ressource, pour conserver le luxe de la cour, que de réformer la moitié de l'armée. La Saxe était sans défense, et au seul bruit d'une invasion, Auguste se vit forcé à fuir de sa capitale. Nous aurons achevé la peinture de cette cour, si nous ajoutons qu'en fuyant on prit soin de sauver les tableaux et les porcelaines, et qu'on oublia les archives de l'électorat, qui par cette négligence tombèrent entre les mains du vainqueur. Aussitôt qu'Auguste fugitif eut pris son royaume

pour asile, les deux factions rivales montrèrent un égal ressentiment des outrages faits à leur roi, et lui proposèrent à l'envi l'une de l'autre cent mille Polonais pour la délivrance de la Saxe. Chacune d'elles voulait se saisir la première de ce prétexte honorable pour confédérer la république ; chacune d'elles se pressa de solliciter celle des deux cours jusqu'alors ennemies d'où elle attendait sa destinée ; et bientôt, alarmées de l'irrésolution qu'elles trouvèrent également dans ces deux cours, elles envoyèrent à la hâte leurs plus habiles négociateurs, l'une à Versailles, l'autre à Pétersbourg. Ces émissaires y représentaient avec la même force les dangers auxquels la Pologne allait se voir exposée, si elle restait seule désarmée au milieu de l'Europe en armes. Mais Brulh tremblait que la nation ne se rassemblât sous l'autorité de l'un ou de l'autre parti. Il regardait l'anarchie actuelle comme le plus bel ouvrage de sa politique. Il l'entretenait par le facile talent d'aigrir les haines et d'augmenter les divisions. Il se promettait que tôt ou tard elle ferait tomber entre les mains de son maître le pouvoir absolu. Dans la crainte que les deux cours ne se conciliassent pour favoriser l'un ou l'autre parti, il prenait soin d'y décrier également tous les Polonais. Il faisait valoir contre eux cette longue suite de dissensions, accrues par lui-même, et qu'il travaillait à rendre irremédiables. Toutes ses négociations tendirent à faire également rejeter leurs offres. Il ne sollicitait, pour la délivrance de la Saxe, que le secours d'une armée russe. Le passage de cent mille Moskovites au travers de la Pologne désarmée, leur long séjour dans un pays que son imprudente politique cherchait à laisser sans défense, la guerre que le roi de Prusse pouvait y porter, soit à leur rencontre, soit à leur poursuite, rien n'effraya la prévoyance de ce ministre. Le seul péril qu'il parût redou-

ter, c'était de voir les Polonais en armes : les zélés citoyens étaient à ses yeux les plus dangereux ennemis.

XL. *Entrée des Russes en Pologne.*

Cependant Élisabeth refusait constamment de prendre part à la guerre ; elle savait que le repos était nécessaire à ses États dépeuplés : sa douceur, sa timidité, ses scrupules lui tenaient lieu d'une sage politique. Elle frémissait en songeant que d'une seule signature elle pouvait faire couler des flots de sang humain ; chaque fois que ces tristes délibérations étaient agitées dans son conseil, elle n'en sortait que pour aller gémir au fond de son oratoire. Il fallut, pour vaincre sa longue résistance, employer tous ces artifices si connus dans les cours, combattre une faiblesse par une autre faiblesse, lui persuader que sa beauté, et même toute sa personne avaient été le sujet des railleries outrageantes du roi de Prusse, et opposer ainsi une vanité de femme à sa douceur naturelle et à ses terreurs superstitieuses. Son ministre Bestucheff, vendu aux Anglais, lui avait inspiré, pour l'engager peu à peu dans cette guerre, le dessein d'affermir la paix ; il lui faisait croire que la seule présence de ses troupes sur les frontières, sans rien coûter à son empire, puisqu'elles seraient payées par des subsides étrangers, suffirait pour contenir le roi de Prusse, et que ce moyen sûr, disait-il, de prévenir les hostilités, satisferait son amour pour la paix, et tout ensemble ses justes ressentiments contre ce prince. Les Russes s'étaient donc avancés en Livonie. Mais l'Angleterre ayant tout à coup changé d'allié, l'armée russe, ainsi rassemblée, se trouvait par cet événement inattendu, frustrée de subsides ; et la tzarine se croyait jouée. Il restait



une difficulté à vaincre ; c'était de faire passer aux Russes les mêmes subsides que la France avait offerts aux Polonais. Mais un nouveau ministre conduisait les affaires de ce royaume. Il devait au changement subit de toutes les alliances son élévation rapide, et peut-être encore l'espérance d'une plus haute fortune. Il apportait dans les liaisons que sa cour prenait avec l'Autriche, et par l'Autriche avec la Russie, cet empressement, cette facilité de condescendance et cette générosité inconsidérée qui de tout temps ont caractérisé la nation française. On prétend que le comte de Brulh s'était emparé d'un premier rôle dans cette nouvelle intrigue, et que jamais on n'employa plus d'esprit et d'adresse qu'il n'en mit dans ces déplorables manœuvres. Quoi qu'il en soit, Élisabeth, gouvernée à la fois par ses amants, ses ministres et son confesseur, se laissa malgré elle entraîner à leurs volontés. Elle pleura en signant les premiers ordres adressés à ses généraux. Mais par ces ordres mêmes, cent mille Russes, destinés à combattre les Prussiens, s'avancèrent en Pologne pour en traverser les plus belles provinces, sans en avoir fait aucune réquisition à la république ; sorte d'outrage que ressentaient vivement tous les bons citoyens, et dont ils prévoyaient les conséquences terribles.

LIVRE QUATRIÈME.

I. *Deux factions, celle des Czartoryski et celle de la maison de Saxe, continuent de diviser la Pologne.*

Une tranquillité apparente succéda en Pologne à ce violent orage. Le parti rassemblé par l'ambassadeur de France, et qui avait le dessein généreux de briser le joug de la Russie, abandonné du ministère français, et pour ainsi dire livré aux Russes, se dispersa, et parut anéanti. Les zélés citoyens qui avaient formé cette ligue attendaient en silence pour se rassembler de nouveau, des temps plus favorables, ou si la destinée le voulait ainsi, des temps plus fâcheux et des dangers plus pressants. Deux factions, celle des princes Czartoryski et celle de la maison de Saxe, continuèrent d'agiter sourdement la république, sans que leurs funestes divisions fissent appréhender de prochaines tempêtes. Ces princes, implacables dans leur ressentiment contre la cour, trop affermis par l'usage qu'ils avaient fait de leur longue faveur, pour être renversés par la disgrâce, essayaient vainement de se donner pour un parti républicain. La cour, inquiète de leur mécontentement, et dans ses inquiétudes même toujours imprudemment conduite par le ministre favori, recommençait à vendre tous les emplois ou à les

accorder à de vils mercenaires, et croyait ainsi s'attacher de nouveaux partisans. Mais l'une et l'autre de ces deux factions ne cherchait véritablement à dominer en Pologne que sous la protection de la Russie; Pétersbourg était le siége de leurs intrigues : tous leurs efforts tendaient à s'enlever mutuellement cette protection. L'une s'attachait de plus en plus à la souveraine actuelle; et l'autre concevait déjà l'espérance de s'attirer toute la faveur des jeunes héritiers de cet empire.

En effet, l'impératrice Élisabeth, après avoir rendu son ancienne bienveillance à la maison de Saxe, ne mettait plus aucune mesure à ses nouvelles bontés. Elle ne s'en tint pas à envoyer cent mille Russes pour venger en Allemagne le roi de Pologne; elle consentit à lever le séquestre de la Kourlande, et à céder ce duché à un jeune prince saxon. Cet événement eut des suites si importantes, que nous devons le raconter avec quelque détail.

Près de vingt ans étaient déjà passés depuis la chute et l'exil de Biren, et le trône de Kourlande était toujours demeuré vacant. On ne savait plus si ce petit État devait être compté parmi les provinces de Russie ou parmi les provinces de Pologne. Une régence sans aucun chef exerçait l'autorité ducale; les revenus du souverain, perçus arbitrairement par la Russie, sous le nom des prétendues créances qu'elle exerçait contre Biren, étaient toujours détournés au profit des ministres russes; et leur avidité leur tenant lieu de politique, ils avaient soin de perpétuer pour eux-mêmes cette bizarre usurpation. Tous les actes étaient cependant expédiés sous l'autorité du roi de Pologne comme seigneur suzerain; et Biren, ayant par faveur obtenu pour prison une ville de Sibérie, y était réuni avec sa famille, exilé, flétri, dépouillé, sans qu'on voulût achever de lui faire grâce sur les instances réitérées du roi de Pologne, ni de le déposséder

sur les demandes de quelques ambitieux. Privé la plupart du temps de la modique pension que la Russie lui avait accordée pour son entretien, il faisait à force d'intrigues parvenir de secrètes plaintes jusqu'au roi ; et ce prince se ressouvenant qu'il lui devait le trône, parvenait de la même manière à lui faire tenir de secrètes aumônes. Plus d'une fois, Auguste avait été sollicité, par les amis de sa maison, d'accorder ce duché à l'un de ses fils. On lui représentait « qu'il en avait le pouvoir, puisqu'une diète le lui avait confié; que Biren n'en avait reçu l'investiture que sous la condition d'en affranchir les domaines de toute prétention étrangère ; que ce règne d'un moment en avait au contraire fait passer tous les revenus entre les mains des étrangers ; que cet aventurier trop célèbre, abhorré des Russes, méprisé des Kourlandais, tyran des deux pays, n'avait reçu de ses prétendus sujets, ni serments, ni hommage ; que son nom était diffamé, sa famille proscrite ; et que la fortune s'étant plu à détruire elle-même l'ouvrage de son caprice, le soutenir contre elle, n'était ni un devoir, ni une vertu ». Mais Auguste aurait craint de compromettre son pouvoir, s'il eût donné un fief dont les Russes possédaient tous les revenus, et dont ils étaient véritablement les maîtres.

II. *Le duché de Kourlande donné au prince Charles de Saxe.*

Les princes de la maison de Saxe profitant de la compassion que la ruine d'une maison souveraine inspire toujours dans les pays soumis à une autorité semblable, cherchaient alors à former des établissements dans les différentes cours alliées, en France, en Autriche, en Russie. Le prince Charles, troisième fils du roi de Pologne, d'une figure agréable et d'un esprit complaisant et souple, avait captivé plus par-

ticulièrement la faveur du roi son père; et, par une suite de cette prédilection, il fut destiné à servir dans les armées Russes, et à cultiver la bienveillance de cette cour, d'où le roi attendait plus de protection. Sur la route de Varsovie à Pétersbourg, il s'arrêta quelque temps à Mittau, capitale de Kourlande, et prit soin de s'y faire aimer. Bientôt il parvint à plaire à l'impératrice Élisabeth; il acheta le suffrage de la plus grande partie du ministère russe; et à peine eut-il séjourné quelques semaines à Pétersbourg, que l'impératrice annonça par une déclaration publique que ni Biren, ni ses enfants ne seraient jamais rappelés d'exil, et sur la foi de cette promesse, elle demanda au roi de Pologne d'accorder à ce jeune prince le duché de Kourlande.

III. *État de la cour de Russie.*

Mais au temps où le prince Charles parut à la cour de Russie, et sut y acquérir tant de faveur, il s'y trouva environné des plus dangereux écueils. La situation de cette cour était alors singulièrement remarquable. L'inévitable destinée de tous les ministres Russes était prête à fondre sur la tête du vieux chancelier Bestucheff. Son crédit, soutenu pendant dix-sept années, malgré la haine personnelle de l'impératrice, touchait enfin à son terme. Le cours ordinaire des affaires était déjà sorti de ses mains, par l'effet du nouveau système d'alliance tramé à son insu. Ce vieux ministre, se voyant ainsi joué, exécutait en silence des résolutions qu'il désapprouvait, méditait des desseins violents pour prévenir sa ruine, et toujours prêt à trahir sa souveraine, se liait de plus en plus aux intérêts et aux intrigues des jeunes héritiers de l'empire, absolument opposés aux alliances et aux vues du gouvernement actuel.

Le jeune grand-duc de Russie, sans figure, sans esprit, sans courage, et dont cependant l'imagination s'était enivrée d'une folle passion pour l'héroïsme, avait pris des liaisons secrètes avec le roi de Prusse. Il voyait avec chagrin le prince de Saxe solliciter avec succès des secours contre ce roi ; et toujours plein de forfanterie et d'une sorte de manie militaire, il marquait publiquement son dédain pour les manières plus douces auxquelles la popularité républicaine et le soin de plaire dans une cour polie avaient accoutumé ce jeune prince. Une passion différente donnait à la grande-duchesse, son épouse, des sentiments presque semblables. Elle avait pris des liaisons tout à la fois intimes et publiques avec un jeune Polonais, émissaire secret des princes Czartoryski, et neveu de ces princes. Cette famille, alarmée du peu d'appui qu'elle trouvait à la cour d'Élisabeth et de la faveur éclatante dont y jouissait alors la maison de Saxe, avait saisi une occasion singulière d'y entretenir cet agent. Une aventure galante donnait à cette mission un succès qui passait leurs espérances ; et pendant que l'imprudente politique de la maison de Saxe augmentait en Pologne l'influence des Russes, ses adversaires avaient déjà la certitude que cette influence servirait un jour à leur propre élévation.

IV. *Éducation, caractère et premières aventures de Stanislas Poniatowski.*

C'est ici le lieu de faire connaître particulièrement cet agent devenu trop célèbre, et que nous verrons bientôt élevé au rang le plus distingué parmi les hommes. Le jeune comte Poniatowski, cet émissaire secret, était livré plus secrètement encore à la plus vaste ambition personnelle. Il

nourrissait depuis son enfance des desseins bien opposés à ceux de ses deux oncles. Sa mère, sœur des princes Czartoryski, lui avait inspiré pour lui-même toute l'ambition qu'elle tenait d'eux. Épouse d'un soldat de fortune, qui, après avoir ébranlé le trône de deux de ses rois, était devenu, par leur faveur même, premier sénateur du royaume, elle ne doutait pas que ses enfants ne fussent également destinés aux plus illustres entreprises; et vivant au milieu des désordres de sa patrie, elle leur avait inspiré dès l'enfance le projet d'en être un jour les restaurateurs et les maîtres. Stanislas-Auguste, dont nous parlons, était le quatrième de sept enfants nés de ce mariage. L'éducation des trois premiers, dont deux sont morts avant l'élévation de leur frère, avait d'abord été laissée au hasard. Mais à la naissance de celui-ci, une singulière conjoncture changea les dispositions de ses parents, et fit tout à coup cesser leur négligence. Il y avait parmi les domestiques de cette maison un aventurier italien, nommé Fornica, moitié astrologue, moitié alchimiste, et qu'on y entretenait à titre de chirurgien. Il était chéri du vieux sénateur, dont l'esprit romanesque fut toujours épris de ces chimères, et qui croyait tout possible, parce que lui-même avait éprouvé les fortunes les plus extraordinaires. Cet Italien s'était trouvé présent au moment de la naissance de Stanislas-Auguste; et, soit par un hasard qui approcherait du merveilleux, soit qu'il eût seulement dessein de flatter cette maison, dont il connaissait les idées ambitieuses, il annonça que l'enfant qui venait de naître serait roi. Le secret de cette prédiction soigneusement gardé entre un petit nombre des personnes, servit à régler leur conduite. On commença par lui donner ce double nom de Stanislas-Auguste, comme s'il était également né sous les auspices des deux rois ennemis que son père avait servis tour à tour. La comtesse Poniatowska se reprochant d'avoir

donné trop peu de soins à l'éducation de ses enfants, qu'elle s'habitua à regarder d'avance comme une famille royale, s'en occupa dès lors tout entière. Elle s'appliqua surtout à former celui-ci pour le trône, l'accoutumant au travail, le faisant venir chez elle dès le point du jour, afin qu'il étudiât sous ses yeux. Elle rapportait uniquement à ce présage toute l'éducation qu'elle lui donnait. S'il apprenait à dessiner, elle fixait son attention, tantôt sur une tête de César, tantôt sur une tête d'Auguste, en lui expliquant par quels extraordinaires talents l'un avait subjugué sa patrie, et comment l'autre avait établi une monarchie florissante, après avoir asservi en tyran une république en désordre. Dans le dessein de proportionner l'esprit, le caractère et les forces de tous ses enfants à la grandeur et à la difficulté des conjonctures qu'elle prévoyait pour eux, elle leur fit jurer de fuir jusqu'à trente ans les femmes, les plaisirs de la table, et tous ces frivoles ou dangereux amusements qu'on nomme jeux de société ou de hasard. Mais la nature n'avait formé le jeune comte Poniatowski que pour être un homme aimable. Aucune magnanimité, aucune force ne s'annonçait dans son caractère. Accoutumé, dès qu'il fut capable d'un secret, à taire soigneusement cette haute espérance sur laquelle on voulait qu'il dirigeât toute sa vie, mais qui l'eût rendu odieux et ridicule aux yeux de ses oncles et de leurs enfants, il en avait pris au milieu de sa famille une perpétuelle habitude de réserve et de tromperie. Quelques idées de grandeur et de générosité cultivées en lui par une femme romanesque ne tenaient point à cette franchise d'esprit et de caractère qui fait seule les âmes élevées et généreuses. Quoiqu'on fût parvenu à le rendre sérieux, dissimulé et patient, ses moindres émotions se produisaient par des larmes et ne lui laissaient presque jamais le sang-froid nécessaire dans les grandes affaires. Son cœur, sensible jus-

qu'à l'excès dans tous ses attachements, semblait plutôt l'entraîner aux plaisirs de la vie privée et aux douceurs d'une société intime, qu'au tumulte des factions. Sa plus chère occupation était d'apprendre par cœur les vers les plus licencieux des poëtes français. Le goût de la frivolité et de tous les arts qui plaisent dans la société des femmes dominait malgré lui dans les romans où s'égarait son imagination. Il n'étudiait ni la guerre ni le gouvernement; et cet homme, qui se croyait né pour le trône et pour être un jour le restaurateur de son pays, ne songeait qu'à devenir un protecteur de tous les arts de luxe, et surtout à cultiver en ce genre de petits talents auxquels il attachait les plus hautes prétentions. Sa figure, qui presque seule lui a valu cette couronne à laquelle se fixaient toutes ses pensées, était véritablement très-belle, quoique la faiblesse de sa vue, jointe au caractère même de sa physionomie, laissât toujours dans ses regards quelque chose de dur, de louche et de sinistre. Ses yeux étaient grands et noirs, ses cheveux noirs et épais; ses traits avaient de l'éclat et de la régularité; sa taille, sans être grande et même sans élégance et sans grâce, n'était pas sans noblesse, et marquait de la force. Il avait dans son air, dans ses manières, dans sa démarche, une sorte d'apprêt théâtral, et dans tous ses discours une tournure affectée, singulière et romanesque, qui, dans ses premières années, faisait attendre de lui des choses hors du cours ordinaire de la nature, mais qui s'est démentie dans les principales actions de sa vie, parce qu'elle tenait moins à la vraie tournure de son imagination et au fond de son caractère, qu'à la bizarrerie de son éducation. Il parlait avec facilité en public, plus en bel esprit qu'en orateur, plutôt disert qu'éloquent, capable de converser agréablement dans un cercle, de haranguer dans une académie, mais non d'entraîner une multitude ou de détermi-

ner un sénat; et ceux même qui l'ont observé de plus près ont remarqué qu'il avait dans ses conversations cette adresse des gens médiocres qui cherchent à cacher les bornes de leur esprit, l'adresse d'entretenir habilement chaque personne sur le sujet qu'elle entend le moins. Il parlait de vers et de littérature aux Polonais uniquement occupés de leurs diètes et de leurs tribunaux. En France, au contraire, où l'on s'occupait alors uniquement de plaisirs et de bel esprit, il parlait sans cesse de législation et de gouvernement; et à Londres, où commençait à régner dans les mœurs publiques la plus excessive licence, tous ses entretiens roulaient sur les principes de la plus saine morale.

Le chevalier Williams, dont nous avons raconté les liaisons avec les princes Czartoryski, cet Anglais, également connu dans ce temps-là par son génie entreprenant et par le scandale de ses mœurs, avait pris pour lui une amitié qui ressemblait à une passion vive. Cet homme voyant avec douleur le parti auquel il s'était donné en Pologne destitué du secours des Russes, mais, dans ce revers même, s'attachant de plus en plus à exécuter la révolution qu'il avait entreprise, fit un voyage en Angleterre pour obtenir d'être nommé ambassadeur en Russie. Ce fut à cette occasion qu'il se chargea de conduire Poniatowski dans les pays étrangers. Le début de ce jeune Polonais n'annonçait pas qu'il devrait un jour sa fortune et le trône même à ses voyages. Resté seul à Paris une partie du temps que son conducteur devait passer en Angleterre, la méchanceté de son esprit lui fit fermer les maisons qu'il désirait le plus de fréquenter. Une galanterie fausse, étudiée, de perpétuelles déclarations d'amour, successivement répétées à toutes les femmes auxquelles il parlait, et qu'un jour trente femmes rassemblées dans une maison de campagne se racontèrent mutuellement, l'exposèrent à d'extrêmes ridicules. Le dé-

rangement que son luxe mit dans sa médiocre fortune le livra aux poursuites de ses créanciers d'une manière avilissante ; et ceux qui prenaient intérêt à lui le firent partir précipitamment d'une ville où sa conduite ne lui permettait plus de rester avec considération. Ce qui, dans ce voyage, l'avait surtout frappé, ce qu'il étudiait avec le plus de soin, c'était le port et les airs de tête du roi de France, Louis XV, qui véritablement avaient beaucoup de grandeur et de majesté. Il s'attacha dès lors à les imiter avec une affectation qui fut remarquée à cette cour, où tout ridicule est si promptement saisi, et où l'on était bien loin de soupçonner l'intention que ce jeune voyageur portait secrètement dans cette étrange étude. Il rejoignit aussitôt Williams en Angleterre ; et celui-ci, nommé ambassadeur à la cour de Russie, traversa la Pologne pour s'y rendre, et obtint aisément des princes Czartoryski, lesquels sentaient la nécessité d'entretenir un émissaire à Pétersbourg, que leur choix tombât sur le jeune Poniatowski. Il le conduisit à cette cour comme secrétaire d'ambassade ; et ayant bientôt reconnu, au travers de toutes les intrigues, la route que devait suivre un jeune ambitieux doué d'une belle figure, il se chargea de lui en aplanir les premiers pas. La vanité russe eut peine à laisser un étranger, annoncé comme un simple secrétaire, se mêler avec égalité parmi les courtisans et se produire dans toutes les assemblées de la cour. Williams employa plus d'une fois la double autorité que lui donnaient et son audace personnelle et le caractère dont il était revêtu pour faire asseoir ce jeune homme à la table de l'impératrice. Il employa de semblables moyens pour le faire parvenir jusque dans les cabinets intérieurs de la grande-duchesse ; on sait même que, sur les sollicitations hardies de cet ambassadeur, elle osa, dans l'obscurité d'une longue nuit d'hiver, se dérober du palais et se rendre seule

et à pied dans la maison du consul d'Angleterre. Poniatowski s'y trouva seul ; il était alors dans sa vingt-troisième année, et l'on ne peut douter qu'il n'ait oublié à cette époque une partie des serments que sa mère avait exigés de lui. Ajoutons encore, car dans une fortune si extraordinaire tout intéresse, ajoutons qu'avec un esprit faux et étroit, mais singulièrement cultivé, il avait cette sensibilité ardente et cet enthousiasme capables d'égarer un esprit plus vaste et une raison plus saine, mais qui sont des moyens presque sûrs de plaire aux femmes. Sa mémoire était tout récemment ornée des traits les plus piquants d'un poëme agréable et licencieux, dont il avait trouvé en France des copies manuscrites, ouvrage fort répandu aujourd'hui, mais qu'alors l'impression n'avait pas encore fait connaître dans les pays étrangers Ses entretiens en acquirent plus de charme pour une jeune princesse étrangère en Russie, d'une imagination vive, dont l'esprit fut aisément séduit par le premier esprit cultivé qu'elle eût vu à cette cour, et déjà enhardie par quelques liaisons secrètes où les mêmes agréments ne s'étaient pas rencontrés. Quelques-uns prétendent qu'une superstition de femme entra aussi dans la passion de la grande-duchesse. Ne doutant pas, sur la confidence de Poniatowski, que ce jeune Polonais ne devînt roi, et se promettant dès lors que la destinée se servirait d'elle pour cette élévation, elle en accepta le présage de sa propre grandeur ; elle s'attacha fortement à un projet qui parut l'assurer elle-même de son élévation future : et ce fut ainsi que la prédiction contribua en grande partie à l'événement.

Le comte Poniatowski, dans le renversement des anciennes alliances, n'avait pu rester auprès d'un ambassadeur d'Angleterre. Il avait fait un voyage en Pologne pour solliciter d'être renvoyé en Russie comme ministre du roi son maître. On s'était de toutes parts opposé à cette demande.

On avait représenté au comte Brulh « que rien ne serait plus imprudent, plus insensé, que d'envoyer en Russie, comme ministre du roi, un émissaire de la maison Czartoryski; que le bonheur d'avoir plu à l'héritière de cet empire développant dans ce jeune homme un esprit naturellement romanesque, son ambition ne verrait plus aucune borne; en un mot, que, d'une manière ou d'une autre, cette complaisance coûterait un jour le trône à la maison de Saxe ». Cette prédiction fut faite par le comte de Broglie, qui, après avoir éloigné de la cour les princes Czartoryski, s'attachait constamment à empêcher leur crédit de renaître. Mais l'espérance de conduire une intrigue séduisit le ministre saxon; et Poniatowski en obtint aisément le titre qu'il était venu solliciter. Avant son départ de Varsovie, il eut quelques obstacles à vaincre dans sa famille, et sa mère elle-même à combattre. Elle ne cessait de lui représenter « que ce n'était pas par un commerce de galanterie, mais par de grandes qualités et de grandes vertus qu'il devait mériter l'élévation qui lui était prédite; que cette passion ne pourrait servir qu'à l'égarer, et peut-être l'engager un jour à sacrifier l'honneur de sa couronne, son royaume et sa patrie à sa maîtresse ». Il ferma l'oreille à des remontrances si sages, quoique mêlées d'une si folle superstition; et il ne tarda pas à retourner en Russie, chargé toujours en secret des intérêts de la maison Czartoryski, en apparence des intérêts de la maison de Saxe, et uniquement occupé de sa propre grandeur. Bientôt, dans un souper à la campagne avec quelques Polonais, la grande-duchesse leur annonça qu'un jour elle leur donnerait son amant pour roi. Ces Polonais étaient des jeunes gens d'une figure charmante, et que cet avantage avait fait choisir par le roi de Pologne pour composer un cortége au prince Charles. Ils avaient mieux aimé se joindre à cette nouvelle intrigue, et secon-

der la fortune de leur égal, que de suivre les intérêts de leur prince. Ils ne traversaient les desseins du comte Poniatowski qu'en tâchant, mais en vain, de se rendre plus agréables que lui à la grande-duchesse; et nous la verrons par la suite attacher quelque temps leur fortune à celle de Poniatowski, et contribuer à son élévation par leur activité et leur courage. Mais alors ils regardèrent ce propos comme un délire d'amour, comme l'ivresse d'une jeune femme dans un souper de plaisir, et n'y firent aucune attention sérieuse. Nous tenons d'eux-mêmes ces dernières anecdotes.

Cependant Poniatowski employait trop ouvertement son ministère à soutenir des intérêts contraires à ceux du roi son maître; ses liaisons non interrompues avec l'ambassadeur d'Angleterre le rendaient justement suspect aux nou-nouveaux alliés de la cour de Russie. La témérité de ses démarches, et ses imprudences dans quelques rendez-vous nocturnes, avaient donné trop d'éclat et de publicité à l'extrême patience du grand-duc. Enfin les deux amants avaient pour confident le grand-chancelier Bestucheff, qui avait servi toutes les passions de la jeune princesse, et qui, dans ce temps, cherchait à l'entraîner dans ses desseins de vengeance et dans un projet de révolution. Tous ceux qui étaient opposés à la faction anglaise et prussienne crurent nécessaire à la sûreté générale de la cour de Russie, à la sûreté d'Élisabeth et de ses nouvelles alliances, de dissoudre cette espèce de ligue, en achevant la ruine de Bestucheff, et en renvoyant Poniatowski dans sa patrie. On était alors dans l'automne de 1757 : et le comte Brulh, décidé par l'impression du moment, allié plus ou moins fidèle suivant les différentes marches des armées, voyant, vers le milieu de cette saison, les troupes françaises parvenues sur les frontières de la Saxe, et la délivrance de cet électorat dé-

pendre de leurs armes, accorda à la demande de cette cour le rappel du comte Poniatowski. Mais son audience de congé fut rejetée loin, parce que l'impératrice, sur le déclin de son âge, ne se montrant jamais en public qu'après une longue et pénible toilette, en différait de jour en jour les embarras et les fatigues; et pendant ces délais, l'armée française ayant été vaincue à Rosbach, et ayant fui loin de la Saxe, les deux ambassadeurs de France à Varsovie et à Pétersbourg n'eurent plus droit de presser le départ de Poniatowski. Son audience de congé était demandée, mais la connivence du premier ministre Bestucheff le laissait dans cette situation incertaine.

La passion des deux amants devint d'autant plus vive, qu'elle était ainsi perpétuellement traversée, et que pendant plusieurs mois ils eurent chaque jour en se séparant, la crainte de s'être vus peut-être pour la dernière fois.

V. *Disgrâce de Bestucheff.*

Mais déjà Bestucheff, leur confident et leur unique soutien, sentait toutes les approches de la disgrâce. Sa souveraine, quoique toujours indécise, ne lui montrait plus qu'un visage glacé. Les courtisans évitaient avec soin sa rencontre. Il résolut de s'enfermer pour laisser passer cette tempête. Il voulut imiter un de ses prédécesseurs, qui, abandonnant toutes les affaires à ses rivaux, contrefit le malade un an entier pour leur donner l'espérance prochaine de sa mort, laisser leur crédit s'épuiser, et attendre les vicissitudes de la cour. Mais les deux ambassadeurs réunis redoublèrent d'efforts pour lui enlever cette dernière ressource; et enfin trois ordres consécutifs le forcèrent à se rendre au conseil. Il disait à ses confidents : « Vous le voyez, dès qu'une af-

faire importante survient, ils sont obligés d'en revenir à moi ! » Mais à peine fut-il entré dans la salle du conseil, on lui demanda ses cordons et son épée. Il pâlit, et dit : « Que la volonté de l'impératrice soit faite. » Il eut d'abord son hôtel pour prison, et choisit pour asile une cave, dont, pendant sa fortune, il avait fait un lieu de plaisir, et dont tous les tonneaux étaient liés de cerceaux d'argent. Il n'en sortit que pour être conduit en exil dans ses terres.

VI. *Rappel de Poniatowski.*

Poniatowski, par cette disgrâce, perdit son seul appui; et peu de temps après, le prince Charles de Saxe ne put se refuser aux instances qu'il reçut de toutes parts, et aux prières même du grand-duc, d'écrire au roi son père, pour l'engager à rappeler une seconde fois Poniatowski. Le comte Brulh, tour à tour complaisant pour tous les partis, obéissant toujours aux craintes présentes, l'ayant aussitôt rappelé, fit ainsi par ses alternatives de condescendance, tout le mal qui pouvait être fait, et s'exposa aux justes ressentiments de tous ceux à qui successivement il avait eu dessein de plaire.

Les deux amants séparés dans le premier feu de leur passion, donnèrent l'un et l'autre le plus grand éclat à leur douleur. Poniatowski se jeta tout en pleurs aux genoux du prince de Saxe, et la grande-duchesse aux pieds de l'impératrice; mais leurs instances tardives ne furent point écoutées. Poniatowki rapporta à son père une lettre de la grande-duchesse qui contenait ces mots : « Charles XII a distingué votre mérite; je saurai distinguer celui de votre fils et l'élever peut-être au-dessus de Charles XII lui-même. » Le vieux comte Poniatowski enferma cette lettre dans une espèce de scapulaire, et tout le reste de sa vie il la porta ainsi

sur sa poitrine. La grande-duchesse, déjà livrée à d'implacables ressentiments contre la France et l'Autriche et contre leurs ambassadeurs, n'ignora pas la part que le prince Charles avait prise à ce nouveau rappel. Elle le menaça de l'en faire repentir. La violence et la hauteur qu'elle mit dans cet entretien, le força de lui répondre avec une égale fierté. On voyait, à leur vivacité mutuelle, que l'un se flattait de rester toujours indépendant, et l'autre d'exercer bientôt un pouvoir sans bornes. Cette cour était alors comme l'intérieur d'un théâtre où la fortune préparait en secret tous les ressorts qui devaient exécuter bientôt ses jeux les plus bizarres.

VII. *Convocation du sénat de Pologne au sujet de la Kourlande, et conduite des Czartoryski dans cette assemblée.*

Cependant la déclaration d'Élisabeth sur la perpétuité de l'exil de Biren, et sa recommandation en faveur du prince Charles, avaient été remises solennellement au roi de Pologne au moment où la diète s'assemblait. Cette diète ayant été rompue, comme toutes les précédentes, le roi convoqua aussitôt à Varsovie une assemblée du sénat. Les princes Czartoryski craignaient cet établissement de la maison de Saxe en Kourlande; ils appréhendaient que ce trône ne lui servît un jour de degré pour monter une troisième fois sur celui de Pologne. Assurés d'être protégés en Russie par l'héritière de cet empire, ils n'ignoraient pas qu'elle n'avait encore dans le gouvernement aucun crédit; mais les événements que la santé chancelante d'Élisabeth faisait prévoir entretenaient leurs espérances, et forçaient déjà leurs ennemis à de grands ménagements pour eux. D'ailleurs, pour s'opposer à tous les projets de la cour, il leur

suffisait de leur propre puissance, de la constance inflexible de leur caractère, de la liberté des opinions dans ces grandes assemblées, où le prétexte du bien public leur offrait toujours une occasion favorable de se livrer à leurs animosités et de confondre leurs chagrins avec les intérêts et les plaintes de la nation. Dans cette assemblée du sénat, le prince Michel Czartoryski, grand-chancelier de Lithuanie, soutint « que la Kourlande était un fief non pas seulement du trône, mais de la république; que jamais en aucun cas important les rois de Pologne n'avaient transigé au sujet de ce duché sans le concours d'une diète; que tels étaient les serments du roi en montant au trône, les conditions mêmes auxquelles il régnait; que si, dans le désordre de ces temps malheureux, ces assemblées se séparaient chaque fois sans parvenir à prendre aucune résolution, c'était une calamité générale à laquelle un fief dépendant de la république n'était pas moins soumis que les autres provinces; qu'à la vérité, en 1736, une diète avait donné au roi le pouvoir de conférer ce fief, mais non le pouvoir de le conférer dans toutes les vacances, encore moins le pouvoir d'en destituer à son gré le nouveau possesseur, et de ravir à ses enfants le droit de lui succéder; que le duc Biren et sa famille ne pouvaient perdre de pareils droits sans avoir subi toute la rigueur d'un procès criminel et d'un jugement légal; que la déclaration d'une puissance étrangère n'équivalait point à cette procédure juridique; qu'il voulait bien croire méritées les disgrâces que cette famille éprouvait en Russie, mais que d'examiner si à de tels malheurs se mêlait quelque crime de félonie envers la république, c'était un droit réservé à la république elle-même; que la Russie, en annonçant comme éternelle la proscription de ce duc et de sa postérité, se fondait sur des raisons d'État, sorte de jurisprudence heureusement inconnue dans les pays libres, et

toujours variable dans les pays mêmes où l'autorité n'a besoin que de ce mot pour motiver ses rigueurs; que les années, les événements, les changements de règne amèneraient en Russie d'autres raisons d'État; que cette cour demeurerait toujours maîtresse de faire revivre à son gré les droits d'une famille qui continuerait d'habiter en Russie; enfin qu'on ne saurait trop admirer l'imprudence des ministres qui s'engageaient, non pas avec audace, mais avec légèreté, dans une affaire si dangereuse». Trois sénateurs de cette famille, et deux de ses partisans se joignirent à l'opinion du grand-chancelier de Lithuanie. Tous les autres sénateurs, au nombre de cent vingt-huit, opinèrent « que la constitution de 1736 ayant laissé au roi le libre choix d'un nouveau duc de Kourlande, et depuis cette époque toutes les assemblées de la nation ayant été rompues, le roi avait toujours cette constitution pour règle ». Il accorda donc au prince Charles les diplômes et l'investiture de ce duché; mais soit légèreté, soit fausse prudence et dessein d'intéresser la Russie elle-même à soutenir cette nouvelle investiture, il reconnut dans ses écrits les droits du duc de Biren et de sa famille comme légitimes, et donna pour fondement aux droits du duc Charles la seule déclaration de l'impératrice que la personne et la famille de Biren ne seraient jamais relâchées.

Le nouveau duc de Kourlande se flatta bientôt d'avoir acquis un grand parti dans la république par une démarche qui n'était pas elle-même sans imprudence. Aussitôt qu'il eut obtenu cette couronne, il se pressa d'en faire secrètement hommage à une jeune Polonaise qu'il choisit pour épouse, Françoise de Corvin Krasinska, dont la beauté justifiait cette passion, et dont la vertu mérita cette alliance. il crut que la souveraineté le rendait en quelque sorte indépendant du pouvoir paternel, et ne demanda point le consen-

tement du roi son père pour un mariage que la fierté de la maison de Saxe eût regardé comme inégal. Cette union toujours ignorée du roi, fut d'ailleurs consacrée par toutes les formalités qui pouvaient la rendre indissoluble. Toute la nation en fut instruite, quoique la nouvelle épouse conservât son propre nom et continuât de vivre chez ses parents; et il est remarquable que malgré les haines publiques qui animaient un grand nombre de Polonais contre la cour, ils n'imaginèrent jamais de troubler par cette odieuse délation la paix de la famille royale et la faveur constante que le roi marquait à son fils. Plusieurs maisons alliées par ce mariage au nouveau duc de Kourlande s'attachèrent à ses intérêts; et leur influence lui donna un si grand nombre de partisans, qu'il crut pouvoir désormais élever ses vues jusqu'à l'espérance de succéder au roi son père.

VIII. *Séjour de l'armée russe en Pologne.*

Pendant ce temps, une armée de cent mille Russes séjournait dans les provinces polonaises; et Brulh les regardant comme les vengeurs de son maître, ne pouvant plus acheter la faveur de cette cour que par un dévouement aveugle, se prêtait à toutes leurs vexations. Enhardis par cette connivence, ils demandèrent qu'on leur livrât la ville de Dantzick, la seule ville forte de ces contrées, afin d'avoir, disaient-ils, une retraite assurée si la fortune voulait qu'ils éprouvassent des malheurs. La cour s'inquiéta enfin de cette demande; et tandis qu'elle employait publiquement son crédit pour résoudre les magistrats de cette ville à recevoir une garnison russe, elle les faisait secrètement exhorter à s'y refuser. Mais toute la Pologne ignora ces insinuations secrètes; et l'opinion que la république était trahie

par la cour s'établissait de plus en plus dans tous les esprits, et y jetait à la fois l'indignation et le découragement. L'armée russe vint avec ses canons de siége camper sur les glacis de Dantzick. Les magistrats pour réponse firent mettre leurs canons en batterie, choisirent un brave Suédois pour commander leur garnison, enrégimentèrent leur bourgeoisie, remplirent leurs magasins, et sans aucun espoir de secours, ils attendirent les événements.

De simples bourgeois d'une ville commerçante, donnaient ainsi à un premier ministre l'exemple d'une noble fermeté.

Elbing, Thorn et d'autres villes, qui ne pouvaient s'opposer par la force à cette espèce d'invasion, furent livrées aux Russes pour y établir des magasins, et en faire des places d'armes. Cette armée sans argent, sans crédit et dépourvue de tout, se trouvait forcée à vivre de brigandage; et d'ailleurs, par quelle discipline contenir toutes ces nations du nord de l'Asie, ne connaissant d'autre guerre que la dévastation, ne recevant d'autre solde que le pillage, les uns habitués à mener en main deux chevaux destinés à emporter le butin, les autres nus comme les sauvages, et en ayant les mœurs et la férocité ?

Dans les premiers plans de cette guerre, les Russes n'étaient entrés en Pologne que pour traverser rapidement ce royaume; mais ils trouvaient dans la terreur qu'inspirait le roi de Prusse un prétexte d'y perpétuer leur séjour. Ils eurent cependant la gloire de vaincre les armées prussiennes, mais sans accélérer ni la fin de la guerre, ni la délivrance de la Saxe. Ils durent cette gloire à la nécessité où était ce prince de marcher à eux aussitôt qu'ils approchaient de ses frontières, de les attaquer à des époques fixes, quelle que fût sa position et la leur, n'ayant jamais assez de temps pour manœuvrer contre eux, parce qu'il était obligé de revenir aussitôt avec toutes ses forces contre l'armée autri-

chienne. Il lui suffisait de leur livrer promptement, et quelque part où il les rencontrât, une sanglante bataille, qui les rendît, fussent-ils victorieux, inutiles à leurs alliés pour le reste de la campagne. Leur ignorance lui présentant toujours quelque moyen facile de les enfermer de toutes parts, tantôt en les renversant sur leurs équipages, tantôt par de rapides manœuvres, que l'aspect du terrain lui inspirait, il les attaquait avec fureur, ordonnait à ses troupes de ne faire aucun quartier, aucun prisonnier, et s'attachait opiniâtrément à l'espoir de massacrer leur armée entière. Mais une triste expérience lui faisait dire « qu'ils sont plus durs à tuer que difficiles à vaincre ». Un étranger qui servait parmi eux, les voyant ainsi enfermés au commencement d'une de ces batailles, demanda à leur général où serait la retraite si on était battu. Là, répondit le Russe, en montrant la terre. Presque toujours le carnage était égal. L'armée russe vaincue, forcée de retranchements en retranchements, sans être jamais dispersée, reprenait les armes pendant qu'on la massacrait, et à son tour elle massacrait ses vainqueurs. Le roi de Prusse après avoir perdu une partie de l'armée qu'il conduisait à cette horrible boucherie, les laissait hors d'état de marcher en avant. Il revenait avec ses débris rejoindre ses autres détachements. Il poursuivait alors sans distraction ses savantes campagnes, contre un ennemi également digne de son courage, et plus digne de son habileté; et les Russes revenaient toujours passer l'hiver, partie en Pologne et partie dans son royaume de Prusse, que l'éloignement de cette contrée ne lui avait pas permis de défendre contre eux. C'est ainsi que se perpétuait depuis six ans leur séjour dans les provinces de la république.

Deux commissions successivement établies par l'impératrice pour écouter les plaintes des Polonais et accorder les

indemnités qui étaient dues ne furent qu'illusoires; soit que la fourberie des généraux russes éludât l'équité de leur souveraine, soit plutôt que le manque total d'argent rendît cette équité toujours vaine; mais la cour de Russie, par les dédommagements qu'elle reconnaissait devoir, et qu'elle ne cessait de promettre, acquérait sur le plus grand nombre des Polonais, le singulier avantage d'avoir une partie de leur fortune entre ses mains. Enfin ces républicains ne voyant plus de terme à leurs maux, parvinrent à se concerter; ils envoyèrent de secrets émissaires au roi de Prusse, quoiqu'il parût alors tout près de sa ruine. Ils en envoyèrent aussi au kan des Tatars. Ils promirent, si ces deux princes s'engageaient à les soutenir, de surprendre les troupes russes dans les cantonnements qu'elles occupaient en Pologne, et de dissiper toute cette armée.

X. *Intrigues du comte Brulh déconcertées par la mort d'Élisabeth.*

Le comte Brulh entrevit ces mouvements d'impatience, ces tentatives de ralliement; et sans se donner aucuns soins pour les prévenir, sans même chercher à pénétrer ce dont il s'agissait, il s'en rendit en Russie le délateur, et saisit avec empressement cette occasion d'y dénoncer la noblesse polonaise. Mais avant d'exposer quels étaient ses desseins, il ne sera pas inutile de dire quelle était alors sa situation.

Toutes ses possessions en Saxe avaient été dévastées. Ses riches domaines, ses maisons de plaisance, son palais de Dresde, n'existaient plus. Le roi de Prusse avait porté la fureur jusqu'à faire détruire tout ce que la guerre en avait épargné, tout brûler, tout ravager, tout démolir. Une atroce perfidie du comte Brulh avait attiré sur lui cette tempête.

Il avait fait voler, la nuit, avec de fausses clefs, les chiffres, les instructions, les correspondances du ministre prussien à Varsovie; et il avait fait part à toutes les cours de ce que la plus noire malignité lui avait suggéré, comme s'il l'eût trouvé dans ces correspondances. Devenu par là l'objet des vengeances personnelles du roi de Prusse, mais devenu par ses pertes mêmes plus cher à son maître, ce dernier l'en avait dédommagé en Pologne par une profusion de nouveaux bienfaits. Il lui avait donné tout l'apanage de la reine, qui, ayant eu vainement le courage de rester à Dresde, y était morte au milieu des outrages et des calamités. Cette mort ne laissant plus auprès du roi de libre accès qu'à Brulh seul, son crédit ne redoutait plus aucune concurrence. La plupart des Polonais, indignés de ce que sa fortune et sa faveur ne cessaient ainsi de s'accroître dans les malheurs de son gouvernement, et le voyant accumuler sur sa tête tant de richesses et de dignités, se rappelèrent que Brulh, étranger dans leur république, n'y jouissait de ces grâces excessives que sur la foi d'une généalogie suspecte. Les réclamations s'élevèrent de toutes parts; mais la rupture des diètes les avait rendues vaines. Leur indignation et leur jalousie, qui s'étaient produites avec liberté, mais avec impuissance, et qu'il croyait pouvoir impunément braver, n'avaient servi qu'à l'aigrir et à développer en lui un orgueil qui jusque-là ne s'était pas montré dans son caractère. Ce n'était plus ce ministre qu'on avait vu si souple, si insinuant, si flatteur, et dont on ne craignait que la douceur perfide; c'était un favori altier dont les dédains outrageants inspiraient un désir presque général de son humiliation et de sa chute, sans que ses plus cruels ennemis pussent désormais en imaginer les moyens. Les événements de la guerre ajoutaient encore à l'ivresse de sa présomption. Le roi de Prusse paraissait presque détruit. Six années de cette guerre avaient formé contre lui

des généraux dignes de le combattre. Toutes les provinces qu'il défendait étaient ouvertes, et Brulh, croyant voir la paix s'approcher, voulait profiter du séjour de l'armée russe en Pologne pour faire décider la succession au trône en faveur de la maison de Saxe. Il donna donc à dessein de grandes inquiétudes à Pétersbourg, afin que la Russie envoyât au centre du royaume un corps d'armée qu'il voulait y avoir à sa disposition. De son côté, le grand avantage que la Russie voulait retirer de cette guerre, était de régler avec cette république les limites toujours indécises depuis leur traité de paix perpétuelle. Une demande si modérée en apparence, cachait la prétention d'envahir, par le concours de toutes les puissances alliées, une grande province à l'orient de la Pologne; et le roi eût facilité cette usurpation pour prix d'une élection anticipée en faveur de l'un de ses fils. Brulh commença pour cette élection quelques trames parmi les seigneurs polonais, dans le même temps qu'il accusait à la cour de Russie la noblesse de plusieurs palatinats d'être prête à se confédérer. Cette cour fit des déclarations menaçantes, et envoya aussitôt dans ces provinces douze mille hommes, avec ordre au général d'agir en tout de concert avec la cour de Varsovie.

Ainsi, par l'espérance d'une paix prochaine, et par le succès de cette nouvelle intrigue, Brulh voyait tous les revers de son maître tourner en avantages. Les malheurs passés n'auraient prouvé que la faiblesse naturelle des deux États qu'il gouvernait. La restitution de la Kourlande, celle de la Saxe, la succession au trône de Pologne, également due à une alliance étrangère, auraient prouvé la sagesse de sa politique. Les succès trompeurs de son administration en auraient couvert les fautes réelles. Son nom serait peut-être demeuré célèbre, et la suite inévitable de tant de fautes n'aurait troublé que les règnes suivants.

Mais toutes ces prospérités, toutes ces espérances n'étaient fondées que sur la bonté personnelle d'Élisabeth. La mort de cette princesse déconcerta en un moment toutes ces frivoles mesures, et renversa une si vaine politique.

X. *Changements occasionnés par le règne de Pierre III.*

Pierre III, né en Holstein, d'une sœur d'Élisabeth, et souverain de ce duché, monta sur le trône de Russie. Le règne de ce prince en démence commença par quelques actions où il entrait de la grandeur et de la justice. Il rappela de Sibérie tous ces illustres exilés qui avaient fait autrefois la gloire de cet empire; et ceux dont le tempérament robuste avait résisté aux rigueurs d'une captivité si longue reparurent à cette cour : tristes objets de curiosité pour une génération nouvelle, qui ne connaissait d'eux que leur gloire et leurs malheurs. Ces vieillards, au sortir de leur prison, demandèrent à quitter cet empire; mais la méfiance naturelle à ce gouvernement contre tous ceux qui ont connu son état intérieur, leur refusa cette liberté. Il leur fallut attendre dans une fortune médiocre, dans l'abandon et dans l'oubli, le dernier terme de leur vieillesse. Biren revint parmi cette foule; et sa présence, qui rappelait d'horribles souvenirs, fit aussitôt prévoir de nouvelles calamités.

Pierre III, à peine monté sur le trône, restitua au roi de Prusse, sans aucune condition, toutes les conquêtes faites par les armes russes. « Il faut, disait-il, que chacun se console de ce qu'il a souffert, rentre dans son bien et se tienne tranquille. » La cour de Pologne, qui voyait s'évanouir par cette restitution toute espérance de dédommagement pour l'invasion et la ruine de ses États héréditaires, qui perdait tout le fruit des intrigues commencées pour as-

surer à l'un de ses princes la succession au trône, et à qui le retour de Biren annonçait les malheurs que le duc Charles allait éprouver en Kourlande, n'osait cependant montrer ni ses regrets ni ses inquiétudes. Elle craignait que l'empereur ne s'en tînt offensé; et dans le temps où on recevait chaque jour de si affligeantes nouvelles, on saisit l'occasion d'une fête annuelle pour donner dans le palais du roi des divertissements plus éclatants que de coutume.

On prêtait une oreille avide à tous les bruits publics, à toutes les sourdes rumeurs qui arrivaient de Russie, afin de chercher quelque règle dans la conduite qu'il fallait tenir, de prévoir où devait tourner le vent de la faveur, de suivre aussitôt cette route, et de former d'utiles liaisons dans ce nouveau gouvernement. On apprit d'abord que l'impératrice, maltraitée de son mari, évitée de tous les courtisans, vivait dans de perpétuelles alarmes; et du moins on cessa d'appréhender tout ce que ses liaisons précédentes auraient fait redouter de son crédit. Bientôt on découvrit par quelles intrigues les grâces étaient obtenues, à quel taux était la fidélité de chaque courtisan; on sut qu'un confident de l'empereur, après avoir trahi Bestucheff au moment de sa chute, et s'être vendu alors aux nouveaux favoris, se vendait aux Anglais sous le règne présent, et on forma le dessein d'acheter aussi ce ministre mercenaire. Dans le mépris que l'empereur marquait pour les Polonais, on conçut l'espérance qu'en lui sacrifiant la nation, on l'engagerait à protéger la cour; et on résolut d'offrir aux puissances belligérantes de faciliter la conciliation de leurs intérêts, en les aidant à prendre tous les dédommagements de la guerre sur la Pologne.

XI. *Envoi des deux fils du comte Brulh en Russie.*

Une négociation de cette nature ne parut pas devoir être confiée à un simple résident qu'on entretenait alors à Pétersbourg; on résolut d'y envoyer des ministres plus accrédités, et pour ainsi dire, une ambassade solennelle. On fit partir deux fils du comte Brulh, sous prétexte de complimenter le nouvel empereur au nom du roi : démarche d'autant plus humiliante, que Pierre III, dans son mépris pour la cour de Varsovie, n'avait point suivi pour elle seule l'usage établi en Europe, et n'y avait point envoyé notifier son avénement au trône. Ils emportèrent secrètement un plein pouvoir pour tout offrir, pour tout signer. Mais l'empereur les reçut avec dédain; et les courtisans ayant suivi l'exemple du souverain, au lieu de l'accueil empressé que toute cette cour leur avait fait sous le dernier règne, ils ne rencontrèrent partout que froideurs et rebuts. Toutes les maisons où ils espéraient retrouver des amis et renouer les trames de leurs anciennes intrigues furent fermées pour eux. Les offres dont ils étaient secrètement chargés leur attirèrent publiquement de nouveaux dédains; ils attendirent vainement une réponse : et le seul fruit de cette mission si éclatante et si humble fut d'apprendre à la maison de Saxe que cette longue faveur dont elle avait joui à Pétersbourg était passée sans espoir de retour.

XII. *Conduite de l'empereur relativement à la Kourlande.*

Les états de Kourlande étaient alors assemblés. Dans les gouvernements libres, les mécontents ayant toujours droit

de se plaindre, même quand la nation est heureuse et tranquille, tous les maux de l'État sont connus, et toutes les craintes exagérées; bien différents en cela des pays soumis à une autorité souveraine, où la flatterie exagère toujours le peu de bien qui s'y fait, et où même quand la nation souffre et se détruit, l'État est toujours peint comme florissant. Cette diète de Kourlande, inquiète et mécontente, faisait au duc Charles, son souverain, plusieurs demandes qu'il craignait d'accorder : son refus animait cette assemblée contre lui. Dans ces conjonctures, un résident russe, que la feue impératrice avait accrédité par honneur auprès de ce prince, fut chargé de notifier aux états seulement, et sans faire aucune mention du prince, l'avénement du nouvel empereur, et leur insinua de l'envoyer complimenter. Les états ayant aussitôt nommé deux députés pour se rendre à Pétersbourg, le tzar leur promit hautement de soutenir la noblesse dans ses droits; et il ajouta que la Kourlande, professant la religion luthérienne, ne pouvait être gouvernée par un duc catholique. Le duc ayant de son côté envoyé un gentilhomme à Pétersbourg, le tzar refusa de l'admettre à son audience; et partout où il le rencontra sur son passage, il ne lui marqua que des mépris. Le duc craignait qu'une diète si mal disposée et qui devait espérer d'être si puissamment soutenue, ne prît contre lui de fâcheuses résolutions. Il se pressa de dissoudre cette assemblée, et dans l'espoir que la démence de l'empereur occasionnerait bientôt un soulèvement en Russie, il prétexta pour quitter la Kourlande jusqu'à cet événement aisé à prévoir, le besoin d'aller dans les pays étrangers prendre des eaux pour sa santé. Mais le retour de ce prince à Varsovie porta un coup mortel au roi de Pologne; il parut plus accablé par le malheur de son fils, qu'il ne l'avait été de ses propres revers. Il cessa de se montrer en public; et le comte Brulh, afin de calmer

les chagrins et les agitations de ce monarque, fut obligé de recourir aux grandes raisons tirées de la soumission qu'on doit avoir pour les décrets de la Providence.

XIII. *Alliance de Pierre III et du roi de Prusse.*

L'enthousiasme que le tzar avait conçu depuis longtemps pour le roi de Prusse, libre enfin d'éclater, ne pouvait s'asservir aux lenteurs et aux formes d'une négociation, et le grand-chancelier de Russie ayant voulu lui représenter qu'il devait apporter quelque mesure au changement de ses alliances, reçut pour unique réponse : » *Vous êtes un sot, et vous n'êtes pas mon précepteur.* » Jamais la foi des traités ne fut plus ouvertement violée. Les mêmes Russes qui avaient combattu dans l'armée autrichienne passèrent dans le camp ennemi. Ces deux cours attachées l'une à l'autre depuis deux cents ans par les liens de la politique, par ceux de l'habitude, par les services mutuels, furent désunies en un moment. La Russie qui jusqu'alors ne s'était mêlée dans les affaires générales de l'Europe que sous le crédit de la maison d'Autriche, quitta enfin une alliance où elle ne jouait qu'un rôle subalterne ; elle devint dans les nouvelles liaisons qu'elle contracta, la cour principale et dominante : et le caprice d'un insensé produisit ou du moins accéléra cette grande révolution.

XIV. *Inquiétudes de la nation polonaise.*

La nation polonaise, accoutumée depuis un siècle à fonder sa sécurité sur la jalousie réciproque de ses voisins, vit avec un juste effroi se former entre l'empereur de Russie et le

roi de Prusse une alliance qui la menaçait véritablement de sa ruine. Elle trembla que ces deux puissances également ambitieuses, convaincues également de sa faiblesse, n'eussent dès ce moment concerté entre elles la conquête et le partage de toutes ses provinces; mais des intérêts plus pressants et plus personnels occupaient alors ces deux souverains; l'un soutenait la guerre depuis sept ans contre l'Europe presqu'entière conjurée contre lui; et l'autre entraîné par des ressentiments héréditaires, était impatient de commencer une nouvelle guerre, pour venger sur les Danois les querelles de ses ancêtres. D'ailleurs une sorte de générosité qui se mêlait dans la démence du tzar, ne lui permettait pas de penser à une entreprise aussi évidemment injuste; et ses ministres, accoutumés à regarder la Pologne comme presque dépendante de la Russie, comme destinée à lui être de jour en jour plus assujettie, étaient bien loin d'en imaginer le partage. De son côté, le roi de Prusse, réparant à force de génie les dangereuses complaisances qu'il était obligé d'avoir pour un allié si utile et si redoutable, suivait encore le système de son père et de son aïeul, et trouvait plus de sûreté à laisser entre son royaume et cet empire, la Pologne faible, divisée, incapable de lui nuire, qu'il n'eût trouvé d'avantage à partager cette conquête avec un tel voisin. Si l'on étudie attentivement la conduite et le caractère de ce prince, peut-être sera-t-on porté à croire qu'il y a eu dans sa façon de penser plusieurs époques très-différentes; qu'après les succès de la première guerre où il s'engagea dans sa jeunesse, il songea moins à étendre sa domination par de nouvelles conquêtes, qu'à assurer son indépendance personnelle, à se maintenir au niveau des plus grandes puissances, afin de ne recevoir la loi de qui que ce fût dans l'univers; que parvenu à cette position, il jouissait en paix de son goût pour l'étude et pour les arts, content de vivre au milieu des poëtes et

des philosophes, se montrant toujours redoutable pour être certain d'être toujours tranquille ; et soit système, soit caractère, ne songeant plus à jouer le personnage de conquérant. Si dans ce temps-là, il entreprit la plus terrible guerre, ce fut seulement quand il vit sa sûreté menacée de toutes parts, et qu'il fallut prévenir la ligue qui se formait pour l'accabler. Ajoutons encore, en fondant cette observation sur quelques écrits de ce prince, que dans ce même temps, occupé de l'histoire ancienne, il respectait le génie des peuples libres ; qu'il avait pris d'eux une opinion qui l'eût empêché d'en attaquer aucun ; qu'il se persuadait que cette entreprise, en supposant même qu'elle fût suivie d'un succès rapide et complet, aurait rendu toute la durée de son règne inquiète, malheureuse, exposée à de perpétuels soulèvements, en butte à tous les projets du désespoir, et aurait donné de trop favorables occasions contre lui aux puissances dont la rivalité contenait son ambition ; mais, lorsqu'enfin la Russie se fut engagée dans des embarras sans terme et sans issue, quand la république de Pologne fut tombée dans une entière dissolution, quand ce prince, enhardi par ses propres succès, formé par une longue habitude de la tyrannie, eut appris par le spectacle des affaires et des hommes de notre siècle, à y mépriser même la liberté, possédant d'ailleurs comme le fruit de tout son règne, une force et une réputation qui ne lui laissaient plus rien à redouter, alors seulement il adopta le projet d'envahir les plus belles provinces de cette république ; et tant par l'habileté de ses ruses et la sagacité de ses mesures, que par la terreur de ses armes, il força sans aucun danger ses ennemis eux-mêmes à concourir à son agrandissement.

Toutefois le traité qui établit d'une manière fixe l'alliance de la Russie et du roi de Prusse contenait relativement à la Pologne trois conventions qui ont occasionné le désastre de

ce pays, parce que la fortune mêla ensuite dans leur exécution toute la bizarrerie de ses caprices. La première était l'engagement de réunir leurs efforts pour placer, après la mort d'Auguste, un Polonais sur le trône. Cet engagement convenable aux véritables intérêts du roi de Prusse, était dicté en Russie par une jeune favorite, la comtesse de Bruce, occupée de donner cette couronne au jeune prince Adam Czartoryski, qu'elle avouait encore pour amant malgré de nombreuses infidélités mutuelles. Nous ne raconterons point ici comment cette femme adroite, et qui, dans les fréquentes révolutions de son pays, souvent disgraciée, revint toujours à la faveur, en prenant toujours pour nouvel amant le frère, l'ami, ou le confident du nouveau favori, était d'abord parvenue à toute la confiance de la grande-duchesse en se liant avec ce jeune Polonais ami et parent de Poniatowski; ni comment elle sut acquérir tant de faveur encore sous le nouveau règne, en prenant aussitôt de semblables liaisons avec le ministre de Prusse si puissant sur l'esprit du tzar. Contentons-nous de remarquer que le crédit de ce dernier amant devait lui servir à donner à l'autre une couronne; que toutes les affaires des Polonais en Russie ne tenaient plus alors qu'au léger fil de cette intrigue, et que cette première condition du traité entre les deux cours, qui donna bientôt cette même couronne au comte Poniatowski, avait eu cet autre Polonais pour objet.

La seconde convention était un engagement également réciproque de protéger en Pologne les dissidents et les Grecs. Cette autre convention exige aussi quelques mots d'éclaircissement. Depuis que les protestants avaient perdu en Allemagne leurs chefs et leurs protecteurs, d'un côté par l'épuisement où la Suède était tombée, et de l'autre par le retour de la maison de Saxe à la religion catholique, le feu roi de Prusse, qui fondait une puissance nouvelle, avait saisi

cette occasion d'accroître son crédit, et tâché de se substituer à leur place. Le roi son fils, le seul prince qui ait donné à ses sujets l'exemple de ne pratiquer jamais aucun acte de religion, ne voulut cependant pas laisser échapper les avantages du rôle qui s'offrait à lui, et continuait de se donner faiblement pour protecteur à ceux qui réclamaient son appui. Un jeune baron Goltz, issu de dissidents polonais, était son ministre auprès du tzar ; il fut le négociateur de ce traité : et cet engagement, conforme à l'esprit qui régnait dans le ministère russe et au dessein d'entretenir toujours des divisions en Pologne, fut pris dès lors entre ces deux cours.

La troisième condition était relative à la Kourlande. L'empereur voulait donner ce duché à l'un de ses oncles, sur la cession volontaire ou forcée que Biren aurait faite de ses droits ; et il fut stipulé que le roi de Prusse laisserait à la Russie la libre disposition de cette principauté : stipulation étrange, puisque la Kourlande ne devait à aucun titre dépendre d'aucun des deux contractants.

XV. *Assemblée des bons citoyens à Bialystok.*

Sans avoir pénétré quelles étaient les conditions de cette alliance, les Polonais sentirent qu'elle menaçait leur république de sa ruine ; et dans leurs justes alarmes, ils commencèrent à prendre conseil entre eux, non dans ce sénat affaibli par tous les choix de ce règne, et que le roi même n'osait encore convoquer ; mais dans le château de Bialystok, chez le grand-chancelier comte Braniçki. Sa dignité, sa considération personnelle, et ses immenses richesses, attiraient continuellement autour de lui une foule de noblesse de toutes les provinces ; et depuis qu'en 1752 il s'était fait chef du parti que la France avait formé en Pologne,

rien n'avait altéré ses sentiments, rien n'avait ébranlé ses résolutions. Ce parti était dissipé et Braniçki exposé à la double vengeance de la cour et des Russes; mais il repoussait avec fermeté toutes leurs menaces, toutes les indignes manœuvres du favori. Seul et sans faction, il avait cherché publiquement à dessiller les yeux du roi sur son ministre. Il ne doutait pas que ce même amour de la patrie qui, autrefois, à la première lueur d'espérance, avait si promptement réuni tant de bons citoyens, ne les ralliât encore dès que la même espérance renaîtrait ou que de nouveaux dangers menaceraient la patrie; et en effet, au premier avis de cette nouvelle alliance, une foule de zélés citoyens accourut de toutes parts à Bialystok. Les deux factions qui s'étaient disputé la faveur des Russes, et qui n'avaient appuyé leur ambition que sur cette base fragile, désormais négligées par cette cour, perdaient également leur influence; et tous les vrais citoyens qui avaient précédemment adhéré au parti formé par le comte de Broglie reprenaient aussitôt l'ascendant que, dans toute conjoncture critique, leur zèle, leur patriotisme, leurs vertus devaient naturellement leur donner. En un mot, la vue de l'extrême péril où l'État paraissait exposé, rassemblait une seconde fois le même parti. Le vœu unanime était que la république réunît toutes ses forces que le roi revînt avec confiance à la nation, afin qu'elle agît tout entière avec un même esprit, unique voie de salut qui restât encore à la Pologne dans les dangers imminents que le concert de ses voisins faisait dès lors envisager; mais tous pensèrent avec une égale douleur que le moment de cette réunion n'était pas encore venu; et que la cour, tant qu'elle entreverrait la plus légère espérance de regagner la faveur des Russes, sacrifierait à leur vengeance tout citoyen qui oserait lui faire cette proposition. Ils prévirent qu'elle serait bientôt forcée de recourir à eux; mais

ils convinrent qu'il fallait attendre de l'extrémité où elle se verrait réduite ce qu'ils ne pouvaientespérer de sa prudence; et en gémissant de ce retard qui rendrait les remèdes plus difficiles, ils résolurent de commencer du moins par implorer secrètement les puissances, celles même qui montraient, il y a peu d'années, tant d'intérêt pour la république, et avaient alors offert leur secours à ce même parti qui se rassemblait aujourd'hui.

XVI. *L'oppression de la Pologne augmente.*

Mais déjà la mort d'Élisabeth avait fait cesser parmi les généraux russes ces restes de ménagements pour la noblesse polonaise auxquels les avait astreints la bonté personnelle de cette princesse. Ces égards forcés n'ayant plus lieu sous le nouvel empereur, les maux occasionnés en Pologne par le séjour de l'armée russe étaient à leur comble. Cette armée, ruinée par cinq campagnes, et se préparant à commencer une autre guerre, sans avoir reçu ni solde, ni remontes, ni recrues, ne subsistait plus que des contributions exigées comme dans un pays conquis. Des recruteurs russes se répandaient dans les villes et dans les campagnes, enlevaient les sujets de la noblesse, et reçus dans Varsovie, aux portes mêmes du palais, débauchaient les soldats de la garde. Plusieurs provinces envoyèrent des députés porter leurs plaintes au roi et lui promettre, au nom de tous les gentilshommes de leurs districts, le sacrifice de leur vie et de leur fortune, s'il consentait à favoriser l'effort que ferait la nation pour repousser tant d'outrages. Le roi n'osa leur donner, suivant l'usage, une audience publique; et le comte Brulh, ne désespérant pas encore de s'attirer la faveur du nouveau gouvernement russe, n'épargnant pour y par-

venir ni bassesses, ni prévenances, ni humiliations, se pressa d'écrire aux généraux russes, pour les avertir de ne point publier leurs vexations par des ordonnances. Il leur représentait dans ses lettres que l'éclat est plus dangereux que le mal, et leur donnait lui-même des conseils contre les Polonais.

L'Europe entière ne voyait là que l'avilissement d'une nation autrefois illustre. On ne soupçonnait pas qu'il leur était impossible de se rallier, parce qu'ils étaient trahis par leur cour; qu'ils cédaient en frémissant de rage au sentiment de leur faiblesse; que ces républicains, quoiqu'amollis par quarante années de paix, d'oisiveté et de luxe, n'attendaient que des chefs; et que déjà parmi cette noblesse s'élevait cette foule d'infortunés vengeurs de leur patrie, sans autre impulsion que l'esprit général qui régnait parmi elle. Les Russes n'ignoraient pas cette fermentation; et si quelques Polonais se montraient ensemble, à l'occasion de quelque fête, ou de quelque service militaire, aussitôt tout était en alarme dans les quartiers russes. On menaçait de dépêcher un courrier à Pétersbourg; menace ordinaire de ces esclaves à qui tout est suspect et qui jamais n'osent agir par eux-mêmes : mais de leur subordination sévère au milieu d'une république désunie, il résultait un effet terrible. Chaque Polonais, sur une parole dite à un esclave russe, se voyait exposé seul à toute la puissance de cet empire; au lieu que dans les plus violentes injures faites aux plus illustres Polonais, et même à la république, le ressentiment n'affectait que des particuliers épars et divisés.

XVII. *Crainte de confédérations particulières.*

Dans cette disposition générale des esprits, les plus zélés citoyens craignaient de voir éclater l'une après l'autre de pe-

tites confédérations, qui, en prenant feu séparément dans tous les coins du royaume, seraient tour à tour aisément écrasées ; et qui, dans tous leurs succès même, si la fortune les secondait, divisées entre elles par une multitude d'intérêts particuliers, formant autant de partis séparés qu'elles auraient de chefs, ravageraient le pays pour y subsister, contribueraient à sa ruine, et offriraient trop d'occasions à tout ce que les ennemis de la république pouvaient méditer contre elle.

XVIII. *Le comte Braniçki.*

Le grand-général, comte Braniçki, prévoyant avec trop de raison que tel serait l'événement de ces émeutes téméraires, s'adressa aux citoyens les plus accrédités dans chaque province ; il entreprit de réunir par leur concours la Pologne entière dans un même dessein, et cette multitude d'hommes courageux sous un petit nombre de chefs autorisés par les lois. Le retour de la diète ordinaire devait dans quelques mois rassembler la nation, sans aucun effort imprudent. On résolut de chercher à temporiser jusqu'à ce terme, de calmer le zèle inconsidéré de cette noblesse, de l'engager à ne point accélérer le péril par des démarches précipitées. Les projets des ennemis pouvaient devancer cette époque ; mais puisque la violence des seuls remèdes qu'il fût possible d'employer forçait d'attendre le mal, quand il viendrait, on serait toujours à temps de prendre conseil du désespoir.

XIX. *Mokranowski parcourt les provinces.*

Le général Mokranowski fut envoyé dans les provinces les plus animées, pour contenir cette noblesse remuante, et l'instruire des démarches commencées dans les cours amies de la Pologne, en France, en Turquie, en Krimée. C'était ce même Mokranowski, si utile autrefois aux projets du comte de Broglie, et qui à Grodno, en 1752, avait déchiré avec tant d'audace l'acte d'une confédération commencée sous l'appui des Russes. C'était lui qui, par cette action même, devenu le confident et le conseil du grand-général, l'avait rendu chef du parti qui s'était alors formé sous la protection de la France. Mais avant de faire connaître la conduite que Mokranowski avait tenue depuis ce temps, il est nécessaire de développer une intrigue singulière, longtemps ignorée, qui avait sa source à la cour de France, qui avait été le secret mobile de toutes les actions du comte de Broglie, et dont l'influence s'étendra sur les plus grands événements de cette histoire.

XX. *Intrigues à la cour de France.*

On sait que le roi de France Louis XV avait, dans les premières années de sa jeunesse, confié, ou plutôt abandonné le soin de son royaume au précepteur qui avait élevé son enfance. A la mort de ce vieillard, une maîtresse que sa naissance et son rang appelaient à vivre à la cour, commençait à s'emparer du principal crédit ; mais sa mort, occasionnée par les vicissitudes que sa fortune éprouva pendant une maladie de son amant, laissa bientôt sa place à une

nouvelle maîtresse. Celle-ci, d'une naissance et d'un rang obscurs, confondue dans la foule des sujets, se trouvait par tous les usages de cette cour, éloignée de la société perpétuelle du prince. Avant qu'elle fût parvenue à vaincre ces usages, qu'elle se fût établie dans le palais, et qu'elle eût obtenu assez d'empire sur l'État, il y eut, si on peut hasarder cette expression, une espèce d'interrègne. Les ministres des différents départements gouvernaient le royaume sans union, sans concert entre eux. Chacun, maître absolu dans la partie d'administration qu'il conduisait, pouvait, à son gré, ou se livrer à l'amour des innovations, ou regarder comme des règles établies toutes les fautes de ses prédécesseurs; leur naissance et leurs premiers emplois, les tenant éloignés de la société intime du roi, aucun d'eux ne parvenait à s'emparer entièrement de l'esprit d'un tel prince, tout à la fois soupçonneux et faible, se défiant encore plus de soi que des autres, joignant à l'inertie de son caractère l'habitude de la plus profonde dissimulation, et qui, désirant le bien, assez éclairé pour le distinguer souvent au premier coup-d'œil, et cependant né pour être gouverné, ne pouvait l'être que par des soins pénibles et continus. Pendant qu'il paraissait laisser entre leurs mains toute l'étendue de son autorité, et craindre même qu'on ne lui inspirât quelquefois une volonté contraire aux leurs, deux intrigues se formèrent pour gouverner les affaires à leur insu, et elles se formèrent également à l'insu l'une de l'autre. L'une avait pour confident le roi lui-même, et pour chef un prince du sang royal. Le premier objet qu'on s'y fût proposé, était de rendre à la république de Pologne ses anciennes forces et son indépendance. Ce n'était pas qu'une politique sage et dirigée par l'intérêt réciproque des deux nations, eût amené à ce projet; mais tout ce qui était relatif au rétablissement de la Pologne avait un grand pouvoir sur l'esprit de ce monarque,

parce qu'ayant épousé une Polonaise, il avait pris dans sa jeunesse, et dès qu'il put s'occuper d'affaires, un assez vif intérêt à celles de ce pays. C'était en lui une de ces impressions d'enfance qui se perpétuent pendant toute la durée de la vie, et auxquelles on continue d'obéir indépendamment de toute réflexion. L'auteur de cette intrigue était l'héritier de ce prince de Conti autrefois inutilement élu roi de Pologne. Le souvenir de cette ancienne élection avait inspiré au nouveau prince de Conti, dans les intervalles de ses plaisirs, quelques mouvements d'une ambition semblable. Ce prince, d'un esprit élevé, d'une imagination étendue, mais inconstant, inappliqué, ayant en horreur toute espèce de travail, restant des mois entiers sans ouvrir les lettres qu'il recevait, sans signer les réponses qu'il ordonnait, incapable de suivre pendant quelques semaines un même plan de conduite, avait commencé par briguer secrètement l'alliance de l'impératrice Élisabeth et songé à devenir tzar de Russie. Dans le même temps, formant un dessein entièrement opposé, il avait songé à soustraire la Pologne au joug de la Russie, et s'était livré à l'ambition d'y être élu roi par les seuls suffrages de la nation polonaise. Il était parvenu à faire donner par le roi son maître et son parent un ordre très-secret au comte de Broglie, quand celui-ci avait été nommé ambassadeur de France en Pologne. C'était un des objets que cet ambassadeur s'était proposé en formant dans cette république cette grande faction, authentiquement protégée de la France, des Suédois, des Tatars et des Turks, et dont les trames secrètes n'avaient pas tardé à s'étendre parmi les Kosak et parmi les Hongrois. Ainsi, l'ambassade du comte de Broglie était devenue le centre d'une correspondance particulière entre les ambassadeurs de France et les divers agents de cette cour dans tout l'orient et le nord de l'Europe, et dont la connaissance était dérobée au minis-

tre qui présidait en France au département des affaires étrangères. Il était résulté de cette première intrigue un effet remarquable. Elle ramenait sous les yeux du prince de Conti tous les rapports de cette correspondance si étendue ; il en rendait compte mystérieusement au roi son maître, il en profitait pour préparer l'esprit de ce prince aux principales affaires qui s'agitaient ensuite dans le conseil d'État : et, soit qu'il dût réussir ou échouer dans ses vues sur le trône de Pologne, son ambition pouvant, suivant les conjonctures, changer encore une fois d'objet, il s'avançait en France vers le premier ministère.

La seconde intrigue avait pour but et pour mobile des intérêts entièrement contraires à ce rétablissement de la Pologne, et même directement opposés à toutes les anciennes alliances de la France. Il s'agissait de faire parvenir au lit et au trône de l'empereur une petite-fille de Louis XV, née en Italie, et fille du prince de Parme. On ne croyait pouvoir y réussir que par la réconciliation et l'alliance politique de la maison de France avec la maison d'Autriche, qui, de son côté, par un autre enchaînement de vues particulières, favorisait cette mesure, et en accélérait le succès par les menées les plus artificieuses. Ceux qui conduisaient cette seconde intrigue, non moins ignorée du ministère français, avaient pour appui la maîtresse du roi. C'était la plupart des ambassadeurs de France dans le midi de l'Europe, et surtout le confident intime de la maîtresse, celui dont elle avait commencé la fortune en l'envoyant ambassadeur à Venise. On voit quel dût être le sort de ces deux intrigues. Celle qui avait le roi pour confident échoua ; celle qui avait employé le crédit de la maîtresse réussit. La France changea tout le système de ses alliances ; et bientôt les ambassadeurs du Midi, appuyés du crédit de cette femme, s'emparèrent en France de toute l'administration.

Tel fut, pour le dire en passant, le principal ressort de cette grande révolution qui, en réunissant deux maisons si longtemps rivales, a terminé en Europe le plus beau siècle de la politique, et a renversé l'ancien ordre établi par les traités de Westphalie, depuis une période de cent années; cet ordre, fondé sur des principes invariables, d'après lesquels s'était formé comme de lui-même l'équilibre de toutes les puissances : alliance des faibles contre le plus fort pour la sûreté commune de tous les États. A cette époque commença en Europe une nouvelle période; et d'abord, en signant son traité avec l'Autriche, la France laissa tomber de ses mains la balance de l'Allemagne, cet immortel ouvrage de ses plus habiles ministres, secondés de ses généraux les plus illustres.

Au milieu de cet ébranlement universel, le comte de Broglie, invariable dans ses desseins, aussitôt qu'il fut revenu d'un premier étonnement, espéra donner plus de solidité encore à tout ce qu'il avait déjà fait en Pologne; et, se fiant à cette correspondance toujours ignorée, qui remontait jusqu'au roi son maître, comptant sur l'appui qu'elle semblait lui promettre, il se pressa de rappeler aux nouveaux ministres français quelques principes de l'ancienne politique. Il leur représenta que, par une suite de cette révolution dans les alliances générales, la Pologne, exposée aux plus extrêmes périls, devait être pour la France l'objet d'une vigilance plus particulière et d'une protection plus spéciale; que les Russes, saisissant le prétexte de marcher contre le roi de Prusse, devenu l'ennemi commun, voudraient prendre de force sur le territoire de cette république, les passages, les subsistances, les recrues, les quartiers d'hiver; que les y autoriser, ce serait livrer ce pays à tous les projets qu'ils pourraient former contre une nation divisée, faible et abandonnée; que la France, en sacrifiant ainsi son ancienne alliée, perdrait la considération dont elle jouissait en Europe,

et la prééminence qu'elle devait être jalouse d'y conserver ; qu'il était facile de prévenir ces funestes inconvénients, et de concilier les nouveaux engagements avec l'ancienne et véritable politique de la France. Selon lui, cette cour s'alliant sans aucun intérêt avec les deux cours impériales, était en droit de leur imposer des conditions, de leur dicter des lois, au lieu d'en recevoir ; elle devait les forcer à laisser les Polonais se confédérer : et cette confédération ainsi appuyée, eût mis ces républicains en état de faire respecter leur neutralité et de maintenir leur indépendance. Par là, au milieu de ce changement général, il ramenait encore, et avec plus de facilité peut-être, l'exécution des desseins publics et secrets qui avaient été le vrai motif de son ambassade. Mais le nouveau ministère français ne mit aucune mesure à ses empressements de tous les genres pour complaire aux alliés de la maison d'Autriche. Un confident de la favorite, Bernis, jeune abbé d'une figure charmante, connu par de jolis vers, parvenu par la société des femmes, présidait alors à ce ministère. Il se flattait d'obtenir de la Russie quelques ménagements pour les Polonais, en retour de la générosité que la France aurait de les sacrifier. Il croyait par ses conseils, régir comme un sage modérateur tous les cabinets de l'Europe. Il se persuadait que des égards mutuels, des subtilités de morale et des déférences d'amitié, concilieraient des choses inconciliables. Tous ceux qui paraissaient fortement attachés aux anciennes opinions furent traités de frondeurs dangereux, ou de pédants enthousiastes. Le parti qui s'était formé en Pologne fut abandonné. Le comte de Broglie, sans crédit à sa cour, malgré la confidence du roi son maître, et bientôt embarrassé dans les misérables intrigues où le comte de Brulh sut enfin le prendre comme dans des filets, fut rappelé pour récompense de la protection constante et ferme qu'il ne cessait d'accorder aux plaintes de

ces infortunés. Ses successeurs eurent l'ordre de réconcilier toutes les hâines, d'apaiser tous les murmures, de faire concourir tous ces républicains aux vues de la Russie et aux seuls intérêts de leur roi ; ou, pour mieux dire, l'ambassade de France en Pologne ne fut plus désormais qu'une éclatante et vaine dignité : et ce fut ainsi que la France, après avoir laissé échapper de ses mains la balance de l'Allemagne, se laissa également enlever celle du Nord, qui lui avait été volontairement confiée dans les temps de sa grandeur et de sa gloire.

Malgré un tel abandon, ces correspondances qui, d'abord avaient eu pour objet le rétablissement de cette république, continuaient encore, non moins inconnues aux ministres français qu'elles l'avaient été à leurs prédécesseurs. Le soin d'entretenir secrètement un parti en Pologne en était toujours le prétexte ; mais par l'étendue que ces correspondances avaient prise, Louis XV se mettait à portée de surveiller son ministère : précaution qui flattait sa défiance, en même temps que sa faiblesse la rendait inutile. Mais sa maîtresse, qui s'était ingérée dans toutes les parties de l'administration, en plaçant ses créatures dans tous les grands emplois, et qui alors régnait véritablement sur la France, s'aperçut de ces entretiens mystérieux du roi avec le prince de Conti. Elle s'en inquiéta. Elle parvint bientôt à y jeter un extrême ridicule, arme si en usage dans cette cour, et redoutée du souverain même. Le roi également gouverné des deux côtés par une sorte de mauvaise honte, n'osait ni braver les plaisanteries de cette femme, ni refuser le prince quand celui-ci parvenait jusqu'à lui, un portefeuille entre les mains. Il fallut se délivrer enfin de cette double gêne, en rendant le mystère encore plus impénétrable. Cette correspondance parut donc abandonnée ; mais le soin de l'entretenir sans travail direct avec le roi fut confié au comte de

Broglie. Ce qui est à peine croyable dans une cour indiscrète et curieuse, où les jeunes gens et les femmes ont tant d'activité, tant d'influence, et se sont emparés de tous les accès, où le secret des plus grandes affaires d'État ne fut presque jamais gardé, ces correspondances, confiées à trente-deux personnes, sont demeurées secrètes pendant un espace de plus de vingt années. Elles ont échappé, jusqu'aux derniers mois de ce règne, à la connaissance des différents ministres, qui gouvernèrent ce royaume avec une autorité sans bornes, et avec une confiance de la part du prince qu'ils devaient croire sans réserve. Mais les conseils que le comte de Broglie faisait ainsi parvenir à ce prince, étaient quelquefois directement opposés aux vues de ces ministres en apparence si puissants; et Louis, qui voulait le bien, et qu'une longue habitude de la dissipation avait rendu incapable de la moindre contention d'esprit, ne pouvant résoudre par lui-même des questions aussi épineuses, aussi compliquées que le sont la plupart des questions politiques, n'osant prendre un parti entre des desseins contraires, laissait d'un côté son ministère donner des ordres absolus, et d'un autre côté le comte de Broglie donner secrètement, au nom de l'autorité souveraine, des ordres totalement opposés. Il abandonnait à la sagacité de ceux qui recevaient ces ordres contradictoires le soin de leur conduite, et à la fortune le soin des événements. Nous trouverons donc dans tout le cours de cette histoire la politique de la France constamment dirigée par ce double principe; et on sent d'avance combien cette contradiction perpétuelle dans la conduite d'une cour qui a une grande influence en Europe, jettera de retards, d'obstacles et d'embarras dans tous les desseins et les événements auxquels elle prendra part.

XXI. *Caractère et conduite de Mokranowski.*

Mokranowski, le premier en Pologne qui eût favorisé les projets du comte de Broglie, y restait seul dans sa confidence; mais un tel confident valait tout un parti. Ce Polonais, d'une taille haute, d'une figure noble, élevé dans les violents exercices auxquels la force prodigieuse du roi Auguste II avait accoutumé la jeune noblesse, pouvait abattre d'un seul coup la tête d'un taureau, ou tordre dans ses doigts une baguette de fer. Après avoir servi en France avec honneur, et en Prusse avec la faveur du roi, il revint en Pologne; jeune encore, et malgré son peu de fortune, il eut bientôt un grand éclat dans la république, par sa bravoure, sa prompte connaissance des hommes, son talent pour inspirer la confiance à une multitude, et son éloquence qui consistait dans l'expression naïve des sentiments les plus élevés. On voyait en lui un mélange remarquable des vertus admirées dans les anciennes républiques, et de cette galanterie que la société des femmes a fait naître chez les peuples modernes. Il disait un jour à de jeunes Français : « Je n'ai que deux intérêts au monde; défendre la liberté de mon pays et perdre la mienne. » Ces deux intérêts, ou pour mieux dire, ces deux passions s'étaient enfin réunies dans un même dessein; et en travaillant à affranchir la république de l'oppression sous laquelle elle gémissait, en espérant y placer un jour sur le trône le grand-général Branicki, par la protection de la France, il désirait avec une ardeur égale d'en inspirer toute la reconnaissance à l'épouse de cet illustre vieillard. Donner une couronne à cette jeune femme, eût été pour lui la récompense d'avoir affranchi son pays ; et il était encore loin d'imaginer que le

comte Poniatowski, dont elle était sœur, en serait bientôt le plus dangereux concurrent. C'était Mokranowski que cette grande faction, dont il était le premier auteur, avait envoyé à Versailles au commencement de la guerre, dans le même temps que la faction opposée avait envoyé à Pétersbourg le jeune comte Poniatowski.

Pendant que celui-ci formait, avec l'héritière de l'empire russe, les liaisons et les intrigues que nous avons racontées, Mokranowski éprouvait en France un destin bien différent. Persécuté par l'héritière du trône, née princesse de Saxe, qui traversait avec une secrète animosité les négociations dont il était chargé, et ne négligeait rien pour le faire retenir par les ministres plus longtemps qu'il n'était nécessaire pour un refus, Mokranowski disait à cette princesse : « Ne croyez pas, Madame, servir le roi votre père en m'enchaînant ici ; sachez qu'il y a dans mon pays vingt mille citoyens qui me ressemblent. » Heureuse cette république, si elle eût compté un plus grand nombre de pareils citoyens ! Mais il avait, et surtout pour ses compatriotes, cette facilité d'estime qu'ont toutes les âmes généreuses. Au milieu de la guerre, sollicité plus d'une fois par le roi de Prusse de faire soulever la Pologne à l'aide de quelques détachements prussiens, il refusa, malgré son attachement pour ce prince, de tenter la délivrance et la réforme de son pays, sous l'appui d'un si dangereux protecteur. Il ne se dissimulait pas que les Polonais, sans autre moyen de défense que leur courage, avaient besoin d'un secours étranger ; mais il croyait n'en devoir attendre que de la France et des cours où son crédit dominait. L'ardeur active et opiniâtre que le comte de Broglie avait montrée pour le salut de la Pologne, tout ce qu'il avait déployé d'habileté, de talents et de génie en formant cette ligue de tant de nations puissantes dans ce temps-là, pour concou-

rir au rétablissement de la république, avaient inspiré à Mokranowski, pour cet ancien ambassadeur, un attachement voisin de l'enthousiasme. Il ne doutait pas que les perpétuelles vicissitudes de la cour de France n'y portassent enfin le comte de Broglie au ministère; et que, devenu le maître des affaires, dont presque tous les fils étaient toujours restés entre ses mains, il ne reprît aussitôt l'exécution de ces mêmes projets. Ainsi, dans la juste confiance que tous deux avaient prise l'un pour l'autre, le comte de Broglie regardait Mokranowski comme devant être un jour le libérateur de la Pologne, et celui-ci regardait le comte de Broglie comme devant un jour en être le plus sûr appui.

Mais quelle que dût être en France la fortune du comte de Broglie, Mokranowski, en gémissant de l'abandon où la France laissait alors la république, se flattait du moins que cette correspondance dont le mystère remontait jusqu'au roi, ramènerait tôt ou tard les ministres français à de plus sages maximes. Dans cette attente, il s'attachait avec douleur au seul objet de prévenir actuellement dans l'État toute commotion violente, et de suspendre toutes les tentatives jusqu'à des temps plus favorables. Les Russes ne cessaient de lui offrir richesses et dignités; la persévérance de leurs efforts pour le corrompre, lui rendait leurs desseins de plus en plus suspects. Il méprisait leurs menaces, dédaignait leurs promesses, et soutenait constamment son opposition à tous leurs projets. Mais si d'un côté il déconcertait leurs mesures, s'il faisait échouer les diètes dans lesquelles l'une ou l'autre des deux factions russes aurait aisément acquis la principale influence, d'un autre côté, dans cette espérance d'un secours dont il se croyait assuré, il calmait tous les mouvements d'impatience de ses concitoyens; il retardait d'année en année les résolutions extrêmes où les eussent entraîné l'indignation et le désespoir; tant de

patience étonnait dans une âme si élevée : sa conduite paraissait un tissu d'énigmes inexplicables.

Les deux factions qui dominaient dans la république, suivant, à l'envi l'une de l'autre, une politique toute différente de la sienne, ne négligeaient aucune occasion de le détruire. Tous les gens accrédités, soit à la cour, soit dans la faction des Czartoryski, cherchaient à rendre ses intentions suspectes. Dans le temps même qu'il renonçait à toutes les grâces de la cour, à toute protection de la Russie, que son ambition unique était d'avoir un crédit dominant parmi la simple noblesse; que, sans avoir de confident, il était sûr de former un parti dès que la France voudrait l'appuyer : espèce de tribun du peuple toujours opposé aux hommes puissants dans la république, et qui se destinait par cette faveur populaire à devenir un jour le libérateur de la nation, ses ennemis cherchaient vaguement à le décrier et à le noircir. Ils publiaient que son noble désintéressement était le masque du plus lâche intérêt, qu'il se vendait secrètement à telle faction ou à telle autre; et on ne peut trop admirer cette fermeté inébranlable avec laquelle il consentait à laisser toutes ses actions environnées de cette ombre mystérieuse, dans l'espoir d'affranchir enfin la république, et de sortir tôt ou tard de ce nuage avec tout l'éclat de la gloire! Mais, dans l'occasion présente, les chefs des factions opposées, forcés par les mêmes craintes de chercher leur salut commun dans leur réunion, tournèrent également les yeux vers cet illustre citoyen. Lui-même, voyant la cour n'avoir plus d'autre intérêt que celui de la république, crut devoir profiter de cette réunion. Le moment prévu par les Polonais était arrivé, où la cour, privée de tout appui étranger, abandonnée, trahie, insultée par ses perfides protecteurs, réduite aux plus humbles prières, et dans ses bassesses même repoussée avec outrage, n'avait

plus aucune autre ressource que de chercher à réparer les fautes de deux règnes, et dans son désespoir, prenait enfin la résolution de favoriser le rétablissement de la république. Mokranowski crut devoir saisir une conjoncture qui, depuis plus d'un siècle, ne s'était pas rencontrée en Pologne. Au milieu des plus justes craintes, il embrassa avec joie une si heureuse espérance. Désigné par un concert secret et unanime maréchal de la prochaine diète, il parcourut les provinces les plus animées pour les contenir jusqu'à cette époque, et former d'avance cette ligue de la nation entière, dont il allait devenir le véritable chef.

Mais toutes les conjonctures étaient alors bien différentes de ce qu'elles avaient été au temps où ce parti s'était rassemblé pour la première fois.

XXII. *Dispositions des cours étrangères.*

Ni la France, ni la Turquie, ni le kan de Krimée ne s'occupaient plus de la destinée des Polonais. La France avait, il est vrai, changé de ministre, et la défection des Russes devait ramener ce royaume à son ancienne politique; mais une guerre désastreuse le réduisait aux soins de sa propre défense. Toutes ses possessions éloignées étaient envahies, ses flottes détruites, ses rivages menacés. Au milieu des calamités de la guerre, les désordres de la cour achevaient d'épuiser les ressources de l'État; et le nouveau ministre persévérait par nécessité dans un système que son prédécesseur avait embrassé par une fatale condescendance. Il abandonnait les Polonais, parce que la France n'avait plus ni assez de force pour les secourir, ni assez de considération en Europe pour les protéger. Les Tatars et les Turks, bien plus intéressés que la France à défendre cette répu-

blique, étaient occupés d'autres desseins; et de ce même côté d'où l'on attendait un secours plus prompt, plus puissant et plus sûr, de nouvelles alarmes vinrent, au contraire, remplir toutes ces contrées.

Krim-Gueray, kan des Tatars de Krimée, sans avoir donné aucune réponse aux sollicitations qu'il avait reçues, sortit de sa presqu'île à la tête de quatre-vingt mille hommes, s'avança en remontant la rive droite du Borysthène, parut d'abord marcher directement en Russie, revint tout à coup sur ses pas, et s'arrêta dans une position qui menaçait également la Russie, la Pologne et les possessions autrichiennes. L'incertitude de ses marches tenait à une suite d'événements et d'intrigues qui agitaient le conseil ottoman, et que nous allons exposer ici. Ce sera le dernier de ces grands éclaircissements préliminaires qui devaient entrer nécessairement dans un sujet si vaste et si compliqué; et nous achèverons de bien connaître la situation de la Pologne, en considérant ce qu'elle devait attendre des puissances que le soin de leur propre sûreté intéressait le plus à sa conservation.

Il y avait longtemps que par l'infraction de tous les traités, la Russie avait donné lieu aux Turks de lui déclarer la guerre; mais cette cour perfide avait eu soin de voiler toutes ses infractions du prétexte même d'entretenir plus sûrement la paix. Après avoir échoué deux fois dans le projet d'étendre sa domination jusqu'au rivage de la mer Noire, elle semblait y avoir renoncé pour jamais, et se borner uniquement à fortifier sa frontière, afin de prévenir, disait-elle, toute incursion des Tatars et tout sujet de querelle entre les deux empires. Sous ce prétexte, elle avait fait construire plusieurs forteresses, de manière à gêner la communication des différents États du kan; et bien instruite que les ministres turks, au lieu d'écouter les plaintes des Tatars, ne

songeaient qu'à jouir des douceurs de la paix, elle étendait peu à peu ses envahissements. Elle avait enfin établi des colonies et formé une province sur la rive occidentale du Borysthène, dans un terrain qui, suivant les traités, devait rester désert. Des habitants de la Serbie, attachés à la religion grecque, et d'abord réfugiés sous la domination autrichienne, attirés ensuite en Russie par l'espérance d'une plus grande liberté pour leur religion, avaient donné occasion à ce nouvel établissement. Il avait reçu d'eux le nom de Nouvelle-Serbie, mais il était surtout peuplé de Valaques, de Moldaves, et autres sujets chrétiens du grand-seigneur, que les Russes avaient attirés de toutes les provinces ottomanes, par la négligence et peut-être par la connivence des Voïvodes. Il était couvert par des lignes fortifiées, et d'espace en espace défendues par de véritables forteresses. Avant qu'elles fussent élevées, les Russes, pour attaquer l'empire ottoman, avaient à traverser de grandes plaines incultes, inhabitées, découvertes dans toute leur étendue, où ils étaient obligés de traîner avec eux l'artillerie, les munitions, les vivres, où leur armée se trouvait partout exposée aux incursions des Tatars. Cent lieues de déserts étaient une barrière que des troupes réglées pouvaient difficilement franchir, et où une armée défaite était inévitablement détruite. C'était là surtout qu'avaient échoué les entreprises de Pierre Ier et du célèbre Munich. Mais depuis l'érection de ces nouvelles forteresses et le défrichement de ce désert, les Russes n'avaient plus qu'un pas à faire pour commencer les hostilités, et en cas de revers, se jeter dans un asile.

XXIII. *État de l'empire ottoman, et caractère du grand-seigneur.*

Comment les Turks avaient-ils si patiemment souffert une pareille violation des traités? Leur négligence à cet égard n'est pas le moins funeste effet de cette décadence rapide qui se faisait sentir dans toutes les parties de leur gouvernement, et dont il est aisé d'indiquer les premières causes. Depuis qu'ils ont reconnu des limites à leur empire, non par les conseils d'une sage modération, mais parce que les vicissitudes d'une longue guerre avaient enfin lassé leur courage, et surtout parce que les peuples conquis s'étant accoutumés au joug, la nation conquérante n'a plus senti la nécessité d'étendre sans cesse sa domination et sa frontière pour les enchaîner toujours davantage, tout a dégénéré dans cet empire uniquement fondé par la guerre, qui ne possède aucun des arts de la paix, où les arts militaires eux-mêmes n'ont aucune autre école que la guerre, où tout se ressent à la fois de la mollesse asiatique et de l'ignorance des âges les plus barbares. Depuis ce moment, ils se sont livrés sans retour aux délices de leur climat, aux voluptés permises dans leur religion, et à cette vie lâche, inappliquée, sans émulation, dont il est si naturel de contracter le goût dans les harems, et dans cette société de belles esclaves toujours sédentaires et enfermées. Les progrès de cette dégénération n'ont éprouvé aucun obstacle, et se sont accélérés avec d'autant plus de vitesse, que toutes leurs constitutions étaient uniquement appropriées à la guerre, que l'expérience des armes, l'habitude des conquêtes, cette suite de grandes et importantes affaires dans lesquelles ils s'étaient vus si longtemps engagés, avaient auparavant suppléé parmi eux à

toute autre instruction. Mais, dans les douceurs d'une longue paix, il n'est plus resté que tous les vices de cet affreux gouvernement. Les sultans n'ont plus eu cette école des succès et des revers, ces leçons de la fortune, les seules qu'un sultan puisse recevoir ; et désormais abandonnés aux adorations d'une cour qui les sert dans le silence de la terreur, la suprême puissance a tout dégradé en eux. Avant ce temps, une jeunesse nombreuse et choisie, enlevée annuellement aux peuples vaincus, et formée sous les yeux de maîtres sévères, était une recrue perpétuelle pour les armées et pour les emplois du camp, du gouvernement et du sérail. Mais cette longue paix ayant multiplié la nation conquérante et fait cesser ce tribut imposé aux chrétiens, ce seul changement a renversé l'ancienne discipline de l'empire, dénaturé le corps des janissaires, et partout établi le relâchement des premières institutions. Dans leurs plus beaux siècles, une insatiable cupidité avait déjà infecté tous les hommes en place ; et le gouvernement avait toléré leurs concussions, soit parce que chacun d'eux enrichi de cette manière, conduisait ensuite dans les camps un cortége plus nómbreux et des troupes mieux entretenues, soit parce que les confiscations ramènent tôt ou tard au trésor du sultan tout ce que les visirs, les ministres, les pachas parviennent à arracher aux peuples. Mais la paix a encore aggravé ce mal invétéré et irrémédiable. Les grands emplois ne sont plus la récompense des grands services ; tous sont donnés au hasard, au caprice, à la faveur acquise dans les emplois du sérail. Un luxe efféminé ayant succédé au luxe militaire, et s'accroissant de jour en jour, a rendu la cupidité des gens en place plus insatiable ; et ceux-ci n'ayant plus de troupes à conduire aux armées, leurs concussions ont cessé d'avoir même ce prétexte honorable.

Le petit nombre de guerres que les Turks avaient été

forcés de soutenir depuis cinquante ans n'avaient point ranimé leur ancien esprit. Le goût de la commodité, de l'aisance et du plaisir, qui, dans les premiers temps de cette révolution avait partout prévalu sur l'antique frugalité, a bientôt dégénéré en amour de l'indolence; et dans cet assoupissement général, le crédit des gens de loi (*ulémas*) n'a cessé de s'accroître. Ils sont à la fois jurisconsultes et prêtres. Le droit civil et le droit politique chez les musulmans sont une même science, parce que le Koran, leur bible, contient aussi leur code. Nous ferons ici une observation importante. Les nations chrétiennes peuvent, sans blesser leurs opinions religieuses, abandonner d'anciennes coutumes, inventer ou adopter de nouveaux arts, perfectionner ou changer leurs gouvernements et leurs lois. — Le fondateur du christianisme a toujours vécu dans une condition privée, sans vouloir aucune autre autorité que celle de ses mœurs et de sa doctrine. — Il n'en est pas ainsi des peuples dont le législateur, tout à la fois conquérant et prophète, a pour ainsi dire fondu ensemble le gouvernement et la religion. Chez les musulmans comme chez les juifs, les lois sacrées, politiques et civiles ont formé une triple chaîne qui ne laisse, dans aucun genre, aucune liberté aux esprits. De là, cette longue persévérance dans tous leurs usages, cette horreur superstitieuse des connaissances qui manquaient aux siècles précédents, cette obstination à repousser tous les progrès que les modernes ont faits dans tous les arts; et s'il était possible que les musulmans n'eussent éprouvé aucune décadence, et conservassent encore toute la force de leurs premières institutions, ils n'en seraient pas moins devenus inférieurs à presque toutes les nations européennes. Tous les emplois de ces prêtres jurisconsultes dépendent, il est vrai, de la volonté du sultan, et d'un mot il peut les élever ou les déposer; mais eux seuls, en leur qualité d'interprètes des li-

vres sacrés, sont toujours les suprêmes arbitres de la paix ou de la guerre. Eux seuls, en déclarant la guerre légitime ou injuste, promettent ou refusent à ceux qui sont toujours prêts à s'y dévouer, la couronne du martyre. Leur autorité, moins grande dans le tumulte des armes, veillait donc soigneusement à entretenir la paix, et la paix servait à entretenir et accroître leur autorité.

Quant aux grands visirs, ils se succédaient rapidement dans cette première dignité de l'empire; et ceux même qui exerçaient pendant quelques mois le pouvoir suprême que leur confiait un maître voluptueux, avare et cuel, se contentaient d'être parvenus à ce pouvoir, ne voyaient plus rien au-dessus de leur fortune, et n'avaient aucun avantage à attendre pour eux-mêmes dans le succès d'une guerre dont le moindre revers aurait pu accélérer leur chute et exposer leur tête. La plupart arrivaient au gouvernement, dépourvus des connaissances les plus simples, sans avoir même aucune notion de géographie, sans connaître leurs frontières. Si quelque hasard y portait des hommes plus instruits, et dont le caractère et les talents éprouvés dans quelque gouvernement de province faisaient craindre une administration intègre et vigilante, ils avaient le plus souvent perdu, par les intrigues du sérail, tout crédit sur l'esprit du grand-seigneur, dans l'intervalle de leur nomination à leur arrivée. Ils entraient en place dans un état de défaveur; et l'attente prochaine de leur disgrâce ne leur permettait ni de s'occuper des intérêts de l'empire, ni de former des entreprises qu'ils n'auraient pu se promettre d'exécuter.

Cependant il s'en fallait bien que cette nation, renommée encore de nos jours par l'intrépidité personnelle, par la fidélité aux engagements, par beaucoup de vertus qui tiennent à la morale de sa religion, s'aperçût elle-même de sa dégénération. Le spectacle de tant de peuples conquis,

mêlés avec elle dans ses villes, dans ses campagnes, dans sa capitale même, et qui tremblent encore à la seule vue d'un turban, lui donnait une perpétuelle habitude de supériorité, et nourrissait en elle une présomption barbare. Mais l'état où nous la voyons tombée est une nouvelle preuve de cette maxime déjà connue, « que toute nation sans lumières, lorsqu'elle cesse d'être ou sauvage, ou fanatique, ou féroce, est une nation avilie, et qui, à moins d'un miracle de la fortune, ne tardera pas à être subjuguée. »

Ce miracle serait peut-être arrivé dans l'année 1754. L'ambassadeur de France et le kan des Tatars étaient parvenus, à force de soins et d'intrigues, à réveiller l'attention du sultan et de son visir sur les entreprises des Russes. C'était le temps où ces grandes intrigues, conduites par le comte de Broglie, étaient dans leur première activité. Un cri de guerre s'éleva aussitôt dans tout l'empire. La milice et le peuple parurent s'ennuyer du repos. Les plus sages demandaient la guerre, comme un remède violent mais nécessaire, pour remettre quelque ordre dans l'État, ramener les anciennes mœurs, purger l'empire des brigands qui en infestaient les provinces, et rétablir, disaient-ils, la circulation tarie par les trésors que les confiscations avaient accumulés dans le sérail. Mais alors le sultan cessa de vivre, et sa mort entraîna la destitution de son visir. Les Russes, à qui leurs menaces en avaient imposé, et qui avaient suspendu les travaux de la nouvelle Serbie et promis la démolition des forteresses, profitèrent en hâte de ce double événement, pour achever de les mettre en défense.

Un nouveau sultan, qui régna deux années, changea huit fois de visir; la politique de la France changea aussi dans cet intervalle. Ses ministres prirent soin d'assoupir les alarmes qu'ils avaient fait naître. A cette même époque, un horrible incendie détruisit les deux tiers de Constantinople. Quatre-

vingt mille habitations furent réduites en cendres ; et entre autres édifices, tout le magasin des tentes de l'armée. La désolation et la licence qui suivirent cette effroyable calamité laissaient tout à craindre pour la sûreté du sultan. L'ordre ne fut remis dans Constantinople que par la multitude des supplices; et par là, toute cette fermentation excitée contre les Russes à la fin du dernier règne fut entièrement dissipée. Dans ces conjonctures, Mustapha reçut l'empire; prince plus digne de régner que ses prédécesseurs, et que nous verrons, engagé dans une guerre trop tardive, en soutenir les adversités avec un génie constant et ferme. Il était fils du malheureux Ahmet, détrôné en 1730; et depuis cette époque jusqu'au jour où lui-même fut placé sur le trône, âgé de quarante-deux ans, il avait toujours vécu enfermé, et n'avait pas même vu les rues de Constantinople. Oserons-nous le dire? l'indulgence que les sultans ont eue depuis un siècle de ne point étrangler leurs neveux et leurs frères doit être comptée parmi les causes qui ont entraîné la décadence de cet empire; parce que cette indulgence, accompagnée de beaucoup de précautions contre eux, s'est restreinte à leur laisser seulement la vie : on les renferme dans les lieux les plus retirés du sérail, sans autre société que des femmes esclaves, sans autre instituteur qu'un interprète du Koran; de sorte qu'on a vu trop souvent passer de la prison au pouvoir suprême des princes vieillis dans une longue enfance, et incapables même de choisir ceux à qui ils doivent abandonner leur sceptre. Mustapha avait été ainsi détenu pendant vingt-sept ans. La mélancolie et la sévérité étaient peintes sur son visage pâle et livide; austère dans ses mœurs, rigide observateur de tous les préceptes de sa loi, la retraite avait nourri en lui la superstition, et ses longues infortunes lui avaient inspiré une excessive défiance. Mais on reconnut bientôt que, si cette longue détention n'eût pas émoussé les grandes qua-

lités qu'il avait reçues de la nature, c'eût été un des plus grands princes qui aient occupé le trône ottoman. Les délices de son sérail n'amollirent point son caracrère ; le faible qu'il eut toujours pour les médecins et les astrologues n'alla jamais jusqu'à leur laisser prendre sur lui un véritable ascendant ; et ses visirs ne furent que ses ministres. Économe jusqu'à l'avarice dans le cours ordinaire de la vie, il savait au besoin consacrer ses trésors à l'utilité publique. Attaché à remettre l'ordre dans toutes les parties de son empire, il crut nécessaire de débuter par de grands exemples de sévérité ; et veillant avec une rigueur implacable à l'exécution des lois somptuaires entièrement oubliées sous les derniers règnes, il fit un jour égorger sous ses yeux un juif dont le vêtement ne lui parut pas assez modeste, et une autre fois un arménien dont la chaussure n'était pas celle qu'il aurait dû avoir ; sévérité qui tient aux principes de ce gouvernement où toutes les fautes portant le même caractère de désobéissance, semblent égales entre elles : et plusieurs des anciens sultans ont exercé une pareille rigueur pour une faute semblable. Quand il se promenait sans appareil dans les rues de Constantinople, suivi seulement du grand-visir et du bourreau, la terreur régnait dans la ville; les boutiques se fermaient; on fuyait de toutes parts sa rencontre. Il souhaitait la guerre par haine du nom chrétien, et par l'ambition d'acquérir ces titres d'honneur que les musulmans accordent aux empereurs victorieux. Il frémissait de douleur et de rage en songeant aux pertes que l'empire ottoman avait faites dans des guerres malheureuses. Les seuls amusements qui lui plussent étaient ceux qui ont quelque rapport à la guerre ; quoique la vue d'une troupe armée lui causât toujours quelque saisissement en lui rappelant le souvenir du détrônement de son père, il cherchait dans ses jeux mêmes à vaincre cette terreur. Mustapha, en

montant sur le trône, porta des yeux attentifs sur les dangers qui menaçaient son empire. Il donna des ordres pour approvisionner les places frontières; les fonderies furent remises en activité, les tentes réparées. Les chemins et les ponts, qui dans tout l'empire étaient négligés ou détruits, furent presque partout rétablis. Mais quelle que fût la constance de son caractère et la rectitude de ses intentions, aussi peu instruit qu'il l'était au sortir d'une longue captivité, comment aurait-il pu soupçonner toute l'étendue des maux qu'il avait à réparer? Il ne se dissimula pas sa propre insuffisance; et quoiqu'il voulût régner par lui-même, tout voir, tout entendre, tout décider, il sentit en passant tout à coup de l'ignorance absolue des affaires à l'administration d'un vaste empire, qu'il avait besoin d'emprunter des lumières. Le visir qui se trouva en place à son avénement, vieillard doux, paisible, insinuant, profita de cette disposition du sultan pour se rendre nécessaire ; il employa beaucoup d'art à faire prévaloir ses intentions pacifiques sur les inclinations guerrières de son maître; n'appelant aux grands emplois que des gens modérés, dispersant dans les gouvernements de l'Asie ceux qui auraient flatté le goût du sultan pour la guerre, assez adroit pour flatter lui-même ce penchant : mais cherchant à effrayer l'économie de l'empereur par les dépenses énormes que les seuls préparatifs occasionnaient, et quand il le fallait, faisant parler contre la volonté du prince le divan et l'uléma. Les événements secondèrent la politique de ce vieillard. Une foule de désordres intérieurs détournèrent le sultan de ses desseins contre les puissances chrétiennes ; et non-seulement les Russes achevèrent paisiblement toutes les forteresses de la nouvelle Serbie, mais dans quelques endroits, ils avancèrent leurs retranchements encore plus près des frontières ottomanes. Ce fut aussi pendant ce même temps que leurs armées s'établirent sans

aucune opposition de la part des Turks, dans les villes et les provinces polonaises.

Les Tatars, plus voisins de la nouvelle Serbie, qui pouvaient même en réclamer tout le territoire, et dont cette ligne de forteresses gênait les communications et resserrait les pâturages, avaient, dès son premier établissement, demandé l'aveu du grand seigneur pour y faire une irruption, en brûler les villages, en disperser les habitants, et n'y plus laisser, comme auparavant, qu'un immense désert. Mais, depuis l'affaiblissement des mœurs ottomanes, les ministres turks s'efforçaient de détruire également chez cette nation tout esprit militaire, et de réduire ces Tatars, tout à la fois belliqueux et pasteurs, à l'unique soin de garder leurs troupeaux.

Ce n'est pas ici le lieu de raconter les dépositions successives de plusieurs kans, occasionnées d'abord par le changement survenu dans la politique ottomane, au moment où la guerre entre les deux empires paraissait résolue, et ensuite par la crainte que les perpétuelles inquiétudes de ces princes sur les entreprises des Russes ne suscitassent une guerre que le divan s'efforçait d'éviter. Mais bientôt le roi de Prusse, attaqué par une ligue formidable, chercha à susciter les Turks contre ses ennemis. Il reprit le fil de ces mêmes négociations suivies, il y avait peu d'années, avec tant d'activité et de succès par le comte de Broglie, et dont ce prince avait été confident. Il commença par favoriser chez les Tatars une révolte contre leur kan, vieillard timide et pacifique; révolte dans laquelle ces peuples se donnèrent eux-mêmes pour souverain un jeune prince dont les grandes qualités et les inclinations belliqueuses s'étaient concilié l'amour de ces peuples.

XXIV. *Krim-Gueray se fait proclamer kan de Krimée.*

Krim-Gueray, c'était le nom de ce jeune prince tatare, encouragé par les promesses du roi de Prusse, rassembla une armée, ravagea en sept jours toute la province de Moldavie, enleva les habitants, les troupeaux, les haras, effraya Constantinople même, et, par la terreur qu'il y inspira, obtint sa confirmation et la destitution de son adversaire.

Ce visir insinuant et pacifique qui réprimait toutes les inclinations guerrières de Mustapha, l'engagea encore cette fois à sacrifier la dignité de l'empire à sa tranquillité.

Krim-Gueray, digne du sang de Genghiskan, dont il descendait, parvenu au trône à la fleur de son âge, et plus jeune qu'aucun de ses prédécesseurs, plein de mépris pour la faiblesse actuelle de Constantinople, détestant presque tous les grands-visirs, né ferme, courageux et entreprenant, occupé de sa réputation, accueillant et cherchant le mérite, passionné, il est vrai, pour les plaisirs, mais en musulman rigoureux, et observant toutes les privations imposées par sa loi, inexorable envers ceux qui en transgressaient les préceptes, moins par zèle de religion que par amour de l'ordre, ne perdit point de vue, dans sa révolte même, combien il importait aux Tatars de ne point rompre les liens qui les unissaient à l'empire ottoman. Il commença par réparer tous les désordres occasionnés par cette rébellion ; il dit aux Tatars : « *Hier j'étais votre complice; aujourd'hui je suis votre maître.* » Il les força de restituer presque tout leur butin, et de relâcher sans rançon plus de trente mille esclaves. Mais élevé au trône sans l'aveu du grand-seigneur, il sentait, pour s'y maintenir, la nécessité de rester toujours en armes ; et toutes ses vues se tournèrent aussitôt contre

les Russes. Ses émissaires pénétrèrent dans la nouvelle colonie, et y trouvèrent toutes les forteresses en bon état. Il y avait à la portée des lignes de grands entrepôts de munitions de guerre. Le kan fit passer cet avis à Constantinople, et représenta le danger de laisser subsister de pareils établissements. Mais comment la vérité, toujours si éloignée des princes dans les pays mêmes où ils vivent au milieu de leurs sujets, pourrait-elle en approcher dans un sérail, où toutes les barrières sont gardées par l'intérêt et par l'intrigue? Tous ces avis furent détournés par l'adresse du grand-visir; tous les subalternes furent corrompus par l'argent des Russes.

Il faut remarquer ici que tous les interprètes dont les Turks se servent dans leurs négociations, étant nés Grecs et professant la même religion que les Russes, sont presque toujours dévoués aux intérêts de cette cour.

Krim-Gueray, plein de passion pour la guerre, et n'ayant pu allumer celle qu'il désirait le plus, marcha contre les Circassiens, qui lui avaient refusé le tribut de cinq cents femmes qu'ils devaient au sérail de Krimée. Les Tatars suivaient avec joie un prince d'une humeur si belliqueuse. Ils s'affligeaient de cette longue inaction où la Porte les avait retenus. Ils craignaient eux-mêmes l'effet de leur oisiveté, et que leur ancien courage ne dégénérât. Krim-Gueray s'acquit de cette manière quelque réputation en Asie.

XXV. *Intrigues du roi de Prusse à Constantinople.*

Cependant le roi de Prusse ne se lassait point de prodiguer des présents à ce prince et au ministère ottoman. Les porcelaines de la Saxe passèrent à Constantinople et en Krimée. Il n'avait dans aucun de ces pays aucun envoyé pu-

blic. Les Turks, attachés avec superstition à tous leurs anciens usages, et qui craignent toute innovation, n'avaient point accordé ce droit à une puissance nouvelle. Mais des médecins, des négociants, à qui leur science ou leur commerce facilitait l'entrée des palais turks, étaient les agents secrets de ces commissions. Le bruit de son courage, de ses périls, de ses victoires, pénétra bientôt dans le sérail et dans tous les harems. Le grand-seigneur, passionné pour tous les talents militaires, se laissa entraîner à cette admiration générale, au point de violer une des lois de Mahomet, dont il était si rigide observateur; et quoiqu'elles aient proscrit toute représentation humaine, il voulut avoir devant ses yeux un portrait de ce héros, seul portrait qui jusqu'à présent soit entré dans le sérail.

Le roi de Prusse avait soin d'entretenir cet enthousiasme; il adressait au sultan des lettres flatteuses; il lui rappelait la gloire des Sélim, des Mahomet, des Soliman; et pour comparer les grandes qualités de sa hautesse à celles de ces fameux sultans : « Vous auriez dû, lui écrivait-il, naître trois siècles plus tôt. » Il ne sera pas inutile, pour faire connaître l'état des esprits dans la capitale d'un si grand empire, de rapporter que, ni dans le sérail, ni dans le divan, ni dans l'ulémat, personne n'entendit le sens de cette louange; et qu'après avoir consulté, pour l'expliquer, les plus habiles Turks, il fallut s'adresser aux plus habiles étrangers. Enfin le sultan reçut comme ministre public au nom de ce prince, le plus adroit des intrigants qui le servaient à Constantinople; et cette augmentation dans le nombre des agents diplomatiques que les cours étrangères entretiennent constamment dans cette capitale est devenue par ses suites importantes une époque remarquable dans l'histoire européenne. Dès ce moment, les intrigues prussiennes à Constantinople prirent un caractère plus hardi. Le grand-visir employait toute son adresse à

parer tous les effets de cette séduction ; et la plupart des autres ministres turks, vieillis dans la mollesse, ne cessaient de représenter au sultan le danger de commencer la guerre dans un temps où toutes les puissances chrétiennes étant en armes, elles pourraient aisément, disaient-ils, se réunir contre les Ottomans.

Krim-Gueray, non moins séduit par la gloire, le courage et les présents du roi de Prusse, brûlait de prendre les armes en sa faveur. Leurs agents négociaient de concert à Constantinople, et ces princes ayant presque perdu l'espoir de faire éclater la guerre entre les deux empires, sollicitèrent, du moins pour les Tatars, la permission de faire une invasion en Russie. Ils l'avaient obtenue au commencement de 1762. Le sultan lui-même y avait employé non son autorité, mais son crédit, dans l'espérance que l'obligation de soutenir le kan des Tatars, amènerait enfin les gens de loi à se désister de leur opposition ; et dans le temps où l'Europe croyait la guerre près de finir par la ruine entière du roi de Prusse, à qui on ne connaissait plus aucune ressource, Krim-Gueray, pour le secourir, s'avançait hors de sa presqu'île à la tête d'une armée nombreuse. Il allait se jeter d'abord sur la nouvelle Serbie, lorsque la mort de l'impératrice Élisabeth et l'avénement de Pierre III au trône, soumirent aux volontés du roi de Prusse toutes les forces de la Russie.

C'était une destinée singulière pour ce prince que d'enflammer en même temps du même enthousiasme le tzar de Russie, l'empereur turk et le kan de Krimée. Il n'y avait pas un moment à perdre pour arrêter la marche des Tatars. Il change aussitôt toutes ses mesures. Il promet à Krim-Gueray et à la cour ottomane, de la part du tzar, que toutes les fortifications élevées contre la foi des traités, seront démolies ; il se presse d'exercer une sorte de média-

tion entre ces deux empires. Il affaiblit ou colore tous les prétextes de guerre que lui-même faisait valoir depuis tant d'années; et dans ce bonheur inattendu, son génie corrigeant les fautes du hasard, il conçoit le projet de faire tomber sur les possessions autrichiennes cette nuée de Tatars qui se trouvait déjà rassemblée. Le tzar favorisait lui-même auprès du sultan cette nouvelle négociation. Krim-Gueray fut indigné de se voir présenter les Russes comme des voisins utiles, par le même homme qui les lui avait peints comme des ennemis dangereux. Toutefois, forcé par le changement des circonstances, de suspendre l'irruption qu'il voulait faire, il s'arrêta sur les frontières de la Pologne, pour attendre quelles seraient les résolutions et les ordres du divan. Il fit prendre à son armée, entre le Borysthène et le Boh, cette position d'où il menaçait également la Russie, la Pologne et les possessions autrichiennes; et comme si la fortune eût pris plaisir à se jouer de toutes les espérances des Polonais, ce prince au lieu de seconder leurs efforts contre les Russes, profita de cet intervalle pour ressusciter une querelle qu'il tenait prête contre la république. Il obtint de la Porte la permission de la poursuivre; et il se ménageait, par cette permission même, un prétexte de rester toujours en armes à la tête de toutes ses hordes. Il envoya au grand-général, comte Braniçki, une lettre altière et menaçante. Il prétendait dans cette lettre qu'un grand nombre de familles tatares réfugiées en Pologne pendant le soulèvement qui avait récemment agité la Tatarie, avaient été les unes pillées, les autres massacrées. Il s'était d'abord adressé, disait-il, pour la restitution de leurs biens et la punition des coupables aux possesseurs des terres limitrophes. Il s'adressait enfin à la république, dans la personne du grand-général, prêt à employer cent mille Tatars à se faire justice, si on la lui refusait Ainsi cette république qui fondait

encore, il y a peu de mois, sa sécurité sur la jalousie de ses voisins, voyait aujourd'hui, par un accord presque incroyable, toutes les puissances qui l'environnent, si différentes entre elles de langages, de religions et de mœurs, si contraires dans leurs intérêts, le tzar de Russie, le roi de Prusse et le kan de Krimée, sous la protection de l'empereur turk, menacer également toutes ses frontières. Toutefois la Pologne au centre de ces terribles mouvements, qui recevaient toute leur impulsion du seul génie du roi de Prusse, et dont le choc ébranlait alors cette faible république, n'en était point le véritable objet. De si formidables armées abandonnant bientôt son voisinage, allaient se porter rapidement vers les pays où l'ambition du roi de Prusse avait fixé la guerre. Déjà le kan avait reçu de Constantinople l'ordre de se jeter sur les possessions autrichiennes. Le grand-visir, cédant à des conjonctures si imprévues et si singulières, agissait enfin de concert avec le sultan, et se tenait prêt à conduire les armées ottomanes en Hongrie ; le tzar partait à la tête de ses armées pour les conduire en Allemagne.

Déjà Frédéric se glorifiait, avec toute la joie de la haine et de la vengeance, d'avoir formé contre la maison d'Autriche une ligue non moins étonnante, non moins formidable que celle dont elle avait su l'environner et presque l'écraser. Il regardait comme un de ses plus beaux triomphes d'avoir égalé et peut-être surpassé dans un succès si peu vraisemblable, toute cette habile politique dont on avait tant vanté le ministre autrichien. Il se flattait de rendre à ses irréconciliables ennemis tout le mal qu'ils avaient voulu lui faire, et des insomnies aussi cruelles, disait-il, que celles où ils l'avaient plus d'une fois réduit. « C'est un grand événement, ajoutait-il encore, et qui doit laisser à la postérité au moins pour un demi-siècle d'horribles vestiges de cette guerre. »

XXVI. *Révolution en Russie.*

Mais au moment où cent mille Tatars et cent mille Russes, que devaient bientôt suivre toutes les forces ottomanes, marchaient pour attaquer, de concert avec les Prussiens, les puissances auxquelles le roi de Prusse seul avait si longtemps résisté avec avantage, et où l'Europe se voyait menacée d'une des plus grandes révolutions qu'ait éprouvées cette partie du monde, un événement inattendu vint encore une fois changer les espérances et les craintes, et donner, pour ainsi dire, un autre cours à la destinée.

Le jour de Saint-Pierre, fête du tzar, tandis que la cour de Varsovie célébrait cette fête avec une magnificence extraordinaire, à Pétersbourg les quatre régiments des gardes, soulevés par l'impératrice, détrônaient cet empereur indigne de régner.

La princesse Catherine d'Anhalt-Zerbst, épouse de Pierre III, loin de s'associer au mépris que ce prince avait toujours marqué pour les Russes, s'était conformée à tous leurs usages. Elle affectait, depuis vingt ans qu'elle habitait parmi eux, d'appeler cet empire sa patrie, et de passer sa vie dans les pratiques superstitieuses de leur religion. Du fond de la retraite où elle fuyait la haine de son mari, et où elle semblait fuir la rencontre de tous les courtisans, elle saisit avec habileté l'occasion que lui offrit le mécontentement des gardes. Ses intrigues le firent éclater par un soulèvement général. L'empereur, incapable de suivre un bon conseil, n'écouta point ceux qui lui furent donnés, et se remit volontairement entre les mains de son épouse. Ainsi, en usurpant le trône de son mari et de son fils, parvint en Russie au pouvoir suprême Catherine II, alors âgée de trente-quatre ans.

XXVII. *Caractère de Catherine II.*

Aussitôt que la mort de son mari l'eut rendue véritablement souveraine, elle pardonna avec grandeur à tout le reste de cette cour. Elle dédaigna de laisser tomber aucun ressentiment sur ces esclaves sans force et sans âme ; femme singulière, dont les grandes qualités se trouvèrent malheureusement altérées par l'habitude des petites intrigues ; altière, séduisante et dissimulée, qui sentit alors, par une réflexion profonde, dans les crimes mêmes qu'elle se crut forcée de commettre, le point précis de la nécessité, et que ni la colère, ni la vengeance n'emportèrent point au delà ; qui sut avec une adresse surprenante conduire les esprits de ce peuple obéissant, féroce et superstitieux, mais qui, ayant bientôt à traiter avec des hommes libres, s'est souvent égarée dans ces difficiles intrigues ; trop impatiente d'acquérir cet éclat imposant qu'elle avait besoin de donner à son règne, afin que l'administration publique suppléât en quelque sorte aux droits qui lui manquaient ; paraissant aimer la gloire, et donnant tout à la renommée ; mesurant tout sur la fierté, ayant conçu un grand mépris pour les hommes, par la facilité qu'elle avait trouvée à leur en imposer ; tirant de ce mépris une perpétuelle habitude d'employer en même temps tous les moyens contraires ; suivant sans aucun plan, sans aucun système, des desseins vastes et immodérés, mais les suivant par caractère, avançant pied à pied pour bien connaître ce qu'elle peut oser, et se laissant engager par la facilité des premiers pas dans les plus audacieuses entreprises, avec la confiance que son bonheur et son adresse la sauveraient de tous les embarras ; jamais abattue par les revers, souvent emportée par les succès ; comblée enfin de tous les

présents de la nature et de la fortune, mais recevant trop aisément l'empreinte de tous les vices de son peuple : justement comparée à ces belles statues antiques, longtemps enfouies dans la terre, dont une rouille corrosive a effacé les plus beaux contours, et qu'on ne peut considérer attentivement, sans que de profonds regrets, et même une sorte d'horreur, ne se mêlent à la juste admiration qu'elles inspirent.

A la nouvelle de cette révolution, toute la nation polonaise crut voir s'éloigner les maux qu'elle souffrait et ceux qu'elle avait redoutés. Au moment où la cour en reçut le premier avis, le comte Brulh, toujours attentif aux occasions de plaire et de flatter, se pressa de l'envoyer annoncer au comte Poniatowski. Il y avait plus de quatre années que ce jeune homme, forcé de quitter la Russie, et de se séparer de la nouvelle impératrice, entretenait avec elle une correspondance secrète. Ils avaient employé mutuellement toutes sortes d'artifices pour tromper la vigilance d'une cour défiante; et depuis que le temps et l'absence eurent affaibli leur passion, cette correspondance, quoique ralentie au point d'avoir souffert quelques interruptions de plusieurs mois, continuait cependant par intervalles, et reprenait sa première vivacité. Le sentiment dont la grande-duchesse paraissait toujours occupée en faveur de Poniatowski était devenu pour elle un moyen de dérober beaucoup d'autres sentiments aux yeux des courtisans attentifs. Mais ses plus intimes confidentes croyaient qu'elle conservait pour lui un goût de préférence, un souvenir plus passionné et plus tendre que tous les autres penchants auxquels elle s'était livrée pendant leur séparation ; et elles ne doutaient pas qu'elle n'eût constamment le dessein de l'appeler à sa cour aussitôt qu'elle en aurait le pouvoir. Quant à lui, il ne s'était permis aucune liaison publique. Jamais à la cour, dans les

diètes, dans les assemblées d'affaires ou de plaisir, il ne se montrait que triste et mélancolique. Il enveloppait dans le plus profond mystère de nombreuses liaisons de galanterie, dont le secret n'a éclaté que dans la suite. Il ne voyait fréquemment qu'une jeune princesse, sa parente ; et il avait dit ou mandé à l'impératrice : « Qu'il s'attachait beaucoup à cette princesse, parce qu'elles avaient de la ressemblance. »

Sa conduite politique n'avait pas moins de circonspection. Il ne s'était fait aucun ennemi personnel ; il n'en avait point d'autres que ceux de sa famille : et dans l'intérieur même de cette famille, il jouissait des plus singuliers égards. Ses deux oncles, les princes Czartoryski, dans l'espèce de disgrâce qu'ils éprouvaient à la cour, toujours habiles à se prévaloir des moindres avantages, s'efforçaient de persuader au public que ce jeune homme disposerait un jour de toute la puissance de l'empire de Russie ; et pour accréditer une opinion si capable d'en imposer à leurs ennemis, ils lui marquaient une considération qui rejaillissait sur eux-mêmes. De son côté, il soutenait avec adresse ce personnage théâtral. Il portait dans toutes ses manières cette réserve étudiée, ordinaire aux gens qui craignent de laisser prendre sur eux quelque avantage. On pouvait seulement lui reprocher de n'avoir pas la popularité nécessaire dans une république. Sa politesse était froide et gênée, son air contraint et dédaigneux ; on voyait jusque dans ses moindres actions qu'il se croyait destiné à de grandes choses : mais il paraissait attendre plutôt sa fortune de la protection d'une cour despotique, que du soin de gagner une multitude. Depuis six mois, il n'avait reçu de l'impératrice aucune lettre, aucune nouvelle directe, quand arriva vers lui l'émissaire du comte Brulh, chargé de lui annoncer la révolution. Cet émissaire le trouva couché, ayant à chaque côté de son lit un portrait de cette princesse, l'un en Bellone, l'autre en

Minerve. A cette nouvelle, Poniatowski, éperdu, se précipita de son lit, et dans une ivresse de joie se jeta à genoux, s'adressant tout ensemble à l'émissaire, au ciel, aux deux portraits. Il voulait partir précipitamment pour la Russie; ses deux oncles eurent besoin d'employer toute leur autorité pour lui faire écouter les conseils de la prudence, et le retenir à Varsovie. Il y resta plus d'un mois sans recevoir de l'impératrice aucune lettre, aucun compliment, aucune nouvelle. Déjà les bruits publics lui apprenaient qu'un simple gentilhomme russe, nommé Orloff, inconnu jusque-là, et que les bontés de sa souveraine avaient été chercher dans la plus médiocre fortune, paraissait à la cour de Russie dans une faveur qui ne lui permettait plus de concurrence. Orloff avait secondé tous les desseins de l'impératrice; il avait fait soulever les quatre régiments des gardes, ou du moins elle se faisait un plaisir de lui en attribuer le principal honneur, elle voulait croire qu'elle lui devait le trône; et Poniatowski, sans autre nouvelle que les bruits publics, livré à toutes les espérances de l'ambition et à toutes les fureurs de la jalousie, envoya en Russie un homme affidé, un chanoine, qui vint examiner l'état de cette cour, et reconnaître si cet ancien amant ne pouvait plus s'y présenter.

XXVIII. *Le roi de Prusse et le kan des Tatars forcés de changer leurs mesures.*

Catherine, en prenant les rênes de l'empire russe, ne se dissimula point qu'il ne pouvait soutenir plus longtemps la guerre dans laquelle il se trouvait engagé. Elle résolut d'être neutre entre tous les princes, qu'une alternative de succès et de revers animait encore les uns contre les autres. Les agitations récentes de cette cour couvrirent aux yeux de

l'Europe l'impuissance réelle où elle était d'entretenir plus longtemps ses armées. Au premier avis que les Russes revenaient sur leurs pas et rentraient dans leurs frontières, le kan des Tatars s'arrêta, incertain de ce qu'il devait faire; il n'osait s'avancer hors de ses États en les laissant exposés à des voisins dont il connaissait l'ambition et la perfidie. Il attendit de nouveaux ordres de Constantinople. Le grand-visir, qui n'avait commencé les préparatifs de guerre qu'avec une extrême circonspection, parce qu'il prévoyait une révolution en Russie, se livra de nouveau à son amour pour la paix, et sa prévoyance justifiée lui donna plus de crédit encore auprès du grand-seigneur. Le roi de Prusse, privé par un seul événement de ce triple secours, perdit l'espoir de tant de conquêtes. Il se plaisait, quelques années après, à réfléchir sur la vanité de la politique, en racontant comment des événements imprévus avaient une fois empêché qu'il ne fût détruit, et une autre fois qu'il ne se rendît le maître de l'Europe. Ceux que ce prince a daigné admettre dans sa confidence prétendent que, malgré l'alliance qu'il contracta bientôt avec Catherine, il en conserva toujours un profond ressentiment contre elle, un désir de vengeance, un dessein de l'humilier.

XXIX. *Premières démarches de la nouvelle tzarine.*

Cependant tout changeait en Russie. Une extrême vigilance pour ramener l'ordre dans toutes les parties de l'administration, une sévère économie rétablie dans tous les départements, le luxe habituel proscrit de la cour, et les dépenses qu'il occasionne réservées pour la véritable magnificence de l'État; des colons étrangers attirés de toutes les parties de l'Asie et de l'Europe, pour réparer la dépopula-

*

tion de l'empire et en défricher les déserts; le titre d'*impératrice* hautement et en toute occasion substitué à celui de *tzarine,* sans se soumettre à d'humbles négociations pour l'obtenir des cours qui se croyaient encore en droit de le contester, annoncèrent dès lors ce règne à l'univers. Dès ce premier moment, une secrète permission accordée à un homme obscur qui, de lui-même, sollicita d'aller dans la Grèce sonder les esprits de ces peuples, et les disposer à se soulever un jour contre les Turks, prépara dans le plus profond mystère les événements qui devaient en illustrer les plus belles années; et nous verrons dans le livre suivant comment le caractère entreprenant de la nouvelle impératrice, ses desseins sur la Kourlande, et ceux qu'elle formait pour disposer du trône de la Pologne, se produisirent dans les ordres mêmes qu'elle donna pour faire rentrer les armées russes dans son empire (1).

(1) Nous avons laissé les noms d'*empereur* et d'*impératrice* partout où ils se trouvent dans les manuscrits de Rulhière, bien qu'ils ne doivent être employés que depuis l'avénement de Catherine II.

LIVRE CINQUIÈME.

I. *Desseins de Catherine, et sa lettre à Poniatowski.*

Un corps de quinze mille Russes vint s'établir en Kourlande pour exécuter les menaces que la nouvelle impératrice avait faites autrefois au duc Charles, de lui ôter cette principauté. Un autre corps de deux mille hommes, sous le vain prétexte qu'un magasin de vivres et de fourrages ne trouvait point d'acheteurs en Pologne, resta au centre de cette république, dans une de ces villes imprudemment livrées aux Russes au commencement de la guerre, la ville de Graudentz, située sur une hauteur au milieu d'un vaste marais, et forte par cette situation.

Ces deux mille hommes s'y établirent comme dans une place d'armes, d'où ils attendaient les événements que cette princesse avait déjà intention d'accélérer. Elle nomma aussitôt le comte Keyserling son ambassadeur à Varsovie; et la première lettre qu'elle écrivit enfin au comte Poniatowski, commençait par ces mots: « J'envoie Keyserling en Pologne, avec ordre de faire roi vous ou le prince Adam Czartoryski, votre cousin. » Elle lui parlait ensuite du comte Orloff, et lui faisait sentir adroitement le danger de choquer ce nouveau favori. « Sa passion pour moi, disait-elle, était publique, et tout a été fait par lui dans cette vue.

Ils sont quatre frères, tous quatre extrêmement déterminés, et fort aimés du commun des soldats. » Poniatowski, dont l'ambition semblait renouveler l'amour, retenu par une insinuation si positive, différa malgré lui son voyage ; mais comme l'impératrice, dans le reste de cette lettre, ne dédaignait pas d'employer ces tournures artificieuses, ces prétextes de nécessité, d'utilité et même de bienséance, avec lesquelles les femmes savent si bien déguiser aux yeux de leurs anciens amants le commencement d'une nouvelle passion, il se flattait que ce délai tenait seulement à quelques mesures de prudence. Il croyait que cette princesse, étrangère en Russie, attendait qu'elle fût plus affermie sur le trône avant que de montrer aux Russes un jeune étranger pour son favori.

Il ne fit point mystère à sa famille de la lettre qu'il venait de recevoir. A cette lecture inattendue, son oncle, le prince Auguste Czartoryski, que ses immenses richesses et la considération personnelle dont il jouissait faisaient regarder, par cette maison, comme le seul qui dût prétendre au trône, et qui voyait aujourd'hui le choix balancé seulement entre son fils et son neveu, répondit avec un flegme composé : « Si j'étais moins vieux, j'y penserais pour moi-même. » Le prince Adam montra une générosité plus grande, retenu, à ce que lui-même raconta depuis à l'auteur de cette histoire, par une sorte d'embarras et de pudeur qu'il sentait en donnant à son père la mortification de lui être préféré. Quant à Poniatowski, il pressait tour à tour ces deux princes de consentir à monter sur le trône; il jurait de solliciter pour l'un des deux toute la protection de l'impératrice, ne demandant pour soi que d'être l'ambassadeur de l'un ou de l'autre auprès d'elle; et il paraissait prêt à sacrifier la couronne au désir de consacrer sa vie entière à l'amour, à la reconnaissance et au plus grand bien de sa patrie. Il leur di-

sait que sa présence à Pétersbourg favoriserait toutes les réformes qu'ils allaient entreprendre en Pologne; et que là, il servirait mieux sa patrie que si lui-même en était roi. Dans sa réponse à l'impératrice, il lui parlait le langage d'un amant que rien ne pourrait dédommager d'être séparé d'elle. Il partit bientôt après pour s'approcher des frontières de la Russie; il s'arrêta à Bialystok, chez la comtesse Branicka, sa sœur; et sur la route de toutes les nouvelles qui arrivaient de Pétersbourg, il attendait, de moment en moment, une invitation de se rendre à cette cour. Mais, soit qu'il n'eût montré à sa famille qu'une feinte modération, soit qu'un premier mouvement de générosité eût bientôt fait place dans son cœur à tout ce que l'espérance lui offrait de séduisant, une joie inconsidérée trahissait déjà ses ambitieux projets; et suivant cette imprudence ordinaire de mettre en maxime les sentiments dont on est secrètement occupé, imprudence si commune, que la plupart des hommes, en proférant des maximes générales, ne disent cependant que des choses qui leur sont personnelles, Poniatowski répétait souvent : « Qu'il ne faut jamais faire aux autres la fortune qu'on peut faire pour soi-même ; » ou, pour me servir de ses propres expressions: « qu'il ne faut pas se faire porter par les autres, quand on peut se tenir sur ses pieds. » Un ambassadeur de France, le baron de Breteuil, qui passa alors par Bialystok pour se rendre en Russie, pénétra sur ce seul mot, le dessein de ce jeune ambitieux. Il conclut de cette maxime, qu'on s'était trompé jusqu'alors, en croyant Poniatowski occupé de suivre, dans ses correspondances à Pétersbourg, les intérêts de ses parents; que ce n'était pas leur élévation qu'il méditait, mais la sienne propre; et que le trône de Pologne était, dès ce moment, l'objet de son ambition personnelle. Cet habile politique en instruisit le ministère de France; et, toutefois, ce dessein

était si peu vraisemblable, que ceux qui auraient travaillé d'avance, soit parmi la noblesse polonaise, soit dans les cabinets de l'Europe, à en prévenir l'exécution, auraient passé pour des esprits chimériques.

Mais, quel que dût être le choix de l'impératrice, le véritable chef de la maison Czartoryski, l'âme de tous ses conseils, le vieux prince Michel Czartoryski, grand-chancelier de Lithuanie, sentait qu'il fallait à la hâte profiter de conjonctures si favorables, et qui pouvaient changer d'un jour à l'autre. Incertain de celui d'entre eux qu'il plairait à l'impératrice de couronner, mais certain de régner lui-même, sous le nom de ce roi, quel qu'il fût, il songea dès lors à se rendre le maître absolu de la république, sous le prétexte vraisemblable de faciliter à l'impératrice la liberté du choix qu'elle voudrait faire, mais en effet pour établir en Pologne les nouvelles lois par lesquelles il croyait y détruire l'anarchie, et y fonder une monarchie redoutable et puissante.

II. *Conduite du roi de Pologne envers la nouvelle impératrice.*

Cependant la cour de Varsovie renouvelait auprès de Catherine II toutes les démarches humiliantes si vainement essayées sous le dernier règne; et quoique cette princesse n'y eût fait aucune notification de son avénement au trône, quoique ses envoyés aux autres cours traversassent Varsovie, sans être chargés d'aucun compliment pour le roi, il se résolut à l'envoyer complimenter par un grand-officier de sa couronne. On eût craint, disait-on, de l'irriter, en ne lui montrant pas les mêmes égards qu'on avait eus pour le feu empereur; tant les bassesses commencées entraînent une sorte de nécessité de s'avilir de plus en plus. La première nouvelle qu'il reçut enfin de Pétersbourg fut une lettre de

chancellerie, mais signée de l'impératrice, par laquelle elle lui remettait sous les yeux les sollicitations qu'il avait faites autrefois en faveur de Biren, et lui demandait le rétablissement de cet ancien duc en Kourlande. Cette lettre était simple et froide. Catherine y blessait, avec une profonde indifférence, le cœur d'un père. Elle exigeait, avec la flegme le plus outrageant, qu'il détrônât lui-même son propre fils.

III. *Le duc Charles retourne en Kourlande.*

Le duc Charles, au bruit de la révolution arrivée en Russie, était revenu précipitamment en Kourlande; il se rassurait contre les ressentiments dont la nouvelle impératrice l'avait autrefois menacé, en lui supposant la magnanimité qu'elle semblait annoncer. Il se flattait, du moins, que si le caractère de cette princesse la portait à exécuter ses menaces, les ménagements auxquels elle se verrait astreinte, dans un pareil commencement de règne, lui donneraient à lui-même le temps de se fortifier contre elle, et d'opposer plus de résistance qu'elle n'imaginait en trouver. Le même jour que ce prince arriva dans sa capitale, des troupes russes vinrent occuper cette ville, et plusieurs autres détachements furent répartis sur les terres des gentilshommes qu'on savait lui être attachés. Ceux des Kourlandais qui avaient été autrefois les plus prompts à le reconnaître comme leur souverain, se pressèrent également de l'abandonner; et ceux, au contraire, qui leur avaient résisté longtemps, conservèrent la fidélité qu'ils lui avaient enfin promise. Biren accourait vers ce duché avec une égale précipitation. Il sentait cependant la nécessité de s'y faire devancer par un corps de troupes; et ce soin indispensable avait donné au duc Charles le temps de le prévenir. Biren, arrivé

à Riga, dernière ville de l'empire russe sur cette frontière, y fut reçu avec les plus grands honneurs, mais forcé d'y attendre que son concurrent lui eût cédé la place. Une seule rivière le retenait encore dans un empire sujet à de si terribles viscissitudes. Des remparts de Riga, il contemplait la Kourlande, sa patrie, où trente ans il avait vécu domestique, et où, après les plus grandes alternatives de fortune, il attendait le moment de rentrer en souverain. De son côté, le duc Charles entendait de son palais le bruit des honneurs extraordinaires qu'on rendait à son concurrent sur la frontière voisine. Ce prince, sans troupes et sans défense, prit la résolution d'opposer à son malheur une fermeté inébranlable; de rester dans sa capitale, occupée par des troupes ennemies. Il écrivit au roi son père, comme au suzerain de ce duché, pour lui demander de citer les Kourlandais infidèles à la diète de Pologne, qui était près de s'assembler, et d'y porter ses plaintes à la république contre cette invasion des Russes.

IV. *Diète de* 1726; *les deux partis prennent les armes.*

L'époque de cette diète était enfin arrivée, et la cour n'était pas sans espérance d'y acquérir un crédit dominant. Elle se flattait que pour en imposer à une femme encore mal affermie sur un trône usurpé, il suffirait d'une apparente audace. Le comte Brulh commençait à rechercher tous ceux qui, en toute occasion, avaient opposé une résistance courageuse aux entreprises des Russes et à ses propres desseins. Pour s'assurer de tous les suffrages dans la diète, il avait jusque-là suspendu la distribution de toutes les grâces vacantes, et il en fit offrir la disposition aux princes Czartoryski, s'ils voulaient s'unir avec la cour, et nommément

pour la défense du duc Charles. Mais les Czartoryski répondirent que c'était au roi à maintenir son fils, s'il le pouvait; que cette affaire personnelle à ces deux princes ne devait point intéresser la république : et néanmoins ils demandaient avec audace toutes les grâces pour leur partisans. Ils annoncèrent que le refus aurait des suites pour le ministre et pour le roi même : et l'annonçèrent si publiquement, que la cour en cédant eût perdu son autorité; et Brulh quoiqu'accoutumé depuis longtemps à se rendre aux menaces, se crut forcé à leur tout refuser. Toutes les grâces furent accordées à des citoyens dont le crédit dans la nation et les forces domestiques pouvaient donner à la cour des amis et des défenseurs. Les ressentiments et les haines étaient donc au plus haut point de fureur, lorsque la diète s'ouvrit le 4 octobre 1762, avec la pompe qui d'ordinaire accompagne ces grandes assemblées. Après avoir imploré la bonté du ciel, cérémonie toujours si auguste, quoique si vaine depuis tant d'années, l'ordre équestre, suivant l'usage, se sépara du sénat et se rendit au lieu ordinaire de ses séances. Tous les chefs des deux partis, ayant tour à tour été élevés par la faveur du roi aux premières places de l'État, devaient, par le droit même de leurs dignités, assister à cette diète dans la chambre du sénat ; et chacune des deux factions avait eu le crédit de faire élire pour députés des provinces tous les jeunes gens qu'elle voulait s'attacher. Tout ce qu'il y avait parmi la jeune noblesse de plus distingué, par l'éclat du nom, par l'esprit, les talents ou le courage, se trouvait donc rassemblé dans cette seconde chambre. On appréhendait mutuellement que, dans cette fureur des factions, le parti opposé n'eût recours aux dernières violences pour se rendre maître de cette chambre des nonces, et ne tentât même de massacrer ses adversaires, pour anéantir d'un seul coup tout l'espoir de l'autre faction.

Ces craintes n'étaient pas sans fondement, et cet horrible dessein fut réellement agité dans le parti de la cour. La proposition en fut faite au comte Brulh, par un jeune prince Radzivill, que nous ferons bientôt connaître, à qui les Czartoryski venaient de disputer de grandes places vacantes par la mort de son père. La foule des gentilshommes qui lui étaient attachés, soit dans les troupes, soit dans le service de son palais, le rendait maître d'une grande partie des députés. Le deuil de sa seule maison paraissait remplir et la diète et la capitale, et annonçait la puissance de ce jeune prince. Radzivill, irrité contre les Czartoryski, proposa qu'aux premières contradictions dans la diète, ou plutôt à un geste qu'il ferait, et qui servirait de signal, tous les siens fondissent sur la faction contraire. Cette proposition portée au roi par le comte Brulh, lui inspira une juste horreur, et la conduite même que tint bientôt cette faction ne put le décider à y consentir. Les projets que de son côté elle méditait, pouvaient devenir non moins sanguinaires. Pendant que les nonces se rendaient à leur chambre le prince Adam Czartoryski s'approcha dans la foule du fils aîné du comte Brulh ; et soit insulte ironique, soit mouvement d'amitié entre deux jeunes gens qui, dans l'ancienne liaison de leurs familles, avaient passé ensemble leurs premières années, il lui dit : « Vous allez entendre bien du bruit contre vous ; mais soyez tranquille pour votre personne, vous n'y perdrez pas un cheveu, c'est uniquement votre père qu'on veut insulter en vous ». En effet, les Czartoryski ne voulant d'autre ordre dans l'État que celui qu'ils y mettraient eux-mêmes, avaient résolu de jeter le trouble dans cette diète par une insulte faite au premier ministre saxon Ils allaient proposer d'en chasser son fils, attendu, disaient-ils, qu'un étranger ne devait point entrer dans l'exercice de la législature, et que Brulh n'était pas gentilhomme polonais ; et soit qu'ils

y réussissent, ce qu'ils n'espéraient pas, le succès de cette accusation devait enlever au roi son ministre, et donner en Pologne tous les biens de cette famille au premier occupant; soit qu'ils éprouvassent dans la diète la résistance à laquelle ils s'attendaient, cette résistance devait leur servir d'espérance pour confédérer la plus grande partie de la nation contre le roi, et peut-être pour le renverser du trône.

Le comte Malachowski présidait à cette assemblée. Une vieillesse avancée, mais toujours mâle et vigoureuse, lui permettait de se mêler encore avec dignité dans les affaires publiques. Il avait, sans aucune faveur de la cour, occupé tous les emplois auxquels les suffrages de la nation peuvent élever un citoyen. Son unique ambition, dans les dernières années d'une si belle carrière, était de faire tenir une diète dont il serait le maréchal. Il avait eu depuis plusieurs années l'honneur d'être élu, mais la douleur de l'être vainement; et quelque respectable que fût ce vieillard, le bâton de cette dignité, conservé dans sa maison depuis si longtemps, offrait une triste marque des désordres où la république était plongée. Lorsqu'il eut rangé les députés suivant l'ordre de leurs provinces, il dit : « Que la république, tombée dans une espèce de léthargie, pouvait être ranimée par les délibérations de cette assemblée; que depuis trente années, la seule providence avait préservé le nom polonais des outrages auxquels il semblait destiné, ou, pour mieux dire, de son extinction totale; que cette patience du ciel paraissait se lasser, et tout bon citoyen devait frémir en envisageant les maux qui menaçaient la patrie, si l'esprit de discorde jetait encore dans cette assemblée le même trouble que dans les précédentes; mais qu'il fallait mieux attendre du zèle de tous les nonces, à qui la garde des lois et le salut de la patrie étaient maintenant confiés ». Il voulut ensuite faire procéder à l'élection d'un ma-

réchal; mais plusieurs députés se levèrent, entre lesquels se distingua le comte Poniatowski. Ses concitoyens étaient loin de soupçonner son élévation prochaine. Les apprêts de son départ pour la Russie devenus inutiles, n'avaient servi qu'à rendre publics les obstacles qu'il avait trouvés à son voyage; et lui, cependant, pour atteindre comme par degrés la grandeur qui lui était secrètement promise, s'efforçait, dans son parti, de se faire remarquer comme un chef. Il avait quitté le rang de sa province pour se placer dans un lieu plus apparent; et on voyait à ses mouvements qu'il répétait tout bas une harangue qu'il avait préparée. Poniatowski et plusieurs députés attachés au même parti, demandant avec chaleur à parler avant leur tour, on leur répondit : « que ce serait donner atteinte aux lois et renverser l'ordre établi pour les diètes ». Ils insistèrent en criant : « que l'affaire dont il s'agissait regardait toute la chambre des nonces et le plus précieux de leurs priviléges ». Les députés s'échauffèrent sur ce point; et Malachowski, annonçant combien cette première discussion devait faire craindre pour le sort des délibérations suivantes, se pressa, pour calmer les esprits, de remettre la séance au lendemain.

Ce jour, outre leurs armes ordinaires, plusieurs cachèrent sous leurs habits des armes à feu; précaution d'autant plus étrange, que depuis l'établissement des diètes par députés, fait pour la première fois il y a trois siècles, on assurait que jamais un sabre n'avait été tiré dans cette assemblée. Ces violences, trop usitées dans les diétines de provinces, où chacun n'exerce que son propre suffrage, auraient été, dans une assemblée si auguste, regardées comme un sacrilége; et si les lois avaient eu toute leur force, les coupables eussent été punis du dernier supplice. Le maréchal ouvrit la séance, en disant : « Que la liberté de cette diète était constatée par l'abus qu'on en avait fait la veille;

qu'en essayant de renverser l'ordre prescrit pour les diètes, on avait joui de cette dangereuse prérogative de pouvoir s'opposer même aux lois ; qu'il espérait qu'aujourd'hui tous les nonces se soumettraient à cet ordre ancien et nécessaire ».

Poniatowski répliqua : « Qu'il connaissait les lois, mais qu'il ne se prêterait à rien tant que le comte Brulh serait présent ». En prononçant ces mots, il se couvrit ; et à ce mouvement, comme à un signal donné, une foule de nonces se levèrent en tirant leurs sabres avec tant de promptitude, qu'on ne put distinguer dans ce tumulte les agresseurs d'avec ceux qui s'armaient pour leur propre défense ; la plupart ayant eu le sabre nu, au seul geste qu'en firent leurs adversaires. Le général Mokranowski, que la voix publique avait désigné pour maréchal de cette diète, était à son rang de nonce, précisément en face de Poniatowski, de l'autre côté de la salle. Tous ceux à qui le respect du lieu empêcha de porter la main à leurs sabres, se dérobant d'entre ces furieux, se jetèrent avec précipitation derrière Mokranowski, prêts à faire ce qu'il ferait lui-même, et paraissant, par ce mouvement subit et unanime, le choisir pour chef et modèle. Il suit des yeux le tumulte, et s'avançant vers le comte Poniatowski, il lui dit d'un air fier et sévère de faire cesser tout ce désordre ; mais, au même instant, il voit qu'on environne le jeune comte Brulh, et malgré l'inimitié que cette famille lui avait marquée de tous temps, il se jette devant lui, le couvre de sa personne, relève de ses mains les pointes des épées, et dans cet effort, blessé légèrement à une main, il se presse de cacher cette blessure, de peur que la vue de son sang n'irrite encore ces furieux, et que son zèle pour prévenir un massacre n'en devienne ainsi l'occasion. Malachowski le seconde, et tous deux parviennent à calmer ce premier désordre. Mais ce fut alors sur cette même violence que tournèrent les imputations réciproques, chacun accusant

ses adversaires d'avoir violé le sanctuaire des lois, et demandant qu'avant de traiter aucune affaire, les coupables fussent obligés de sortir pour qu'on délibérât de leur sort. Les uns accusaient hautement Poniatowski, dont le geste avait été le signal du désordre; les autres l'imputaient à Radzivill et aux députés qui lui obéissaient. Quelques-uns tâchaient vainement de ramener les disputes au point d'où l'on était parti. Dans cette confusion, Malachowski ayant mis fin à cette seconde séance, chacun resta fièrement à sa place, observant ses adversaires dans un silence menaçant; et il fallut que les chefs fissent entre eux une espèce d'accord pour que les deux partis se mêlassent et sortissent ensemble.

On était accoutumé en Pologne à ces éruptions subites de toutes les haines; et ces mouvements terribles étaient quelquefois suivis d'un calme profond. Mais en vain cette fois quelques-uns des principaux citoyens tâchèrent de se rendre médiateurs. Les Czartoryski se montrèrent implacables, et saisissant pour soulever la nation du prétexte qui lui était le plus cher, ils disaient hautement que la distribution des grâces était un intérêt public, que la nation avait un droit naturel à s'élever contre les mauvais choix; et en s'efforçant à ce titre de décrier le jeune Radzivill, ils donnaient à leur animosité un éclat qui pût rallier à eux tous les mécontents. Les deux partis se tenaient ouvertement sous les armes, et tout paraissait se disposer à un combat au sein de la capitale ou dans la diète même, lorsqu'un nonce, nommé Michel Szymakowski, porta au dépôt des actes publics un manifeste par lequel il rompait la diète; soit qu'il se fût vendu à l'un des deux partis, soit qu'il craignît en effet les suites de tant de haines : car nous rappellerons ici que les Polonais s'étaient fait une sorte de morale sur la rupture des diètes, et regardaient cette action comme méritoire quand elle était faite par quelque motif de bien public, ou comme un crime

d'Etat quand elle avait pour motif un intérêt particulier.

La troisième séance commença donc par la lecture de ce manifeste, où le nonce, qui s'était absenté, représentait: « Que la haine et l'ambition avaient renversé, dans cette diète, les plus solides projets; que le temps destiné aux affaires se perdait dans les troubles; qu'elle n'offrait aux yeux que le triste spectacle de la ruine de la patrie; que prévoyant, avec effroi, par ces premières dissensions leur progrès inévitable, sentant la liberté blessée par le séjour des troupes russes au milieu du royaume, ne pouvant, comme il l'avait désiré, s'en plaindre à la face de la république, voyant la sûreté des nonces, dans leur sanctuaire, violée par les armes, au point qu'il fallait plutôt se défendre que délibérer, il ne connaissait plus aucun moyen de tenir la diète en liberté ». A cette lecture, un profond silence régna dans l'assemblée. Le vieux comte Malachowski le rompit, en disant : « Qu'il fallait, avant de désespérer du salut de la patrie, faire une députation au nonce absent, et qu'il pourrait être fléchi par les représentations salutaires qu'il entendrait contre un si grand abus de la liberté ». Mais les députés qui furent envoyés à ce nonce, au nom de trois provinces de Pologne, ayant informé la diète que leurs recherches avaient été vaines, et que le nonce était disparu, Malachowski congédia l'assemblée, en demandant au ciel, « que la vengeance divine accompagnât partout ce mauvais citoyen, plus criminel qu'un parricide; » et il termina la diète par ces paroles : « Nous avons fait ce qui était en nous; il est de notre devoir de ne point abandonner le salut de la république jusqu'à notre dernier soupir ».

V. *Assemblée des ministres et de la plupart des sénateurs rompue par les Czartoryski.*

Pour remédier, s'il était possible, à quelques-uns des maux qu'allait entraîner la rupture de la diète, et prendre quelque résolution sur les affaires les plus pressantes, telles que les demandes du kan des Tatars et l'invasion de la Kourlande, la plupart des sénateurs s'assemblèrent dans la maison du primat ; et d'abord ils nommèrent deux d'entre eux pour aller en Kourlande aider le duc Charles de leurs conseils. Ils adressèrent en commun un mémoire à la tzarine, et députèrent, pour le lui présenter au nom du sénat, un des plus zélés partisans de ce prince ; mais avant qu'on eût pris aucune autre résolution, les princes Czartoryski se rendirent dans cette assemblée, et dirent, en refusant d'y prendre part : « Que ce n'était pas dans une maison particulière, que c'était en plein sénat et en présence du roi qu'ils devaient dire leur avis sur des matières aussi graves ». Il fallut donc convoquer une inutile assemblée du sénat. Les haines mutuelles y éclatèrent avec une violence qui eût seule suffi pour les rendre implacables. Les deux partis déplorèrent également l'état effrayant où la patrie se trouvait réduite, afin d'en prendre occasion de s'imputer réciproquement tous les malheurs publics. On y donna l'ordre aux grands-maréchaux de chercher et de punir ceux qui les premiers avaient tiré le sabre dans la chambre des nonces ; manière d'abandonner la punition de ces violences, en constatant qu'elles étaient regardées comme un crime. Sans délibérer sur aucune autre affaire, on opina seulement pour la convocation d'une diète extraordinaire, en donnant au roi, suivant les anciennes lois, le pouvoir de la convoquer ; mais son intérêt exigeait qu'il at-

tendît les événements, avant que de risquer une seconde fois d'assembler la nation.

VI. *Bruits publics sur la cour de Russie.*

Les deux factions prenaient alors dans les bruits publics un nouveau motif de précipiter tous leurs efforts. Une conjuration découverte à Moskou contre la nouvelle impératrice avait donné lieu à mille rumeurs, auxquelles la renommée mêlait encore ses exagérations et ses mensonges; d'ailleurs on savait en Pologne que l'armée russe, en rentrant dans l'empire, y portait un esprit de sédition. Officiers et soldats nommaient hautement le prince Yvan, ce malheureux chef de la maison impériale, qui, après avoir passé sur le trône les premiers mois de sa vie, était depuis vingt ans détenu dans une prison ignorée. Son nom, dont le seul souvenir avait passé depuis vingt ans en Russie pour un crime de haute trahison, était aujourd'hui dans la bouche de tous les Russes; et les moins séditieux voulaient, disait-on, forcer la tzarine à l'épouser. Varsovie croyait apprendre de moment en moment qu'il y aurait eu de grandes agitations à Pétersbourg. Une poste retardée par la rigueur de l'hiver, faisait attendre la nouvelle d'une révolution. Les deux factions polonaises en avaient plus d'animosité; l'une voulant profiter d'une faveur qu'une révolution lui pouvait enlever, et l'autre se flattant de résister impunément.

VII. *Arrivée de Keyserling; son caractère et son histoire.*

Dans ces conjonctures arriva, en Pologne, le comte Keyserling, ambassadeur de Russie, l'homme le plus dan-

gereux pour cette république. Il possédait cet art, heureusement peu commun, mais toujours employé avec succès contre la liberté des peuples, l'art de concilier les violences les plus tyranniques avec un respect apparent pour toutes les formes républicaines. C'était un de ces Kourlandais qu'autrefois l'espérance avait amenés à la cour de Russie, sous le règne de l'impératrice Anne. Il avait quitté, pour servir cette cour, une chaire de professeur dans l'université de Kœnigsberg. Quoique la petitesse de sa taille et son extrême grosseur lui donnassent un aspect assez ridicule, sa figure ne laissait pas d'être imposante, par un certain air magistral qu'il avait retenu de son premier état. Il conservait la réputation d'un des plus savants hommes de l'Europe dans le droit public et dans les langues anciennes; son extérieur épais cachait un esprit très-fin et une conduite très-rusée; mais il vivait sans aucune décence, se ruinait en débauches obscures, et réparait sa fortune en vendant son crédit. L'élection d'Auguste au trône de Pologne avait été sa première école de politique, et la première occasion qu'il avait eue de s'enrichir. Dès cet interrègne, il s'était lié avec le comte Bruhl d'une intime amitié, qui n'était entre eux qu'une facilité d'achat et de corruption. On raconte que dans ce temps-là, un noble polonais le reconnut une nuit, sortant à pied et déguisé, de chez le comte Bruhl, et qu'en lui disant: *C'est toi, malheureux étranger, qui viens troubler notre pays par tes intrigues*, il l'assaillit à coups de fouet; traitement remarquable dans l'histoire d'un homme qui a eu la plus grande part à l'élection de trois souverains. Il avait contribué à placer Biren sur le trône de Kourlande, et imaginé les moyens de suppléer à toutes les formes qui, en cette occasion, avaient été nécessairement violées. Dans ce second voyage il avait vu Poniatowski encore enfant, et par un retour naturel vers le métier de professeur, il lui avait donné

des leçons de grammaire, d'où il prenait droit aujourd'hui de l'appeler son fils et son pupille.

Bientôt après, il se trouva exposé à cette grande révolution où les Russes reprirent l'autorité dans leur pays, et envoyèrent au supplice ou en exil cette foule d'étrangers qui, en Russie même, les avaient exclus du gouvernement. Mais Keyserling fut au nombre de ceux qui, moins en butte aux regards, échappèrent aux premières fureurs de la proscription, et qui, ne connaissant plus ni parents ni patrie, cherchant encore la considération des grands emplois, sans vouloir courir une seconde fois les risques des confiscations et de l'échafaud, placèrent tous leurs biens dans les banques étrangères, et se décidèrent à servir la Russie dans ses ambassades, avec la résolution formelle de n'y jamais retourner.

Depuis ce temps, vieilli dans de futiles négociations, plein d'un profond mépris pour les affaires, pour les honneurs, et surtout pour les cours, s'acquittant avec indifférence de toutes les commissions ineptes dont il se trouvait chargé, il avait pris, dans une si longue habitude d'obéir au ministère russe, cette résignation à exécuter des sottises qu'ont assez souvent les vieux ambassadeurs. A Vienne, d'où il arrivait, sa vénalité ne lui avait été d'aucune ressource, parce que toutes les affaires se traitaient alors en Russie; on achetait le crédit à sa source. Aussi avait-il vécu dans cette ville d'une manière très-extraordinaire, n'y ayant un palais que pour la forme, habitant un jardin dans un faubourg, où il passait sa vie avec quelques savants inconnus, des musiciens, ses bâtards et leurs mères; n'apprenant ce qui se passait en Europe que par la voie des gazettes, mal payé de sa souveraine, et ne payant personne. Mais quand il vit une étrangère montée sur le trône de Russie, l'ambition revint encore une fois lui présenter ses

plus flatteuses amorces. Il espéra que son tour pourrait être venu de gouverner cet empire, et reparut enfin dans cette cour, après avoir soutenu si longtemps la résolution de ne plus s'exposer à ses tempêtes, de ne la servir que de loin, et pour ainsi dire dans un port. Son ambition ne fut ni entièrement satisfaite ni entièrement trompée.

Catherine, trop éclairée pour ne pas sentir le besoin d'être servie par des étrangers, craignait de réveiller contre eux, et par-là contre elle-même, la jalousie de son peuple. Elle mêlait une singulière adresse aux soins d'employer leurs talents; aucun d'eux n'entrait au conseil; ils servaient dans les armées, sur la flotte, dans les cours étrangères; elle leur faisait passer ses ordres par le ministre russe; et préférant toujours leurs services, elle éloignait d'eux toute apparence de faveur. Elle châtiait leurs moindres fautes avec une rigueur excessive, et réservait pour les Russes seuls son artificieuse indulgence. Mais si Keyserling n'atteignit point tout ce qu'il avait cru pouvoir ambitionner, il en fut dédommagé par l'ambassade la plus importante pour la Russie, et dont le premier objet était de donner à la Pologne un nouveau roi.

En traversant Mittau pour se rendre à Varsovie, il s'arrêta dans cette capitale du duché de Kourlande, dont les affaires étaient un des points qu'il devait traiter dans sa mission. Il entreprenait avec joie le rétablissement de Biren; tous deux s'étaient vus dans leur première médiocrité; tous deux avaient commencé ensemble leur fortune. Keyserling avait autrefois dû son avancement à Biren, et avait à son tour contribué à lui donner cette couronne. C'était l'ouvrage chéri de sa jeunesse. Délaissé pendant vingt ans par le ministère russe, il s'attachait à replacer encore sur ce trône son ancien protecteur, exilé et proscrit pendant ces mêmes vingt années. Un intérêt moins noble, et non moins digne de pa-

reils hommes, se joignait à ce sentiment naturel. Keyserling avait autrefois hypothéqué toutes ses terres à Biren, pour un emprunt fait au temps de leur prospérité ; et celui-ci, rétabli en Kourlande, promettait de lui remettre entièrement cette ancienne créance. Mais tous les efforts de Keyserling pour dissuader le prince Charles d'une inutile résistance furent eux-mêmes inutiles. Ce prince, environné dans son palais par quinze mille Russes, opposait à son malheur la résolution de ne point fléchir. Toutefois sa situation devenait chaque jour plus critique. Un simple résident russe, accrédité d'abord auprès de ce duc, avait mis le sceau de l'impératrice sur les douanes et sur toutes les caisses ; avait défendu aux trésoriers, sous peine d'exécution militaire, de livrer l'argent qu'ils avaient en main ; menacé tous les employés qui serviraient encore leur souverain, de les faire jeter hors de leurs maisons ; fait mettre des gardes non-seulement à la porte des archives, à l'hôtel de la monnaie, mais cherchant encore à ôter au duc tout moyen de subsister dans son palais, avait placé des sentinelles russes aux moulins, aux étangs, aux basses-cours, aux bûchers, à tous les endroits qui fournissaient les provisions pour sa maison et pour sa table. Ce prince recevait à tout moment des avis qu'on devait venir par force s'emparer de son palais ; mais, sans s'effrayer, il avait demandé pour unique grâce au roi son père, de ne lui point ordonner de partir, l'assurant qu'il ne ferait aucun acte de témérité ni aucun acte de faiblesse. Keyserling, pour le déterminer à quitter la Kourlande, lui offrit des dédommagements, et chercha à l'effrayer. Ses propositions et ses menaces furent également dédaignées par ce jeune prince, à qui rien ne paraissait le dédommagement d'une couronne, et qui avait résolu de tout risquer plutôt que de la perdre.

Keyserling, après avoir échoué dans cette dernière tenta-

tive, en arrivant à Varsovie, passa les huit premiers jours enfermé dans sa maison, n'y voyant, d'un côté, que des émissaires du comte Brulh qui comptait sur son ancienne vénalité, et de l'autre, que les princes Czartoryski, auxquels il apportait d'assez grandes sommes pour l'augmentation de leurs troupes domestiques. Ils les employèrent, en effet, à donner des compagnies de gardes aux plus considérables de leurs amis ; et dès lors cette faction parut en armes dans toutes les parties du royaume.

VIII. *Suite de l'affaire de Kourlande.*

Les violences que les Russes exerçaient en Kourlande n'avaient été voilées d'aucun prétexte, ni revêtues d'aucune formalité ; sacrifiant tout au plaisir de se venger, ils forcèrent le prince Charles, par des outrages, à quitter sa capitale. On accusait seulement ce malheureux souverain désarmé de s'être opposé à la répartition des troupes russes en quartiers d'hiver ; tandis que réparties par leurs généraux, sans aucune réquisition, elles jouissaient de toute l'aisance que la force peut procurer.

Les Polonais les plus dévoués à la Russie étaient embarrassés d'excuser ces violences, commises dans une de leurs provinces, au nom d'une puissance étrangère ; et les plus indifférents sur le fond de cette querelle étaient blessés du peu d'égards que l'impératrice marquait pour la souveraineté de la république. Mais aussitôt que le vieux Keyserling eut pris en main la conduite de cette affaire, elle changea de forme. Ce ne fut plus une vengeance personnelle de l'impératrice qu'on aurait pu espérer de fléchir par des prières, ou de contenir par la résistance. Catherine allait agir pour protéger les droits mêmes de la république, que cet am-

bassadeur prétendit avoir été violés par le roi, quand il avait donné arbitrairement ce duché à l'un de ses fils.

Ce fut le sens d'une déclaration qu'il remit publiquement aux ministres polonais. Mais ceux-ci affectèrent dans leur réponse de rappeler l'impératrice au soin de conserver sa propre couronne; et en racontant toute l'histoire de la proscription de Biren, ils affectèrent d'en prendre occasion de parler et de reparler sans cesse de l'empereur Yvan, dont le règne avait été l'époque de cette proscription, et dont les droits étaient alors en Russie l'espérance des mécontents.

Catherine s'en indigna; l'aigreur augmenta entre les deux cours; la violence des procédés augmenta également en Kourlande. Le chancelier de ce pays fut chargé d'annoncer au prince Charles, au nom de la Russie, qu'il n'avait point d'autre parti à prendre que de se retirer, et que s'il différait encore, il ne devait imputer qu'à lui seul les malheurs auxquels il allait s'exposer. Le duc répondit : « Que malgré tout le respect qu'il devait à l'impératrice, il n'avait d'ordres à recevoir que du roi son père, et qu'il les attendait pour se déterminer ».

Les démarches dont on avait prévenu le duc Charles ne tardèrent pas à s'effectuer. Suivant les lois de ce duché, les lettres du souverain pour la convocation de la noblesse ne peuvent être expédiées que dans le pays même, et Biren jusque-là était resté sur la frontière; mais afin de suivre cette loi, il fit à Mittau, le 25 janvier 1763, un voyage de quelques heures. Il y expédia des universaux, par lesquels il annonçait : « Que dans trois semaines il viendrait s'établir dans son duché avec toute sa famille ; et il finissait pas convoquer toute la noblesse, à quelque temps de là, pour en recevoir l'hommage ». Ces universaux furent accompagnés d'une lettre circulaire du ministre russe, par laquelle il promettait la protection de sa souveraine à tous ceux

qui obéiraient, et menaçait quiconque oserait résister.

Le duc Charles dénonça cette nouvelle démarche au roi, et lui demanda des ordres sur la conduite qu'il avait à tenir. Le roi ne crut pas, dans une pareille conjoncture, pouvoir ni comme roi, ni comme père, donner au prince son *fils*, ni ordre ni conseil sans l'avis du sénat ; et il prit enfin la résolution de proposer formellement cette affaire au conseil de la république. Il convoqua cette assemblée à six semaines de là, prenant ce terme éloigné afin que tous les sénateurs pussent de toutes les parties du royaume se rendre à Varsovie ; et en attendant, il adressa un rescrit à la noblesse kourlandaise pour l'exhorter à la fidélité, et lui recommander d'opposer la fermeté à la violence.

Enfin, le jour indiqué par Biren étant arrivé, cet ancien duc, accompagné de toute sa famille, se rendit à Mittau avec tout l'appareil d'une entrée solennelle. Les troupes russes forcèrent, par exécution militaire, les magistrats et la bourgeoisie de lui rendre les honneurs dus au souverain. Il alla descendre à la principale église, où le clergé, forcé par les mêmes violences, était assemblé pour le recevoir. On voulut exiger du prêtre qui officiait, de le nommer comme souverain dans les prières publiques. Le ministre, pour unique réponse aux menaces qui lui furent faites, se retourna vers l'autel, et en élevant la voix, il adressa une prière à Dieu pour le rétablissement de la paix. Pendant ce temps-là, le duc Charles restait dans son palais, avec une garde d'autant plus faible que chaque jour on avait empêché d'y rentrer ceux de ses soldats qui s'étaient écartés dans la ville. Ce prince, proche parent de tous les souverains de l'Europe, vit s'avancer vers son asile, avec toute la pompe d'une cérémonie et tout l'appareil d'un combat, un homme échappé des fers, diffamé et proscrit. Biren s'arrêta en face du palais ; il considéra, pour la première fois, ce monument que lui-

même avait donné ordre de bâtir, et que tour à tour ses prospérités et ses disgrâces l'avaient empêché de jamais voir. Les soldats russes démolirent, sous ses yeux, un arc de triomphe élevé depuis au milieu de la place publique, et chargé d'ornements et de trophées en l'honneur du duc Charles. L'outrage ne fut pas poussé plus loin. Biren se logea sur cette même place dans quelques maisons louées pour lui et pour sa famille. C'était uniquement par une suite d'insultes mesurées, de violences réfléchies, et sans attenter à la personne du duc Charles, qu'on voulait le forcer à partir, ne lui point arracher la couronne, mais le forcer à la déposer.

Dans ces extrémités, arrivèrent les deux sénateurs envoyés de Varsovie pour l'aider de leurs conseils. Un officier russe vint à leur rencontre, et leur déclara, au nom de l'impératrice : « Qu'elle ne permettrait jamais que la commission dont ils étaient chargés eût lieu, ni qu'ils exerçassent en Kourlande le moindre acte de juridiction ». Ils répondirent : « Que si l'impératrice ne reconnaissait pas le duc Charles, c'était un malheur pour lui ; mais que le fief n'en était pas moins sous la souveraineté du roi et de la république ». Alors ils s'avancèrent avec fermeté, et tout près d'être insultés, ils se réfugièrent dans le palais qui, environné d'une multitude ennemie, était encore un asile respecté. Toute espèce d'administration dans ce duché fut suspendue, parce que les tribunaux refusant constamment de reconnaître Biren, et la régence continuant de gouverner au nom de la Pologne et du duc Charles, les Russes firent mettre le scellé et des gardes à la porte de tous les tribunaux, et de la chambre où la régence avait coutume de s'assembler. Les deux sénateurs envoyèrent un héraut d'armes signifier à tous les Kourlandais une défense expresse de se rendre à l'assemblée convoquée par Biren. Cette défense, affichée par

le héraut aux portes de toutes les églises, fut aussitôt déchirée, et le héraut conduit sur la frontière, avec la menace d'être roué vif s'il revenait. Biren, à peine redevenu souverain, reprenait déjà son ancien langage. On eût dit que ce tigre, amené auprès de sa proie, mais retenu dans sa chaîne, rugissait d'impatience et de rage. Un renfort de cinq mille Russes entra aussitôt dans la ville; et le même jour, toutes les troupes qui s'y trouvaient prirent les armes, se rangèrent en bataille en face du palais, et se disposèrent pour une attaque. A cette vue, le commandant du petit nombre de gardes qui y restaient, courut demander aux deux sénateurs ce qu'il devait faire : « Vous défendre, lui répondit-on ». Il ne répliqua que par une inclination respectueuse, et alla former sa troupe sous la porte. Le général russe demanda l'entrée du palais. Il vint seul trouver le duc, et lui dit au nom de l'impératrice : « Qu'il devait, puisque Biren était rentré dans son duché, sortir aussitôt de cette ville; et que par un plus long séjour, il risquerait d'altérer l'amitié qui subsistait entre le roi de Pologne et l'impératrice ». Le prince répondit : « Qu'il devait non-seulement comme fils, mais comme prince feudataire, lié par un serment de fidélité, suivre exactement les ordres du roi, et qu'il allait, sans perdre de temps, les lui demander ». Le Russe se contenta de cette réponse, et cette fois encore il fit retirer ses troupes.

On vit alors, avec étonnement, quarante gentilshommes polonais arriver à Mittau, pour y servir de gardes au prince Charles. Ils étaient partis de Lithuanie, où les diétines, pour la formation du tribunal souverain de cette province, étaient assemblées. Une de ces diétines, sur le bruit des dangers qui menaçaient le duc Charles, partit en armes, entra à Mittau, le sabre nu, traversa les corps de gardes russes et l'armée de cette nation répandue dans les rues; et soit qu'en admirant leur courage, on dédaignât leur petit nombre, soit

qu'une action aussi inattendue surprît les Russes avant qu'ils eussent reçu aucun ordre, soit plutôt que l'impératrice eût défendu à ses troupes de s'engager dans un combat, cette petite troupe passa sans aucun obstacle et se rendit au palais.

IX. *Maladie du roi.*

Malgré la douleur qu'Auguste ressentait, de laisser celui de ses enfants qu'il chérissait le plus exposé à tant de périls et d'outrages, il ne crut pas devoir lui envoyer l'ordre d'abandonner la Kourlande, au moment où le sénat, convoqué uniquement pour cet objet, était près de s'assembler. Auguste, accoutumé depuis tant d'années au malheur, avait d'abord soutenu celui-ci avec constance; mais de si longs chagrins avaient détruit avant l'âge l'ancienne vigueur de son tempérament; les maux de l'âme le conduisaient lentement vers le tombeau; il ne put résister à cette nouvelle infortune. Atteint d'une maladie dangereuse, la situation de son fils l'occupait nuit et jour. Il s'écriait que c'était là sa véritable maladie. Les sénateurs, arrivés de toutes les provinces, ne pouvaient rien statuer sur les affaires qu'en sa présence, et cet événement suspendait leur assemblée. Mais le grand intérêt de la succession au trône suspendait aussi parmi eux tous les intérêts actuels. Les Czartoryski eux-mêmes, ralentirent les démarches précipitées qu'ils avaient commencées, parce que la mort du roi pouvait les rendre plus sûres et plus légitimes. D'un autre côté, tous ceux qui pensaient à leur disputer le trône, prenaient des précautions sourdes, imploraient secrètement la protection des puissances étrangères. Ainsi, quoique les rivalités fussent connues, et les haines ouvertement déclarées, elles étaient contenues dans

une espèce de calme par l'attente générale de ce grand événement. L'Europe même, qui était près de voir cesser tous les troubles si longs et si sanglants dont elle venait d'être agitée, craignit que la mort d'Auguste n'en suscitât aussitôt de nouveaux; et le baron de Bretueil, nouvel ambassadeur de France en Russie, reçut de sa cour l'ordre de proposer à la Russie un concert entre la Russie et la France, pour la future élection d'un roi de Pologne. Mais l'orgueil de la tzarine parut presque s'en offenser. « C'était, répondit-elle, la faiblesse et la fausse politique de ses prédécesseurs qui avaient si longtemps laissé à la France quelque influence dans les affaires de la Pologne. Voyez la position de mon empire, et jugez si ce n'est pas à moi seule qu'il appartient de nommer le roi que recevra cette république! — Si votre majesté en jugeait par la position géographique de son empire russe, répondit le baron de Breteuil, elle aurait raison de le croire; mais si elle considère l'influence qu'a depuis longtemps en Europe, et que doit avoir un royaume tel que la France, elle reconnaîtra la nécessité du concert qu'on lui offre, et elle renoncera vraisemblablement au dessein de donner de force un roi aux Polonais; d'ailleurs ce prétendu succès entraînerait une longue suite de guerres, et déciderait seul des événements de tout son règne ». Cette princesse a toujours conservé la mémoire de cet entretien; et plus d'une fois, dans le cours des autres ambassades du baron de Breteuil, elle lui en a fait rappeler le souvenir.

X. *Retour de la paix en Europe.*

Mais Auguste mourant de cette longue suite d'afflictions, qui avaient succédé à cette longue habitude d'amusements, reçut une consolation qui rendit un peu de calme et de tran-

quillité à son esprit. Ses États héréditaires lui furent alors restitutés par les conventions de la paix générale. Cette heureuse nouvelle suspendit ses chagrins. Le séjour de Dresde se présenta à son esprit comme un asile contre les malheurs qui le menaçaient en Pologne; et quelque lâcheté qu'il y eût d'abandonner cette république dans les conjonctures où elle se trouvait, quelque déplorable que dût être pour lui le spectacle de la Saxe, dévastée par une longue guerre, il ne parlait plus que de son départ. La violence de sa maladie fut suspendue par une convalescence incertaine, et la joie qu'eut le peuple de voir retarder les maux auxquels on s'attendait, éclata dans de superbes fêtes.

XI. *Déclaration de la tzarine.*

A peine la santé du roi laissa-t-elle entrevoir que l'assemblée du sénat ne tarderait pas à être convoquée, que l'ambassadeur Keyserling publia, pour en imposer à cette assemblée, une déclaration altière et menaçante. L'impératrice commençait par s'y attribuer l'honneur d'avoir fait cesser la guerre en Europe; soit qu'elle se fît véritablement une gloire de la perfidie avec laquelle cette cour avait posé les armes la première, après avoir abandonné tour à tour les deux partis; soit plutôt que cette déclaration eût été composée par un de ces vils écrivains chargés ordinairement de la rédaction de ces sortes d'écrits, et qui ont la détestable coutume de mettre dans la bouche même des princes les flatteries qu'ils leur adressent. Ensuite, elle y demandait une satisfaction authentique de ce mémoire signé par le ministère polonais, où on avait affecté de rappeler les malheurs d'Yvan; ce qu'elle faisait entendre, en se bornant à dire qu'on s'y était mis au-dessus des égards usités entre les souverains. Elle

donnait ordre à tout ce qui restait de troupes russes en Pologne, sous le prétexte d'y garder un magasin, d'y rester désormais de vive force. Elle ajoutait : « Que la Kourlande avait été de tout temps regardée comme une barrière, qu'elle ne faisait rien dans ce duché qu'en vertu du droit de voisinage reconnu, selon elle, par tous les peuples ; que ses vues étaient de maintenir inviolablement les droits et les prérogatives du corps entier de la république ; mais que surtout elle accorderait sa protection à ceux qui, s'étant distingués dans l'affaire de Kourlande pour la défense des lois fondamentales de leur patrie, étaient devenus la victime de leur zèle et éprouvaient une injuste persécution ». En même temps qu'on publiait cette déclaration, des bruits vagues, mais répandus à dessein, annonçaient la prochaine invasion d'une armée russe.

XII. *Convocation du sénat.*

Au jour assigné pour l'assemblée du sénat, le roi, toujours languissant et malade, se fit porter sur son trône. On avait remis d'avance à tous les sénateurs une note pour les prévenir que le roi étant au moment de son départ pour ses États héréditaires, les consulterait d'abord sur les mesures les plus propres à conserver la tranquillité publique, si menacée pendant son absence ; secondement, sur les moyens à prendre pour maintenir le prince son fils en possession de la Kourlande ; et troisièmement enfin, sur ce qu'il fallait faire pour procurer à la noblesse les indemnités qui lui étaient dues, en réparation des désordres commis par l'armée russe, et pour obtenir la sortie de ce qui restait encore de ces troupes en Pologne. Ainsi cette cour qui, pendant trente années, n'avait donné les grands emplois qu'à des gens fai-

bles, et dont l'incapacité ne produisit aucune opposition à ses desseins, venait dans ce sénat qu'elle avait volontairement affaibli, chercher de généreux citoyens et des sentiments courageux; exemple mémorable pour la plupart des souverains qui pensent affermir leur autorité en énervant leur nation! Mais si nous jetons les yeux sur cette assemblée, nous verrons avec étonnement que malgré trente années de mauvais choix, malgré cette longue et trompeuse tranquillité qui avait laissé dans toutes les grandes charges des hommes vieillis dans le luxe et dans toutes les commodités de la vie, la Pologne avait encore un sénat; tant la liberté, même dans ses abus, peut encore former de grandes âmes, tant elle soutient encore longtemps les hommes contre le manége des cours, contre tous les maux du luxe et de la corruption des mœurs! Heureuse cette république, si la crainte des armes étrangères avait pu, au milieu de ses divisions, y devenir, comme chez les anciens Romains, le nœud de la concorde intérieure!

Un grand nombre de sénateurs opinèrent qu'il fallait repousser la force par la force, et faire le procès à quiconque avait cherché une protection défendue par les lois. Quelques-uns prétendirent: « Que Biren n'avait jamais été duc de Kourlande, soit parce qu'aucune des formalités nécessaires n'avait été observée à son égard, soit parce que la Kourlande, État composé uniquement de noblesse, ne pouvait avoir un roturier pour duc, ni le roi de Pologne lui en accorder l'investiture. La plupart soutinrent qu'en lui supposant quelques droits réels, il les avait perdus, parce qu'il avait manqué à toutes les conditions auxquelles il avait obtenu ce fief; que le possesseur perd tous ses droits, s'il ne remplit pas les conditions auxquelles il possède, et que s'il est destitué par cette raison, il n'a point de replacement à prétendre ». Une nouvelle force fut encore ajoutée à cette opinion par l'évêque de

de Krakovie, Gaëtan Soltyk, d'une ancienne maison, dont les Soltikoff de Russie se vantent d'être issus. C'était un homme fier, croyant, disait-on, honorer la religion quand il en remplissait les fonctions publiques. Mais cette fierté était soutenue par un génie véritablement élevé, une singulière sagacité dans les affaires, et une étonnante force d'âme. Après avoir balancé les droits réciproques des deux concurrents, il dit, au sujet de Biren : « Que la mort naturelle dépouille les hommes de tous les priviléges, mais que la mort civile les en dégrade ; qu'un prince peut délivrer de la prison et faire grâce du supplice, mais que rendre l'honneur après la conviction d'un crime n'est pas au pouvoir d'un despote ; et que, quand même, dans les pays soumis au despotisme, le prince pourrait s'arroger un pareil droit, arracher les coupables à l'infamie, et leur rendre l'honneur avec leurs dignités, il n'est pas en lui, quelque puissant que soit son empire, d'étendre une si étrange prérogative à d'autres États que le sien, et de faire passer de la prison sur un trône étranger un homme flétri, et privé par une condamnation de tous les droits de citoyen ».

Quelques-uns opposaient à la fermeté de ces opinions la faiblesse de la république, dont tous les maux furent développés avec éloquence. Les grands-généraux se plaignirent des armées, les grands-trésoriers du trésor ; et plusieurs en conclurent qu'il ne fallait point irriter la Russie, puisqu'on n'avait aucun moyen de lui résister. Toutefois, les opinions favorables au duc Charles prévalaient sans beaucoup d'opposition, quand le prince Michel Czartoryski, grand-chancelier de Lithuanie, placé au rang assigné à cette dignité, dut enfin prendre la parole. Aussitôt que son nom eut été prononcé, un profond silence régna dans le sénat, et chacun parut plus attentif. « L'amour-propre ne me séduit pas assez, dit-il, en s'adressant au roi, pour me faire sentir quelque sa-

tisfaction d'avoir prévu et annoncé les chagrins qu'éprouve aujourd'hui le cœur paternel de votre majesté ; je les partage en sujet fidèle, mais cette fidélité même me force à vous représenter que du moment où vous eûtes prêté l'oreille à de pernicieuses flatteries, ces mortifications devinrent inévitables et qu'elles devaient troubler tôt ou tard l'heureuse tranquillité de votre règne. Comment les auteurs de ces funestes conseils n'ont-ils pas vu qu'ils allaient soumettre la destinée du prince votre fils aux vicissitudes d'une cour étrangère, et à tous les caprices de la fortune ? » Après ce début, il rappela les premiers mots qu'il avait dits au sénat en 1758, aux premières propositions de cette affaire. Il discuta avec beaucoup d'adresse les défauts de forme que l'on reprochait au diplôme et à l'investiture du duc Biren. Il le justifia de n'avoir rendu hommage que par plénipotentiaire, en rapportant la dispense qu'il avait obtenue de le rendre en personne, parce que sa présence en Russie était alors nécessaire aux intérêts du roi. En parlant ensuite de l'établissement du duc Charles, il ajouta : « Le texte même de ces nouveaux diplômes prouve que votre majesté a toujours reconnu comme légitimes les droits du duc Biren et de sa maison ; il en résulte que sa liberté doit lui en rendre la jouissance, et que le fragile établissement du prince votre fils en Kourlande fut fondé sur le sable et la glace, par des ministres imprudents qui n'avaient considéré ni les dangers de cette usurpation, ni les défauts de cette investiture. On ne cesse de répéter que la cour de Russie s'ingère illicitement dans une affaire intérieure de la république. Que répond à cela l'ambassadeur de Russie ? Qu'il importe à sa cour, plus qu'à toute autre, que nos lois, notre forme de gouvernement, et par conséquent l'indispensable concours de l'ordre équestre aux actes de la souveraineté, soient entièrement conservés en Pologne. Je ne puis, Sire, vous conseiller d'accumuler les

embarras de cette affaire. Quelles seraient les suites de votre résistance? De plus grands déplaisirs pour le cœur paternel de votre majesté, et des périls pour l'État, qui est sans défense. Daignez donc sacrifier aux véritables intérêts de la patrie un dangereux intérêt de famille. Daignez, en maintenant le duc Biren dans son duché, confirmer vous-même vos propres bienfaits. Quant à moi, en mettant à vos pieds mon avis que mon devoir a dicté, que l'animosité n'a point aigri, le ciel m'est témoin que je veux être un fidèle ministre de mon roi et de ma patrie ».

Des soixante sénateurs qui composaient cette assemblée, après sept jours de délibérations consécutives, douze s'absentèrent; tous les autres reconnurent le prince Charles pour duc légitime de Kourlande, décidèrent qu'on instruirait un procès criminel contre Biren et ses complices, enjoignirent aux deux sénateurs députés auprès du prince Charles pour l'aider de leurs conseils, d'y demeurer au nom du sénat, constituèrent ministre public auprès de la tzarine, au sujet de cette affaire, ce gentilhomme déjà député par le roi à cette princesse, reconnurent la nécessité de convoquer une diète extraordinaire dans le temps et le lieu du royaume que le roi jugerait à propos, et confièrent expressément au primat et aux deux grands-généraux de Pologne et de Lithuanie le soin de veiller pendant la prochaine absence du roi, à la sûreté du royaume.

Quelques Polonais avaient espéré que des résolutions si fermes inspireraient au roi le courage dont il avait besoin pour résister constamment à la Russie, et pour se servir dans cette vue de tout le crédit que la cour exerce toujours sur la nation. Ils se flattaient d'avoir enfin trouvé cette occasion si désirée, et que la fortune, depuis près de cent années, n'avait pas offerte aux Polonais, l'occasion de réunir véritablement le roi à la république. Mais telle n'avait pas été

l'intention du comte Brulh en sollicitant cette résolution du sénat. Il s'en tenait à espérer follement que ces délibérations, mises sous les yeux de la tzarine, l'instruiraient des véritables sentiments des Polonais, et lui feraient appréhender la convocation d'une diète. Son ambassadeur, Keyserling, lui manda, au contraire, que pour terminer promptement cette querelle et faire rentrer la maison de Saxe dans son ancien asservissement, il suffirait de donner quelque apparence aux bruits déjà répandus de la prochaine invasion d'une armée russe en Pologne, et de faire paraître quelques régiments sur les frontières.

XIII. *Origine de la puissance du prince Radzivill.*

Dans le même temps, les Czartoryski, si empressés à servir le ressentiment de l'impératrice contre le duc Charles, ne doutaient pas qu'elle n'employât sa puissance à seconder l'exécution de leurs desseins. La convalescence du roi avait rendu à leur ambition toute son impatience. On avait élu, en Lithuanie, les membres du tribunal souverain de cette province, sans qu'ils fussent parvenus, malgré tous leurs efforts, à influer sur le choix des nouveaux juges. Un nouvel affront, survenu tout récemment, enflamma encore leur dépit; et ce second échec, s'il n'était pas réparé, était d'autant plus capable de renverser entièrement leur crédit dans la nation, que les conjonctures actuelles étaient les plus favorables qu'ils pussent espérer, celles même qu'ils avaient attendues depuis quelques années et dont ils avaient toujours menacé leurs concitoyens.

Il n'est pas besoin de dire que chaque faction cherchait toujours à composer à son choix ces cours de justice, afin de se rendre maîtresse, par le jugement des procès civils

et criminels, de la vie, de la fortune et de l'honneur de chaque citoyen. Les biens des familles les plus riches étant si embarrassés qu'elles ont la plupart beaucoup d'affaires à ces tribunaux, ceux qui en dictent les jugements acquièrent dans la nation un crédit plus étendu que ceux-mêmes par qui on obtient les grâces de la cour; et c'est le moyen dont les citoyens populaires et les familles en disgrâce se sont toujours prévalu pour contrebalancer la puissance des ministres et des favoris. Depuis que les Czartoryski avaient rompu avec la cour, et qu'ils avaient tenté d'acquérir cette nouvelle autorité dans les provinces, la formation des tribunaux avait toujours été, surtout en Lithuanie, une occasion de sanglantes querelles; et souvent ils étaient parvenus à former le tribunal à leur gré. Mais cette fois, dans la plupart des diétines, pour l'élection des nouveaux juges, le parti de la cour s'était trouvé si nombreux, qu'il avait emporté sur eux tout l'avantage. Il restait à examiner la légitimité des élections, et cet examen devait être fait par le jeune prince Radzivill, nouvellement revêtu malgré eux du palatinat de Vilno, première dignité de la province. C'est ce même prince Radzivill qui, si animé contre eux, avait proposé, au commencement de la dernière diète, d'y faire massacrer tous leurs partisans. Ils avaient donc à craindre de voir exclure du tribunal un petit nombre de leurs amis élus dans quelques districts, et de voir ensuite pendant quinze mois (c'est la durée ordinaire de ces tribunaux), tous ceux qui leur étaient attachés, et qu'on pourrait y traduire poursuivis, condamnés, ruinés; ou, par cette crainte, abandonner leur faction et se donner à l'autre parti. La cour, en effet, avait acquis dans le prince Radzivill un défenseur très-puissant et très-redoutable. C'était, dans l'Europe entière, le seul qui restât encore de ces grands seigneurs si renommés dans l'histoire des siècles derniers, et

véritablement égaux à la plupart des souverains de ces temps-là. Il possédait cinq millions de revenus, plusieurs forteresses, et entretenait près de six mille soldats. On sait que ces fortunes exorbitantes s'étaient formées dans les autres pays, à la faveur du gouvernement féodal; on demandera sans doute, comment il s'en était formé de semblables en Pologne, où la féodalité ne s'est point introduite. Il est nécessaire de résoudre cette question, et ce court éclaircissement achèvera de porter le plus grand jour sur la situation de cette république.

Quand la Lithuanie presque toute sauvage reçut volontairement, il y a quatre siècles, les lois, la religion et les mœurs polonaises, et s'associa au même gouvernement, quelques maisons, telles que les Czartoryski, les Radzivill, les Oginski, portaient de temps immorial les titres de princes ou de comtes; et quoique ces distinctions fussent contraires à un gouvernement fondé sur l'égalité absolue de toute la noblesse, ces titres furent cependant conservés à ce petit nombre de maisons lithuaniennes, avec la restriction qu'elles ne pourraient en inférer aucune espèce de prérogative; mais la force des plus sages lois subsiste moins que celle des passions les plus frivoles. Les mœurs publiques ont toujours ramené, il est vrai, ces maisons ainsi distinguées, à l'égalité générale; et toutefois ces titres devinrent, dans la république, la source d'une émulation dangereuse. On peut remarquer même qu'il s'établit plus d'ambition, plus d'animosité, plus de haines entre les maisons lithuaniennes, et que leurs rivalités ont souvent été l'occasion des troubles de l'État. Dans la suite, quelques maisons, et entre autres celle des princes Radzivill, obtinrent, contre l'usage général des Polonais, le droit de faire une substitution de leurs biens d'aîné en aîné; et le chef des Radzivill était devenu, par cette substitution déjà ancienne, le plus riche particu-

lier non-seulement de la Pologne et de la Lithuanie, mais de quelque pays que ce fût. Ajoutons encore, pour bien faire connaître tous les fondements d'une telle puissance, que la coutume où sont les Polonais d'engager leurs terres pour des emprunts est la source de presque tous les procès entre eux; que ces procès dégénèrent souvent en petites guerres, parce qu'il faut exécuter les jugements des tribunaux à main armée; et que, quand le possesseur d'un château peut résister à trois attaques, l'affaire demeure suspendue jusqu'à ce que l'autorité et les forces de la république interviennent. La fortune des Radzivill était, malgré son immensité, dans un extrême désordre; leurs terres ne pouvant être vendues, à cause de la substitution perpétuelle, servaient d'hypothèques et de gages à de fréquents emprunts; et la nécessité de soutenir souvent des guerres particulières, soit pour retirer leurs châteaux engagés, soit pour défendre ceux qui étaient entre leurs mains, avait toujours obligé cette maison à entretenir une armée, ou du moins de fortes garnisons dans ces places. Il résultait encore de ces usages remarquables, qu'elle s'était attaché un très-grand nombre de clients, parce qu'une multitude de gentilshommes tenant d'elle des terres considérables pour de vieilles créances que l'augmentation progressive de l'argent avait rendues très-modiques, elle privait de cet avantage ceux dont elle avait à se plaindre, et en laissait jouir au contraire ceux qui se dévouaient à ses intérêts. C'était ainsi que dans le sein d'une république, où tous les nobles sont égaux, cette maison avait acquis autrefois et conservait tant de richesses, de considération et de puissance.

Mais par une fatalité qui semble, dans tous les siècles, s'être attachée à la perpétuité d'une grande fortune, depuis longtemps les Radzivill étaient dégénérés; à peine reconnaissait-on en eux quelques traces des qualités personnelles

qui avaient illustré leurs ancêtres. Le jeune Radzivill, que l'imbécillité de son père avait fait élever comme dans les temps barbares, n'était presque jamais sorti des forêts de la Lithuanie. Étranger à tous les arts, à toute politesse, il avait une confiance féroce dans sa force corporelle, dans le nombre de ses amis, dans la valeur de ses soldats, et surtout dans la droiture de ses intentions; car un sentiment de justice et de grandeur le conduisait dans sa férocité; et il avait, quoique sans esprit, un sens droit, quand la passion du vin n'en obscurcissait pas la lueur. Presque toute la jeune noblesse de Lithuanie lui composait une cour, qui, à son exemple, s'abandonnait à une licence effrénée. Ces jeunes débauchés, toujours prêts pour attaquer ou se défendre, armés de larges sabres, vêtus de peaux d'élan ou d'épaisses fourrures, moins pour se garantir du froid rigoureux de ces contrées que pour s'en former des espèces de cuirasses, toujours coiffés de grands bonnets que recouvraient des lames de fer, parcouraient la Lithuanie et y répandaient l'épouvante. Troupe qui semblait digne du pays où la nature conserve en toute saison un air agreste et sauvage, où les forêts sont immenses, où les marais ne sont point desséchés, où les rivières sont encore embarrassées de roseaux et de rochers. On les accusait d'avoir quelquefois, dans leurs débauches, outragé les femmes les plus qualifiées, et commis des extravagances de brigands, et des crimes follement barbares. Les gens modérés les nommaient les *Radzivilliens*. Leurs ennemis leur donnaient le nom détesté de *Haydamaki :* c'est le nom des brigands qui infestent cette frontière.

Un grand nombre de gens de la province s'attachaient cependant à la fortune de ce jeune prince, dans l'espérance que ses bonnes qualités réprimeraient ses vices, que les affaires le formeraient, que ses richesses et ses forces seraient un jour

employées à défendre la liberté publique. Lui-même reconnaissait tous les défauts de sa mauvaise éducation, sentait vivement ce qu'il devait à son nom et à sa patrie, cherchait les bons conseils; et ses procédés généreux au milieu même des erreurs et des fautes où les désordres de son pays l'entraînèrent, la grandeur de ses entreprises, sa constance dans ses revers et dans sa ruine, ses ressources pour s'en relever, ont fait justement regretter qu'une éducation meilleure n'eût pas cultivé un esprit naturellement droit et des sentiments si courageux et si nobles. Mais ce qui avait encouragé la cour à donner au jeune Radzivill la première dignité de la province, c'était uniquement sa puissance, l'inimitié déclarée des Czartoryski contre lui, et sa fermeté opiniâtre; car, quelque parti qu'eût pris cet homme, on était sûr *qu'il* n'avait ni assez de faiblesse ni assez de raison pour en changer. Il revenait pour la première fois à Vilno, capitale de la Lithuanie, se faire reconnaître en sa nouvelle dignité, et y présider à l'établissement du tribunal, après l'examen de la légitimité des élections. Une grande foule de noblesse l'accompagnait, par honneur, par zèle, par intérêt, par esprit de faction; et il était suivi d'un corps de troupes considérable et d'une nombreuse artillerie.

Dans la même province, le parti des Czartoryski, moins nombreux, était composé de gens plus habiles. La longue faveur dont ils avaient joui à la cour, et les séjours fréquents que leurs partisans y étaient venu faire à leur suite, avaient donné à ceux-ci plus de politesse dans les mœurs, plus d'expérience dans la conduite des affaires, plus de dextérité dans les intrigues. Ces princes avaient fait épouser à leurs enfants les plus riches héritières de ce pays. Ils avaient, pendant cette longue faveur, placé leurs partisans dans les principaux emplois. L'armée et le trésor de cette province étaient à leur disposition; et l'évêque de Vilno, qui jouissait

encore dans ce temps-là d'une considération assez grande, parce qu'un avancement prématuré semblait l'annoncer avantageusement au public, employait pour eux, en cette occasion, l'autorité spirituelle et la terreur des excommunications. Tous les jeunes chefs de ce parti accoururent dans cette ville avec leurs troupes; et parmi eux on distinguait surtout le comte Poniatowski. Ses oncles lui abandonnaient la conduite de cette affaire, espérant que la faction opposée redouterait en lui toute la puissance de l'empire russe; et il est à remarquer que, dans sa propre faction, au milieu de cette affluence de grands seigneurs si accrédités et si riches, ce jeune homme, sans fortune et sans cortége, prenait partout le premier rang, partout on lui cédait l'autorité décisive : tant la seule faveur de Catherine inspirait déjà de considération et de déférence! Le dessein général de cette faction était de former, sous le prétexte de s'opposer aux violences de Radzivill, cette confédération, objet de tous leurs vœux. Toutefois, on voyait sous les ordres de ce prince des forces trop redoutables; et les partisans des Czartoryski n'osaient se confédérer en présence de troupes plus nombreuses, d'un corps de noblesse plus considérable, et qui se confédérant aussitôt, aurait commencé la guerre civile avec trop d'avantage.

XIV. *Intrigues de Poniatowski pour attirer une armée russe en Pologne.*

Mais Poniatowski crut devoir profiter de cette occasion même, pour attirer une armée russe en Pologne; et sous le prétexte de seconder les projets de ses parents, son ambition impatiente osa concevoir l'espérance de renverser Auguste du trône. Deux confidents de son âge, se promet-

tant de le gouverner, et d'exercer, sous son nom, tout ce qu'il aurait de puissance, l'excitaient à précipiter les événements, et à ne point attendre la mort du roi. C'étaient ces mêmes jeunes gens qui, à Pétersbourg, avaient été admis dans la confidence de ses liaisons avec Catherine, et par cette confidence, dans l'intimité de cette princesse. Poniatowski, déterminé par leurs conseils, voulait tenter une révolution dans son pays, et s'élever au rang de sa maîtresse, par des voies semblables à celles qu'elle-même avait prises, afin d'unir ensuite, par un mariage, leurs destinées et leurs couronnes. Il s'agissait de déterminer cette princesse à cet envoi de troupes en Pologne ; et pour lui faire prendre cette résolution, il fallait l'engager plus loin qu'elle ne le voulait. Poniatowski se flatta d'y réussir par une double manœuvre. D'un côté, il avait assuré la tzarine que la plus légère menace suffirait pour en imposer au parti adverse ; et d'après cette assurance, un colonel russe était venu à Vilno, où il publiait hautement, que si le tribunal n'était pas composé au gré des Czartoryski, l'impératrice enverrait quarante mille hommes pour le disperser, et soutenir le parti de ces princes. Dans le même temps Poniatowski disait, comme en secret, à chacun de ceux qui suivaient cette faction, que pour en imposer plus sûrement à leurs adversaires, il fallait signer d'avance cette réquisition à l'impératrice ; que cette crainte les contiendrait, et que certainement on ne serait pas obligé d'en venir à implorer un pareil secours. Les choses étant ainsi disposées, et le tribunal devant être formé le 18 avril, tous ceux qui s'étaient donnés ou vendus à cette faction s'assemblèrent la veille dans une église, et s'échauffant réciproquement par des harangues, ils protestèrent contre le choix des députés. On introduisit dans cette assemblée le colonel russe, afin d'y réclamer, en sa présence, le secours

de l'impératrice. Le manifeste fut signé, sur l'assurance secrète, mais positive, renouvelée par tous les chefs, de n'en faire aucun usage, et de ne point réaliser cette réclamation, dans la certitude, disaient-ils, qu'elle suffirait seule pour en imposer au prince. Celui-ci ne s'en laissa imposer par aucune crainte; et le jour fixé pour la formation du tribunal, toutes les églises, lieux ordinaires de ces grandes assemblées, se trouvant fermées par les ordres de l'évêque, il assembla son parti dans le château dont il était maître, en sa qualité de palatin. Ceux des députés qui avaient des liaisons avec la faction contraire ne s'y présentèrent point; ils semblèrent, par leur absence, se désister volontairement de leurs droits, et il n'exista pas, dans toute cette journée, une occasion de commettre la moindre violence. Le tribunal incomplet, seulement en ce qu'il y manquait le nombre ordinaire d'ecclésiastiques, tint paisiblement sa première séance, et entra en exercice d'une autorité, qui, suivant les lois, devait durer quinze mois. Aussitôt, la plupart de ceux qui avaient signé le manifeste adressé à l'impératrice, sur la fausse persuasion que l'effroi suffirait pour empêcher Radzivill d'établir le tribunal, voulurent retirer cet écrit, et anéantir leurs signatures; mais ils apprirent, avec indignation, que le manifeste était déjà envoyé en Russie. L'évêque Massalski, dont la timidité cherchait après des imprudences une protection contre la vengeance de Radzivill, s'était laissé engager à écrire à cette princesse, comme premier sénateur de Lithuanie; et Catherine, ignorant cette odieuse manœuvre, devait se croire vraiment appelée au secours d'une province opprimée.

XV. *Mouvements de la cour de Russie.*

Il faut raconter maintenant ce qui se passait à la cour de Catherine, pendant que ces différentes scènes agitaient la Kourlande, la Pologne et la Lithuanie.

Cette princesse, persuadée qu'elle n'acquerrait de sûreté sur le trône qu'autant qu'elle y serait environnée d'héritiers, et craignant au contraire qu'un mortel ennemi ne s'élevât dans son fils, avait formé le projet d'épouser le comte Orloff, et voulait engager les grands de son empire, malgré la haine qu'ils faisaient éclater contre ce favori, à solliciter eux-mêmes ce mariage. L'ancien chancelier Bestucheff, revenu de son exil, et rétabli seulement au conseil sans avoir ni faveur, ni crédit, espérait se ressaisir de son ancienne autorité en servant encore les passions de Catherine, et en secondant la fortune d'Orloff. Il avait composé une requête par laquelle le sénat et le synode, *alarmés,* disait cette requête, *de la santé chancelante du grand-duc,* suppliaient l'impératrice d'épouser celui de ses sujets à qui elle accorderait le plus d'estime. Il porta cet écrit de maison en maison; quelques-uns le signèrent aveuglément; mais celui qui occupait la place de Bestucheff, le grand-chancelier Woronzoff, osa le premier refuser sa signature. Cet homme, le seul des ministres russes qui depuis un siècle ne soit pas mort dans les supplices ou en exil, et qui en se faisant honneur d'une grande droiture dans ses intentions, s'était toujours conduit avec une prudence excessive, s'était montré flexible comme le roseau le plus souple, et laissait douter s'il était ou très-fourbe ou très-faible, prit cette fois dans sa haine contre Bestucheff, et dans la crainte de voir rétablir son ennemi, une force jusque-là étrangère

à son âme. Il commença par lui demander de quel ordre il agissait. Bestucheff n'ayant osé compromettre l'ordre secret de l'impératrice, Woronzoff lui répliqua : « Qu'une telle démarche, dès qu'elle n'était point ordonnée, était un crime de lèze-majesté ». Il courut aussitôt chez l'impératrice; il feignit de lui venir dénoncer ce nouveau genre d'attentat; et la voyant écouter cette accusation sans colère, il se jeta à ses pieds, lui représenta les dangereuses conséquences de cette entreprise, et lui demanda, au nom de sa gloire, la punition de Bestucheff. Elle éluda de répondre à des instances si pressantes, et dès le lendemain elle partit pour un pélerinage que les anciens souverains de Russie avaient coutume de faire à pied, dans les premiers temps de leur règne; soit qu'elle voulût dans cette conjoncture gagner la faveur du peuple, qu'elle avait toujours cherché à s'attacher, en s'asservissant à toutes les superstitions russes, soit plutôt afin qu'en son absence Bestucheff reprît toute liberté de suivre cette intrigue, sans qu'on pût la forcer ni de l'avouer hautement, ni de la désavouer.

Cependant, comme la faible santé du grand-duc était le prétexte de cette étrange requête, le comte Panin, gouverneur de cet enfant, se hâta de le montrer au peuple. On le fit paraître à la cour, aux promenades publiques et même à cheval dans les rues. Le peuple l'accueillit avec acclamation. La nuit suivante, une troupe de soldats assemblée sous ses fenêtres le demanda à grands cris pour le proclamer empereur. Panin eut besoin de beaucoup d'adresse pour dissiper cette émeute, sans affaiblir le zèle des soldats en faveur de son pupille; mais tous les mécontents, et ils étaient en grand nombre, songèrent à profiter de cette disposition des gardes. Déjà ils commençaient à se concerter entre eux, quand l'impératrice reçut au milieu de son pélerinage un billet dont l'auteur anonyme ne se fit connaître que dans la suite.

Il l'avertissait de cette fermentation, et la pressait d'accélérer son retour, si elle voulait conserver la couronne. Elle accourut; les arcs de triomphe élevés aux portes de la ville pour sa première entrée, et sur lesquels son image était peinte, avaient été renversés pendant la nuit. Leurs débris épars sur son passage semblaient lui annoncer le danger qu'elle allait courir; mais sa seule présence dissipa tous ces commencements de sédition. Elle fit publier un édit par lequel elle commandait à ses sujets de vaquer aux différents objets de leurs professions, et leur interdisait non-seulement toute conversation, mais toute pensée sur les affaires dont la connaissance est réservée au trône, et sur lesquelles une indiscrète curiosité ne servirait qu'à les distraire de leurs occupations naturelles. Une inquisition sévère et secrète fit justice de tous ceux qui avaient conspiré; et bientôt elle éloigna, sous différents prétextes d'emplois ou de permission de voyager, tous ceux qui avaient refusé de signer cette requête. Le grand-chancelier lui-même fut contraint de s'absenter, et la principale administration des affaires fut alors confiée au comte Panin. Celui-ci, pour détruire dans l'esprit de l'impératrice le projet d'épouser son nouveau favori, commença à l'entretenir de l'idée plus romanesque d'épouser un jour son ancien amant, devenu roi. Il présidait au département des affaires étrangères, en même temps qu'à l'éducation du grand-duc, et il se fit un système de favoriser toujours, dans le conseil et dans le cabinet, les intérêts de Poniatowski. Il confiait a ses amis, que, chargé également par ses deux places des destins de son pupille, il voulait ménager à la tzarine le moyen d'une abdication, qui lui laissât encore à elle-même un autre trône pour asile. Bestucheff, au contraire, ayant attaché sa fortune à celle d'Orloff, se déclara ouvertement l'ennemi de Poniatowski. Il avait pénétré l'intention où était sa souveraine, de placer

ce jeune homme sur le trône de Pologne. Il cherchait d'avance à y susciter des obstacles; et, mêlant beaucoup de génie et de prévoyance à ses viles intrigues, il fit, dans le conseil d'État, le tableau des malheurs qui suivraient nécessairement un pareil choix. Il annonça que tous les événements du règne de Catherine seraient déterminés par ce seul événement, si jamais il se réalisait.

Ainsi l'impératrice flottait entre deux passions, ou plutôt entre deux desseins contradictoires, dont l'éclat flattait également son imagination, et qui tous deux pouvaient diversement l'affermir sur le trône; entraînée tour à tour par le souvenir de la première passion véritable qu'elle eût ressentie, et par la présence d'un amant qu'elle s'applaudissait d'avoir approché d'elle. Triste condition d'une souveraine qui, dans les passions mêmes qui répandent le plus de charmes sur les destinées humaines, et dont la licence exposait le plus sa conduite à la censure publique, avait cependant pour mobile une secrète terreur et le soin de sa sûreté!

XVI. *Disposition générale des esprits à la cour de Russie.*

Au milieu de ces agitations secrètes et publiques de la cour de Russie, tout le sénat, instruit et encouragé par Bestucheff, s'opposa hautement à l'envoi d'une armée en Pologne. La disposition des esprits dans toute la nation russe, était alors très-singulière. Le règne d'Élisabeth, conforme aux anciennes superstitions, avait ramené parmi les Russes l'obéissance passive et volontaire. On les voyait, à mille lieues de leur pays, pâlir au seul nom de leur souveraine, et la regarder comme un juge présent à toutes leurs pensées. Le règne de Pierre III n'avait point altéré cette profonde impression de servitude et de crainte, quoique cet

empereur eût promulgué en plein sénat un édit qui accordait la liberté à toute la noblesse russe. La joie immodérée en apparence que les sénateurs en avaient fait éclater n'avait été qu'une lâche et vaine flatterie pour le prince. Quelques-uns ont raconté qu'ils avaient alors songé à dételer les chevaux de son carrosse, et à s'y atteler pour le reconduire en triomphe; prêts, à l'instant où on les élevait à la condition des hommes, à se ravaler eux-mêmes à la condition des bêtes; mais les transports de cette adulation avaient été contenus par la crainte encore plus servile d'approcher et d'importuner leur despote. Cet édit n'avait stipulé d'ailleurs aucun droit, aucune prérogative réelle. Le tzar ne s'était dessaisi d'aucune partie de son autorité. Toutefois, depuis qu'une souveraine illégitime occupait le trône, il semblait que les nœuds de l'esclavage se fussent relâchés; une secrète inquiétude, un désir vague de cette liberté, dont le nom inconnu venait de frapper leurs oreilles, agitait les esprits et les détournait de cette soumission aveugle et superstitieuse. Le sénat, moins docile, prétendait que ses opinions influassent sur le gouvernement; mais il le prétendait sans suite, sans talents et sans courage. Catherine, trop artificieuse pour combattre de front ceux qui osaient s'opposer à ses desseins, était trop habile pour céder à une contrariété encore si pusillanime; elle eût craint, en y cédant, de leur inspirer plus d'audace. Elle ne se dissimulait pas combien la résistance inattendue qu'elle éprouvait en Kourlande blessait la considération qui lui était nécessaire pour s'affermir sur un trône usurpé. Elle s'irritait de plus en plus contre la cour de Varsovie; et dans ces conjonctures, le vieux Keyserling, qui voyait d'un œil juste la situation des deux cours, convaincu que celle des deux qui menacerait le plus haut ferait trembler l'autre, ne cessait de demander, pour faire finir l'affaire de Kourlande, l'apparition de quelques régi-

ments russes sur les frontières. Catherine profita de cette demande de son ambassadeur; et afin d'accorder en même temps quelque chose à la demande de son ancien amant, joignant une ruse de femme à celle d'un négociateur, elle imagina de faire passer de Kourlande en Ukraine un corps de troupes par la province de Lithuanie. On devait laisser croire en Russie et déclarer à toutes les puissances de l'Europe, que la marche de ces troupes était un simple passage sur les frontières de Pologne, pour aller d'une province russe dans une autre; et par des déclarations qu'on laisserait courir en Pologne sur tous les griefs qu'on imaginerait, on chercherait à y répandre l'opinion que c'était véritablement une attaque, ou du moins que ces troupes marchaient au secours de la faction Czartoryski. Du sein de ses propres inquiétudes, Catherine essayait ainsi de jeter le trouble chez ses voisins, persuadée, par des récits infidèles, que tous les Polonais allaient ou se disperser devant ses troupes, ou se soulever contre leur roi, et que d'un souffle elle allait exciter des tempêtes.

XVII. *Déclaration de l'impératrice de Russie.*

On publia donc, ou plutôt on laissa courir dans toutes les provinces, sous le nom de cette princesse, plusieurs déclarations destinées à répandre l'effroi parmi les Polonais. Dans la première, elle disait : « Que ses maximes n'ayant pour but que l'avantage général des nations, elle apprend avec un sensible déplaisir les violences commises à Vilno, pour l'établissement du tribunal; et que si tout ne rentre pas dans l'ordre légal, elle se verra forcée d'employer, pour cet objet, la puissance que Dieu lui a confiée, et les droits de son empire pour l'avantage et le bonheur de tous les peu-

ples ». Dans une seconde déclaration, adressée directement au roi, elle lui demandait compte de l'administration du royaume; elle disait « Que les lois et la liberté de la Pologne étant opprimées, et les amis de la Russie éloignés de toutes les grâces, parce qu'ils soutenaient cette liberté, la Russie devait les protéger, et en sa qualité de garante du gouvernement de la république, ne pas permettre qu'on changeât rien à la constitution. » Elle renouvelait, par une troisième déclaration, l'ancienne querelle sur les limites de l'Ukraine, toujours restées indécises; et menaçait, si la république ne nommait par des commissaires pour terminer ces discussions, de s'emparer de vive force de tous les pays contestés. Enfin l'ambassadeur Keyserling reçut ordre de demander hautement satisfaction du mémoire où l'empereur Yvan avait été nommé; et on affectait de répandre, que l'impératrice, résolue de se rendre à elle-même la justice qui lui était refusée, allait faire enlever les ministres polonais qui avaient signé ce mémoire. Les mouvements des troupes russes sur leurs frontières ne tardèrent pas à faire prévoir leur entrée en Pologne.

XVIII. *Le roi et son ministre quittent la Pologne.*

Le roi prit aussitôt la résolution de fuir de son royaume. Ce prince et son ministre, n'espérant plus trouver aucune ressource dans une nation qu'ils avaient si longtemps affaiblie, divisée, corrompue, s'exagérant le mal qu'ils avaient fait, n'eurent pas d'autre pensée, à la première menace d'un ennemi étranger, que la fuite. Ils remirent à un autre temps le procès criminel intenté contre Biren; ils envoyèrent au prince Charles l'ordre de quitter Mittau, aux deux sénateurs qui accompagnaient ce prince l'ordre de le suivre, et

au gentilhomme envoyé en Russie son rappel de cette cour. Ils renoncèrent au projet de convoquer une diète extraordinaire, n'osant courir les risques de cette convocation, et craignant que les Russes ne fussent parvenus au centre du royaume avant que cette diète eût été assemblée.

Le comte Brulh, ne se dissimulant pas que c'était pour jamais qu'il allait quitter la Pologne, et abdiquant l'espèce de ministère qu'il avait si longtemps exercé dans cette république, partagea à ses enfants les charges, les starosties et même les biens héréditaires qu'il y possédait. Une charge de veneur étant passée du second fils au troisième, le grand-chancelier de Lithuanie dit : « Qu'il en scellait les provisions d'autant plus volontiers, qu'il ne fallait ni mérite ni noblesse pour posséder une pareille charge, et qu'elle avait fait autrefois la récompense d'un bouffon. »

Enfin, le roi, malgré l'excès de sa faiblesse, et le comte Brulh, non moins malade, mais cachant avec effort sa langueur aux yeux d'un maître qui ne paraissait pas s'en apercevoir, partirent ensemble, abandonnant pour jamais ce royaume, et ne prenant, avant leur départ, aucune mesure sur aucun objet. Il y avait alors sept ans qu'Auguste avait cherché en Pologne un asile contre les calamités que les fautes de son gouvernement avaient causées à ses États d'Allemagne; et à peine furent-ils délivrés du fléau de la guerre, qu'ils lui servirent de refuge contre les calamités qui les menaçaient en Pologne.

XIX. *Le prince Charles quitte la Kourlande.*

Le duc Charles de Kourlande, depuis six mois bloqué dans son palais, n'y subsistait que par l'industrie d'un petit nombre de Kourlandais fidèles, qui risquaient tout pour lui

faire passer des vivres. Les boulangers de sa capitale étaient forcés à lui refuser du pain. Après avoir reçu du roi son père, l'ordre de quitter ce duché, il publia un manifeste par lequel il exhortait la noblesse kourlandaise à ne point se présenter aux diètes convoquées par un usurpateur. Il partit en plein jour, traversant les troupes russes rangées en haie sur son passage, et qui lui rendirent tous les honneurs dus aux souverains. Il s'arrêta quelques jours à Varsovie, où la noblesse de plusieurs provinces, touchée de son courage, l'envoya complimenter; et bientôt il partit pour Dresde, craignant également de se rendre suspect à un roi mourant, par un plus long retard ou par un plus grand empressement.

Les deux sénateurs restés à Mittau après son départ furent chassés du palais; mais ils trouvèrent encore moyen de rester dans la ville, pendant la diète convoquée par Biren. Ils opposèrent à cette assemblée, une protestation revêtue de toutes les formes nécessaires. Ces deux hommes courageux, au milieu d'une armée ennemie, n'avaient pour défense que leur dignité même. Une grande partie de la noblesse, toujours fidèle au duc Charles, demeura sur ses terres, dispersée, sans appui, attendant les événements; et cette femme qui par une frivole intrigue, avait usurpé un empire, sentit avec étonnement que le plus faible trône, soutenu par le respect des lois est moins facile à renverser que le trône d'un despote.

XX. *Les Prussiens mettent deux provinces au pillage.*

Les Russes, dont l'entrée en Pologne était chaque jour attendue, n'étaient pas les seuls ennemis qu'eût alors cette malheureuse république, si lâchement abandonnée par son

roi. Les troupes prussiennes étaient au centre des plus belles provinces. Tous les autres pays qui, pendant la dernière guerre, avaient été ouverts à leurs incursions, s'étaient vus forcés de leur fournir de l'argent, des vivres et des soldats. Les seuls Polonais avaient été longtemps garantis de ce pillage par le séjour, non moins funeste, de l'armée russe. Mais aussitôt qu'elle se fut retirée, plusieurs détachements prussiens s'étaient avancés en Pologne, se faisant précéder par un manifeste où le roi s'adressant aux Polonais, au nom de l'amitié, s'excusait sur la nécessité de sa propre défense, et promettait de payer tout en argent comptant. Tout fut payé en fausse monnaie. On sait que le roi de Prusse, profitant du désordre où étaient les monnaies polonaises, avait su, par les mains des juifs, se rendre maître de leur circulation, et les avait, en cinq ans, fait refondre sept fois, augmentant à chaque fois le degré d'alliage. Aussitôt que la paix générale eut été conclue, de nouveaux détachements vinrent se joindre aux premiers, sous le prétexte de contraindre les sujets prussiens qui, pendant la guerre, s'étaient réfugiés en Pologne, à rentrer dans leurs habitations. Frédéric ne s'attendait pas alors qu'une partie de ces provinces ne tarderait pas à lui appartenir, ou serait incorporée dans ses propres États.

La licence la plus effrénée régnait dans l'exécution de ces ordres cruels. Une plaisanterie de ce prince en avait été le signal. Ses généraux lui ayant écrit, que tout était fort cher, il répondit : « Je suis étonné de vos plaintes sur la cherté des vivres en Pologne ; c'est un si bon pays que vous devez y avoir tout pour rien ». On forçait chaque seigneur chez qui les fugitifs prussiens s'étaient fixés, de leur payer en argent la valeur de la maison qu'ils avaient bâtie, du terrain qu'ils avaient cultivé, et même une somme arbitraire pour le profit que le pays avait retiré de leur séjour. On saisissait

les douanes, pour indemniser, disait-on, le roi de Prusse de la perte qu'il avait faite sur ses monnaies pendant la guerre. On taxait tous les gentilshommes, sur les prétextes les plus extraordinaires, comme des créances du temps des croisades. Des hommes flétris et bannis par la justice, rentraient sur les terres de leurs seigneurs, en y conduisant les troupes prussiennes, pour redemander les confiscations faites sur eux par la loi ; et ceux qui refusaient de satisfaire à ces prétentions étaient conduits enchaînés à Driesen, ville frontière appartenant au roi de Prusse, où le bourguemestre, érigé en juge, les condamnait aux restitutions et aux frais du procès. L'instruction donnée aux officiers prussiens était conçue avec une plaisanterie froide et cruelle, et mettait un ordre ironique dans les vexations qu'elle autorisait ; nommant les gentilshommes polonais la partie souffrante, et les Prussiens la partie gagnante.

Ce fléau parcourut toute la grande Pologne et la Prusse polonaise. On ignorait si ces violences avaient l'aveu du roi de Prusse. Son résident à Varsovie, ne sachant comment les pallier, se cachait et feignait d'être malade. Ce prince refusa de voir ceux qui coururent à Berlin implorer sa justice ; il répondit aux lettres qu'on lui adressa, que tout cela lui était absolument inconnu. On montra cette réponse aux officiers qui se disaient chargés de ses ordres. Ils répliquèrent « qu'ils n'avaient pas l'honneur d'en recevoir immédiatement de sa majesté, et qu'ils suivaient ceux de leurs généraux ».

On écrivit à la cour de Saxe, pour demander que son envoyé à Berlin fût chargé de porter des plaintes au roi ; mais la maladie du comte Brulh supendait à Dresde tous les soins du gouvernement. La fatigue de son voyage l'avait épuisé ; et quand le repos lui eut rendu un peu de force, il resta encore longtemps, entre le dégoût des affaires passées et

l'effroi des affaires présentes. Plein de dépit contre les Polonais, il répondit : « Je suis ministre de Saxe, et ne me mêle point de ce qui regarde la Pologne ».

La noblesse de ces provinces, réduite au désespoir, proposa aux ministres et aux grands seigneurs de se confédérer. Le primat et le grand général, après avoir écrit à tous les gentilshommes des pays voisins, de se tenir prêts à monter à cheval, envoyèrent ensemble un député au roi de Prusse, avec des lettres flatteuses et touchantes. Soit que ce prince, parvenu au faîte de la gloire, ne voulût pas pousser plus loin cette tyrannie, quand il aurait fallu en avouer hautement l'atrocité, soit qu'il jugeât ces provinces épuisées, et le Brandebourg aussi rétabli des maux de la guerre qu'il pouvait l'être par ce pillage; soit plutôt qu'apprenant la prochaine invasion des troupes russes, il voulût laisser aux Polonais toute la sûreté dont ils avaient besoin de son côté, pour s'opposer à la Russie sur d'autres frontières, il donna des ordres sévères pour faire cesser ces brigandages. Il cassa la commission de Driesen, fit arrêter le bourguemestre si longtemps érigé en juge, condamna au cachot quelques officiers, et reprit *pour lui-même*, par des confiscations, tout ce qu'ils avaient acquis par ce pillage.

XXI. *La querelle avec les Tatars conciliée.*

A l'autre extrémité de la Pologne, le kan des Tatars, toujours campé sur les frontières, à la tête de toutes ses hordes, et craignant d'être déposé dès qu'il rentrerait dans sa presqu'île, avait cherché, jusqu'à cette époque, tous les moyens d'aigrir et de prolonger ses différends avec la république. Il avait mal reçu les envoyés du grand-général, et refusé les présens que l'usage voulait qu'ils lui offrissent. Il

leur avait répondu qu'il ne recevait de présents que de ses amis. Dans une seconde audience, il leur avait ordonné de sortir de ses États, en menaçant de ravager les terres polonaises, jusqu'à la concurrence d'une somme exorbitante qu'il exigeait en dédommagement des griefs dont ses sujets, disait-il, avaient à se plaindre. Les ambassadeurs de France à Varsovie et à Constantinople, et le consul de cette nation en Tatarie, employaient, il est vrai, leurs bons offices dans cette affaire. Ce fut par leurs correspondances mutuelles que se firent les premières propositions d'accommodement. Mais les mouvements des Russes, donnant alors à Krim-Gueray un nouveau prétexte de rester en armes, il se rendit plus facile pour la conciliation de cette querelle. Le consul de France auprès du kan fut, avec l'agrément des Turks et de la France, le seul négociateur pour le roi; il se rendit en Pologne, termina cette affaire, moyennant la modique somme de quatorze mille ducats, que le roi distribua à ces Tatars: et aussitôt le kan tourna toute son attention sur le mouvement des Russes.

Quatre régiments de cette nation, faisant ensemble huit mille hommes, entrèrent alors en Lithuanie, avec leur artillerie de campagne. Ils annonçaient la prochaine arrivée de nouvelles troupes, qui allaient, disaient-ils, traverser toute la Pologne et s'avancer jusqu'au centre du royaume, afin de prendre les chemins les plus commodes et les plus fertiles pour se rendre en Ukraine. Ces quatre régiments paraissaient suivre directement la route de Vilno, et quelques émissaires de Poniatowski semèrent la nuit dans les rues de cette ville un manifeste anonyme, par lequel il exhortait les Polonais à former une confédération sous l'appui des armes étrangères, et à exterminer ceux qui avaient violé, disait-il, la sûreté publique et anéanti les lois de la patrie.

XXII. *La maison Czartoryski cherche à faire confédérer la nation.*

Les princes Czartoryski avaient formé, à quelques lieues de Varsovie, un camp de toutes les troupes de leur maison ; ils y avaient rassemblé quatre mille hommes ; ils envoyaient dans les provinces, représenter à la noblesse : « Qu'enfin le temps était venu de remédier à tous les désordres des deux derniers règnes ; qu'il fallait profiter des heureuses dispositions de l'impératrice de Russie, se réunir à eux, former une ligue de toute la nation, et se confédérer sous la protection nouvelle et inattendue que la fortune donnait enfin à la république ». Cette ligue générale était l'objet de leurs démarches. Ils laissaient Poniatowski, toujours faible et artificieux par caractère, mais livré à ses deux jeunes confidents, et par leurs conseils devenu téméraire et brouillon, précipiter les événements, et tenter, sans avoir de plan fixe, d'amener une révolution pour s'emparer du trône. Ces princes, plus habiles, voyaient, au contraire, avec une jalouse inquiétude, que l'appui même qu'il leur procurerait leur donnait à redouter son ambition ; et ils voulaient seulement, en excitant des troubles devenir chefs d'une confédération qui les rendît, jusqu'à la mort du roi, les maîtres de l'État, et à cette époque les maîtres de la couronne. Leurs émissaires répandaient dans toutes les provinces que l'impératrice consentait au rétablissement de la république, par condescendance pour leur maison ; qu'il fallait ne pas laisser échapper une occasion aussi extraordinaire ; eux-mêmes confiaient à un petit nombre de citoyens dont ils connaissaient les intentions patriotiques une partie de leurs desseins : et à ces prétextes de zèle pour le bien public, ils ajoutaient encore tous les motifs de crainte. Il fallait, selon eux, se presser de former

une autorité légale, qui pût traiter avec la Russie sur toutes ses demandes, et prévenir l'exécution de ses menaces.

XXIII. *Effets des déclarations de l'impératrice sur les Polonais.*

Mais les déclarations de la tzarine avaient excité plus d'indignation que d'effroi. Ces menaces, qui en avaient si aisément imposé à la cour de Varsovie, étaient loin de produire le même effet sur une nation assez égarée, il est vrai, pour estimer son anarchie, mais qu'aucun déshonneur n'avait encore avertie de sa dégénération et de sa faiblesse; qui s'enorgueillissait avec justice de son ancienne gloire, et avec laquelle, suivant une expression du vieux Keyserling, il aurait été plus sûr d'agir en maître que d'en prendre le ton. Les uns étaient choqués de ce qu'une puissance étrangère voulait entrer dans les affaires des tribunaux, dont le roi même, disaient-ils, n'a pas droit de se mêler. Les partisans de la cour se récriaient contre l'ingratitude des princes Czartoryski, que la seule bonté du roi avait élevés à cette puissance devenue dangereuse pour lui-même, et dont la criminelle avidité s'efforçait d'exciter des troubles, afin que leur autorité devînt nécessaire pour les apaiser. Ceux qui étendaient plus loin leurs vues regardaient comme un outrage ce droit de protection, de garantie et de tutelle que l'impératrice voulait s'arroger sur la république : « Quand il s'agirait, disait-on, d'abolir toutes nos lois, de changer notre constitution, et de former un nouveau gouvernement, la Pologne n'aurait en cela de règle que sa propre volonté, d'arbitre que Dieu seul ». Tel était le cri général, et toutes les opinions se réunissaient également contre cette faction russe. Aucun mouvement ne se fit dans les provinces en

faveur des princes Czartoryski. Cette maison ambitieuse se trouva réduite à ses propres forces et à celles d'un petit nombre d'amis dévoués à ses intérêts.

XXIV. *On se prépare à résister aux Russes.*

Le prince Radzivill avait avec lui quatre mille hommes de troupes, quarante pièces de canon et la noblesse de trois provinces. Le tribunal de Lithuanie, ainsi défendu par une armée, continuait l'exercice de son autorité, en évitant tout ce qui aurait justifié les plaintes de ses adversaires et donné un prétexte à quelques violences de la part des Russes. Ce prince lui-même, docile aux conseils des plus sages citoyens, se tenait sur une exacte défensive, déterminé seulement à combattre l'armée russe au premier désordre qu'elle commettrait.

Cette armée restait à quelques lieues de Vilno, dans une égale inaction. Elle était commandée par un jeune général Soltikoff, qui n'ayant reçu qu'un ordre vague de porter la terreur en Pologne, démentait, par l'honnêteté de son caractère, les menaces qu'il faisait quelquefois pour remplir son personnage, et qui, marié depuis peu à une des plus belles personnes de Russie, une nièce des infortunés Dolgorouki, venait d'être employé malgré lui à l'opression de la Kourlande, avait laissé à Mittau sa jeune épouse dans le palais du bourreau de sa famille, était impatient de retourner auprès d'elle, et ne désirait point de prolonger un commandement si extraordinaire.

Dans cette attente générale, on ne voyait aucune voie de conciliation. Le primat du royaume avait d'abord eu intention de convoquer le sénat ; mais les formes ordinaires parurent trop lentes et trop embarrassées, dans une conjonc-

ture qui semblait si pressante ; et les anciens usages ne servant plus que d'obstacles à toute espèce de résolutions, presque tous les grands avaient préféré une assemblée particulière, et s'étaient rendus dans le château de Bialystok, chez le grand-général comte Branicki. C'est de là qu'on avait fait passer à Vilno de l'argent, des vivres, des munitions ; c'est de là qu'on entretenait les résolutions prudentes de Radzivill. On soupçonnait, avec raison, dans cette assemblée de Bialystok, que tous ces mouvements n'étaient que des tentatives hasardées. On n'y trouvait ni la suite ni l'ensemble qui eussent le caractère des grands desseins. Mais en prenant de courageuses résolutions, on était convenu de n'en laisser voir que de modérées, de crainte d'irriter l'impératrice par des démarches imprudentes, et de l'engager à soutenir, par vaine gloire, une affaire légèrement entreprise, et que peut-être les négociations pourraient terminer. Le général Mokranowski fut envoyé à Varsovie par cette assemblée, pour essayer d'y entrer en conférence sur les troubles actuels avec l'ambassadeur de Russie. Déjà cet ambassadeur reconnaissait toute l'imprudence de cette tentative ; que les Russes avaient cru soutenir une faction, et qu'il fallait entreprendre une conquête. Il ne cachait point ses alarmes, et il répéta à plusieurs personnes : « On sait bien où on allume le feu, mais qui peut prévoir où il s'éteindra ? » Cette conduite tout à-la-fois audacieuse et retenue des princes Czartoryski paraissait inconcevable à ce vieil ambassadeur d'un empire despotique, où il n'existe aucun intervalle entre le murmure et la révolte, et où il est plus sûr de songer à détrôner le souverain que de se plaindre. « Ces princes, disait-il, savent commencer, et ne savent point finir. » Il s'inquiétait de voir toutes les affaires de son ambassade troublées par un jeune homme, plus dépositaire que lui des secrets de sa souveraine, et il cherchait à se rassaisir de la

principale autorité et à reprendre en main la conduite des événements.

XXV. *Négociations.*

Telles furent les dispositions mutuelles que Mokranowski et Keyserling portèrent dans un entretien que tous deux désiraient également. Keyserling, après avoir protesté que les troupes russes n'avaient aucun autre objet que de passer d'une province russe dans une autre, entreprit de justifier les mouvements des Czartoryski; il exalta leurs projets de réforme : il représenta le besoin que la Pologne avait de grands changements dans ses constitutions. Il ajouta que tout bon citoyen devait profiter de la protection que l'impératrice accordait aux projets de cette maison, pour le rétablissement de la république; et, affectant alors de se répandre en éloges sur les qualités extraordinaires de cette princesse, il saisit le prétexte d'en faire voir à Mokranowski le portrait sur une médaille, pour essayer adroitement de lui faire accepter un présent considérable. Mokranowski rejeta le présent avec dédain. Il dit à l'ambassadeur : « Qu'avant la retraite des troupes russes, toute négociation était offensante pour les Polonais; que la Pologne, quelque besoin qu'elle eût de réforme et de protection, ne consentirait jamais à recevoir ses lois d'une puissance étrangère; que d'y employer la force, ce serait commencer une guerre dont les événements seraient exposés à d'autant plus de hasards, que la Pologne intéresserait plus d'une puissance dans sa querelle. » Keyserling, cherchant à gagner du temps, promit d'envoyer aux troupes russes l'ordre de s'arrêter où elles étaient, et aux Czartoryski une invitation de se rendre à Varsovie pour entrer en négociation. De son côté, Mokranowski ayant pé-

nétré la crainte qu'avait cet ambassadeur de voir augmenter les troubles, écrivit au grand-général de se rendre à Varsovie, pour exiger de Keyserling, au nom de la république, la retraite entière des troupes russes.

XXVI. *Opposition du roi de Prusse aux projets d'une révolution.*

Mais déjà ces mouvements vagues commençaient à inquiéter toutes les puissances voisines. Le roi de Prusse lui-même ne les voyait pas avec tranquillité. Les Czartoryski n'avaient pas imaginé alors, ce que bientôt après ils osèrent entreprendre, d'exécuter leurs projets et de changer le gouvernement de leur pays sans l'aveu d'un voisin si justement redouté. La réponse qu'il avait faite à leurs propositions cachait, sous une apparente simplicité, cette profonde tyrannie que nous le verrons exercer dans la suite. Il leur avait répondu qu'il désirait, pour le repos et le bonheur de la Pologne, qu'elle demeurât dans son état actuel; mais il n'avait rien ajouté qui annonçât une opposition entière et absolue à cette entreprise; et ils avaient espéré qu'il serait facilement entraîné par le concours de la Russie, ou du moins qu'il serait contenu par sa déférence aux volontés de l'impératrice.

Ces deux souverains, à cette époque, n'avaient point encore uni leurs intérêts; mais Catherine recherchait cette même alliance que dans ses manifestes contre son mari elle lui avait reprochée comme une des fautes les plus graves qui méritaient que la couronne lui fût ravie. Elle n'avait pas tardé à reconnaître qu'aucune autre alliance ne conviendrait mieux à son caractère entreprenant, à tous ses desseins d'ambition, de vanité et de vengeance; que si l'ami, ou plutôt l'i-

dole de son mari se réconciliait avec elle, l'exemple serait donné aux Russes et au monde entier d'en oublier le détrônement et le meurtre ; et que cette union avec le plus dangereux de ses voisins ajouterait à sa sécurité sur le trône. Si quelque temps elle avait cru avoir à s'en plaindre, une lettre de ce prince trouvée dans les papiers de son mari, où il recommandait à ce malheureux empereur de la consulter en toute occasion, et d'en suivre toujours les conseils, l'avait désabusée de cette injuste prévention Ses ressentiments avaient aussitôt fait place à la reconnaissance, et elle couvrait de ce prétexte honorable le soudain changement de sa politique. Frédéric avait aisément prêté l'oreille à ses avances ; tout contribuait à leur rapprochement, et à l'espèce d'intimité qui commençait à s'établir entre eux. Ils avaient l'avantage rare entre deux souverains, de se connaître personnellement l'un l'autre, Catherine ayant passé presque toute son enfance à Berlin et les premières années de sa jeunesse à la cour même de Frédéric. Tous deux, passionnés pour la gloire, n'avaient entre eux cependant aucune sorte de rivalité. L'amour de tous les talents et un goût semblable pour tous les plaisirs de l'esprit n'étaient mutuellement entre eux qu'un attrait de plus. Tous deux affectaient déjà l'un pour l'autre une admiration, un enthousiasme que leurs grandes qualités pouvaient inspirer et justifier, quoique la trempe froide et réfléchie de leurs caractères les en rendît peu susceptibles.

Mais elle avait eu soin de lui offrir une amorce plus faite pour le séduire. Elle avait su l'intéresser au rétablissement de Biren en Kourlande, en lui abandonnant de belles terres que Biren possédait en Silésie. Lui, de son côté, sut bientôt l'enivrer d'encens, la flatter sans cesse, pour obtenir le droit de lui donner des conseils ; vanter sans aucune retenue, et avec les ressources inépuisables d'un courtisan

et d'un bel esprit, l'habileté qu'elle montrait dans l'art de régner, son génie, son goût, sa littérature, son courage; et sous ce voile d'adulation, la jouer quelquefois par les plus perfides artifices, lui résister à propos, s'en faire redouter, mais toujours, et en toute ocasion, lui céder tous les avantages d'ostentation et de vaine gloire. Tel est le ressort que nous le verrons manier continuellement et avec une adresse infatigable dans tous les événements qui vont suivre. Leur alliance, près d'être conclue, ne l'était pas encore; mais quel que fût le secret d'une négociation qu'ils traitaient par eux-mêmes, et par des lettres toujours écrites de leurs mains, on eut bientôt pénétré que la tzarine trouvait dans ce prince une opposition insurmontable aux complaisances qu'elle voulait avoir pour les Czartoryski; et qu'il prit dès-lors le système auquel nous le verrons s'attacher dans tout le reste de cette histoire, de ne point consentir à laisser former de nouvelles constitutions en Pologne, et de maintenir cette république dans sa déplorable anarchie. On ajouta même, que pour la détourner plus sûrement de ses complaisances, il lui représenta l'inutilité de se ménager un parti dans cette république; et pour aller au-devant des plus secrètes intentions qu'elle pouvait avoir, il l'assura qu'au moment où le trône viendrait à vaquer, il serait facile d'en disposer sans le concours d'une pareille faction.

Le kan de Krimée s'opposa plus décidément encore à cette entrée des Russes en Pologne. Krim-Gueray apprenant que leurs détachements se montraient près des frontières où lui-même était campé, envoya dire à leur général: « Que s'ils touchaient à une seule cabane polonaise, il irait dans quinze jours déjeûner chez lui, avec cent mille Tatars ».

XXVII. *Catherine, malgré les efforts des Czartoryski, ordonne la retraite de ses troupes.*

Catherine craignit de s'avancer plus loin dans une affaire si légèrement entreprise; et malgré les efforts des Czartoryski pour l'engager à y persévérer, quoiqu'ils lui citassent l'exemple et la politique de Pierre Ier dans ses dernières années, elle leur fit répondre qu'elle ne voulait pas risquer, pour seconder leurs projets, de se brouiller avec toutes les puissances; que le moment favorable n'était pas venu, et qu'ils attendissent la vacance du trône. Elle envoya ordre au général russe de retirer ses troupes de Lithuanie, après avoir concerté cette retraite avec l'ambassadeur. Il se fit donc à Varsovie un accommodement, où le vieux Keyserling, négociant comme on faisait il y a deux siècles, avec des citations de l'écriture sainte et des poëtes anciens, assura que l'entrée des Russes en Lithuanie était un simple passage, un *transitus innoxius*, et signa tout ce que les Polonais demandèrent, certain d'éluder ensuite la foi de ce traité. Il paraissait s'occuper de rétablir entièrement la paix, d'extirper jusqu'aux moindres germes de division, de s'ériger lui-même en arbitre de tous les différends. Ce vieil ambassadeur, au milieu de ses confidents, prenait quelquefois plaisir à se comparer dans cette ambassade, à Flaminius, le premier Romain qui eut à traiter avec les Grecs, et qui, par sa facilité et sa douceur, en conservant à chaque ville sa liberté et ses lois, commença à les asservir entièrement à la république romaine.

Poniatowski voyait avec chagrin la tranquillité publique rétablie. Il reprochait à Keyserling, en pleurant de rage, d'avoir été plus loin que les ordres de sa souveraine, et par-là d'y avoir manqué. Keyserling lui répondit : « Que nous

font vos procès et vos tribunaux ? Devons-nous jamais nous en mêler autrement que par la médiation et les bons offices ? Restez en paix, laissez mourir le roi sur le trône, et vous verrez alors si nous vous abandonnerons » ! Poniatowski le quitta en pleurant ; et pour se disculper auprès de l'impératrice de la démarche odieuse dans laquelle il l'avait si imprudemment engagée, il chercha à l'irriter contre ce vieillard, et à rejeter sur lui seul le peu de succès de sa mission.

XXVIII. *Discours du grand-général à Poniatowski.*

Le jour que le grand-général, après avoir signé l'accommodement, quitta Varsovie, tous les grands étant à cheval autour de son carosse, pour lui faire cortége, il aperçut Poniatowski dans cette foule ; il l'appela, et l'ayant fait placer sur le devant de son carrosse, il lui parla comme son beau-frère, et avec la dignité qui convenait au chef de la république. Il lui représenta « dans quels troubles ses intrigues jetaient la patrie ; que la Pologne était assez malheureuse par son mauvais gouvernement ; que d'y appeler les étrangers, ce n'était pas travailler à son rétablissement, mais en précipiter la ruine ; que tout ne serait pas perdu, si l'ambition ne prenait pas ces voies criminelles ; que le courage et l'amour de la liberté avaient de grandes ressources. Vous êtes jeune, lui dit-il, et vous pouvez un jour voir la république rétablie ; plus heureux que nous, qui avons passé nos jours dans les malheurs publics, et à qui la vieillesse ne laisse plus assez de temps pour voir tant de maux réparés. Mais ce n'est point en confiant le rétablissement de de l'État à ses ennemis naturels, que vous jouirez de ce bonheur. Votre ambition vous trompe, elle vous conduit à l'esclavage, et peut-être vos plus grands succès ne servi-

ront-ils que d'époque à l'entière destruction de votre patrie ». Poniatowski ne répondit qu'en se laissant suffoquer par ses pleurs. Le grand-général lui demanda comment il devait les interpréter ; et n'obtenant pour toute réponse que de nouvelles larmes, et des mots vagues d'inimitié contre la maison de Saxe, et des suites d'engagements, il arrêta son carosse, l'en laissa descendre : et quoiqu'ils fussent alliés de si près, quoique ce vieillard ait encore vécu de longues années, ce moment fut celui où ils se séparèrent pour jamais.

XXIX. *Celui-ci persévère dans ses desseins ; suite de ses intrigues.*

Cette passion de régner, que la difficulté de parvenir à son objet empêche de s'allumer dans les cœurs même les plus ambitieux, mais qu'une faible lueur d'espérance suffit pour rendre la plus impétueuse des passions, possédait toute l'âme de ce jeune Polonais. Ses deux confidents, de son âge, qui se promettaient de le gouverner sur le trône, ne cessaient d'aiguillonner son ambition. L'auteur de cette histoire tient d'eux presque toutes ces anecdotes ; et suivant leur propre aveu, la maladie qui conduisait Auguste au tombeau était trop lente au gré de leur impatience. Ils voulaient, sans attendre la mort si prochaine de ce malheureux prince, profiter de toute la faveur actuelle des conjonctures pour le faire tomber du trône, et ils excitaient Poniatowski à tenter une seconde fois d'amener une révolution. Ce fut dans ce dessein qu'il essaya de faire parvenir à la cour de France de secrètes insinuations, de peur qu'elle ne traversât ses nouvelles mesures. Mais tout ce que son caractère avait de frauduleux, son esprit de faux et de romanesque, et tous les égarements de sa folle vanité, se produisirent à dé-

couvert dans cette espèce de négociation. « Il était convaincu, disait-il au résident de cette cour, que la France est l'alliée naturelle de la Pologne. La Russie ne voulait que le bien particulier d'une seule famille, et non celui de la république; et si la crainte de perdre cet appui nécessaire obligeait ses parents d'éviter en apparence toute autre intimité, ils n'en seraient pas moins empressés à se rapprocher de la France, dès qu'ils auraient donné, sous la protection de la tzarine, quelque consistance à leur pays ». Emporté par un vif ressentiment contre le roi de Prusse, il ne dissimula pas que ce formidable voisin avait fait échouer leur dernière tentative; et toutefois il s'écriait avec un puéril enthousiasme : « Que la Pologne était mûre pour une révolution; le temps de la Pologne est à la fin venu », s'écriait-il encore, en parodiant les vers qu'un poëte célèbre a mis dans la bouche de Mahomet. On voyait aisément que les belles scènes de cette tragédie, où ce fameux imposteur peint lui-même son caractère et ses desseins ne paraissaient à ce jeune ambitieux qu'une école de politique.

XXX. *L'assemblée de Pétrikau.*

De nouveaux troubles, plus dangereux que les derniers orages, étaient prêts d'éclater dans la ville de Pétrikau, pour la formation du grand tribunal de Pologne. Les princes Czartoryski, poursuivant avec une animosité implacable leur vengeance contre Brulh, avaient résolu d'y renverser entièrement la fortune de cet ennemi, et de soumettre la révision de sa fausse généalogie polonaise à l'examen de ce nouveau tribunal, aussitôt qu'il serait formé. Quoique dans le dernier accommodement ont eût mutuellement promis de ne point mener de troupes dans cette ville, la plupart des dif-

férents chefs s'y étaient rendus avec de nombreux cortéges de noblesse. Le palatin de Kïow, beau-père du jeune comte Brulh, déterminé à défendre son gendre, et averti de ne point amener de troupes, n'avait pris avec lui que des gentilshommes, sous le titre d'amis, mais au nombre de plusieurs milliers. Ce palatin était le comte Potoçki, chef de cette maison, qui, pendant les premières années de ce règne, avait défendu la liberté publique contre l'ambition de la cour, et qui avait longtemps soutenu, par la seule faveur de la nation, la concurrence des Czartoryski, lorsque ceux-ci possédaient toute la faveur du roi. Il y avait au moment actuel plus de trente seigneurs du nom de Potoçki, et en Pologne, plus que partout ailleurs, le même esprit se perpétue dans les familles. Soit que la violence des factions les rallie davantage, soit que la coutume de vivre séparés dans leurs châteaux, loin des communications habituelles, serve à y conserver les mêmes caractères et les mêmes opinions. Toutefois le palatin de Kïow, dans la longue paix de ce règne, qui jusqu'à présent n'avait été troublée que par de frivoles agitations, avait perdu cette audace et cette fermeté dont ses oncles lui avaient autrefois donné l'exemple. Il était devenu plus souple et plus artificieux. Il voyait dans chaque affaire tous les moyens, toutes les ressources. Mais son imagination lui présentant aussi tous les inconvéniens, quelquefois près d'agir il demeurait irrésolu, et dans ces occasions mêmes où la perte d'un instant peut tout ruiner et tout perdre, il cherchait encore des artifices pour ne rien résoudre. Quinze mille gentilshommes étaient accourus dans la ville de Pétrikau. C'était la première fois, depuis ce règne, que les affaires publiques avaient réuni un si grand nombre de noblesse.

« Il était temps, disaient les jeunes confidents de Poniatowski, de donner un dénouement à ces scènes odieuses et

ridicules. Depuis dix ans, les deux partis se menaçaient les armes à la main, et ces longues querelles, où les ressentiments s'étaient toujours perdus en démonstrations et en paroles, ressemblaient à celles des bouffons de comédie. Il fallait en venir à la catastrophe, et voir enfin si on pourrait faire tomber du trône une maison étrangère, qui deux fois y était montée contre le gré de la nation, et qui se trouvait aujourd'hui destituée de la seule protection qui l'y avait maintenue ».

XXXI. *Mort du roi.*

Mais le roi, dans ce temps même touchait à son dernier moment. Presque toujours enfermé, depuis son retour à Dresde, retombé dans l'inaction qu'il aimait, n'ayant pas même à se montrer à ses sujets pour l'exercice de sa religion qui n'était point la leur, il s'appesantissait de jour en jour, devenait silencieux, paraissait sans cesse endormi, et s'étonnait lui-même de cette espèce de léthargie. Enfin un violent accès de goutte qui lui remonta dans la poitrine, se joignit à ses incommodités, et après une suite d'étouffements et de faiblesses, il expira le 5 octobre 1763. Infortuné souverain, que des mœurs pures et des intentions droites auraient dû rendre plus recommandable, et dont un ministre habile ou vertueux eût aisément fait compter le nom parmi ceux des bons rois. Mais son indolence lui faisait abandonner les soins du gouvernement, son orgueil réduisant au dernier avilissement ceux qui s'efforçaient de gagner sa confiance, le plus servile des flatteurs le perdit par ces deux faiblesses.

XXXII. *Mort du comte Brülh.*

Le comte Brulh voyait aussi approcher le terme de sa maladie; attaqué depuis longtemps d'une langueur mortelle, il n'avait pris aucun des soins que sa santé affaiblie aurait demandés; et dans un temps où toute la Pologne imputait à son crédit auprès du roi tous les malheurs publics, il avait cru devoir dissimuler ses maux et redoubler ses assiduités auprès de son maître. Ce fut l'honneur de recevoir le roi dans une de ses maisons qui acheva d'épuiser entièrement ses forces. A peine Auguste fut-il expiré, le comte Brulh, tout mourant qu'il était, fit un nouvel effort, et dans l'espérance de rester premier ministre de Saxe sous un autre règne, il vint travailler avec le jeune électeur. Mais ce prince lui demanda sa démission et lui conserva, par respect pour la mémoire du roi, une pension considérable. Après avoir ainsi survécu à son maître assez de temps pour être dépouillé de ses emplois, en succombant au chagrin de sa disgrâce, il supporta avec courage les dernières approches de la mort, et ayant fait apporter le plus délicieux vin de Hongrie, il expira en le buvant à la santé de ses amis.

XXXIII. *Effroi général en apprenant la mort du roi.*

Aussitôt qu'à Varsovie on eut appris la mort du roi, la crainte qui s'empara de tous les esprits, rendit sa mémoire plus chère que sa personne ne l'avait été. Le pressentiment des maux auxquels on s'attendait fit donner des regrets à sa perte; et comme si on eût voulu, dans ces premiers ins-

tants, se dissimuler les véritables motifs de cette consternation générale, on semblait les chercher dans le souvenir des bonnes qualités de ce prince. On disait que ceux même qui étaient devenus ses plus cruels ennemis avaient dû leur fortune à ses bienfaits. On ajoutait qu'un règne si long n'avait été troublé ni par aucune guerre, ni par aucune de ces confédérations si fréquentes sous les autres rois. Mais ces regrets apparents firent bientôt place au sentiment plus réel de l'épouvante. Cette foule de citoyens à qui leur médiocrité ne laisse dans ces crises publiques aucun dessein à former, se rappelaient entre eux les malheurs des derniers interrègnes. Les vieillards renouvelaient, par des récits effrayants, l'horreur des révolutions passées, et la comparaison des temps leur en faisait prévoir de plus déplorables. La nation s'apercevait enfin qu'elle était entièrement désarmée. Cette longue et trompeuse tranquillité de la république n'avait laissé, dans tous les grands emplois, que des hommes vieillis dans le luxe et dans toutes les commodités de la vie. La génération présente, élevée dans l'ombre de la paix, voyait, en gémissant, le repos dont elle avait joui près de s'évanouir. Chacun cherchant les asiles les plus respectés, faisait porter dans les couvents ses effets les plus précieux. Chacun s'occupait tristement d'un avenir funeste, dont la rivalité des grandes familles parvenue aux derniers excès, l'ambition des étrangers prêts à envahir la république, et l'affaiblissement des mœurs générales, faisaient prévoir toutes les calamités. Le courrier chargé de porter à Varsovie cette nouvelle de la mort du roi avait passé, pendant la nuit, par la ville de Pétrikau et remis des lettres au comte Potoçki. C'était la surveille du jour où le tribunal devait être formé ; et ce palatin garda plus de vingt-quatre heures le secret de cette mort, soit qu'il voulût par cette conduite faire perdre du temps à la maison Czartoryski, dont les chefs les plus actifs étaient rassemblés

dans cette ville, soit que, profitant de la supériorité de son parti sur le leur, il voulût, comme ils le lui ont reproché depuis, profiter de cette occasion pour le faire massacrer, soit enfin que vingt projets différents passassent à la fois dans son esprit, et que, suivant son irrésolution naturelle, il perdît le temps sans en exécuter aucun. Cent lettres écrites de Varsovie à Pétrikau y apprirent enfin cette nouvelle. Le primat, qui avait déjà pris en main le gouvernement du royaume, demanda que le tribunal, objet de tant de rivalilés, ne fût point formé ; puisque toutes les autorités qui émanent de celle du roi cessent aussitôt que sa mort est notifiée dans les formes, et qu'il faudrait bientôt nommer d'autres juges pour les tribunaux du deuil. Mais déjà, sur cette nouvelle, tous les chefs se dispersaient d'eux-mêmes, et abandonnaient cette ville, pour veiller ailleurs à de plus grands intérêts.

FIN DU PREMIER VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE PREMIER VOLUME.

LIVRE PREMIER.

LIVRE DEUXIÈME.

LIVRE TROISIÈME.

LIVRE QUATRIÈME.

LIVRE CINQUIÈME.

FIN DE LA TABLE DU PREMIER VOLUME.

RÉVOLUTIONS
DE POLOGNE

PAR

CLAUDE CARLOMAN DE RULHIÈRE

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Ouvrage désigné par l'Institut

Pour le grand prix décennal de 1810.

QUATRIÈME ÉDITION, REVUE SUR LE TEXTE ET COMPLÉTÉE

PAR

CHRISTIEN OSTROWSKI.

TOME PREMIER.



PARIS

LIBRAIRIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES, FILS ET Cie

IMPRIMEURS DE L'INSTITUT, RUE JACOB, 56

1862

LIBRAIRIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES, FILS ET Cie

THÉATRE COMPLET

DE

CHRISTIEN OSTROWSKI

TROISIÈME ÉDITION

TOME PREMIER

FRANÇOISE DE RIMINI, — GRISELDE
EDVIGE DE POLOGNE
LA LAMPE DE DAVY, — PYGMALION, — ADALBERT

LE DEUXIÈME VOLUME CONTIENDRA :

Marie-Madeleine, ou **Remords et Repentir,** drame en trois actes.

Jean III Sobieski, ou **le Siége de Vienne,** drame en cinq actes.

L'Avare de Molière, versifié, avec notice.

Azaël, ou **le Fils de la Mort,** drame lyrique en un acte.

Typographie de H. Firmin Didot. — Mesnil (Eure).